

## La France en Inde

**M. François Mitterrand** doit inaugurer, vendredi 3 février à Bombay, au terme d'une visite de trois jours, l'Année de la France en Inde. Il aura, auparavant, relancé la coopération entre les deux pays et visité, à Calcutta, la tristement célèbre « Cité de la joie ». Un séjour, en somme, dont les diverses facettes sont au goût du chef de l'Etat, et dont le bilan, sur le plan bilatéral, semble plutôt fructueux.

Le président de la République souhaitait, en premier lieu, que la coopération avec cet interlocuteur asiatique que la France privilégie sorte de sa léthargie. L'épineux problème du déséquilibre des échanges commerciaux - au détriment de New-Delhi - a été abordé de front, et les deux gouvernements sont convenus de le réduire au plus vite. Pour répondre à cet effort, les Indiens ont consenti à faciliter les investissements français chez eux. Parmi les accords passés, le plus significatif concerne la construction, par l'Institut Mérieux, de l'usine de production de vaccins « la plus moderne du monde ».

Les deux siècles ombres, de taille il est vrai, à ce tableau bilatéral concernent la construction de deux centrales nucléaires - un investissement de 15 milliards de francs - et l'ambitieux projet de la société Alcatel de doter l'Inde d'un réseau moderne de télécommunications. Le premier se heurte aux conditions avantageuses de financement réclamées par New-Delhi, qui peut toujours se retourner vers son allié soviétique pour obtenir des crédits à des taux plus favorables que ceux accordés par les Occidentaux. Le second, si l'on en croit le « Financial Times », ne fait pas l'unanimité parmi les responsables indiens, qui ont apparemment choisi de ne pas prendre de décision à l'occasion de la visite de M. Mitterrand, contrairement aux espoirs nourris par les Français.

Mais le chef de l'Etat, à l'aube d'un second septennat qu'il paraît vouloir exor sur la politique étrangère, ne s'est pas rendu en Inde seulement pour renforcer la coopération entre les deux pays. Comme on pouvait s'y attendre, une fois les nombreux points de convergence soulignés, le débat s'est élargi au dialogue Nord-Sud. M. Gandhi a déploré la dramatique myopie des pays industrialisés « face à l'écart croissant entre eux et les pays sous-développés ». Il a également souligné l'urgence de créer dans le monde une situation explosive comparable à celle qui avait provoqué la Révolution française.

Le président français en a dit tout autant en voulant « un monde plus solidaire », et, dans la même veine, il a tenu à rassurer son hôte sur le « grand marché » européen de 1993, qui, loin d'être « protectionniste », « restera largement ouvert sur le monde ». Il a également émis le vœu que les « embellies » actuelles dans les conflits régionaux « se confirment ».

Restait l'hommage à l'Histoire. Accueilli dans la plus pure tradition de l'Empire des Indes, le chef de l'Etat s'est incliné tour à tour devant les mémoriaux du mahatma Gandhi et du pandit Nehru avant de visiter la maison d'Indira Gandhi, transformée en musée après son assassinat, en 1984. Un rendez-vous que M. Mitterrand n'allait sûrement pas manquer.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0203 0 - 4,50 F



3790147004500 02030

## L'enquête sur l'offensive contre la banque privatisée

### Société générale : la COB dispose d'éléments nouveaux

Après avoir transmis le dossier Pechiney à la justice, la Commission des opérations de Bourse a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> février, l'ouverture d'une enquête sur l'affaire de la Société générale. Celle-ci a pour objet la recherche d'éventuelles opérations d'initiés ou de manipulation de cours. Après l'avoir préparée dès mardi, la COB a pris sa décision mercredi à partir d'« éléments nouveaux » dont elle dispose.

Demandée avec insistance par l'opposition RPR et souhaitée par les milieux financiers, une enquête va donc être menée par la COB sur l'affaire de la Société générale. Les conditions dans lesquelles M. Georges Pébereau, le président de Marceau Investissements, avait mené, au cours de l'été et de l'automne 1988, son raid sur la banque privatisée, avec le soutien de la Rue de Rivoli, avaient été très contestées.

La COB va enquêter sur l'ensemble des transactions réalisées sur l'action de la Société générale en France depuis le 1<sup>er</sup> juin 1988. Elle a été amenée à prendre cette décision à partir d'informations nouvelles dont elle dispose depuis le début de cette semaine.

(Lire page 27 l'article d'ERIK IZRALEWICZ.)

## La retraite d'Afghanistan



Lire page 3 le reportage de LAURENT ZECCHINI.

## M. Mitsuzuka, ministre de l'industrie, en tournée dans la CEE

### Le Japon n'a pas peur de l'Europe

Après Bonn et Londres, le ministre japonais du MITI (ministère du commerce international et de l'industrie), M. Hiroshi Mitsuzuka, a effectué une visite à Paris, jeudi 2 février, avant de se rendre à Bruxelles, vendredi 3. Au centre de ses entretiens, l'avenir des relations entre le Japon et la CEE, appelée à devenir un marché unique en 1993, avec ce que cela comporte d'attraits et d'inquiétudes pour Tokyo.

TOKYO de notre envoyé spécial

L'Europe est à la mode au Japon. La mise en place du grand marché de 1993 y est suivie avec plus de compréhension et de convoitise que de reproches. Le mythe de l'Europe forteresse préoccupe visiblement moins Tokyo que Washington et, le plus souvent, l'inquiétude affichée

paraît d'ordre tactique. Le fantasme essor du Japon, devenu, au moins en termes statistiques, la première puissance économique de la planète, donne de l'assurance à ses dirigeants. Déployant une stratégie mondiale efficace, ils envisagent avec confiance le dialogue à engager avec la Communauté.

« Les Européens prétendent traiter avec le Japon sur un pied d'égalité. La réalité, c'est qu'il n'y a pas d'égalité », constate, peu encourageant, un observateur français. « L'Europe sera ouverte mais pas offerte », a affirmé M. Jacques Delors en présentant, le 17 janvier, le programme de la nouvelle Commission européenne devant le Parlement européen.

Mais pour la Communauté, faible et divisée, la partie se présente sous un jour plutôt difficile. La rhétorique bruxelloise, par exemple, le discours sur la nécessaire réciprocité, n'impressionne guère à Tokyo. La CEE ne devra se tromper ni de cible ni d'argument si elle veut obtenir un minimum

de contreparties pour l'ouverture de son marché.

Dans les bureaux des ministères au confort souvent rudimentaire, aussi bien que dans les luxueuses salles de conférences des groupes industriels ou financiers, l'accueil réservé au projet de grand marché est nettement favorable. C'est dit avec une certaine coquetterie, comme si cette approbation illustrait la clairvoyance d'une élite minoritaire. « Certains disent qu'en 1993 l'Europe sera fermée. Ce n'est pas notre interprétation. Nous pensons que la porte restera ouverte », observe ainsi M. Kimichiro Kadono, le vice-président de Toshiba.

PHILIPPE LEMAÎTRE. (Lire la suite page 29.)

Lire page 2 « Europe : un temps de réflexion » par Yves Guéna

## A la demande du PS et dans la perspective de 1993

### Le gouvernement envisage de réduire le nombre des régions

Dans un « manifeste » diffusé jeudi matin 2 février, le Parti socialiste présente, à l'initiative de M. Pierre Mauroy, plusieurs projets de réforme de l'organisation des collectivités locales dans la perspective de l'Europe de 1993. Leur mise en application transformerait la carte administrative du pays en aboutissant, notam-

ment, à une réduction du nombre des régions. Le gouvernement, dont les membres concernés, MM. Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et Pierre Joxe, ont adopté ce texte à la dernière convention nationale du PS, envisage sa traduction législative. Il entend pour cela privilégier la plus large concertation.

compétences des départements, tout cela devra être réexaminé. Mais en vérité ses auteurs expliquent de vive voix qu'il est indispensable de mettre les régions françaises en position de rivaliser avec leurs homologues européennes, et donc d'en ramener leur nombre (vingt-deux en métropole actuellement) à une dizaine.

Cette analyse est d'ailleurs partagée par M. Raymond Barre et par l'UDC et certains élus du RPR, tel M. Pierre Mazeaud, député de Haute-Savoie (Le Monde du 1<sup>er</sup> février). Elle n'est pas dénuée de fondement. Mais, en lançant ce débat, les socialistes doivent s'attendre à des discussions difficiles.

THIERRY BRÉHIER et ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 8.)

## M. Chevardnadze à Pékin

Accord implicite sur le dossier cambodgien PAGE 4

## La « rançon » des otages

Anis Naccache réclame sa libération PAGE 6

## Entrée à l'ENA

Le gouvernement prépare une nouvelle troisième voie d'accès PAGE 8

## Le Monde

DANS LES LIVRES

■ Kenji Nakagami, un homme « à part ». ■ Les antinomes de Tzvetan Todorov. ■ Les amitiés fidèles de Colette. ■ Kafka, groom d'échafaud. ■ Michel Foucault, l'énigmatique. ■ La chronique de Nicole Zand : Alison Lurie. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Pour expliquer ce que j'étais », d'Aragon. Pages 13 à 20

Le sommaire complet se trouve page 32

## Le commando raciste de la Côte d'Azur

### Les Dupont-la-mort

Gilbert Hervochon, soixante-sept ans, et Nicolas Gouge, quarante et un ans, arrêtés par la police judiciaire de Nice le jeudi 26 janvier, ont reconnu être les auteurs des deux attentats commis récemment contre des foyers Sonacotra de la Côte d'Azur, le 9 mai 1988 à Cannes-La Bocca et le 19 décembre 1988 à Cagnes-sur-Mer (Le Monde du 31 janvier).

NICE de notre envoyée spéciale

Gilbert Hervochon vivait au milieu de triangles magiques. Dans son jardin, au bout de l'allée bordée d'orangers de la rue Bertioz, à Nice, il avait amassé un

curieux bric-à-brac : des pyramides de bois jaune posées au pied des cyprès, de grands triangles de plastique dorés abandonnés au milieu des rosiers, et un étrange sigle rouge et vert inspiré des « cigares du Pharaon » peint sur la porte d'entrée.

Derrière le portail, Gilbert Hervochon avait suspendu un mobile constitué de triangles blancs suspendus à de petites clochettes rouillées. Sans doute quelques messages destinés aux esprits. Passionné de spiritisme et de sciences occultes, il ne sortait jamais sans un bonnet de laine rempli de condensateurs électriques afin, disait-il, de protéger sa pensée des ondes cosmiques.

ANNE CHEMIN. (Lire la suite page 10.)

# CHAILLOU

Michel Chailou  
La croyance des voleurs  
roman / Seuil

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche 99 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 150 gr. ; Israël, 90 p. ; Japon, 1.700 Y. ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 1,50 S. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

2 Le Monde • Vendredi 3 février 1989

## Débats

### Au courrier du « Monde » : les mauvaises « affaires »...

#### L'indépendance de la COB

Un consensus semble se dégager actuellement pour augmenter les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse et renforcer son indépendance. Deux questions se posent : le statut de la COB lui assure-t-il une indépendance suffisante ? Dans les faits, cette indépendance est-elle sauvegardée ?

Autorité administrative indépendante, la COB n'est pas soumise au pouvoir hiérarchique du ministre de l'économie et des finances. Depuis 1981, son financement est autonome et provient pour l'essentiel des redevances perçues lors des émissions de valeurs mobilières. Néanmoins, ses membres sont nommés par le gouvernement (le président de la COB) ou le ministre de l'économie et des finances (les autres membres du collège).

Deux mesures simples permettraient de renforcer l'indépendance statutaire de la COB : d'une part, prévoir expressément l'irrévocabilité des membres du collège ; d'autre part, supprimer le commissaire du gouvernement, qui, certes, ne dispose pas d'un droit de veto, mais qui permet au ministre de l'économie et des finances d'être informé des délibérations de la COB et, en sens inverse, de transmettre à celle-ci ses observations et ses souhaits.

Bien entendu, l'indépendance statutaire ne suffit pas. Les pressions politiques peuvent emprunter des circuits divers. L'affaire Pechiney est à cet égard éloquent. Tout en proclamant la nécessaire indépendance de la COB, M. Bérégovoy ne cesse de lui adresser des injonctions : règlement rapide du dossier, remise d'un rapport, en utilisant des formules telles que « J'ai dit à la COB », « J'ai demandé à la COB ». Singulière conception de l'indépen-

dance. La Commission des opérations de Bourse n'est pas et ne doit pas devenir un super-arbitre, un super-ministre public. De même, il n'est pas souhaitable à notre avis d'en faire une juridiction disposant d'un pouvoir de sanction ; d'ailleurs son homologue américaine tant vantée (la SEC) n'en dispose pas en matière de délits d'initié. Recommander à la COB le pouvoir de porter plainte et d'ester en justice serait opportun ; en revanche, l'ériger en juridiction engendrerait un regrettable confusion des pouvoirs.

NICOLE DECOOPMAN,  
maître de conférences  
à l'université de Picardie  
(Amiens).

#### Les comptes du tabernacle

Le défilé funèbre qui monte de nos chaumières offense les narines de certains, réjouit celles de quelques autres. Ce sont « affaires » aussi vieilles que le monde... A leur propos, André Fontaine fait référence à la *veritas politica* de Montesquieu. Que ne remonte-t-il trente siècles plus haut ! Il eût trouvé dans la Bible deux textes lumineux qui encadrent à merveille son propos. Le premier a trait aux « comptes du tabernacle » ; le second au châtiment divin de la calomnie. Ils pointent le double écueil entre lequel devra naviguer le pouvoir - aiguillé par la compétition - de la presse : ils balisent avec rigueur le chemin ouvert au IV<sup>e</sup> pouvoir. J'emprunte le commentaire de ces textes au livre - récemment traduit et prestigieux - du professeur H. Pél (1).

Voici le premier (Exode 38, 21). Il s'intitule : « Ouvert à la vérification publique ». « Qui pouvait être plus digne de confiance que Moïse, selon le témoignage de Dieu lui-même : « Mon serviteur Moïse... de toute ma maison, c'est le plus loyal ? » Qui oserait soup-

çonner des « irrégularités » dans la conduite des collaborateurs ? exemples de Moïse... des hommes « au cœur sage », choisis par Dieu lui-même pour mener à bien l'édification du sanctuaire ? Néanmoins, « voici les comptes du tabernacle... comme ils furent établis sur l'ordre de Moïse ». Tant et tant d'or a été recueilli lors de la campagne pour la construction, tant et tant d'argent, tant et tant de cuivre, les sages exactes et leurs utilisations précises dans les différentes phases de la construction. La réputation excellente dont jouit une personne qui a la charge de fonds publics ou la confiance illimitée qu'on lui accorde ne suffisent pas. Moïse vient nous apprendre qu'il faut faire les comptes en public pour étouffer dans l'ouï toutes les rumeurs qui circulent toujours derrière le dos des hommes publics... »

Car voici l'autre écueil, l'autre limite. Le commentaire (Lévitique 14, 1-15, 33) s'intitule : « La langue qui tue ». Il a trait au « lachon hara », « terme qui englobe la calomnie, le commérage, le colportage, et toutes les autres formes de préjudices qui peuvent être causés à un individu ou à la société par la parole ». « Celui qui fait sortir le mal de sa bouche » (motira) est aussitôt frappé de la lèpre (metzora). La tradition juive voit une arme mortelle dans la mauvaise langue et ne mène pas ses mots pour la condamner. Le Talmud met le lachon hara sur un pied d'égalité avec l'hérésie, l'adultère et le meurtre. En réalité, il est plus que le meurtre car il « tue » simultanément trois personnes : celui qui raconte ces commérages, celui qui les écoute et celui qui en est la cible. »

Au microcosme français, à ses minimes passagers, quelle bouffée de fraîcheur, quelle leçon renvoie la

Bible - dans sa double et égale sèvérité ! Dans son éternelle actualité...  
D'JEAN-LOUIS LÉVY  
(Paris)

#### Economie mixte

La lecture du journal est actuellement aussi passionnante que jouer au Cinqe. Au passage, on s'instruit. Ainsi, depuis ces affaires, on comprend mieux le fonctionnement de « l'économie mixte » prônée par M. Mitterrand. Le bon peuple apporte le fric, le gouvernement distribue les présidences aux amis sûrs, et en coulisse les copains récoltent le jackpot. Là où ils poussent, c'est lorsqu'ils veulent passer deux fois à la caisse.

Je relève cependant deux détails essentiels qui restent inexplicables dans l'affaire Pechiney :

1) Pourquoi, dès l'instant où Pechiney et Triangulaire s'étaient mis d'accord, les mécanismes destinés à empêcher la spéculation et le délit d'initié (application, suspension des cotations) n'ont-ils pas été utilisés ?

2) Pourquoi M. Gandois a-t-il accepté de payer les actions Triangulaire quatre à cinq fois leur valeur du moment ?

C'est à croire que tout a été fait pour planter le mât de cocagne !

A. BEGUINOT  
(Montigny-Les-Bains, Moselle).

#### Poison médiatique

Je désapprouve profondément la polémique que vous menez avec l'Elysée. Vous écrivez : « Les affaires empoisonnent le climat politique ». Je regrette d'être amené à penser : « Les médias empoisonnent le climat politique avec les affaires. »

Le vrai problème, derrière celles-ci, c'est la responsabilité des milieux d'affaires. Or toute cette polémique

a tendance à occulter sérieusement les vraies responsabilités et les vrais coupables des milieux financiers qui doivent se réjouir de ce divin rideau de fumée dégagé par cette polémique.

En outre, elle participe, insidieusement et sans justifications sérieuses, au développement de la suspicion envers des responsables politiques, contre lesquels personne n'a la moindre accusation sérieuse. Elle ne peut que contribuer à favoriser la campagne de tous ceux qui sapent les fondements de notre système démocratique, avec l'argument « Démagogie ! » « Tous des pourris ! »

J. LEFEUVRE  
(Plumergat, Morbihan).

#### Félicitations !

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire... » Heureusement que la presse existe pour échapper un peu l'obscurité des affaires Pechiney et autres. Comme toujours, ici comme ailleurs, sous tous les régimes, à des degrés divers il est vrai, gouverner c'est mentir.

Un citoyen qui vote à gauche. Merci.

Michel SÉBASTIEN  
(Saint-Jean du Faig, Ariège).

#### Magie des nombres

On ne se félicite jamais assez de ce que la Révolution, inspirée des Luthères, nous a apporté. Ainsi la magie des nombres et leur alchimie savante. L'infinitement grand et l'infinitement petit étaient-ils autrefois le privilège des lettrés. Il est devenu notre bien commun dont télé et radio nous bercent chaque jour.

Nous pouvons donc être rassurés. Non, Yves Montand ne nous a pas dit ses quatre vérités pour rien. Oui, Christine Okrent est rémunérée comme il se doit et M. Daniel Barenboim peut s'indigner de ses

7 millions injustement envoyés... Et félicitons-nous de ce que nos modestes impôts aient de telles destinations.

On apprend encore que ces princes qui nous gouvernent ont réalisé de jolis coups de Bourse. Combien de millions, de milliards ? Mifégalement ? Allons donc, avez-vous vu qu'on les ait remerciés ? Avant eux, n'y avait-il pas en un garde des sceaux pour confondre la joaillerie et la banque et jongler avec billets et bijoux ? Dans le même temps, on vous raconte l'histoire de ce pitier malhonnête qu'un gérant de grande surface a voulu renvoyer pour avoir dérobé deux livres - deux ! Il y a fort à parier qu'en punition il ne connaîtra qu'un très probable chômage. En regard des galères promises à Jean Valjean, c'est une vtilité.

Et cela, en toute liberté, égalité et fraternité !

SUZANNE ROBERT  
(Vauville, Manche).

#### Je l'ai échappé belle !

Discutant de « l'affaire » avec l'un de mes meilleurs amis, tout prêt à renvoyer Mitterrand à Latche et Bérégovoy à l'usine, je lui ai demandé : « Et toi, si tu avais eu le tuyau, t'en aurais acheté des actions ? »

« Oui, bien sûr, tu penses ! », me répondit-il.

J'en tremble encore à retardement ! J'ai failli être obligé de démissionner de mon petit poste de fonctionnaire de la jeunesse et des sports et de mes fonctions électorales de trésorier de l'Amicale laïque de mon village natal !

HENRI HUTIN  
(Paris).

## Europe : un temps de réflexion

par YVES GUÉNA (\*)

RECONNAISSONS un mérite aux auteurs de l'acte unique qui doit aboutir dans quatre ans à un marché unique européen : celui d'avoir suscité dans l'opinion publique une formidable vague d'intérêt - en France plus qu'ailleurs, il est vrai. Cet intérêt est normal : la libre circulation des personnes, des capitaux, des marchandises et des services aura de considérables conséquences sur notre manière de travailler, sur notre fiscalité, sur notre droit. Ce qui n'est pas normal, c'est de laisser croire aux Français que tout ira miraculeusement mieux dès lors que l'on aura, comme on dit couramment, « fait l'Europe ».

#### Les charges de l'économie

Si l'on accepte pleinement le pari du marché unique, si l'on veut qu'il soit réellement une chance pour la France et l'un des instruments de son progrès, comme le *Marché commun* le fut durant les années 60, il faut donc en parler sérieusement et faire surgir les problèmes qu'il pose à notre pays. Cela vaut pour l'économie de la France, bien entendu, mais aussi pour sa politique étrangère et pour sa défense.

Chacun comprend que, dans un marché européen unifié, l'économie française serait perdue si elle était accablée de charges trop nettement supérieures à celles que supportent les autres économies européennes. Or le poids des dépenses collectives dépasse 44 % de notre produit national contre 40 % en moyenne chez nos partenaires de la Communauté, 39,5 % en Angleterre, 37,5 % en Allemagne. Qu'on dise donc clairement aux Français qu'il faudra réduire les dépenses collectives afin de diminuer la pression fiscale de façon régulière et significative, au demeurant le contraire de ce que l'on fait dans le budget incohérent de 1989.

Pour harmoniser les fiscalités européennes, la Commission de Bruxelles a proposé toute une série de mesures qui aboutiraient, pour la France, à la suppression du taux majoré de la TVA, à l'application de son taux réduit aux produits énergétiques, à une baisse du prix du carburant et à une augmentation des prix pour le

vin, la bière, le tabac. Probablement trop optimiste, elle estime à 25 milliards les pertes qui en résulteraient pour le budget français. De plus, la réduction du taux normal de la TVA française à la moyenne européenne entraînerait, elle, une moins-value de 95 milliards.

D'un autre côté, le rapport de M. Daniel Lebègue met en évidence les charges beaucoup plus lourdes que l'épargne supporte en France par comparaison aux autres pays européens : la liberté de circulation des capitaux prévue pour juillet 1990 impose donc à très courte échéance une réduction sensible de l'imposition de l'épargne. La règle du décalage d'un mois dans le paiement de la TVA impose aux entreprises françaises un coût de financement de quelque 10 milliards, alors que cette règle n'existe pas chez nos voisins... On pourrait allonger la liste des problèmes que pose l'entrée en vigueur du marché unique. Cela ne veut pas dire qu'ils sont insolubles : au contraire, ils peuvent être l'objet de compromis raisonnables. Mais au moins faut-il les connaître, en prendre la mesure et se rappeler surtout que la faible compétitivité de nos entreprises, que dénoncent les chiffres du commerce extérieur, nous impose une baisse beaucoup plus forte de leurs charges et qu'il doit en résulter une politique budgétaire complètement différente de celle menée par le gouvernement actuel.

#### Afficher l'indépendance nationale

En tête des « quelques idées simples » qui doivent inspirer la politique extérieure de la France et que M. François Mitterrand cite aux premières lignes des *Réflexions* qu'il lui a consacrées (1), il y a « l'indépendance nationale ». Et le fait est qu'il en parle au premier chapitre de son livre avec des accents auxquels peuvent souscrire tous les patriotes. Mais il précise plus loin, suivant sa propre expression, en quoi il estime « complémentaires l'indépendance de la France et la construction de l'Europe », ajoutant que « ce sera la grande affaire de la génération qui vient que d'harmoniser cette double démarche ». Le problème est sans doute bien posé, mais on ne nous en donne pas la clé. Or, avec la perspective du marché unique et

les arrière-pensées qu'il recouvre, le temps est venu de parler clairement sans flatter, sans faux-fuyant, sans ambigüité. Il faut que dès la prochaine élection européenne on s'affiche pour ou contre le maintien de l'indépendance nationale. Il est évident que celle-ci est compatible avec toutes les formes de coopération et de travail en commun, comme avec la liberté de circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services.

On peut même imaginer, comme ce fut parfois le cas, que sur les grands problèmes du monde l'Europe parle d'une seule voix. Mais quand on mesure dans les derniers développements de la question du Moyen-Orient à quel point de renoncement et d'alignement a glissé l'Europe, il est vital que la France conserve la possibilité, quand elle le veut, de parler par elle-même, d'agir par elle-même, de ne se confondre avec personne. Les socialistes doivent dire s'ils sont résolus à défendre coûte que coûte cette indépendance nationale à laquelle le président de la République se déclare attaché. Et l'actuelle opposition

doit dire si elle veut toujours cette restauration de l'indépendance nationale qu'elle s'inscrit en propres termes dans son programme aux élections de 1984. Par-dessus tout, ceux qui soutiennent l'action du général de Gaulle ou qui s'en réclament doivent dire haut et fort qu'ils n'accepteront pas qu'on touche à l'indépendance de la France.

#### Notre stratégie de dissuasion

Le plus grave, s'agissant de l'indépendance, c'est justement ce que l'on peut lire, ici ou là, sous le vocable de « défense européenne ». Là encore il n'est pas possible de s'abriter derrière des faux-semblants, de se dissimuler derrière des équivoques. Le fait est que l'Europe occidentale se partage entre deux stratégies : la France a choisi la stratégie de dissuasion nucléaire qui détourne tout agresseur d'agir contre elle.

(\*) Ancien ministre (RPR), président du Cercle Pétitclerc.

par la menace de destructions inacceptables pour lui ; les autres pays européens se sont ralliés à la stratégie de riposte graduelle qui prévoit de répondre au moyen de vastes affrontements conventionnels auxquels s'ajouteraient, le cas échéant, et si le président des Etats-Unis le veut, l'emploi plus ou moins massif d'armes nucléaires tactiques.

Il n'y aura pas et il ne peut pas y avoir de défense européenne commune si les pays européens n'adoptent la même stratégie. Nous attendons qu'on proclame avec force que la France n'acceptera pas et ne peut pas accepter de souscrire à la stratégie de riposte graduelle. C'est un choix sans échappatoire même si la stratégie de l'OTAN revêtait, pour la circonstance, une forme dégradée ou trompeuse. Pour le moment, et malgré le trouble de l'opinion publique en RFA, nos partenaires s'en tiennent à l'autre stratégie. Tant qu'il en sera ainsi, on ne pourra pas parler de défense européenne commune. En tout état de cause, les instruments de notre dissuasion nucléaire nationale doivent rester entre les seules mains du président de la République pour les raisons que M. François

Mitterrand a dites, comme ses prédécesseurs les avaient formulées avant lui.

Voilà quelques thèmes autour de quoi les débats européens pourraient s'organiser en France. Encore une fois, il ne s'agit pas de reculer devant l'échéance du marché unique qui peut être une chance pour notre pays, mais de mesurer avec lucidité ce que l'on peut accepter et ce qui serait décidément inacceptable.

(1) François Mitterrand, *Réflexions sur la politique extérieure de la France*, Fayard, p. 7.

#### Une précision de M. Michel Debré

Le titre qui a été mis par la rédaction du *Monde* en tête du commentaire de mon discours : « Contre l'Europe politique » (le *Monde* daté 22-23 janvier) révèle un confortisme contre lequel je combats. Contre l'Europe supranationale, oui. Mais on peut bâtir l'Europe politique sans supranationalité. C'est à mon sens la seule chance des Européens.

MICHEL DEBRÉ.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDAPAR 660672 F  
Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Édité par le SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wobbe  
Rédacteur en chef :  
Daniel Verant  
Correspondant en chef :  
Claude Salas

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - TAPES LÉMONDE  
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les tarifs et les  
index du Monde au (1) 42-47-98-61.

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - TAPES LÉMONDE

### Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Thé	FRANCE	REUNION	CURSE	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	804 F	700 F
6	720 F	762 F	1 608 F	1 400 F
9	1 080 F	1 143 F	2 412 F	2 100 F
12	1 440 F	1 524 F	3 216 F	2 800 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENVOYEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 03-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :  
noter : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande dans un  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les renseignements en capitales  
et d'imprimer.

# Etranger

Le retrait soviétique d'Afghanistan

## Washington accuse Moscou de « destructions massives de villages »

Alors que les retraits de troupes soviétiques s'accroissent, les États-Unis ont de nouveau accusé Moscou, le mercredi 1<sup>er</sup> février, de procéder à de « nombreuses destructions massives de villages » en Afghanistan, y compris à l'aide d'appareils basés en territoire soviétique. Ces bombardements ne sont pas circonscrits aux abords de la route du tunnel de Salang, principale voie d'évacuation vers l'URSS, où « des destructions massives de villages » ont été opérées, mais « de nombreux villages situés à bonne distance » de cette route, a précisé à Washington, le porte-parole du département d'État.

Les actions soviétiques, a affirmé M. Redman, « contrastent nettement avec la retenue exercée par les moudjahidins au cours des dernières semaines ». Il a estimé que « des centaines de civils ont été tués » par les bombardements dans la région du tunnel de Salang. M. Redman a également reproché à Moscou de poursuivre ses livraisons massives d'armes aux forces de Kaboul.

M. Jon Glassman, n'a pas exclu, mercredi, à New-Delhi, où il se trouvait depuis son évacuation, la possibilité d'un coup d'État à Kaboul après le retrait des troupes soviétiques. Il a fait état d'un mécontentement dans l'armée à l'égard du régime communiste et de la présence de sympathisants de la résistance dans les rangs militaires.

M. Perez de Cuellar, pour sa part, a exprimé mercredi « sa profonde préoccupation » face à l'évolution de la situation. Le secrétaire général de l'ONU, dans une déclaration lue par son porte-parole à New-York, a demandé à toutes les parties concernées de « donner une chance à la paix ». L'ONU n'envisage toujours pas l'évacuation de son personnel à Kaboul (207 personnes, dont 69 fonctionnaires internationaux).

## La visite du chef de l'Etat en Inde Les relations Nord-Sud ont dominé les entretiens de M. Mitterrand avec M. Gandhi

M. François Mitterrand est arrivé, jeudi 2 février, à Calcutta, deuxième étape de son voyage de trois jours en Inde. La veille, il s'était entretenu, à New-Delhi, avec le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. L'Inde a, d'autre part, fait savoir une nouvelle fois à la France qu'elle souhaite construire deux centrales nucléaires supplémentaires, mais ce marché paraît difficile à obtenir, tant la concurrence de l'URSS — avec laquelle l'Inde entretient des relations privilégiées — est rude.

en France, il y a deux siècles, a conduit à la Révolution. Ce à quoi M. Mitterrand a répondu, lors du dîner offert par le président de la République de l'Inde, M. Ramassawamy Venkataraman, après avoir réaffirmé sa volonté de désarmement nucléaire, conventionnel et chimique : « C'est bien ainsi que nous avons une chance de dégager des ressources nouvelles consacrées au développement. Il est au moins aussi crucial pour l'avenir de l'humanité de briser le cercle infernal de la misère, de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme, que de juguler la course aux armements. La communauté internationale paraît, dans un sursaut de sagesse, refuser la fatalité de la guerre : qu'elle se donne au moins, d'urgence, les moyens de remédier aux déséquilibres économiques qui, faute d'être maîtrisés à temps, la précipiteront dans d'incalculables désordres. Les dispositions des Etats riches ne sont pas — c'est le moins que l'on puisse dire — à la mesure de l'attente des moins favorisés. L'aide internationale stagne ou régresse ».

NEW-DELHI  
de notre envoyé spécial

L'entretien qu'ont eu, mercredi en début d'après-midi, MM. François Mitterrand et Rajiv Gandhi, a porté, pour l'essentiel, sur les relations Nord-Sud. M. Mitterrand ayant souligné, selon son porte-parole, M. Hubert Vedrine, que réduire le fossé entre pauvres et riches représente, pour les deux pays, une priorité qui s'impose sur toutes les autres. M. Gandhi a noté que la plupart des pays développés font preuve d'une « dramatique myopie » sur cette question. « Notre objectif », a-t-il dit, selon le porte-parole français, c'est d'éviter que se crée dans le monde une situation explosive, comparable à celle qui,

L'essentiel était dit. Il restait à souligner les convergences entre la France et l'Inde sur « la justice, la paix, le désarmement, la démocratie », selon le relevé établi par M. Gandhi, lors des entretiens politiques. Ces propos ont été repris et développés par M. Mitterrand au terme d'un dîner officiel.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## Kaboul dans la hantise de l'ultime affrontement

KABOUL  
de notre envoyé spécial

Les enfants ont froid. Comme leurs pères, ils s'entourent de laine et de laine. Ils se retirent, parfois, des files d'attente se formant dès 3 heures du matin devant les pompes à essence. Les enfants et les femmes, bardés de bidons et de jerrycans, piétinant la neige pour quelques dizaines de litres de fuel domestique. La rumeur de la ville n'est plus qu'une complainte uniforme à propos de pénuries de pain, de lait, de sucre.

Les quartiers de la périphérie sont devenus de gigantesques parkings. Des milliers de voitures et de camions sont en panne d'essence. En une semaine, les tarifs des taxis ont doublé et la circulation s'est ralentie. Le maire de la capitale, le général Mohammed Hakim, a beau affirmer que les silos renferment 57 000 tonnes de farine, la population et les experts internationaux savent bien que ce chiffre est très optimiste.

D'ailleurs, le maire évalue sa population à 1,5 million d'habitants et les mêmes experts parlent de 2,5 millions de personnes. Selon des sources médicales, la population est hantée de Kaboul est d'environ 30 000 personnes. Il s'agit d'enfants, de malades, d'encolés, et d'adultes, de malades. Les médecins doivent tout prévoir, y compris la pire, un blocus économique quasi total, une bataille pour la conquête de la capitale.

Dans la première hypothèse, cette population vulnérable — la plupart font partie de familles déplacées — souffrira durement. A l'hôpital Indira-Gandhi, réservé aux enfants, 67 % des malades sont victimes de malnutrition. Le second scénario aurait sans doute des conséquences catastrophiques, les hôpitaux de Kaboul connaissant déjà des problèmes importants de ravitaillement, à la fois en nourriture et en médicaments.

La rationnement est devenu une forme de gestion. Seuls les stocks de médicaments du comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR) — environ 100 tonnes, sont importants. Il est vrai que le gouvernement a

dû constituer des stocks en prévision de possibles affrontements. Des combats dans Kaboul entraîneraient un problème immédiat de plasma sanguin, faute de banque du sang. L'hôpital du CICR a une capacité de 120 lits, dont 50 seulement sont utilisés, en prévision d'une crise.

Dans les centres de santé publics, la situation est loin d'être satisfaisante : pénuries de médicaments et de nourriture, coupures d'électricité qui interrompent les opérations chirurgicales, absence de praticiens qui, mal payés, doivent chercher ailleurs des revenus complémentaires. Les moudjahidins viennent aussi se faire soigner à l'hôpital de la Croix-Rouge. Ils entrent discrètement dans la ville et arrivent souvent dans un état de l'hôpital.

### La garde spéciale

La résistance envoie, en effet, les cas désespérés, ceux qui n'ont plus rien à craindre d'une éventuelle arrestation. Les autorités jouent le jeu : l'hôpital accueille tous les blessés de guerre, d'où qu'ils viennent. Les blessés sentent confusément que le pire est encore à venir. De nombreuses familles, depuis quelques semaines, ont quitté la capitale pour se réfugier à la périphérie. Les gens se regroupent par familles, et les tribus, faisant bloc. Les moudjahidins sont des « libérateurs » potentiels mais ils font aussi peur. Tout dépend de quel côté on se trouve. « Il faut être diplomate, dit un gros commerçant, pour penser que le sang ne coulera pas. Le pardon n'est pas dans la mentalité afghane. Il y a eu dix ans de guerre et cela nourrit cent ans de haines ».

Des haines ? Selon Amnesty International, le Khad (les services secrets) sont responsables de trente-cinq mille disparitions depuis 1979. « Le pardon, avec Gulbuddin Hekmatyar et ses fondamentalistes », rappelle le chauffeur, persuadé que la résistance, a d'ores et déjà dressé la liste de ceux qui, irrécupérables, devront être éliminés. « Il y a une sorte de réflexe « Khmers rouges » chez certains

moudjahidins », explique un sociologue : « Pour eux, la révolution communiste a pris naissance à Kaboul, en milieu intellectuel, et il faut nettoyer à grande échelle ».

Même si elle n'est pas sûre, la « bataille de Kaboul » est cependant hautement probable pour la grande majorité des Kabouliens. On y voit qu'Abdul Haq, le commandant du Jamiat Islami — autre mouvement de résistance — est un homme responsable, qu'il a déjà prévu de protéger les édifices publics et les ambassades et d'empêcher les pillages, ou du moins qu'il essaiera de le faire. Mais les autres, Kheles, Gulbuddin, Rabbani et surtout les « petits commandants », dont certains sont déjà autour de Kaboul comme autour d'une proie mourant bien vivante ?

Le pouvoir n'a pas peur. Il l'affirme. Pourquoi alors ces rafles depuis quelques semaines, et qui s'accroissent, de tous les jeunes, enrôlés de force dans l'armée, ou plutôt les armées chargées de défendre le régime du président Najibullah ? Cinq cent quatre-vingt-dix jeunes de la province de Kaboul ont rejoint « volontairement » l'armée, en l'espace d'une semaine, annonçant fièrement l'officiel *Kabul Times* du 30 janvier. Ils sont sept mille neuf cents à avoir fait ce « bon choix » depuis moins d'un an. Mieux, treize cents jeunes se sont enrôlés dans la garde spéciale depuis le début de l'année pour devenir des « soldats d'élite » qui défendront Kaboul.

La garde spéciale... Mercredi 1<sup>er</sup> février, une visite avait été organisée pour la presse étrangère. Hébergée dans une ancienne base soviétique, au pied d'une colline crénelée par les remparts du vieux fort Bala-i-Sar, la garde spéciale, ou ce qu'il en reste, n'impressionne guère : soldats dépénalisés, armés de façon disparate et s'efforçant de marcher au pas. Ces volontaires, bien sûr, de dix-sept à quarante-cinq ans, forment le « far de lance » du régime. Ils devraient encore beaucoup s'entraîner pour pouvoir faire face aux moudjahidins barbus et, de leurs montagnes, regardent Kaboul avec patience.

LAURENT ZECCHINI.

## En noir et blanc

« Si je meurs d'une mort violente, comme certains le craignent et quelques-uns le comptent, je sais que la violence sera dans la pensée et dans l'acte de l'assassin, et non pas dans ma mort. Car aucune haine n'est assez noire pour assombrir la force de mon amour pour mon peuple et mon pays ; aucun pouvoir n'est assez fort pour me détourner de mon but et de ma détermination, qui est de faire progresser mon pays ».

Cette réflexion, retrouvée dans les notes manuscrites d'Indira Gandhi, est aujourd'hui gravée dans le marbre à l'endroit même où elle a été assassinée, le 31 octobre 1984, par deux de ses gardes du corps sikhs.

M. François Mitterrand, qui était venu dans cette maison à la fin de 1982 et y avait dîné avec Indira Gandhi, s'y est arrêté quelques instants. Dans le jardin de la propriété, à mi-chemin entre la maison d'habitation blanche et simple et les bureaux de l'ancien premier ministre, le président français avait sous les yeux, au-delà du marbre, les traces à la craie blanche, soigneusement entretenues, qui permettent de repérer

l'endroit où Indira Gandhi s'est écroulée au milieu d'une allée, les impacts de balles et la localisation des douilles du pistolet mitrailleur et du pistolet utilisés par les meurtriers.

M. Mitterrand, visiblement ému, n'a rien dit. Il n'a rien dit non plus, ou si peu, lorsqu'il a parcouru les quelques pièces de la maison. Les salles noires que sari et les sandales noires que portait Indira Gandhi le jour de sa mort. Les murs sont couverts de plusieurs dizaines de photographies. Toute une vie en noir et blanc, et aussi, histoire de la naissance d'une nation : son père, le pandit Nehru, premier ministre de 1947 à 1964 ; l'Indépendance en 1947 ; son fils Rajiv Gandhi, actuel premier ministre ; et puis, qui lui donne la main, le mahatma Gandhi.

Des autres photographies, on ne retiendra que le regard sombre, et pourtant éclatant, d'une petite fille à l'approche de la vie ou d'un premier ministre à la veille de sa mort. Ce regard efface tout ceux qui l'environnent.

J.-Y. L.

# DOROTHEE LETESSIER



DOROTHEE LETESSIER

## La Reine des abeilles

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

L'histoire d'un amour qui saigne à blanc une victime consentante, refusant de cicatriser... Peu de livres de femmes parlent aussi intensément de la jouissance et de la folie des sens.

Claire Méheust / Marie-Claire

Editions du Seuil

مكتبة من الأصل

## Asie

CHINE : la visite de M. Chevardnadze

Accord implicite  
entre Pékin et Moscou  
sur le dossier cambodgienPEKIN  
de notre correspondant

Le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, a annoncé, jeudi 2 février, des conversations avec son homologue chinois, M. Qian Qichen, à Pékin, où il était arrivé la veille pour une visite officielle que les deux pays présentent ouvertement comme l'ultime palier devant mener à la rencontre au sommet de MM. Mikhail Gorbatchev et Deng Xiaoping.

Le ministre soviétique a remis à la presse une déclaration dans laquelle il ne s'est pas privé d'une certaine emphase sur « l'échelle et l'importance » de la rencontre. Il a souligné la proximité des relations sino-soviétiques, et sur « l'amélioration de la situation dans la région comme dans le monde entier ». Par contraste, la Chine conserve un ton mesuré. M. Qian s'est borné à présenter la venue du chef de la diplomatie soviétique, le premier à visiter Pékin depuis vingt ans, comme étant la suite logique d'un processus qu'il avait lui-même engagé en se rendant à Moscou fin 1988.

Les deux ministres ont eu vendredi matin un premier entretien en tête à tête, suivi d'une séance plénière en compagnie de leurs délégations. M. Chevardnadze doit également rencontrer vendredi le premier ministre Li Peng et le vice-premier ministre Wu Xueping, avant de se rendre dans la soirée à Shanghai pour y être reçu par M. Deng Xiaoping, à qui il apporte une lettre de M. Gorbatchev proposant officiellement la tenue de ce sommet. Le formalisme de ces démarches — M. Chevardnadze doit avoir obtenu de parvenir à un accord complet sur la date du sommet — ne dissimule pas l'impression générale que, sur le fond, l'URSS et la Chine sont d'accord.

**INÉDIT**  
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
Tome II  
**LES MOISSONS DE LA FRANCHISE**  
L'acte de la France d'indépendance des ressources économiques des 43 pays d'expression française. Droit de la mer, les zones maritimes sont bien des prolongements « territoriaux » des États riverains (France). Le domaine territorial mondial. Structure des États d'expression française métropolitaine (16 pays), TOM, le territoire, les zones transfrontalières (40 nations), ACP (40 nations) et la possible UDEP (Union des États de langue française : 13 nations). 250 p., 95 F.  
Franco chez l'auteur.

**MARTINOT DE PREUIL**  
49560 NUEL-SUR-LAYON  
(Tome I : 95 F. Les 2 tomes 140 F. France)

(Publié)  
**BEKANNTMACHUNG FÜR DEUTSCHE  
ZUR WAHL ZUM EUROPÄISCHEN PARLAMENT**  
Avis destiné aux Allemands et concernant l'élection  
au Parlement européen

Am. 18. Juni 1989 findet die Wahl der Abgeordneten des Europäischen Parlaments aus der Bundesrepublik Deutschland statt.  
Deutsche, die ausserhalb der Bundesrepublik Deutschland einschließlich des Landes Berlin leben und dort keine Wohnung mehr innehaben, können bei Vorliegen der sonstigen rechtlichen Voraussetzungen an der Wahl teilnehmen, wenn sie

1.1. seit mindestens drei Monaten in den Europäischen Gebieten der übrigen Mitgliedstaaten der europäischen Gemeinschaften eine Wohnung innehaben oder sich mindestens seit dieser Zeit dort gewöhnlich aufhalten (auf die Dreimonatsfrist wird ein unmittelbarer vorübergehender Aufenthalt in der Bundesrepublik Deutschland angerechnet),  
oder

1.2. — in den Gebieten der übrigen Mitgliedstaaten des Europarates leben oder  
— in anderen Gebieten leben, sofern seit ihrem Fortzug aus der Bundesrepublik Deutschland und bis zum Wahltag nicht mehr als zehn Jahre verstrichen sind,  
und vor ihrem Fortzug nach dem 23. Mai 1949 mindestens drei Monate ununterbrochen in der Bundesrepublik Deutschland einschließlich des Landes Berlin gewohnt oder sich sonst gewöhnlich aufgehalten haben;

2. in ein Wahlverzeichnis in der Bundesrepublik Deutschland eingetragen sind. Diese Eintragung erfolgt nur auf Antrag. Der Antrag ist auf einem Formblatt zu stellen; er soll bald nach dieser Bekanntmachung abgesandt werden. Einem Antrag, der erst am 25. Mai 1989 oder später bei der zuständigen Gemeindebehörde eingeht, kann nicht mehr entsprochen werden (§ 17 Abs. 1 der Europawahlordnung).

Antragseingänge (Formblätter) sowie informierende Merkblätter können:  
— bei den diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Bundesrepublik Deutschland;  
— beim Bundeswahlleiter, Postfach 55 28, D-6200 Wiesbaden 1;  
— bei den Kreis- und Stadtwahlleitern in der Bundesrepublik Deutschland angefordert werden.

Weitere Ankünfte erteilen die Botschaften und konsularischen Vertretungen der Bundesrepublik Deutschland.  
PARIS, den 25. Januar 1989  
Botschaft der Bundesrepublik Deutschland

mais en accord quasi complet sur l'essentiel, y compris sur un désengagement parallèle affiché dans le conflit cambodgien.

Cet accord implicite, qu'il reste à rendre explicite par la rédaction d'un communiqué conjoint en vue de la normalisation complète des relations sino-soviétiques, met Pékin dans une situation légèrement favorable à l'égard de ses propres engagements sur la crise cambodgienne.

Une situation  
bancale

Quelques heures avant l'arrivée du ministre soviétique, M. Li Peng a ainsi reçu le prince Norodom Sihanouk pour lui réaffirmer solennellement le soutien de Pékin. Il a mis à profit la rencontre pour reprocher au Vietnam de poser encore en « précondition » retrait de ses troupes la cessation de l'aide chinoise aux Khmers rouges. M. Li a cependant confirmé dans le même temps que ce lien, que la Chine se refuse officiellement à établir, existait bel et bien, et que Pékin était d'accord pour commencer à réduire ses livraisons d'armes aux insurgés si les soldats de Hanoi partaient. Cette décision ne fait pas les affaires du prince Sihanouk, qui réclame à mots couverts, depuis son arrivée à Pékin la semaine dernière, que la Chine poursuive son aide militaire tant que des troupes vietnamiennes se trouvent dans son pays.

L'exercice consistait surtout, pour le premier ministre chinois, à attirer l'attention du ministre soviétique sur la présence à Pékin de l'ancien monarque : M. Chevardnadze est hébergé dans un pavillon de la même résidence où séjourne depuis la semaine dernière le prince Sihanouk, et tous deux n'ont, littéralement, qu'à traverser le jardin pour se voir. Compte-tenu de la variété des initiatives diplomatiques sortant du protocole qui ont été prises dans les relations internationales ces derniers temps, le ministre soviétique manquerait une occasion de taille de faire avancer le règlement cambodgien s'il se refusait à un tel geste.

La Chine et l'Union soviétique devraient également se mettre d'accord sur des mécanismes permettant un règlement à l'amiable de tout litige le long de leur frontière de près de 7 000 kilomètres, la plus longue frontière terrestre du monde. On s'attend que Moscou fasse un geste, là aussi, pour réduire un peu plus sa présence militaire dans les zones limitrophes. Sauf blocage de dernière minute que rien ne permet d'envisager, M. Gorbatchev semble donc être parvenu à bousculer suffisamment le calendrier chinois pour être à Pékin, comme il l'avait envisagé il y a quelques temps, en avril ou en mai prochains.

FRANCIS DERON.

## Europe

ESPAGNE

Reprise des négociations entre Madrid et l'ETA :  
« Nous pouvons être cette fois raisonnablement optimistes »  
nous déclare le président du gouvernement autonome basque

Bien que nos annonces officiellement, des conversations ont repris en Algérie, après un an d'interruption, entre le gouvernement espagnol et des représentants de l'organisation indépendantiste ETA pour tenter de mettre fin au terrorisme basque. Après des premiers contacts courant janvier, les véritables négociations ont commencé, selon la presse madrilène, le week-end dernier. Elles avaient été rendues

VITORIA  
de notre envoyé spécial

« Il est vrai que nos espoirs se sont souvent transformés en déceptions durant ces dernières années. Mais je crois que cette fois, tout en restant prudent, nous pouvons être raisonnablement optimistes. » Le président du gouvernement autonome basque et dirigeant du PNV (Parti nationaliste basque), M. José Antonio Ardanza, se veut à la fois encourageant et circospect lorsqu'il évoque sur la reprise des conversations à l'ETA. Si, malgré tout, l'espoir semble pour le moment

dominer chez lui, c'est que « les choses ont maintenant changé ». « Il y a eu une évolution de l'ETA que l'on peut résumer en trois phases, estime M. Ardanza : la première, en 1986, lorsque l'ETA a compris de manière définitive, que la victoire militaire n'était pas possible. Elle a alors décidé d'ouvrir sa campagne sur le thème de la négociation pour tenter d'obtenir, par cette voie, la satisfaction des mêmes revendications qu'elle ne pouvait arracher par les armes. La deuxième étape, c'est celle de janvier 1988, lorsque toutes les forces politiques basques nationalistes et non

possibles la semaine dernière par la prolongation pour deux mois de la trêve des attentats décrétée le 8 janvier par l'ETA. « C'est un moment adéquat pour le dialogue, et il est possible de parler avec la direction de l'ETA », a déclaré mercredi 1<sup>er</sup> février à Madrid le porte-parole du gouvernement, M<sup>re</sup> Rosa Conde. « Il y a une possibilité [de mettre fin à la violence] et nous allons

l'exploiter à fond », a-t-elle dit. M<sup>re</sup> Conde a souligné à cette occasion l'importance du rôle joué par l'Algérie et la France. M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, de passage à Hendaye, s'est félicité de l'annonce de ces conversations. Pour le président du gouvernement autonome basque, M. José Antonio Ardanza, celles-ci ont aujourd'hui de réelles chances d'aboutir, comme il nous l'a confié dans une interview.

nationalistes sont parvenues à un accord pour régler, en termes identiques, la violence et ont signé un pacte à ce propos : il devenait alors clair que c'était la société basque elle-même qui disait à l'ETA : ça suffit. Pour éviter de se retrouver socialement isolée, l'ETA a alors proposé, pour la première fois, une trêve qu'elle a toutefois assortie de conditions préalables. Mais le bloc de formations démocratiques s'est alors suffisamment consolidé pour les rejeter et exiger un cessez-le-feu immédiat de la violence. C'est ce qui vient de se produire : c'est la troisième phase, celle qui pourrait réellement nous permettre d'en finir. »

En tant que président du gouvernement autonome, M. Ardanza se croit-il pas que le gouvernement de Madrid et l'ETA ne puissent de côté les institutions basques pour discuter à l'ETA du futur politique du Pays basque ? « Le gouvernement de Madrid m'a assuré que les seules décisions à prendre à l'ETA concernent la libération des membres de l'ETA en prison et leur réinsertion dans la société, et ces assurances nous paraissent convaincantes. Politiquement, d'ailleurs, les socialistes savent qu'ils ne peuvent pas aller plus loin : faire des concessions politiques à l'ETA à l'Alger, ce serait démentir que ceux qui ont défendu depuis le début les idées nationalistes par la voie démocratique avaient en fait tort. »

Mais l'ETA n'est-elle pas bien décidée, de son côté, à mettre sur la table, à l'Alger, ses revendications politiques comme la reconnaissance du droit à l'autodétermination ou le rattachement de la Navarre à la communauté autonome basque ? « L'ETA peut parler à l'Alger de tout ce qu'elle veut, peu importe. Ce qui importe, c'est qu'aucune décision ne soit prise affectant la population basque à l'insu de ses représentants légitimes : nous ne l'accepterions pas. L'ETA a toujours cherché à nous laisser en marge. Pour elle, les horloges se sont arrêtées le jour de la mort de Franco : elle voudrait faire revenir l'histoire en arrière jusqu'à cette date, comme si tout ce qui s'est

passé ensuite, l'octroi d'un statut d'autonomie approuvé par référendum, l'élection d'un Parlement basque, les neuf années de gouvernement basque, tout cela n'existait pas. Mais tout cela existe et, à l'Alger, chacun devra tenir compte de cette réalité. »

Le débat sur les revendications de l'ETA, et plus particulièrement le droit à l'autodétermination, ne va-t-il pas, toutefois, se trouver relancé au Pays basque même ? « En tant que nationaliste, répond M. Ardanza, je me refuse à admettre mes revendications à celles que l'ETA veut imposer, ou ma stratégie à la sienne. Au contraire. Tant que l'ETA existe, nous, nationalistes démocratiques, sommes obligés de mettre en sourdine certaines de nos revendications pour ne pas donner l'impression d'appuyer indirectement l'ETA. Nous ne pouvons pas, par exemple, demander aujourd'hui le droit à l'autodétermination, sinon l'ETA affirmerait par là même que nous sommes à l'Alger l'organe de la rébellion. Que l'ETA disparaisse d'abord et nous pourrions ensuite commencer à débiter de manière légitime de tout. »

« Les dirigeants de l'ETA ont compris qu'il était temps pour eux de renouer les fils rompus à l'Alger, tant qu'ils conservent une certaine capacité de négociation, conclut M. Ardanza. Le temps joue contre eux ; dans une ou deux années, ils risquent de ne plus être à même d'obtenir ce qu'ils leur offrent aujourd'hui. Et, qu'ils en disent, ils le savent. »

THIERRY MALINAUK.

Un garde civil tué en Galice. — Un garde civil a été tué et un autre blessé, jeudi 2 février, par des inconnus qui ont ouvert le feu contre une patrouille près de La Corogne, en Galice. Des recherches ont été lancées pour retrouver les auteurs de cet attentat et deux suspects ont été interpellés. Deux groupes clandestins ont revendiqué des attentats dans cette région ces derniers temps : le Groupe de résistance antifasciste du Premier octobre (GRAPO) et le mouvement séparatiste Armée de libération du peuple galicien (ESPG). — (Reuters).

ROUMANIE

## Le combat de Doïna Cornéa

Deux médecins de l'organisation humanitaire Médecins du monde, les docteurs Jacques Lebas et Patrick Laburthe-Toira, viennent de se rendre en Roumanie, où ils ont rencontré M<sup>re</sup> Doïna Cornéa, ex-professeuse de français à l'université de Cluj, harcelée par la police pour avoir critiqué le régime. Ils nous ont adressé leur témoignage.

Mais pourquoi vous intéressez-vous à moi ? Il y a bien d'autres opposants dont il faut s'occuper, nous sommes sans nouvelles d'eux. Vous savez, dans ce pays, les opposants disparaissent. Certains même ont été assassinés. Dans le silence total. Je n'ai pas peur de mourir, je ne crains pas la mort. Je ne crains plus rien.

C'est avec chaleur, mais non sans surprise que Doïna Cornéa nous accueille. Ces derniers jours, des journalistes américains qui essayaient de la rencontrer ont été immédiatement expulsés et les diplomates européens qui tentaient de la joindre n'y parviennent pas. Quant à nous, nous allons bien signer en Afghanistan, au Salvador ou en Afrique du Sud. Nous ne pouvons négliger les souffrances des hommes à deux heures de Paris.

Dans une pièce aux fenêtres aveuglées la nuit même, la Securitat a placé un projecteur au-dessus de sa maison, Doïna Cornéa nous raconte son combat. « L'isolement qu'elle me fait subir dans ma propre maison m'est plus pénible que les mois de prison. Au moins avais-je en cellule des compagnons. »

« J'étais, jusqu'au 5 janvier, suivie en permanence par plusieurs agents de la Securitat. Il y en avait toujours un qui me collait à un mètre, m'insultait constamment et essayait de déclencher la

réprobation des gens que nous croisions dans la rue. Sans succès. »

Depuis des mois, pas une lettre, sauf une unique carte de vœux. Les autres lettres, si m'en ont fait parvenir sont des lettres d'insultes ou des menaces de mort. Quand ils me les donnent maintenant, je les déchire aux pieds du milieu en faction.

Mais pourquoi vous intéressez-vous à moi ? Il y a bien d'autres opposants dont il faut s'occuper, nous sommes sans nouvelles d'eux. Vous savez, dans ce pays, les opposants disparaissent. Certains même ont été assassinés. Dans le silence total. Je n'ai pas peur de mourir, je ne crains pas la mort. Je ne crains plus rien.

Prisonnière dans sa propre maison

Elle décroche son téléphone pour nous montrer qu'il est coupé depuis des mois. « Tout contact avec les autres est impossible, car un simple échange de regards avec moi vaut interrogatoire et tracasseries à celui qui me l'accorde. Je suis une opposante, pas une dissidente. Je n'ai jamais adhéré à aucun parti. Mon combat n'est pas un combat politique, c'est un combat moral. C'est l'essence de l'homme qui est en train d'être détruite dans mon pays. C'est difficile de résister ici, chaque jour, dans cette solitude. Surtout qu'ils en veulent à ma famille, et en particulier à mon fils. »

« J'ai été relâchée de l'université, mon fils a été en prison. Son seul délit : le délit d'être fils. »

De quoi est coupable cette fille femme au regard doux, au sourire indulgent ? De s'être adressée directement dans une

lettre au président Ceausescu pour réclamer l'arrêt de la destruction des villages dans son pays.

Débarquer dans Bucarest est une épreuve qui donne le frisson. Impossible d'accrocher, les regards des passants. Dans la rue, personne ne se parle, pas de cris d'enfants. Un sac en plastique à la main, les gens viennent grossir les queues interminables.

Soudain, un attroupement. Une cinquantaine de personnes devant les vitrines de l'Aéroflot regardent les informations en provenance de Moscou : des photos de Gorbatchev avec Mikhaïl, avec Kohl. Enfin une vitrine sans effigie du Conducator.

Nous cherchons à visiter un hôpital. On nous a appris qu'au-delà de soixante-dix ans, les ambulances ne vous transportent plus, et que les parents ne peuvent voir leurs enfants hospitalisés qu'à travers des grilles en soudoyant le médecin.

A peine avons-nous franchi la porte de l'hôpital qu'un milicien en uniforme se précipite sur nous. Dans un français impeccable, il nous signale que l'hôpital n'est pas un objectif touristique. D'ailleurs, il ne nous croit pas touristes et nous conseille vivement de regagner notre pays le plus rapidement possible.

Les amis que nous pourrions avoir en Roumanie ne sont pas non plus des objectifs touristiques. Ces menaces sont répétées une demi-heure plus tard. Nous gagnons l'ambassade de France. C'est sous la protection de diplomates que nous serons emmenées à l'aéroport, suivies d'une masse de barbouzes du régime dans leurs Decia banalisées. Face à Ceausescu, Staline souriant, une femme résiste, prisonnière dans sa propre maison. Ne l'abandonnons pas.

GRÈCE

La commission d'enquête  
renonce à interroger  
le banquier KoskotasATHÈNES  
de notre correspondant

Revenant sur une décision unanime du 9 janvier dernier, les représentants du PASOK au sein de la commission d'enquête parlementaire sur le scandale Koskotas, où ils sont majoritaires, ont renoncé mercredi 1<sup>er</sup> février à l'envoi d'une délégation aux États-Unis pour interroger le banquier, détenu à la prison de la ville de Salem. Pour l'opposition, cette décision de la commission correspond à un « suicide ».

La demande de la commission avait été transmise aux autorités américaines qui ont donné lundi dernier leur accord de principe en indiquant cependant que l'interrogatoire était libre de la recevoir ou non.

L'affaire a soulevé un nouveau tollé en Grèce. L'opposition rapproche cette décision d'une prise de position, dimanche dernier, du premier ministre, M. Papandréou, qui avait déclaré que « le trésor [du scandale présumé] n'est que du charbon ». (Apôt de dire, selon l'expression ancienne, qu'il n'y a pas. Le volte-face de PASOK s'expliquerait aussi par les craintes révélées de Koskotas, dont l'épouse affirmait mercredi dans un quotidien qu'il possédait des « secrets » compromettant le régime. La dégradation de la situation économique, politique, culturelle par ailleurs, le processus d'immigration massive des réfugiés grecs. Tous les secteurs ouvriers et les fédérations syndicales qui réclament une enquête indépendante ont appelé leurs adhérents à boycotter le travail plus-vingt-quatre heures jeudi pour protester contre le « suicide » de la baisse du pouvoir d'achat.

THEODORE MARANGOS.

Europe

EST ACCUSÉ DE...  
parce-troikaLe...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...Le...  
de...

## Europe

URSS : dans les « Izvestia »

### Sakharov est accusé de douter de la perestroïka

MOSCOU  
de notre correspondant

L'un des quotidiens soviétiques les plus favorables à la perestroïka, les *Izvestia*, s'en est remis en question mercredi 1<sup>er</sup> février, à l'un des hommes qui a le plus aidé M. Gorbatchev à convaincre l'URSS et le monde de sa volonté de changement : M. Sakharov.

Surprenante, puisque la faiblesse du camp réformateur oblige d'ordonner à gommer ses divergences, cette attaque a été suscitée par la publication, le 26 janvier dernier, dans *Le Figaro* et plusieurs autres journaux européens, de propos du Prix Nobel et de sa femme présentés comme une « interview ». Tant l'académicien que M. Bonner ont, depuis, démenté la « utilisation abusive de phrases en fait, prononcées au cours d'une conversation qu'ils avaient considérée comme privée ».

Expliquant, puisque M. Sakharov avait prédit que M. Gorbatchev serait renversé par les conservateurs ou se verrait imposer leur politique, et que M. Bonner avait ajouté qu'elle ne parviendrait pas, dix années sur lui, ces phrases ont eu un grand retentissement. Très commentées à l'étranger et immédiatement répétées en URSS par les radios occidentales, elles avaient largement contribué, après l'annonce du report de la réforme des prix, à accroître l'idée que M. Gorbatchev serait en difficulté et que son entreprise était en tout cas décapitée.

Or, il y a une chose que le secrétaire général ne peut pas laisser dire sans réagir, c'est qu'il n'a aucune chance de réussir car il n'aurait dès lors effectivement plus aucune possibilité de créer, en faveur des réformes, le courant d'opinion sans lequel il ne peut rien. S'en prendre à M. Sakharov n'était, d'un autre côté, pas chose aisée, car cela ne pouvait que rappeler la période des attaques ignominieuses et de l'exil à Gorki « que donner un désagréable goût de retour en arrière ».

Il a donc fallu une semaine pour peser les termes de la riposte qui, non signée, vient de toute évidence de très haut. Une phrase le résume : « Aucun homme se rangeant parmi ».

### YUGOSLAVIE : fin du plénum du comité central de la Ligue des communistes

#### Le prochain congrès aura lieu avant la fin de l'année

La session plénière du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) s'est achevée tard dans la soirée de mercredi 1<sup>er</sup> février, au terme de trois journées de débat. Il a été décidé que le prochain congrès du parti, qui était prévu pour 1990, serait convoqué avant la fin de l'année.

BELGRADE  
de notre correspondant

Même si elle n'a pas débouché sur de véritables décisions, la session plénière du comité central de la LCY qui vient de s'achever aura été l'une des plus mouvementées depuis la guerre. Plus de quatre-vingts orateurs se sont exprimés sur les discussions qui divisent le parti au moment où le pays s'enfonce dans la crise et, comme l'ont dit certains intervenants, arrive « à la limite de la catastrophe ».

La convocation anticipée du prochain congrès de la Ligue est pratiquement le seul point sur lequel les participants ont réussi à se mettre d'accord. Le dossier du président fédéral du parti, M. Stipe Suvaj, a été débattu.

Jean-Marie Chauvier

### URSS : Une société en mouvement

Un grand livre vivant avec lequel on aimerait discuter  
Bernard Feron, Le Monde  
Un livre remarquable  
Georges MONTEAU, L'Espresso  
422 p., 1989

éditions de l'aube

les partisans sincères de la perestroïka ne peut la juger en observant, exister. Autrement dit, il est incohérent de souhaiter le succès des réformes et de dire, dans le même temps, aux Soviétiques qu'ils auraient bien tort de sortir de leur réserve puisqu'elles échoueraient fatalement.

#### « Le doute et le trouble »

Beaucoup plus que vindicatif, le ton est offensé et les craintes du Kremlin sont exprimées non sur blanc lorsqu'on lit que de « telles déclarations peuvent être prises au sérieux, susciter toutes sortes d'idées et créer le doute et le trouble dans les esprits, ce qui n'aide bien sûr pas la perestroïka ».

« Sans faits concrets, sans preuves et recherches sérieuses, il ne peut s'agir que d'une fantaisie politique », ajoutent les *Izvestia* en citant la phrase sur l'ineffectualité de la « victoire des conservateurs ». Ses prises de position en faveur des nationalistes arméniens, valant ensuite à M. Sakharov de se faire reprocher de « mettre en doute les mesures prises au lieu d'agir en faveur d'une normalisation ». Troisième point fort, enfin, de cette riposte, les *Izvestia* reprochent au Prix Nobel d'avoir « comme avant, appelé les gouvernements et les opinions étrangères à exercer une pression sur l'URSS ».

« Chacun est libre, concède le quotidien, de choisir son audience et ses contacts », mais s'il faut « hypocrisie » de reprocher hier à M. Sakharov, lorsqu'il était « privé de tribune dans sa patrie », d'utiliser la presse étrangère pour se faire entendre, « qu'est-ce qui impose donc aujourd'hui de s'adresser (par cet intermédiaire) à ses concitoyens ? », demande l'organe du gouvernement.

Si les propos prêtés à M. Sakharov ont pu surprendre, cette question laisse, elle, perplexe. Car, à cette date en tout cas, on ne peut dire que l'académicien et (sans doute) futur député, bénéficie d'un libre accès aux colonnes de la presse soviétique.

BERNARD GUETTA.

## Diplomatie

Selon la chaîne américaine CBS

### L'attentat de décembre contre le Boeing de la Pan Am a été commis par l'organisation palestinienne d'Achmed Jibril

La Syrie et la Libye sont responsables de l'attentat contre le Boeing 747 de la Pan Am qui s'est écrasé le 21 décembre dernier à Lockerbie, en Ecosse, a affirmé mercredi soir 1<sup>er</sup> février la chaîne de télévision américaine CBS.

Citant des sources ayant reçu l'anonymat, CBS indique que l'attentat a été décidé en représailles au bombardement américain de la Libye en 1986 mais aussi à la décision de Washington d'ouvrir un dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat.

Selon CBS, le principal organisateur de l'attentat, dans lequel 270 personnes ont trouvé la mort, est Achmed Jibril, chef du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) et ancien officier de l'armée syrienne. Ce Front refuse

toute solution négociée au conflit israélo-arabe.

Bien qu'installé en Syrie, Jibril a, toujours selon CBS, travaillé, lors de la préparation de cette opération, pour le compte du numéro un libyen, le colonel Kadhafi, et en collaboration avec les services secrets syriens.

Quelques jours après l'attentat, des experts américains avaient cité comme pouvant être impliquées dans la catastrophe de Lockerbie trois organisations palestiniennes : le FPLP-CG, le Fatah-Conseil révolutionnaire d'Achmed Jibril et l'Organisation du 15 mai d'Achmed Ibrahim, soutenue par le Yémen du Sud.

Appuyé par la Libye, qui lui fournit une importante aide financière, et la Syrie, qui lui assure au Liban une assistance logistique, le FPLP-CG compte un nombre restreint de combattants militairement très bien équipés. (AFP).

### Les manœuvres de l'OTAN en RFA seront réduites

WASHINGTON (AFP). — Les traditionnelles manœuvres annuelles « Reforger », entreprises tous les deux ans en RFA par l'OTAN, seront réduites en 1989 par des exercices moins importants, à la suite d'une décision considérée par les observateurs comme la réponse de l'alliance atlantique à l'offensive de paix de M. Mikhail Gorbatchev.

Le département américain de la défense a précisé que cette mesure permettrait aux soldats de l'OTAN de « s'entraîner plus intelligemment », grâce notamment à des simulations sur ordinateur. Le nombre de soldats transportés des Etats-Unis en Europe sera réduit. Les manœuvres réelles seront également moins importantes.

Un débat a lieu actuellement en RFA au sujet des vols à basse altitude d'appareils militaires, qui ont provoqué plusieurs accidents ayant amené à une interdiction de ces vols fin 1988. « Nous essayons d'abaisser la température du débat politique en RFA » concernant les vols à basse altitude, ont déclaré ces responsables. « Nous ne pouvons pas nous permettre de voir l'opinion publique (européenne) séduite par l'offensive de relations publiques de M. Gorbatchev », ajoutent des responsables du Pentagone.

L'aspect financier de cette décision n'est pas négligeable. Quelque dix-sept mille soldats américains avaient traversé l'Atlantique l'an dernier pour les manœuvres « Reforger ». Au total, quelque quatre-vingt-dix mille soldats de l'OTAN y avaient participé.

### Un nouveau type de missile américain mis à l'épreuve sur le sol canadien

MONTRÉAL  
de notre correspondante

Le nouveau ministre canadien de la défense, M. William McKnight, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> février, à Ottawa, que les Etats-Unis seront autorisés à procéder aux essais d'un nouveau type de missile de croisière au-dessus du territoire canadien. En vertu d'un accord signé en 1983 entre les deux pays, les Etats-Unis ont pu effectuer chaque année six essais de missiles de croisière du type ACM (Advanced Cruise Missile), dans le nord du Canada, région choisie pour ses similitudes avec le climat et le relief de l'URSS.

Les Etats-Unis avaient besoin de l'aval du Canada, avant de mettre à l'épreuve, dans les mêmes conditions, un nouveau missile air-sol, baptisé AGM-129 A, beaucoup plus perfectionné et plus rapide. Grâce à sa technologie dite furtive (stealth), il permet de mieux échapper à la détection des radars et sa portée (4 000 kilomètres) est plus longue.

Aux pacifistes, qui craignent que ces nouveaux engins puissent être utilisés comme armes de première frappe, le gouvernement canadien répond que ces essais constituent « un élément important de la dissuasion stratégique », à l'heure où les deux grands limitent le nombre de leurs missiles balistiques.

M. J.

## EN BREF

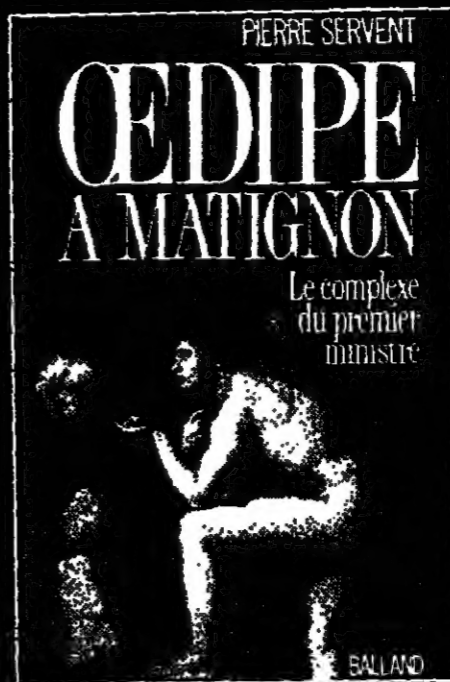
● La crise entre le Zaïre et la Belgique. — Les dirigeants du parti unique zaïrois, le Mouvement pour la révolution (MPR), réunis, mercredi 1<sup>er</sup> février, à Kinshasa en l'absence du président Mobutu — en voyage à l'étranger — ont demandé au chef de l'Etat de « suspendre ou de rompre purement et simplement les relations diplomatiques avec la Belgique ». En outre, la réunion prévue entre les dirigeants de la Sabena, la compagnie aérienne belge, et ceux d'Air Zaïre a été annulée. Selon l'hypothèse la plus vraisemblable, M. Mobutu, habile négociateur, a organisé lui-même cet « appel spontané » des dirigeants du parti pour se donner toute latitude de décider, une fois rentré à Kinshasa, et montrer, quelle que soit sa décision, qu'il doit tenir compte des autres instances dirigeantes de son pays. (Corresp.)

● Somalie : un civil nommé ministre de la défense. — Le président somalien Mohamed Siad Barre a confié, pour la première fois, le portefeuille de la défense à un civil, et il a nommé son fils commandant d'infanterie. A rapporté, mardi 31 janvier, Radio-Mogadiscio. Le procureur Hussein Abdurahman Matan remplace au ministère de la défense le général Adam Abdullahi Noor, qui devient ministre du tourisme. Quant au général Mohamed Siad Morgan, gendre du président, qui commandait les forces somaliennes du Nord durant la guerre civile de l'an dernier, il est nommé vice-ministre de la défense. (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

« Je vous ai choisi pour être mon premier ministre »



Depuis 1958, fils spirituels ou fils politiques disciples ou simples fondés de pouvoir ils sont dix, de Michel Debré à Michel Rocard à avoir entendu cette petite phrase magique.

BALLAND

(Publié)

### ESPACE SOCIAL

Premier hebdomadaire de la protection sociale et de la santé  
Paraît le 3 février  
DOSSIER N° 5

### R.M.I. : A LA RECHERCHE DE L'INSERTION

ESPACE SOCIAL est édité par l'Observatoire européen de la protection sociale  
62, boulevard Garibaldi, 75015 PARIS  
Abonnements : 45.66.98.11

# L'EVENEMENT du Jour

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

# LE POUVOIR INTELLECTUEL EN FRANCE

Les hommes, les réseaux, les amitiés, les stratégies

NOUVELLES REVELATIONS SUR LES AFFAIRES

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

## Amériques

### SALVADOR

#### L'extrême droite accepte de discuter les propositions de la guérilla

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

L'extrême droite a fait un petit pas en direction d'une solution politique à la guerre civile qui déchire le Salvador depuis neuf ans en annonçant, mercredi 1<sup>er</sup> février, qu'elle était disposée à renouer les négociations avec la guérilla pour analyser les propositions rendues publiques la semaine dernière par le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN).

L'ex-major Roberto d'Aubuisson, député de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), extrême droite, majoritaire au Parlement et connu surtout pour ses liens avec les Escadrons de la mort, a confirmé le dépôt d'un projet de loi devant permettre aux cinq commandants de la guérilla de bénéficier d'une « amnistie temporaire » de trois jours pour se rendre à San-Salvador du 10 au 12 février. La rencontre se déroulerait dans le cadre du Parlement et mettrait en présence le FMLN, l'état-major de l'armée et les représentants élus des différents partis politiques.

Un autre dirigeant de l'ARENA, le colonel Ochoa, a précisé que son parti était disposé à tout discuter, y compris le report des élections prévues pour le 19 mars « si la Constitution le permet ». Le FMLN demande que le scrutin soit déplacé au 15 septembre afin de donner aux élections un caractère « légitime ». La guérilla exige notamment la « fin immédiate de la répression » et l'adoption d'un code électoral qui serait « le fruit d'un consensus entre tous les partis ».

Dans un premier temps le gouvernement démocrate-chrétien de M. Napoleon Duarte s'était félicité

de constater que le FMLN « acceptait pour la première fois de s'intéresser au processus électoral ». Il ajoutait cependant que la Constitution ne permettait pas le report du scrutin et surtout il déplorait que les insurgés « menaient d'augmenter leurs attaques si leurs propositions étaient rejetées ».

Les Etats-Unis, qui soutiennent à bout de bras le gouvernement salvadorien, ayant adopté une position plus souple — « une telle proposition mérite d'être étudiée sérieusement » selon le département d'Etat — M. Duarte a laissé entendre qu'il réviserait son jugement. L'extrême droite l'a finalement pris de vitesse. En fait l'ARENA est en désaccord avec la « guerre de basse intensité » imposée par les Etats-Unis et estime que cela ne fait que prolonger inutilement le conflit. Si elle est portée au pouvoir, comme semblent l'indiquer les sondages, l'extrême droite se fait fort d'en finir avec la guérilla « en quelques mois, en deux ans au plus ». Mais elle préférerait toutefois, reconnaît le colonel Ochoa, une « solution politique », bien qu'il ne soit pas très optimiste sur les chances d'un accord avec les rebelles.

BERTRAND DE LA GRANGE.

■ PANAMA : M. Noriega ne sera pas candidat à la présidence. La coalition de libération nationale (COLINA) a désigné, mercredi 1<sup>er</sup> février, son candidat à l'élection présidentielle du 7 mai prochain, M. Carlos Duque, mettant ainsi fin aux rumeurs selon lesquelles le général Manuel Antonio Noriega devait être candidat. M. Duque, cinquante-six ans, actuellement président du Parti révolutionnaire démocratique, est considéré comme un homme de confiance du général Noriega. — (AFP.)

### VENEZUELA : les cérémonies d'investiture du nouveau président

#### Le « couronnement » de Carlos Andres Perez

CARACAS  
de notre envoyé spécial

Une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement devaient assister jeudi 2 février à Caracas à la prise de fonctions du président Carlos Andres Perez, élu le 4 décembre dernier. Pour « CAP », comme on l'appelle ici, politicien social-démocrate entreprenant, c'est un triomphe romain. Déjà chef d'Etat de 1974 à 1979, il a sillonné la planète ces dix dernières années, joué les intermédiaires et les modérateurs. Pour les Vénézuéliens, son retour au pouvoir est un coup de clairon, un réveil teinté d'inquiétude puisque « CAP » devait leur préciser jeudi les grandes lignes d'un rigoureux plan d'austérité que ne renierait pas le Fonds monétaire international. Le Venezuela des vaches grasses des années 70 est lui aussi en crise. Une crise moins brutale que celles qui dévastent les économies de certains pays voisins, mais le spectre de l'inflation menace, les réserves de devises sont épuisées. Carlos Andres Perez cherche 5 milliards de dollars de crédits pour relancer la machine et il doit se rendre aux Etats-Unis pour signer un accord avec le FMI. Des nuages pour demain.

Pour l'heure, son intronisation a des allures de fête. Celle de la démocratie, dit le président uruguayen Sanguinetti. Celle aussi des amitiés, des solidarités. Les ministres des pays membres de l'OPEP sont présents ainsi que l'ancien président de Tanzanie, Nyerere, l'Américain Jimmy Carter et Luis Echeverria, ancien président mexicain qui a contribué avec Carlos Andres Perez à la création du SELA (système économique de l'Amérique latine) dont « CAP » souhaite relancer le rôle d'organisme de consultation sur

le problème de la dette extérieure. On n'est pas encore à la veille d'un front commun, mais l'idée d'une concertation plus poussée et plus régulière entre Latino-Américains pour dialoguer dans de meilleures conditions avec le monde industriel, ils ont multiplié, à Caracas, les entretiens à huis clos avec les dirigeants des pays d'Amérique cen-

trale, et d'abord avec le président nicaraguayen Daniel Ortega, très en vogue, qui aurait obtenu, dit-on de bonne source, le soutien de Carlos Andres Perez pour une proposition d'ouverture tendant à accélérer le règlement des conflits d'Amérique centrale.



PANCHO

d'une réunion du SELA, mercredi, en présence de la plupart des chefs d'Etat d'Amérique latine, le président équatorien Rodrigo Borja a résumé le sentiment commun. « Il nous est impossible de répondre aux besoins de nos peuples et en même temps de payer l'amortissement et les intérêts de la dette. Ce n'est pas que nous ne voulons pas payer. Nous ne pouvons pas, à moins que l'on ne trouve de nouvelles formules ».

D'Europe sont venus les dirigeants de l'Internationale socialiste,

et d'abord avec le président nicaraguayen Daniel Ortega, très en vogue, qui aurait obtenu, dit-on de bonne source, le soutien de Carlos Andres Perez pour une proposition d'ouverture tendant à accélérer le règlement des conflits d'Amérique centrale.

#### Le « couac » mexicain

Seul absent des dirigeants d'Amérique centrale, le président salvadorien Napoleon Duarte, pour des rai-

sons de santé bien connus. Excusé également, le président Alfonso, qui a délégué son ministre des affaires étrangères Dante Caputto, afin de suivre lui-même les retombées de l'attaque contre le régiment de La Tablada, et ses implications « étrangères » dont il est beaucoup question ici.

L'absence « sans motif » du président mexicain Carlos Salinas fait, en revanche, grincer les dents de certains Latins. Dans l'entourage de Carlos Andres Perez, on précise cependant que le Mexique et le Venezuela sont à la veille de conclure de très importants accords de coopération économique, et que le « couac » mexicain est sans réelles conséquences. L'arrivée « imminente » à Caracas de Fidel Castro a été annoncée puis démentie, puis annoncée de nouveau tout au long de la journée et de la soirée de mercredi.

Quant au vice-président des Etats-Unis Dan Quayle qui a fait, mercredi, une entrée discrète mais sans complexe sur la scène internationale, il a rencontré « CAP » dans sa suite du vingt-cinquième étage du Hilton, puis le président colombien Virgilio Barco, précisant qu'il envisageait de rencontrer « d'autres présidents latino-américains ».

Une seule grimace : celle du secrétaire général du Parti social-chrétien Copel Eduardo Fernandez, battu à l'élection présidentielle par « CAP ». M. Fernandez estime que la prise du pouvoir de Carlos Andres est un « vrai couronnement », un « spectacle monarchique à l'heure de l'austérité ». La formule de « couronnement » a été vite adoptée par les Vénézuéliens, fiers pourtant de voir Caracas promue pour trois jours « capitale du tiers-monde ». MARCEL NIEDERGANG.

### BRÉSIL : un débat inattendu sur le cinéma

#### Des intellectuels dénoncent l'« assassinat culturel »

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Les cinéastes brésiliens meurent-ils comme tout le monde, ou bien est-ce la société qui les tue ? Cette question inattendue alimente depuis deux semaines le *Journal do Brasil*, le quotidien de Rio. Plus précisément depuis la publication d'un manifeste, signé par près de deux cents noms du monde artistique et intellectuel, parlant d'« assassinat culturel » à propos de la disparition à la fleur de l'âge, ces dernières années, de quelques-uns des plus grands réalisateurs du pays.

Jusqu'à présent, les lecteurs du journal pouvaient croire que Glauber Rocha, l'auteur de *Deus e o Diabo na terra do sol* (en français le *Dieu noir et le Diable blanc*) était mort en 1981 d'une bronchopneumonie ; que Leon Hirszman, le réalisateur de *Sao Bernardo*, avait été victime en 1987 du SIDA, sans doute contracté au cours d'une transfusion sanguine ; et que Joaquim Pedro de Andrade, le metteur en scène de l'inoubliable *Macunaíma*, avait succombé l'an dernier à un cancer. Il n'en est rien. Pour les auteurs du manifeste, ils ont tous été victimes d'un « assassinat culturel ».

Le responsable de leur mort, c'est « un pouvoir culturel conservateur et technocratique, colonial et vicieux, centralisateur et bureaucratique, qui contrôle l'expression populaire avec une extrême violence » et dont relèvent — entre autres — une « télévision de millionnaires, qui abruti la population », ainsi qu'un cinéma « stéréotypé », d'« évasion ».

Certains des signataires sont très connus, comme le chanteur-compositeur Chico Buarque, les cinéastes Joaquim Pereira Dos Santos et Rui Guerra, l'actrice Fernanda Montenegro. D'autres, ce qui est normal, le sont moins. Beaucoup ont travaillé pour la télévision, et ceux qui ont fait des films ne peuvent pas prétendre en toute sûreté n'avoir jamais succombé aux « stéréotypes ». Mais ce n'est pas cet aspect de la question qui nourrit la polémique ou déclenche les railleries : c'est le fait d'affirmer que des cinéastes en pleine activité, comme l'étaient Glauber Rocha et Leon Hirszman, sont morts d'une sorte de dégoût, d'une mélancolie, provoquée par la situation culturelle de leur pays.

#### La loi de l'argent

La thèse de l'« assassinat culturel », a provoqué, comme on dit, des mouvements divers. Qu'un malin règne dans le monde de la culture, comme dans tant d'autres secteurs de la société brésilienne, qui le nierait ? L'argent fait la loi, et à côté des divertissements de masse, la place est mesurée pour les vraies créations. Celles-ci existent pourtant, et les auteurs du manifeste sont accusés de procéder par raccourcis hasardeux, voire de se tromper de cible, quand ils chargent la télévision de tous les péchés, alors que celle-ci, au Brésil, satisfait particulièrement bien l'attente du public populaire, en lui offrant des feuilletons originaux, de qualité, qui sont un fidèle reflet du pays.

Les esprits positifs, eux, font de l'ironie : ils disent que l'infarctus, le SIDA, le cancer suffisent à tuer leur homme et que l'écoulement existentiel n'est pas, dans ce domaine, aussi efficace. A quoi un homme de théâtre, Paulo Cesar Coutinho, répond qu'on ne peut pas séparer le corps de l'esprit. « Les études sur le cancer et le SIDA, dit-il, montrent une corrélation évidente entre la résistance immunitaire et la dépression ».

Tel est le débat. Au rang des fléaux nationaux, l'« assassinat culturel » a pris provisoirement le relais de la dette extérieure, qui n'a pas perdu pour autant de son actualité.

CHARLES VANHECKE.

### A quatre jours de la visite de M. Dumas à Téhéran

#### L'affaire des otages, à nouveau

Quatre jours avant ce que l'on pouvait envisager comme un point final à la crise qui a caractérisé les relations franco-iraniennes ces dernières années, à savoir la visite en Iran, les 5 et 6 février, de M. Roland Dumas, l'affaire des otages français du Liban a soudain resurgi, mercredi 1<sup>er</sup> février, soit deux mois après la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann. Du fond de sa prison, l'un de ceux qui ont été au cœur du chantage exercé pendant trois ans sur Paris, Anis Naccache, est ainsi venu réclamer une partie du prix que, selon lui, le gouvernement français se serait engagé à payer pour la libération des otages, en mai 1987.

#### Commande contre Bakhtiar

« Je demande au gouvernement iranien, qui a garanti l'accord entre la France et les parties concernées pendant la libération des otages, de rappeler à la France ses engagements. Il est inadmissible de dire que les relations entre les deux pays sont bonnes pendant que cinq otages de l'Islam sont toujours dans les prisons françaises », écrit Anis Naccache dans un communiqué transmis mercredi soir à l'AFP par son avocat, M<sup>re</sup> Antoine Comte. Celui qui purge une peine de prison à vie pour avoir tenté d'assassiner l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar en 1980, conclut :

« Chaque gouvernement doit tenir ses engagements et ses responsabilités ».

Libanais, Naccache commandait le groupe de cinq hommes qui, le 18 juillet 1980, avait tué une femme et un policier en tentant d'assassiner M. Bakhtiar à son domicile de Neuilly. Trois policiers avaient également été blessés lors de cette opération. Naccache et trois de ses hommes ont été condamnés, en 1982, à la réclusion à perpétuité, tandis que le cinquième membre du commando a été condamné à vingt ans de prison.

Longtemps, la libération d'Anis Naccache a figuré parmi les conditions posées par le Djihad islamique pour relâcher les otages français détenus au Liban. Après de nombreux rumeurs sur son éventuel élargissement en échange de MM. Carton, Fontaine et Kauffmann, tant le gouvernement de M. Jacques Chirac que M. François Mitterrand avaient écarté en public une telle possibilité.

Quelques jours après le retour en France des otages, M. Charles Pasqua, qui, du ministère de l'Intérieur, avait pris l'affaire totalement en main, avait été interrogé sur l'éventualité de remettre Naccache en liberté. « Pas de notre part et pas de notre initiative », avait-il répondu. Quant au président de la Républi-

que, il avait, à l'époque, indiqué que la question de la grâce du terroriste ne lui avait « pas été posée ». Il est vrai, toutefois, que, en décembre 1986, M. Mitterrand avait évoqué le problème en termes quelque peu différents. Il avait, alors déclaré qu'il n'écarterait pas l'idée de gracier Anis Naccache à condition que ce soit « en échange de tous nos otages, d'un seul coup » et en réponse à une demande du gouvernement de M. Chirac.

Depuis le 4 mai 1988, jour de la libération des trois derniers otages français, Paris — que ce soit le gouvernement de l'époque ou l'Élysée — a toujours nié avec plus de dernière énergie avoir versé la moindre contrepartie, la moindre rançon. Le seul résultat — officiel et public — de cette triple libération avait été la normalisation des relations franco-iraniennes avec, en premier lieu, le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Depuis, cette normalisation s'est confirmée, pour aboutir à la visite, réclamée depuis longtemps par les Iraniens, de M. Dumas à Téhéran, dimanche et lundi prochains, en pleine célébration du dixième anniversaire de la révolution islamique.

Judi matin, on s'abstenait, au Quai d'Orsay, à tout commentaire sur cette réurgence de l'affaire des otages.

Y. H.

### SOUDAN : tandis que Washington propose sa médiation dans le conflit du Sud

#### Le chef des islamistes devient ministre des affaires étrangères

Le premier ministre soudanais, M. Sadek Al Mahdi, a procédé, mercredi 1<sup>er</sup> février, à un remaniement gouvernemental marqué par la nomination, comme ministre des affaires étrangères, de M. Hassan Al Tourabi — son beau-frère — et chef du Front national islamique (FNI).

Ce remaniement vient combler la vacance ouverte le 29 décembre 1988 par le retrait de la coalition au pouvoir du Parti unioniste démocratique (PUD). Depuis la moitié des vingt-quatre portefeuilles ministériels étaient sans titulaire.

Partisan affiché de l'application de la charia — la loi islamique — à l'ensemble du pays, M. Tourabi a tout fait pour torpiller l'accord de paix conclu début décembre, après de laborieuses tractations et des concessions mutuelles, entre les rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et le PUD de M. Mohamed Al Mighani. Cet accord prévoyait notamment le « gel » de la législa-

tion islamique et la tenue d'une conférence constitutionnelle. Dépit par le rejet de l'accord, le PUD avait préféré quitter le gouvernement, en y laissant côté à côté l'Oumma du premier ministre et le FNI.

C'est dire que la promotion de M. Tourabi au poste-clé des affaires étrangères ne manquera pas d'irriter et d'inquiéter le sud du pays, à majorité chrétienne et animiste. Elle confortera les doutes de l'APLS et de son chef John Garang, quant au désir de paix des autorités de Khartoum. L'APLS a d'ailleurs intensifié les hostilités, en capturant, il y a quelques jours, la ville-garnison de Nassir, à une trentaine de kilomètres de la frontière éthiopienne.

La promotion de M. Tourabi devrait aussi être fraîchement accueillie aux Etats-Unis. Les Américains, importants bailleurs de fonds du Soudan, sont à l'évidence de plus en plus irrités par la mauvaise volonté de Khartoum. Pour la première fois, de hauts responsables de l'administration américaine ont rencontré, ces derniers jours à Washington, un représentant de la

guérilla soudanaise, M. Mansour Khalid. Selon le *New York Times*, les Etats-Unis ont, en outre, offert leur médiation pour mettre un terme à la guerre civile qui fait rage depuis cinq ans.

Espérant profiter du désir soviétique d'apaiser l'ensemble des conflits régionaux, l'administration Bush, ajoute le *Times*, a contacté Moscou à propos de la situation dans la corne de l'Afrique. M. Mansour Khalid a rencontré des fonctionnaires du département d'Etat et s'est entretenu par téléphone avec le conseiller national pour la sécurité, M. Brent Scowcroft. Ancien ministre des affaires étrangères, M. Khalid s'était lié d'amitié avec M. Bush, alors que les deux hommes représentaient en 1971 et en 1972 leurs pays respectifs à l'ONU. Jusqu'à présent, les Etats-Unis avaient observé une attitude de complète neutralité à l'égard du conflit soudanais, en s'abstenant notamment de toute critique envers les dirigeants de Khartoum.

J.-P. L.

### La crise libanaise

#### Echec des pourparlers de Tunis

TUNIS  
de notre correspondant

Trois jours et deux nuits d'intenses tractations n'ont pas fait progresser la recherche d'un règlement de la crise libanaise. La commission de bons offices de la Ligue arabe, qui a siégé à Tunis du lundi 30 janvier au mercredi 1<sup>er</sup> février pour entendre le général Michel Aoun, chef du mouvement chrétien, ainsi que MM. Selim El Hoss, chef du gouvernement musulman, et Hussein Husseini, président sortant du Parlement — tous deux liés à la Syrie — n'a pu enregistrer des positions rigides dans leur intransigence.

Toute cette « gestapolitique » n'aura finalement abouti qu'à la décision de... poursuivre les contacts avec les autres parties libanaises, avant une nouvelle intervention de la Ligue arabe en mars prochain.

Pour le général Aoun, priorité doit être donnée à l'élection d'un président de la République, dont le Liban est privé depuis septembre dernier, et à l'établissement d'un calendrier pour l'évacuation des troupes syriennes ; les réformes constitutionnelles suivront. En revanche, MM. Hoss et Husseini demandent que l'élection présidentielle soit précédée d'une « entente nationale » sur les réformes constitutionnelles. Pour des « raisons de sécurité », ils refusent en outre le départ, pour le moment, des forces de Damas.

De son côté, M. Yasser Arafat s'est efforcé, tout au long de ces trois jours, de manifester sa présence en tentant — sans succès — de rencontrer M. Hoss, mais en parvenant à s'entretenir avec le général Aoun.

M. D.

(Publié)

#### BRAS DE FER USA-ISRAËL ?

Quelle place pour le monde arabe dans l'administration Bush ? Quelle équipe pour promouvoir une solution pacifique au Proche-Orient ? Quel rôle pour la Jordanie après l'ouverture du dialogue avec l'OPLP ? Quels obstacles à surmonter, aux Etats-Unis même ? Dans le numéro de février d'Arabes en dialogue et en libération 70, rue Jouffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

# Madame, Monsieur,

## Voici quelques-unes des 65 opérations de fusion, acquisition et modernisation d'entreprises réalisées par Paribas en 1988.

<p>Janvier 1988</p> <p><b>ORKEM SA</b> (ex Cdf Chimie SA) a échangé le contrôle de <b>LORILLEUX INTERNATIONAL SA</b> contre une participation de 33% dans <b>COATES BROTHERS plc</b> Cette participation a été portée à 40% par le biais d'une Offre Publique Partielle.</p> <p></p> <p>Paribas Capital Markets (Londres) et Paribas (Paris) ont conseillé Orkem dans cette opération.</p>	<p>Mars 1988</p> <p><b>GRANADA Group plc</b> (Grande-Bretagne) a acquis 76% du capital de <b>KAPY S.A. (Espagne)</b></p> <p></p> <p>Les propriétaires de Kapy ont été conseillés dans cette transaction par Paribas.</p>	<p>Décembre 1988</p> <p><b>JAMES RIVER</b> Corporation (États-Unis) et <b>KAYSERSBERG (France)</b> ont acquis 50% du capital de <b>IPEK KAGIT (Turquie)</b></p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté James River et Kayserberg dans les négociations.</p>	<p>Avril 1988</p> <p><b>MATRA COMMUNICATION SA</b> a pris le contrôle de <b>DFG</b> Deutsche Fernsprecher Gesellschaft</p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et conseillé Matra Communication dans les négociations.</p>
<p>Décembre 1988</p> <p><b>BORAX FRANÇAIS</b> filiale de <b>R.T.Z. Corporation plc</b> (Grande-Bretagne) par une Offre Publique d'Achat a acquis 91% du capital de <b>TALCS DE LUZENAC</b></p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté R.T.Z. dans les négociations.</p>	<p>Février 1988</p> <p><b>AIR PRODUCTS</b> AND CHEMICALS INC. (États-Unis) a pris le contrôle de <b>LA MANUFACTURE</b> ALSACIENNE DES TABACS et de <b>OXYGÈNE LIQUIDE</b> DE STRASBOURG</p> <p></p> <p>Paribas a conseillé le groupe Air Products dans ces opérations.</p>	<p>Avril 1988</p> <p><b>CAP GROUP plc</b> a fusionné avec <b>SEMA-METRA</b> pour former <b>SEMA GROUP</b></p> <p></p> <p>Paribas a conseillé Sema-Metra dans la fusion réalisée avec Cap Group plc.</p>	<p>Septembre 1988</p> <p><b>SCHNEIDER SA</b> par une Offre Publique d'Achat a acquis <b>TÉLÉMÉCANIQUE</b></p> <p></p> <p>Paribas a conseillé le groupe Schneider dans cette opération.</p>
<p>Juin 1988</p> <p><b>AKZO (Hollande)</b> et <b>KALI-CHEMIE (Allemagne)</b> par une Offre Publique d'Achat ont acquis 95% du capital de <b>EUROPÉENNE DE SOUFRES</b> INDUSTRIELS (E.S.I.)</p> <p></p> <p>La Compagnie Chambon, actionnaire à 48% de E.S.I., a été conseillée dans cette opération par Paribas.</p>	<p>Mai 1988</p> <p><b>REMY &amp; ASSOCIÉS</b> par l'intermédiaire de sa filiale Gestion Immobilière a cédé le contrôle des <b>ÉTABLISSEMENTS NICOLAS</b> à <b>CASTEL FRÈRES</b></p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté le groupe Remy &amp; Associés dans les négociations.</p>	<p>Avril 1988</p> <p><b>PROMSA (Espagne)</b> filiale commune des groupes <b>CIMENTS FRANÇAIS</b> et <b>CEMENTOS MOLINS (Espagne)</b> a acquis 100% du capital de <b>PRECON SA</b></p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté Promsa dans les négociations.</p>	<p>Novembre 1988</p> <p><b>ESSELTE (Suède)</b> a cédé <b>ESSELTE-WELL (Suède)</b> à <b>TAMPELLA (Finlande)</b></p> <p></p> <p>Paribas a initié cette transaction et a assisté Esselte dans les négociations.</p>

*En 1989, Paribas continue à préparer l'Europe industrielle de 1992.*

**PARIBAS**   
3, rue d'Antin, 75002 Paris.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

# Politique

## M. Pierre Mauroy propose un redécoupage du territoire

Le « manifeste » du Parti socialiste pour les élections municipales, dont le texte a été rendu public jeudi 2 février, résulte d'une idée lancée par M. Pierre Mauroy à la convention d'Épinay le 2 novembre dernier. Un mois plus tard, les fédérations du Parti socialiste ont été saisies d'un projet élaboré par une commission animée par M. Jean-Marie Cambacérès, secrétaire

national aux études, par ailleurs maire de Sommières (Gard). Le débat, dans les fédérations, s'est étendu sur six semaines, et il a abouti à la présentation de plus de cent soixante amendements déposés par vingt-cinq fédérations. La mouture définitive du texte a été approuvée à l'unanimité par la convention nationale du PS, réunie le

29 janvier à Paris. Les secrétaires fédéraux du parti seront invités à débattre de sa vulgarisation lors d'une nouvelle journée d'études, le 18 février. « Je crois que ce texte donnera une cohésion à notre message, car il n'y a pas de différence entre le combat des socialistes sur le plan local et l'action au niveau national », souligne M. Cambacérès.

### Le manifeste socialiste

Ce « manifeste » de 28 pages souligne notamment, en préambule : « Le premier enjeu de ces élections municipales, c'est de permettre aux Français et aux Françaises de mettre en cohérence leur vote au plan local avec celui qu'ils ont effectué au plan national, à l'occasion des élections présidentielle ou législatives. Le deuxième enjeu, c'est de permettre à des hommes et à des femmes de nous rejoindre à cette occasion (...). A la veille du grand marché européen, les socialistes souhaitent, après les réformes apportées par la loi du 2 mars 1982, approfondir la décentralisation pour permettre aux communes de France, seules ou en coopération, d'être à l'écoute des collectivités locales des autres pays européens (...). En conséquence, notre manifeste pour les élections municipales avance des idées novatrices, sur des sujets nécessitant des décisions législatives afin que des progrès soient accomplis dans des domaines tels que la coopération intercommunale, la réforme de la fiscalité locale, la défense du service public local, le statut de l'élu communal, et il donne la position des socialistes sur tous les sujets relevant de l'action municipale. »

Dans ce document, le PS propose surtout quatre grandes avancées : **COOPÉRATION INTERCOMMUNALE** : « L'Union européenne, indique le manifeste, va conduire la France à trouver des solutions plus globales et plus achevées à l'organisation de son territoire. Le rôle, le nombre et la taille des régions, les compétences des départements, tout cela devra être réexaminé. La question de la coopération intercommunale se pose depuis plusieurs années, mais l'échec européen de 1993 doit être l'occasion pour nous d'aller plus loin et d'approfondir la décentralisation sur ce sujet. » En milieu urbain, il faut, selon le PS, « vingt ans après la création des premières communautés urbaines, augmenter leur nombre, repenser leurs compétences, aller vers leur décentralisation. Des communautés urbaines d'un type nouveau seront donc proposées aux agglomérations urbaines. Une

loi fixera les conditions de population qui fera qu'une zone urbaine devra être organisée en communauté urbaine. Des communautés urbaines seront constituées dans toutes les agglomérations de moyenne importance. Leurs compétences devront leur permettre d'avoir plus de moyens financiers directs pour pouvoir mener de droit une politique globale dans les domaines élargis de l'aménagement urbain (...). La désignation des conseillers communautaires se fera désormais à la proportionnelle. Le Parti socialiste s'en félicite, car cela constitue un progrès, bien que ce soit toujours au deuxième degré. Il faudra aller plus loin : le conseil de la communauté devra, à terme, pouvoir être élu au suffrage universel direct. »

En milieu rural, « la loi devra permettre une plus grande coopération librement consentie par la majorité des communes concernées. Cette nouvelle communauté de pays aura une fiscalité directe, des pouvoirs étendus notamment en matière d'aménagement du territoire, d'investissements structurels, de développement économique, social et culturel, et sera investie de nouvelles missions : lutte contre la désertification, aide à la création d'activités, etc. Cette coopération rurale sera rendue intéressante par les incitations financières et fiscales qui y seront liées (...). Une première étape sera franchie en permettant aux SIVOM (Syndicats intercommunaux à vocation multiple) de se doter d'une fiscalité propre afin de pratiquer une plus grande solidarité et de disposer d'une meilleure efficacité d'intervention. »

**2) RÉFORME DE LA FISCALITÉ LOCALE** : « La réforme fiscale devra tenir compte de la nécessité de cette coopération intercommunale, mais il est indispensable qu'elle prenne en compte aussi la nécessité d'une plus grande justice et d'une plus grande efficacité économique. »

— Taxe d'habitation : La suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par un impôt local sur le revenu pourrait paraître juste, mais la diversité des situations et l'ampleur des transferts de charges conduisent à ne pas envisager cette mesure actuellement. Quoi qu'il en soit, avec une réforme remise à jour des bases, une réforme devra être entreprise pour que la taxe d'habitation tienne compte des revenus. Pour cette prise en compte, il sera notamment nécessaire d'introduire progressivement l'ensemble des revenus dans les bases de répartition de la taxe d'habitation afin d'abaissier, dans ces bases, la part de la valeur locative ordinaire. »

— Taxe sur le foncier bâti : « Une refonte du mécanisme de cet impôt pourrait être envisagée en modifiant totalement ses bases et en l'établissant sur la valeur ajoutée ou sur le bénéfice des entreprises, ou bien en intégrant seulement en partie des nouvelles bases de manière à diluer dans un ensemble plus large les inconvénients des bases actuellement retenues. »

— Taxe sur le foncier non bâti : « La aussi une révision des bases est nécessaire et, de plus, l'instauration d'une surtaxe appropriée sur les terrains à bâtir permettrait de faire passer à des allégements pour les agriculteurs qui sont manifestement trop taxés trop peu rentables. Le service public local est donc confronté à un véritable défi. Pour y faire face la réponse passe évidemment par la capacité de l'équipe municipale à s'adapter

aux besoins nouveaux et à maintenir l'efficacité du service public. Il faut cependant affirmer que le critère de la rentabilité, essentiel aux entreprises privées, ne peut être appliqué seul aux services publics locaux en raison de leur fonction d'intérêt général. »

**4) L'ÉTATUT DE L'ÉLU COMMUNAL** : « Le PS propose de développer dans quatre directions les éléments de statut qui existent déjà. Il veut : « préciser et étendre par voie législative les conditions relatives aux droits d'absence et de réintégration » des élus locaux dans la profession s'exerçant dans le secteur privé et « élargir » ces droits d'absence dans le secteur public ; mettre en place « un système cohérent de formation des élus (...) grâce à un système de cotisations obligatoires pour les collectivités locales et les élus. Préciser et élargir les modalités des droits à la retraite. Révaloriser les moyens matériels de telle sorte que les indemnités des maires et de leurs adjoints compensent véritablement leurs absences professionnelles. »

Au fil de ce manifeste, le PS se déclare également favorable au regroupement des élus locaux mais opposé au référendum d'initiative populaire, favorable à l'intégration des immigrés « par l'acquisition de la nationalité française » mais toujours aussi réservé sur l'opportunité de leur accorder le droit de vote. Le PS « pense qu'il y aurait une certaine logique de permettre aux étrangers vivant dans une commune et y payant des impôts de participer aux élections locales, mais cela se fait dans d'autres pays européens » mais il « constate qu'à l'heure actuelle cette réforme poserait en France un certain nombre de problèmes ». Le manifeste souligne qu'il appartient au PS « de faire évoluer les mentalités ».

En conclusion de ce manifeste, les socialistes réaffirment qu'ils « veulent changer progressivement la société » et que le manifeste qu'ils ont adopté « est un projet municipal passé par une stratégie de rassemblement des socialistes, de rassemblement de la gauche et de rassemblement de la majorité présidentielle ».

## Le gouvernement prépare une nouvelle « troisième voie » d'accès à l'ENA

Le gouvernement étudie la création d'une nouvelle « porte d'entrée » à l'École nationale d'administration, bien qu'aucune décision ne soit encore prise quant à la date de dépôt d'un éventuel projet de loi. Mais, pour éviter les erreurs qui avaient caractérisé la première « troisième voie », instaurée en 1983, et abolie en 1986, le gouvernement procède avec prudence, pragmatisme et modestie.

La future réforme n'est pas imposée par le sommet, mais préparée par la base et assortie de nombreuses consultations. C'est M. René Lenoir, nouveau directeur de l'ENA, lui-même ancien élève, qui a préparé cette « proposition pour un troisième concours d'entrée » et qui l'a soumise au conseil d'administration de l'École au cours du mois de janvier, obtenant un accord unanime — mais sans vote — sur les principes retenus.

De même, l'Association des anciens élèves, qui avait sévèrement contesté le bien-fondé et les modalités de la troisième voie (créée par la loi du 19 janvier 1983) défendue par M. Anicet Le Pors, alors ministre de la fonction publique du gouvernement Mauroy, s'est-elle ralliée au nouveau projet et entend elle-même y apporter une critique positive en présentant des propositions complémentaires.

En février 1984, l'Association avait procédé à une consultation de ses adhérents qui révélait que si 90,7 % des mille six cent quarante-deux anciens élèves interrogés étaient hostiles à la « réforme Le Pors », en revanche 82 % souhaitaient une ouverture de l'École et plus de 92 % demandaient que tous les candidats reçus soient traités selon le même régime.

Mercrredi 15 février, à l'unanimité, le conseil d'administration de l'Association des anciens élèves a adopté une résolution tirée « out à une ouverture véritable » et ainsi rédigée : « L'Association ne peut être favorable à la création d'un troisième concours et non d'une troisième voie d'accès à l'ENA qu'à deux conditions indissociables : — Qu'il respecte dans ses modalités le principe fondamental de

l'égalité d'accès des citoyens à la fonction publique ;

— Que sa création s'intègre à un projet global d'ouverture de la fonction publique conforme aux propositions formulées par l'Association et dont l'élément fondamental est l'organisation d'échanges public-privé en cours de carrière. »

Il est vrai que le vocabulaire lui-même a changé puisque l'on préfère parler maintenant d'un « troisième concours » destiné à élargir le recrutement sans référence précise à des catégories sociales délimitées (élus locaux, syndicalistes, responsables d'association) dans lesquelles la gauche de 1981 voyait le symbole de la lutte contre l'élitisme et la technocratie.

Seules seraient en effet retenues à l'avenir des conditions d'expérience professionnelle et d'âge pour pouvoir se présenter à ce troisième concours d'entrée, qui s'ajouterait ainsi au concours étudiant dit « concours externe » et au concours réservé à certains fonctionnaires dit « concours interne ».

### Passerelles avec le privé

Pour éviter les accusations de politisation et d'étroitesse qui avaient été adressées à la précédente, la future réforme va s'appuyer uniquement sur le concept d'ouverture du recrutement et de création d'une passerelle entre les activités privées au sens large et le secteur public. Les candidats à ce troisième concours seront — mutatis mutandis — traités de la même façon que ceux qui sont fonctionnaires. Devant avoir exercé une activité professionnelle depuis huit ans, ils bénéficieront d'une limite d'âge à trente-deux ans, plus élevée que celle imposée aux étudiants (vingt-cinq ans) mais sans exigence de diplômes universitaires. Une présélection pourrait s'effectuer par l'examen d'un dossier fourni à un jury présidé par un conseiller d'Etat. De cinquante à cent postulants seraient alors admis à suivre un cycle de préparation d'une année (comme les candidats fonctionnaires) avant d'affronter le concours proprement dit, où dix à quinze places environ seraient offertes.

Mais si les épreuves d'admission seront, à quelques nuances près, les mêmes que pour les autres candidats, le sort de tous les élèves sera identique. Ce qui se passait pour l'ancienne « troisième voie ». Une seule scolarité sera dispensée à tous, et tous auront, à l'issue de celle-ci, les mêmes possibilités d'affectation dans les corps de l'Etat.

Cette réforme, si elle ne reproduit pas les défauts de l'ancienne « troisième voie », soulève cependant un certain nombre de questions. Y aura-t-il beaucoup de cadres du privé qui seront prêts à prendre le risque de perdre leur situation pour entrer dans une fonction publique avec un salaire d'administrateur civil débutant (un peu plus de 10 000 francs par mois) même assorti d'un prêt complémentaire avant de se présenter au concours ?

Cette solution ne risque-t-elle pas d'apparaître comme un moyen dévié d'élargir le vivier des candidats pour augmenter les effectifs des promotions de l'ENA brutalement réduits par le gouvernement Chirac de 140 à 85 élèves, ce qui ne satisfait pas tous les besoins de l'administration en cadres supérieurs ?

Cette réforme ne risque-t-elle pas d'apparaître comme un simple « gadget » si elle ne s'accompagne pas d'une véritable organisation d'échanges entre l'administration et le privé — que souhaitait instamment M. Roger Fauroux lorsqu'il était directeur de l'ENA — au moyen de « mises à la disposition » temporaires actuellement interdites ?

L'ouverture de l'ENA par un troisième concours correspond sans doute à un besoin que les anciens élèves eux-mêmes approuvent. Mais la haute administration souffre surtout d'un malaise diffus qui concerne aussi bien la situation matérielle que morale de ses cadres supérieurs et qui est dû à la concurrence et à l'attrait croissants qu'exerce le secteur privé.

C'est pourquoi les problèmes généraux de la haute fonction publique méritent une réflexion d'ensemble et sa crise des solutions législatives, alors que tous les gouvernements depuis 1981 s'y sont toujours refusés.

ANDRÉ PASSERON.

## Le gouvernement envisage de réduire le nombre des régions

(Suite de la première page.)

D'abord avec ceux qui, comme M. Michel Debré, craignent que des régions trop fortes ne remettent en cause l'unité nationale. Ensuite, avec tous les « patrons » des départements, dont certains supportent déjà mal une amorce de tutelle régionale depuis la mise en œuvre de la décentralisation voulue par Gaston Defferre. Également avec les maires des capitales régionales qui ont su acquiescer un statut de métropole et qui pourraient redouter de le perdre en même temps que leurs régions perdraient leur autonomie. Enfin, avec tous ceux qui pensent que le découpage régional doit coïncider avec les traditionnelles provinces plutôt qu'avec les entités économiques.

Logiquement, le manifeste municipal du PS est beaucoup plus détaillé pour ce qui concerne la nécessité d'un renforcement de la coopération intercommunale. Comment en douter quand on sait que plus de la moitié des communes des douze pays de la Communauté européenne sont françaises : 36 527 sur 69 922 ?

L'idée d'obliger à travailler ensemble — à partir de 100 000 habitants,

par exemple, — les communes membres d'une même agglomération procède d'une constatation de bon sens. D'autant que les lois de décentralisation ont déjà confié aux maires les pouvoirs d'urbanisme et que, en cette matière, il ne peut y avoir qu'une politique d'agglomération. L'exemple de la banlieue parisienne montre trop les inconvénients des égoïsmes de clochers de certains maires. Mais, là encore, il y a beaucoup de difficultés en perspective pour les dirigeants du PS parce que cette réforme reviendrait à imposer un nouvel échelon administratif.

Les maires des communes verraient en conséquence leurs pouvoirs fort réduits. Or, parmi ceux-ci, il y a un certain Jacques Chirac. Les socialistes auraient-ils derrière la tête l'idée d'essayer de lui reprendre, cette fois, par le haut, ce qu'il n'a pas réussi à lui arracher par le bas, il y a six ans, par l'adoption de la loi PLM (Paris-Lyon-Marseille) ?

La volonté d'innovation ainsi manifestée par le PS contraste, en revanche, avec sa prudence à l'égard des élus ruraux. Pour ceux-ci, pas question d'obligation, mais simplement l'éven-

tuéité d'incitations renforcées à la coopération. Avec ce risque, par là même, que les pouvoirs qui seraient confiés à de nouvelles « communautés de pays » épousant les cantons appartenant à des instances désignées au suffrage indirect. Les dirigeants socialistes se montrent sur ce terrain aussi peu téméraires que les anciens gouvernements de droite, qui n'ont jamais voulu imposer à la France rurale la fusion des 32 413 communes de moins de 2 000 habitants. Alors que nos voisins allemands ont su, dans les années 70, réduire le nombre de leurs communes de 24 000 à 8 500.

Le manifeste du PS apparaît aussi très modéré dans ses projets de réforme de la fiscalité locale, puisqu'il n'en propose, par commodité, que des aménagements. De même, lorsqu'il s'agit de la place des immigrés dans la vie communale. Les discussions internes ayant révélé, sur ce point, des fractures importantes, la direction du parti a adopté un profil bas pour obtenir un vote unanime de sa convention nationale du 29 janvier.

THÉRIER BRÉNIER et ALAIN ROLLAT.

## Un débat ancien

Des 1947, M. Michel Debré, au sortir de la Résistance, prônait dans le *Mort de l'Etat républicain*, un redécoupage des circonscriptions administratives avec la création de quarante départements, dans un esprit guidé par la notion d'aménagement du territoire et aussi pour leur donner plus de poids dans la réalité européenne. La première réforme concrète est intervenue en 1965 avec l'institution de vingt et une circonscriptions d'action régionale donnant un cadre géographique commun aux services extérieurs de l'Etat avec, à leur tête, un IGAM (inspecteur général de l'administration) en mission extraordinaire qui était le préfet du département chef-lieu. En 1964, le général de Gaulle donna de la constance à la région avec l'accroissement de l'IGAM du

titre de préfet de région et la création du CODER (commission de développement économique régional) dont les membres sont l'émancipation des élus et des organisations professionnelles. De Gaulle voulait faire encore évoluer les régions en y créant une assemblée délibérative élue et en prévoyant des ressources pour leurs budgets propres. Cet audacieux projet, contenu dans le texte du référendum du 27 avril 1969, a été repoussé par le suffrage universel. Dans son discours de Lyon, le 25 mars 1968, le général avait bien posé le problème en proclamant que « l'effort multiséculaire de centralisation (...) ne s'impose plus aujourd'hui ».

Ce n'est qu'en juillet 1972 que le gouvernement de M. Jacques

Chaban-Delmas a fait voter une loi portant officiellement « création et organisation des régions ». A cette occasion, un débat s'était tenu sur le problème de la taille des régions. Il n'avait pas entraîné de modification de la carte, pas plus qu'il ne s'en produira une en 1982 avec la réforme Defferre qui s'est essentiellement attachée au concept de décentralisation avec l'élection directe des membres de l'assemblée régionale et l'accroissement de leurs pouvoirs. M. Michel Rocard avait alors reconnu que « la région était une idée neuve pour la gauche » dans un article de la revue *Pouvoirs*, tant il est vrai que les socialistes, traditionnellement réservés à l'égard de la régionalisation, voyaient en elle une remise en cause des conquêtes de la République jacobine.

# Politique

## Les échéances européennes

### L'UDF a adopté son projet

A chaque jour suffit sa peine. Fort de cet adage, le conseil national de l'UDF, qui s'est réuni mercredi 1<sup>er</sup> février à Paris, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, pour adopter sa plateforme en vue des échéances européennes, a repoussé à des calendes post-municipales l'arrêt de sa « tactique » électorale. Il s'agit, en effet, de ne pas parasiter ce « très enrichissant » débat par de douloureuses divergences, attisées par un vent de fronde centriste, sur la constitution ou non d'une liste d'union UDF-RPR. Accompagné des vice-présidents de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui souhaite conduire une telle liste, va entamer « un processus de consultations » avec les différents groupes parlementaires, en vue d'arrêter définitivement l'attitude de l'UDF en la matière.

#### Pour un nouveau traité

Les convergences entre les deux projets concernent essentiellement le développement de politiques communes en matière agricole, économique, éducative, culturelle... Les deux partis se prononcent également en faveur d'un allègement de la fiscalité : 100 milliards de francs en trois ans pour le RPR, 150 milliards en quatre ans pour l'UDF qui se propose non seulement de réformer la fiscalité, mais aussi d'harmoniser les prélèvements indirects. Enfin, tous deux préconisent une réduction des dépenses publiques françaises et une

poursuite de la politique de privatisation et de libéralisation de l'économie.

Mais les divergences apparaissent lorsque l'on aborde le chapitre des institutions communautaires. L'UDF qui, se veut à l'avant-garde de la construction européenne, souhaite la signature d'un nouveau traité européen « renforçant simultanément l'ensemble de nos institutions communautaires », à savoir : le conseil européen, la Commission et le Parlement. Dans le but d'avancer vers la construction des Etats-Unis d'Europe, la plateforme de l'UDF propose que le président du conseil européen soit nommé pour cinq ans. Il s'agit, explique M. Madelin, « de mettre fin au système de tourniquet » qui voit qu'actuellement chaque chef d'Etat occupe alternativement cette présidence durant six mois. Tandis que le RPR préconise la désignation pour deux ans d'un président du conseil issu de ses rangs, l'UDF n'est pas hostile à la nomination d'une personnalité extérieure.

Toutefois, M. Simone Veil a émis des réserves sur la nécessité de renforcer simultanément le rôle des trois institutions européennes, se montrant, selon M. Alain Lamassouze, porte-parole de l'UDF, favorable à une « évolution de type parlementaire » du régime politique de l'Europe.

En ce qui concerne l'élection des membres de l'Assemblée des communautés européennes, l'UDF, contrairement au RPR, ne préconise pas une uniformisation des modes de scrutin, mais souhaite qu'en France l'élection se fasse au scrutin de liste dans le cadre régional et non plus national.

Des divergences d'appréciation sont également sensibles sur l'évolution du système monétaire européen. L'UDF souhaite, pour sa part, que « l'ECU devienne une véritable monnaie commune aux douze pays de la Communauté, gérée comme une monnaie optionnelle par rapport aux monnaies nationales ». En outre, la confédération envisage « la mise en place d'une institution commune pour gérer des interventions en ECU sur les marchés des changes » et que « cette monnaie soit gérée à terme par une Banque centrale autonome, indépendante des pouvoirs politiques locaux ». Elle demande, dans cette perspective, « une réforme du statut de la Banque de France » dans le sens « d'une véritable autonomie ».

### M. de la Malène : pas de désaccords dans l'opposition

« Un décalage considérable est en train de se produire entre l'évolution économique de l'Europe et son évolution politique », estime M. Christian de la Malène, sénateur RPR de Paris et président du groupe du Rassemblement des démocrates européens à l'Assemblée de Strasbourg.

Il développe cette analyse dans un ouvrage intitulé *Une espérance insoumise* (Masson éditeur). Selon l'auteur, les réalisations économiques de l'Europe sont une incontestable réussite et elles sont désormais irréversibles. Mais il ajoute : « Si l'on continue dans une voie économique plus libérale, on peut encore faire des progrès pour le confort général des populations mais il faut savoir que les pouvoirs et les moyens d'action de chacun des Etats seront alors, peu à peu, limités. Or, actuellement, nous progressons non en fonction d'une idée mais au hasard de majorités de circonstance. » Il ajoute : « Je crains un système économique apportant des avantages matériels sans qu'il soit accompagné d'un effet de rapprochement politique car il risquerait de générer puis de paralyser les Etats. On ne peut progresser en Europe qu'à partir du consensus, donc d'une volonté démocratiquement exprimée des Etats. »

#### Pour une liste unique

M. de la Malène, qui coprésède avec M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, la commission RPR-UDF sur l'Europe, assure qu'il n'a pas constaté entre ces deux partis de « désaccords fondamentaux ». Il assure qu'en conséquence la constitution d'une liste unique de l'opposition pour les élections européennes « dépend uniquement des rapports de force au sein de l'UDF, des relations entre M. Giscard d'Estaing et M. Méhaignerie ». Il précise toutefois que « la seule chose qui empêcherait cette liste serait que l'UDF affirme que la Commission de Bruxelles doit préfigurer un gouvernement européen ».

### Le RPR ne partage pas les réticences britanniques sur la supranationalité

BRUXELLES  
de notre correspondant

La querelle de la supranationalité, avec laquelle remonteraient volontiers les Britanniques, paraît en France tout à fait étrangère. « Nous sommes pour ceux qui veulent aller de l'avant. Nous ne partageons pas les réticences que vient d'exprimer le chancelier anglais de l'Echiquier à l'égard de l'union économique et monétaire », a souligné, mardi 31 janvier, M. Alain Juppé, qui menait à Bruxelles un tour des capitales de la CEE. Le secrétaire général du RPR a longuement rencontré le président Jacques Delors, qu'il a trouvé préoccupé par le ton agressif du discours prononcé le 25 janvier par M. Nigel Lawson.

Le chancelier de l'Echiquier, reprenant et amplifiant la philosophie lancée par M. Margaret Thatcher en septembre 1988 à Bruxelles, récusait l'objectif de l'union économique et monétaire qu'il présentait comme l'antichambre d'un gouvernement européen et d'une union politique. Il dénonçait l'idée exposée le 17 janvier à Strasbourg par M. Jacques Delors selon laquelle l'union économique et monétaire n'étant envisageable qu'au prix d'une « mutation » des institutions européennes, il faudrait qu'une conférence intergouvernementale se réunisse pour amender le traité de Rome, comme ce fut le cas déjà en 1985 avec l'Acte unique. « Ni le gouvernement ni le Parlement britannique ne sont disposés à accepter le nouvel amendement au traité qu'envisage clairement le président de la Commission », avait dit M. Lawson.

Tel n'est pas l'avis de M. Alain Juppé : « Il faut poursuivre dans la voie où nous nous sommes engagés avec le système monétaire européen, en septembre 1987, ont permis de le renforcer de façon efficace. Nous devons réfléchir aux étapes suivantes, y compris à l'adoption d'une monnaie commune. L'Europe signifie inévitablement des abandons de souveraineté. C'est bien ce qui s'est

PHILIPPE LEMAÎTRE.

### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

### LE MONDE ASSOCIATIF

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## municipales

### Socialistes et communistes ouvrent la négociation de la dernière chance

« Il faut conclure. » Tel est le titre péremptoire qui fait la « une » de l'Humanité du jeudi 2 février. « Il faut à tout prix régler la question ; le seul moyen d'en sortir, c'est d'ouvrir une négociation non-stop », a répondu sur France-Inter, de façon non moins ferme, M. Pierre Mauroy, le matin du même jour. Le premier secrétaire du PS a précisé : « En fin de matinée, nous commencerons la négociation finale. Ou bien ce sera l'accord, ou ce sera l'échec. » Une délégation conduite par M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, et comprenant MM. Alain Richard (rocardien), Gérard Le Gall (mitterrandiste) et Michel Charzat (chercheur scientifique) devait, en effet, négocier avec une délégation du PCF — et non plus seulement la rencontre, jeudi, place du Colonel-Fabien.

Le sur-place qui semble la caractéristique publique essentielle des relations entre les deux partis de gauche, depuis la signature de l'accord municipal du 12 janvier, est entré dans sa phase terminale. « Il est urgent de conclure les négociations », a déclaré M. Georges Marchais, mercredi soir, 1<sup>er</sup> février, dans le journal de 20 heures de TF 1. Le secrétaire général du PC, après avoir souligné qu'« il appartient à la justice de mettre en évidence », entre d'éventuelles relations le pouvoir et ceux qui ont profité financièrement des « affaires », a indiqué que des accords municipaux avaient été conclus avec le PS, « mais, a-t-il ajouté, les blocages sont beaucoup plus importants notamment dans des endroits décisifs ». Citant le Nord et le Pas-de-Calais, M. Marchais a affirmé que son parti n'a « aucune responsabilité » dans ces situations qui « font l'objet de discussions et de négociations ». « Je ne veux pas retrouver la situation de 1983 où le PS a fait tout longuement les discussions et les accords. Le résultat a été que nous avons perdu de quinze à dix-sept grandes municipalités. Cette fois-ci, ça ne peut pas se reproduire », a conclu le dirigeant communiste. Dans la journée de mercredi, MM. Gérard Le Gall (PS) et Jean Wios (PCF) s'étaient rencontrés pendant deux heures et demie. Les deux experts avaient étudié

la situation département par département, et ville par ville. Au cours de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du PS, le soir, M. Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, a indiqué qu'il y avait « beaucoup d'exécutions du Parti communiste, et parfois de l'irréalisme de notre côté ». Il a dressé un tableau de la situation montrant « des évolutions lentes mais réelles », et des accomplissements ici ou là, et, un souhait du PCF, selon lui, d'aboutir à un accord. Cela dit, l'état des lieux a conduit M. Le Gall à préciser comme ce fut déjà le cas en 1983, qu'il n'y aura « pas d'application générale et absolue », de l'accord du 12 janvier. Le PS s'en tient toujours à un nombre de sept à huit « primaires » dans les municipalités de plus de vingt mille habitants détenues par le PCF. Ce chiffre était, selon la référence prise, de douze à treize, il y a six ans.

La volonté des socialistes est donc de dédramatiser ces confrontations, qu'ils estiment légitimes, compte tenu de l'évolution du rapport des forces depuis 1983, alors même que les communistes s'attachent à attirer l'attention de l'opinion publique sur ces « primaires » à gauche. Paradoxalement, les négociations du PS font preuve d'un certain optimisme alors que s'accumulent les situations de blocage dans nombre de départements. Potentiellement, il y a beaucoup d'accords », assure un responsable du PS. La question est maintenant de savoir si ces potentialités vont se traduire dans la réalité.

OLIVIER BEFFAUD.

### Paris : le PS refuse toute tête de liste au PC

Plusieurs têtes de liste pour Paris ont été confirmées par le PS, mercredi 1<sup>er</sup> février, lors de la réunion du bureau exécutif. M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de l'économie sociale, sera chef de file dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, en remplacement de M. Violaine Bekouk, rocardienne elle aussi. Dans le 13<sup>e</sup>, M. Pierre Aidenbaum remplace M. Jack Lang, ministre de la culture, qui sera candidat à Blois. M. Gisèle Stievenard, ancien député de Paris et proche de M. Lionel Jospin, est placée en deuxième position dans le 19<sup>e</sup>, sur la liste conduite par M. Roger Madaec (proche de M. Jean-Pierre Chevènement), prenant ainsi la place de M. Alain Billon qui se trouve en fin de liste.

La fédération de Paris du PCF, qui réclame deux têtes de liste dans la capitale, a estimé, mercredi, que le PS envisage « un considérable affaiblissement du nombre des élus communistes par rapport à 1983 ». Pour M. Henri Malberg, premier secrétaire de cette fédération et président du groupe communiste au Conseil de Paris « rien ne le justifie ». Selon lui, les propositions socialistes aboutiraient à la disparition de quatre des six élus sortants du PCF : M. Christiane Schwartzbard (11<sup>e</sup>), M. Roger Gaurvieu (13<sup>e</sup>), M. Louis Baillet (19<sup>e</sup>), le dirigeant communiste a souligné que le PS « refuse toute tête de liste » au PCF dont le score avoisine maintenant 5 % à Paris.

### A Tarbes : un duo de gauche contre le maire communiste

TARBES  
de notre correspondant

Deux événements médiatiques brisent les projections de l'actualité sur Tarbes. Ville natale du maréchal de France, le chef-lieu des Hautes-Pyrénées vient d'enterrer le parrainage du porte-avion *Foch*. Parallèlement, il accueille les Petits As, véritables jeux mondiaux du tennis pour les minimes. Indépendamment de ce double rendez-vous, M. Raymond Erraçarret, maire communiste, livre un face-à-face politique avec ses ex-alliés de l'union de la gauche.

#### La droite retrouvée

Tous les espoirs de réconciliation sont tombés en rade de Toulon où, en découvrant le 29 janvier l'île flottante de la marine française, M. Erraçarret a appris que le député PS Pierre Forgues n'avait pas désarmé et lui imposait une prière. A son tour, l'ex-député MRG Claude Galis est venu aviser la croisée de M. Forgues, se plaçant derrière lui sur la liste de la majorité présidentielle. La commission nationale du PS a donné son feu vert à M. Pierre Forgues. Comme à Saint-Dié, à Amiens, aux Mureaux et à Petit-Quevilly, il a en un « bon de sortie » des accords nationaux pour affronter un maire communiste.

Le PCF se retrouve donc seul dans une ville qu'il dirige depuis douze ans. De leur côté, le RPR — en totale reconstruction après les luttes internes qui l'ont secoué cet été — et l'UDF jouent la carte de la réconciliation. M. Jean Journée (RPR) conseiller régional de Midi-Pyrénées et conseiller général de Tarbes, a été préféré à M. Gérard Tromégo (PR), l'ex-député qui s'est mis provisoirement en réserve de la politique. M. Journée sera secondé par M. Marc Giscardy, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Tarbes, conseiller régional, jusqu'ici en rupture de ban avec le RPR. La droite retrouvée sait que la démission des forces de gauche peut lui être bénéfique au premier tour, d'autant qu'au sein du PS certaines plaies ne sont pas entièrement cicatrisées après des cantonales défavorables sur le plan départemental, où les socialistes ont perdu deux sièges, et surtout après l'affaire Glavany. L'ancien chef de cabinet de M. François Mitterrand, aujourd'hui chargé de mission au comité des Jeux olympiques d'Albertville et candidat dans un village voisin de Tarbes, Maubourguet, a échoué aux législatives devant M. Claude Miquen, dissident du PS et soutenu par... les communistes et par M. Jean Duprat, ancien député MRG et adjoint au maire de Tarbes.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

# Société

Selon des médecins et des biologistes

## La France n'a pas assez de centres agréés de fécondation «in vitro»

L'action déclinée par le GEFF ne manquera pas de surprendre. Adopté à l'unanimité — moins six abstentions — des cent trente et un praticiens des procréations médicalement assistées (PMA), récemment réunis, le texte qui vient d'être adressé à l'hôtel Maitre et au ministre de la Santé conduit à remettre en question une procédure d'évaluation et d'agrément lancée en 1986 par M<sup>me</sup> Michèle Barzach, alors ministre de la Santé et menée à bien il y a peu par l'actuel gouvernement (le Monde des 26 et 30 novembre 1988). Compte tenu des problèmes médicaux, éthiques et financiers soulevés par la diffusion des techniques de PMA (la fécondation in vitro en particulier), les pouvoirs publics voulaient limiter le nombre des centres habilités à les mettre en œuvre. Entre autres avantages, cette limitation permettrait de ne retenir que les centres «a priori» les plus performants et d'éviter à de nombreux couples stériles d'avoir à pâtir de l'inefficacité d'équipes peu expérimentées.

Fondée sur un indice chiffré — un centre de PMA pour 100 000 à 125 000 femmes en âge de procréer — la procédure mise en œuvre par le biais d'une commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction avait conduit le ministre de la Santé à n'autoriser que 74 centres à l'échelon national.

Plus que le principe même de cette limitation, c'est la procédure mise en œuvre qui est aujourd'hui ouvertement critiquée par le GEFF.

La situation ainsi créée est d'autant plus complexe qu'un groupe de spécialistes hospitaliers vient de créer une nouvelle fédération cherchant à réunir les équipes hospitalières spécialisées. Cette situation est d'autre part curieusement ambiguë puisque trois membres du conseil d'administration du GEFF font partie de la commission nationale chargée, dans ce domaine, de conseiller le ministre. Les responsables du GEFF

Le GEFF (Groupe d'étude de la fécondation in vitro en France), qui réunit la grande majorité des spécialistes, médecins et biologistes des techniques de procréation médicalement assistée, vient d'adresser un texte au premier ministre et au ministre de la Santé. Ces spécialistes demandent au gouvernement de revenir sur sa récente décision de limiter par décret le nombre des centres habilités à mettre en œuvre ces techniques. Faute d'une «réponse satisfaisante» de la part du gouvernement, le GEFF menace «de porter à la connaissance du public les problèmes ainsi créés et les conséquences qui en découleraient pour la qualité des soins».

D'autre part, une association hostile à l'interruption volontaire de grossesse — l'Association des médecins pour le respect de la vie — a déposé un recours devant le Conseil d'État contre le décret réglementant ces centres.

contestent néanmoins «les décrets relatifs à l'organisation des activités de procréation médicalement

assistée dans notre pays». Ils mettent en cause l'absence de concertation ainsi que l'application rigou-

reuse de la carte sanitaire qui, selon eux, aboutit à des situations anormales. Ils réclament enfin l'augmentation du nombre des centres agréés.

Au ministère de la Santé où l'on commence à recevoir les recours gracieux déposés par les centres qui n'ont pas été retenus (plus de 300 demandes ont été déposées), aucune décision n'a encore été prise. Plusieurs solutions sont actuellement envisagées mais, en toute hypothèse, on rappelle qu'avec 74 centres la France se situe très au-dessous des pays voisins (des pays comme la Grande-Bretagne ou l'Allemagne fédérale n'en disposent chacun que d'une trentaine). On souligne, d'autre part, que l'agitation actuelle n'est pas dénuée — pour les établissements privés en particulier — d'arrière-pensées financières. JEAN-YVES NAU.

## «Certains choix sont scandaleux» nous déclare M<sup>me</sup> Michèle Barzach

M<sup>me</sup> Michèle Barzach, qui était ministre de la Santé dans le dernier gouvernement Chirac, estime elle aussi que le nombre des centres agréés devrait être augmenté. Elle s'en explique dans l'entretien qu'elle nous accorde.

«Que pensez-vous de la position des médecins et des biologistes qui demandent au gouvernement de revenir sur sa décision de limiter le nombre des centres de PMA ?

«Une procédure d'agrément est absolument nécessaire. Sinon il n'y aurait pas de limites et tous les types de dérapage seraient permis. Dès 1986, quand nous avions annoncé la mise en œuvre de cette procédure d'agrément, une véritable course de vitesse s'est engagée : le nombre de centres est passé d'une centaine à plus de quatre cents. Autant il ne faut pas laisser faire n'importe qui par n'importe quel — ce sont des techniques lourdes, dif-

ficiles à mettre en œuvre et dont l'impact psychologique est loin d'être négligeable pour les patientes — autant il convient de rester en concordance avec le système sanitaire actuel en respectant un équilibre entre public et privé. En outre, il faut veiller à instaurer une bonne répartition des centres sur l'ensemble du territoire national.

«Sobretout, certains centres ont reçu un agrément. Ce chiffre est insuffisant et doit être réévalué compte tenu du nombre actuel de centres. En outre, je suis séduite de voir que, parmi ces centres, il n'y a en aucun, en province, qui appartiennent à un hôpital général. M. Evénat réagit à l'envi qu'il attend favoriser ces hôpitaux mais il ne fait rien pour les aider. D'autre part, certains choix sont scandaleux. Pourquoi, par exemple, un hôpital aussi prestigieux que Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, n'a-t-il pas obtenu l'agrément qu'il demandait ?

«Votre position n'est-elle pas paradoxale ? Vous nous dites qu'il y a un an qu'une quarantaine de centres seraient suffisants, aujourd'hui, vous réclamez une révision nettement à la hausse du nombre des centres agréés. Pourquoi ?

«C'est qu'entre-temps, deux phénomènes se sont produits : d'une part, une augmentation de la demande ; d'autre part, une extension des indications de la procréation médicalement assistée. Il y a, en plus, une loi de 1987 qui a permis la révision nettement à la hausse du nombre des centres agréés. Pourquoi ?

«Propos recueillis par FRANCK NOUËL.

## Les Dupont-La-Mort

(Suite de la première page.)

Un étrange bonhomme, soupire-t-on aujourd'hui dans le quartier des musiciens de Nice, à la silhouette voûtée qui détestait tellement que l'on se gare devant l'entrée de la résidence qu'il bombardait de coups de pied rageurs les voitures coupables de stationnement interdit.

Car Gilbert Hervochon aimait l'ordre. Il aimait sans doute plus encore la France avec un grand F, celle des patriotes et de la race blanche, celle de la peur du méprisage culturel et de l'invasion étrangère. Il citait volontiers Goebbels et prenait des airs de prophète en annonçant la fin prochaine de la civilisation occidentale.

Son dernier éclat public remonte à 1983. Il était venu assister à une réunion organisée par le Front national au Sweet's, rue Galléa. «A l'époque, dit-on aujourd'hui au FN, ces réunions attiraient bien peu de monde». Quelques mois plus tôt, aux élections municipales, le parti de Jean-Marie Le Pen avait obtenu 2,62 % des voix. Gilbert Hervochon, son bonnet de laine sur le crâne, avait alors tenu de «curieux» propos : tout le mal de la Terre venait des juifs, l'invasion étrangère était imminente, la race blanche ne s'en remettrait pas. Albert Peyron, adhérent du Front national depuis le premier jour et actuellement secrétaire départemental du Var, l'avait mis dehors manu militari. On ne l'avait plus revu. Le Front national venait de perdre l'un des soixante-neuf candidats de sa liste nicoise pour les municipales de 1983.

### Sur une liste du Front national

Car Gilbert Hervochon en faisait bien partie. n'en déplaise aujourd'hui aux responsables actuels, bien embarrassés de retrouver son nom mêlé aux attentats racistes de la Côte d'Azur. La liste avait été préparée dans la plus grande précipitation, plaident-ils. «Ce n'était pas inscrit sur son visage. Il a servi de bouche-trou, explique Marc Rocca, qui était deuxième de liste derrière le chef de file d'alors, Alain Seiller. Il s'agissait d'un vieux pépère qui ne se faisait pas vraiment remarquer.

Gilbert Hervochon avait donc été accepté sur sa mine paisible de bon retraité. Il était censé représenter cette liste la communauté rapatriée d'Indochine. Il avait, il-bas, passé dix-neuf ans, de 1953 à 1972, «il en parlait beaucoup». C'est en

Indochine qu'il avait rencontré sa femme. Il travaillait alors dans l'import-export. A l'époque, en 1983, Gilbert Hervochon, soixante-deux ans, avait été jugé «insignifiant» par les dirigeants du Front national. Un peu illuminé sans doute, vaguement «déliquant» à ses heures, mais sûrement «peu dangereux». Après sa tirade sur le com-

chose : il avait cessé de payer ses cotisations d'adhésion en 1985. Cogérant du buffet de la gare de Cannes, il avait offert à Nicolas Gougé une place de barman et tous deux travaillaient ensemble derrière le comptoir de briques de cette petite salle sombre coincée entre le parking et les trains. Dès que Gilbert Prath était devenu le respon-

sable du buffet de la gare de Cannes, mis hors de cause au sujet des attentats, mais inculpé de délit d'illégalité d'armes, le bout de deux jours de garde à vue, Gilbert Hervochon et Nicolas Gougé, eux, n'ont pas eu de problèmes.

Un mort et des dizaines de blessés. La police judiciaire de Nice retrouvera chez Gilbert Hervochon une bombe de gaz, des armes «traficotées», et un tampon encreur marqué d'une étoile de David semblable à celle retrouvée sur les tracts découverts dans les décombres du foyer de Cagnes-sur-Mer après l'attentat. Nicolas Gougé, lui, avait emporté chez lui un véritable arsenal. Il y a deux ans en 1987, il avait été inculpé car il détenait une kalachnikov.

L'«insignifiant pépère», au bonnet de laine, qui allait et venait dans le quartier des musiciens avec une baguette de pain sous le bras, avait appris à fabriquer des explosifs en lisant des manuels. Il connaissait Nicolas Gougé, qui invoquait la guillotine à tout bout de champ. Le barman se disait responsable local du Parti nationaliste français européen (PNFE), un groupe qui s'était fait remarquer l'année dernière à Saint-Maur, lors d'un banquet : ses membres vêtus d'uniformes noirs portaient des brassards ornés d'une croix celtique. Nicolas Gougé avait accepté de poser les bombes.

Réfugié derrière les volets pinstripés de sa maisonnette nicoise, Gilbert Hervochon confondait donc tranquillement ses bombes à la des regards indiscrets. En pensant à la France sans doute. Car il l'aimait la France. Il le prouvera au juge d'instruction du tribunal de Grasse, M. Marc Noguera, le jour de son inculpation. Cette après-midi là, Gilbert Hervochon avait presque l'air absent. Il déclina ses nom, prénom et adresse sans même lever les yeux. Jusqu'à ce que la greffière lui demande sa nationalité. Gilbert Hervochon a bondi comme un beau diable en retrouvant ses accents de prophète maudit. Sa nationalité ? Mais la France bien sûr ! La justice pose parfois de ces questions...

Cette police qu'ils honoraient tant est bien venue à leur rencontre. Mais pour les arrêter. Gilbert Hervochon, Nicolas Gougé et Gilbert Prath ont été tous trois interpellés le jeudi 26 janvier. Gilbert Prath, le cogé-

rant du buffet de la gare de Cannes, mis hors de cause au sujet des attentats, mais inculpé de délit d'illégalité d'armes, le bout de deux jours de garde à vue, Gilbert Hervochon et Nicolas Gougé, eux, n'ont pas eu de problèmes.

Un mort et des dizaines de blessés. La police judiciaire de Nice retrouvera chez Gilbert Hervochon une bombe de gaz, des armes «traficotées», et un tampon encreur marqué d'une étoile de David semblable à celle retrouvée sur les tracts découverts dans les décombres du foyer de Cagnes-sur-Mer après l'attentat. Nicolas Gougé, lui, avait emporté chez lui un véritable arsenal. Il y a deux ans en 1987, il avait été inculpé car il détenait une kalachnikov.

L'«insignifiant pépère», au bonnet de laine, qui allait et venait dans le quartier des musiciens avec une baguette de pain sous le bras, avait appris à fabriquer des explosifs en lisant des manuels. Il connaissait Nicolas Gougé, qui invoquait la guillotine à tout bout de champ. Le barman se disait responsable local du Parti nationaliste français européen (PNFE), un groupe qui s'était fait remarquer l'année dernière à Saint-Maur, lors d'un banquet : ses membres vêtus d'uniformes noirs portaient des brassards ornés d'une croix celtique. Nicolas Gougé avait accepté de poser les bombes.

Réfugié derrière les volets pinstripés de sa maisonnette nicoise, Gilbert Hervochon confondait donc tranquillement ses bombes à la des regards indiscrets. En pensant à la France sans doute. Car il l'aimait la France. Il le prouvera au juge d'instruction du tribunal de Grasse, M. Marc Noguera, le jour de son inculpation. Cette après-midi là, Gilbert Hervochon avait presque l'air absent. Il déclina ses nom, prénom et adresse sans même lever les yeux. Jusqu'à ce que la greffière lui demande sa nationalité. Gilbert Hervochon a bondi comme un beau diable en retrouvant ses accents de prophète maudit. Sa nationalité ? Mais la France bien sûr ! La justice pose parfois de ces questions...

ANNE CHEMIN.

## La serpillière et la cavalière

Un spot publicitaire peut-il impunément comparer la cavalière d'un couple de danseurs et une serpillière jetable dansant dans un balai ? Non, répond M<sup>me</sup> Roudy, député socialiste, ancien ministre des droits de la femme, pour qui ce film «dégrade l'image de la femme» et «atteint, certes au second degré, des sommets de vulgarité». Oui, répondent les publicitaires responsables de ce film, dont le réalisateur, Etienne Cha-

viliez, est aussi l'auteur de La vie est un long fleuve tranquille. Confronté à cette brûlante question pour sa première intervention, le Conseil supérieur de l'audiovisuel s'est bien gardé de trancher sur le fond. Mais il a estimé que ce spot, déjà diffusé depuis quatre mois, avait obtenu un avis favorable de la défunte CNCL, et que la CSA n'a donc «pas cru pouvoir revenir sur une décision devenue définitive». ... comme le demandait M<sup>me</sup> Roudy.

## FAITS DIVERS

### Le bilan annuel des douanes

## Des saisies de drogue évaluées à 1 milliard de francs

M. Jean Weber, directeur général des douanes et droits indirects, a présenté devant la presse, à Paris, mercredi 1<sup>er</sup> février, le bilan des interventions de son administration en 1988. Un bon cru à l'évidence. L'activité progresse au rythme du développement du commerce international, chiffré par M. Weber à 10 % chaque année. Elle couvre les terrains habituels et méconnus des douanes, comme les nouveaux champs du trafic moderne.

Ainsi, par leur contribution à la collecte fiscale, les douanes agissant en comptable public ont fait entrer dans les caisses de l'Etat plus de 262 milliards de francs, soit 23 % des recettes fiscales.

Le travail de dédouanement suit une croissance parallèle. Contrairement aux idées reçues, il ne se fait plus que pour un tiers aux postes de frontière proprement dits, précise M. Weber. Et là, le contrôle est de plus en plus rapide. Un poids lourd s'arrête en moyenne, pour ces formalités, cinq minutes trente-cinq secondes ; c'est ce qu'indique une mesure réalisée le 25 mai 1988 dans 13 postes sur 22 000 véhicules. Les deux tiers des opérations de dédouanement se font désormais en entreprise, à l'intérieur des territoires nationaux. Leur coût est faible ; il représente un millième du montant global des transactions commerciales avec l'étranger. L'information gagne partout du terrain : Marseille en a bénéficié en 1988.

Tâche prioritaire pour l'avenir, la chasse au blanchiment des capitaux suspects, qu'ils proviennent de la drogue ou du crime. La douane a commencé à bénéficier pour ce faire, en 1988, du renforcement de l'arsenal répressif. La loi du 31 décembre 1987 a en effet institué ce que l'on a coutume d'appeler «le délit de blanchiment» sur le territoire national. D'ailleurs, depuis la loi de finances de 1989, fin décembre 1988, le code des douanes s'est enrichi de l'article 415. Désormais, le délit de blanchiment est possible de deux à dix ans de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à cinq fois la somme sur laquelle a porté l'infraction. Ces capitaux «sales» peuvent être confisqués sur-le-champ. Pour 1988, la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED), sous l'autorité de M. Jean-Henri Hoguet, peut se vanter d'un sérieux succès. L'affaire de la Banque de crédit et de commerce international (BCCI), en octobre dernier, illustre la coopération efficace installée de façon permanente avec les autorités

américaines, comme avec ses homologues européennes. Si, à huit mois avant la vingtaine d'arrestations opérées en Floride (le Monde du 14 octobre), les fonctionnaires de la DNRED ont aidé amplement les agents américains infiltrés, leur facilitant par exemple leur introduction en France dans les succursales de la BCCI. Les douanes françaises sont, à l'heure de l'undercover, prêtes à entrer dans les circuits suspects, a confirmé M. Hoguet.

### Le nouveau «ciblage»

Mais c'est contre les trafics de drogue que l'administration douanière a marqué ses coups les plus spectaculaires en 1988. L'évaluation des quantités saisies est voisine d'un milliard de francs pour cette seule année. Le volume des saisies est passé de 13 tonnes en 1987 à 21 tonnes.

Pour l'héroïne, l'augmentation est de 27 %. Les arrivées provenant principalement des Pays-Bas et les transports étant de plus en plus de simples transits. Pour la cocaïne, venue en grande partie d'Amérique latine, la diminution statistique est importante. Mais si l'on ne tient pas compte, d'une exceptionnelle prise en Guadeloupe, 445 kilos en 1987, les saisies de cocaïne, en 1988, ont augmenté en réalité de 27 %. Pour l'herbe de cannabis, l'augmentation est de 504 %, venant principalement du Maroc et de l'Espagne, à destination de la France.

Tous les moyens de transport continuent à être utilisés à leur gré par les fraudeurs. Mais le bateau de plaisance perd de son charme au profit du conteneur. Les trafiquants privilégient le fret commercial. C'est, ont constaté les douanes, le mode de transport retenu dans deux saisies sur trois en 1988. En collaboration avec la police et la gendarmerie, l'administration douanière a intercepté 85 % des quantités totales saisies par la France, soit près de 16 tonnes.

Plusieurs raisons expliquent ce succès, selon les douanes. Le personnel a bénéficié d'une formation renforcée. Le «ciblage» des voyageurs et des opérations commerciales suspectes — nouvelle technique — a été mis en place au Havre en 1988. Ainsi, sur huit cent mille commerçants ayant transité par ce port dans l'année, quatre cents ont été ciblés et un vingtième contrôlés à fond. Enfin, la chasse aux «stupés» a bénéficié d'un recours accru à l'art du renseignement de la DNRED, à l'«intelligence», au sens britannique.

DANIELLE ROUARD.

## RELIGIONS

### Mgr Michel Coloni est nommé évêque de Dijon

Mgr Michel Coloni, évêque auxiliaire de Paris, a été nommé évêque de Dijon, jeudi 2 février, par Jean-Paul II. Le siège épiscopal de Dijon était vacant depuis le départ de Mgr Jean Bolland, nommé archevêque de Reims le 8 août 1988.

[Né à Paris le 25 août 1927, Michel Coloni a fait ses études supérieures au lycée Louis-le-Grand, à la Sorbonne et au séminaire de l'Institut catholique de Paris. Ordonné prêtre le 17 avril 1954, il a été successivement aumônier du lycée Montaigne, des étudiants du Centre Richelieu, de la paroisse universitaire et du Centre des intellectuels catholiques. Par la suite, il a été vicaire épiscopal et délégué interdiocésain pour le monde scolaire et universitaire (1974), vicaire général (1980), puis évêque auxiliaire de Paris (1982).]





# Commemoration

## Le centenaire de la naissance du maréchal de Lattre

« Il n'est que juste que Paris grave sur ses murs le nom du maréchal de Lattre, c'est-à-dire celui d'un soldat, d'un chef, d'un homme qui fut grand quand c'était le plus difficile », disait de lui le général de Gaulle en inaugurant, en janvier 1961 à Paris, la porte Dauphine, la place De-Lattre-de-Tassigny. Aujourd'hui, le maréchal de Lattre aurait cent ans.

Né le 2 février 1889 à Moulle-sur-Py (Gers), le village natal de Georges Clemenceau, Jean de Lattre de Tassigny, sorti de Saint-Cyr, se distinguera au combat pendant toute la Grande Guerre.

En 1921, devenu capitaine, de Lattre rejoint le Maroc, secouru par de nombreux troubles. Quatre ans plus tard, pendant la campagne du Rif, il est grièvement blessé au genou en donnant l'assaut à un piton à l'est des Baranes. De cet épisode, il conservera une légère difficulté à marcher et devra s'appuyer sur cette canne qui apparaît un peu à sa légende.

De Lattre est nommé, en 1938, chef d'état-major de la 1<sup>re</sup> Armée et devient un an plus tard le plus jeune général de l'Armée française. Sous ses ordres, la 14<sup>e</sup> division d'infanterie opposera une résistance farouche aux colonnes allemandes à Retbel, mais aussi sur l'Aisne et surtout sur

le pont de Nevers, alors que sonne l'heure de la retraite.

Arrêté et incarcéré à Riom, de Lattre est condamné à dix ans d'emprisonnement, mais il s'évade et rejoint l'Afrique du Nord, où il prend la tête du 2<sup>e</sup> corps expéditionnaire français. Sous ses ordres, les troupes débarquent en août 1944 en Provence, et c'est alors la libération de Toulon, Marseille, puis Lyon et Dijon avec l'aide des Forces de l'intérieur. C'est ensuite la campagne d'Alsace, la traversée du Rhin, le franchissement de la ligne Siegfried, la prise de Karlsruhe et de Baden-Baden.

Après la guerre, de Lattre, qui est grand-croix de la Légion d'honneur et compagnon de la Libération, devient inspecteur général des forces armées, puis commandant en chef des forces terrestres de l'Union occidentale, avant de rejoindre, en janvier 1950, l'Indochine où les combats font rage. Son fils sera tué au combat le 31 mai 1951.

De Lattre va chercher à Paris et à Washington des appuis pour l'Indochine, mais la maladie le ronge déjà qui le conduira dans une clinique de Neuilly où il décèdera le 11 janvier 1952, victime d'une affection de la moelle osseuse. Le gouvernement lui décernera à titre posthume la dignité de maréchal de France.

CAMPUS

## La finale de la « Bourse aux stages »

Deux cent quarante-sept étudiants venus de toute la France ont participé, mercredi 1<sup>er</sup> février à Paris, à la finale du concours « La Bourse aux stages » organisé par le Monde Campus avec la participation d'Europe 1 et le soutien de la Commission des Communautés européennes. Ces étudiants, sélectionnés après avoir brillamment répondu aux questions du concours publiées dans le Monde, avaient été invités par notre journal à cette ultime épreuve organisée dans les locaux de l'Ecole européenne des affaires de Paris.

Il s'agissait, au cours d'entretiens individuels, de convaincre les grandes entreprises qui proposaient des stages aux quatre coins de l'Europe pour l'été prochain. Le matin, chaque candidat était entendu par au moins deux entreprises qui donnaient leur verdict l'après-midi. Cent vingt-huit étudiants ont ainsi gagné des stages de quinze jours à trois mois proposés par trente-cinq entreprises françaises et étrangères ainsi que par la Commission des Communautés européennes qui offrait, à elle seule, dix-sept possibilités de stages à l'étranger. Certains étudiants, invités par plusieurs entreprises, ont eu l'embarras du choix. D'autres, moins chanceux, n'ont pas été retenus. Ces finalistes malheureux recevront un abonnement au Monde.

« Le Monde Campus » publiera dans son prochain numéro (daté 8 février) la liste des gagnants et les bonnes réponses, ainsi que le récit de la finale.

J.-J. B.

## Concours de vente

L'Ecole supérieure de commerce du Havre lance un concours de vente à tous les étudiants de dernière année des grandes écoles de commerce.

(Sup de Co, 8, rue Emile-Zola, 76007 Le Havre. Tél. : 35-21-12-18.)

## Politique contractuelle

L'AUEP (Association universitaire pour l'entente et la liberté) organise, vendredi 3 février, un colloque sur « les universités et la politique contractuelle » : quels

sont les enjeux, les conditions de réussite et les conséquences de la politique contractuelle Etat-université-région annoncée par le ministre de l'éducation ?

(Colloque organisé à l'Ecole normale supérieure, salle Daubigny, 48, rue d'Ulm, Paris (5<sup>e</sup>), le 3 février de 14 heures à 19 heures. Ouvert à tous les universitaires intéressés.)

## Mobilité

Le DESS « Droit des entreprises » de la faculté d'Angers organise, mardi 7 mars, un colloque sur « le nouveau droit à la mobilité ».

(Comité d'expansion du Maine-et-Loire, 2, rue Denis-Papin, BP 1849, 49018 Angers Cedex. Tél. : 42-87-03-65.)

# Institut

## Peter Ustinov reçu à l'Académie des beaux-arts

Les destinées des deux monstres sacrés ont été évoquées mercredi 1<sup>er</sup> février sous la Coupole. Celle d'Orson Welles l'a été par Peter Ustinov, son successeur à l'Académie des beaux-arts dont M. Roger Taillibert a d'abord retracé l'étonnante carrière.

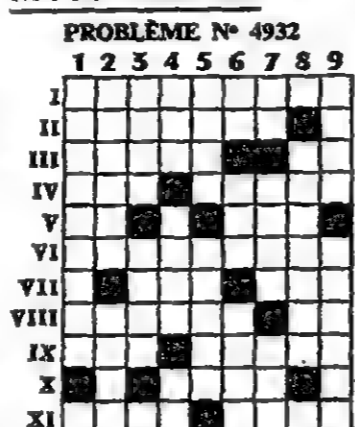
On devrait dire la saga : du côté maternel, c'est l'aventure romanesque d'un pâtissier d'Île-de-France, Jules-César Benoit, devenu « maître de bouche » du tsar Paul-I<sup>er</sup>, dont une descendante épouse à Moscou en 1920 le baron von Ustinov.

Surdoné, polyglotte, leur fils Peter est affirmé comme romancier, dramaturge (« L'Amour des quatre couleurs », la 10<sup>e</sup> symphonie de Beethoven...), scénariste, cinéaste, acteur de théâtre et de cinéma.

De son côté, en prononçant l'éloge d'Orson Welles, Peter Ustinov a réjoui l'assemblée par de nombreuses anecdotes concernant l'enfance et les débuts de comédien et la vie d'Orson Welles.

M. D.

## MOTS CROISÉS



## HORIZONTALEMENT

I. Ont du liquide qui provient de la recette. — II. Des hommes de sac et de corde s'intéressent à lui. — III. Se fait continuellement arroser. Parcourent par des pousse-pousse. — IV. Intéresse des gens du Nord. Tombe dans les bras de quelqu'un. — V. S'imposent à nous. Se font remarquer. — VI. Echappe à la folie. — VII. Fait perdre la place. Poi qu'on n'a pas dans la main. — VIII. On se garde bien de faire la lumière sur elle. Ne reste pas en place. — IX. Mis en retard. Est bien coté quand les résultats se font attendre. — X. Certains y font le nécessaire pour qu'on y voit plus clair. Rencontres par des gens qui montent. — XI. Préposition. Un gars du bâtiment. Défendit mal ses droits. — XII. Mis en retard. Est bien coté quand les résultats se font attendre. — XIII. Fuit à l'origine de maints coups de foudre. Se mettaient naturellement au vert.

## VERTICALEMENT

1. Son travail permet à d'autres de mettre la main à la pâte. — 2. Il n'y a pas qu'au moulin qu'elle apporte de l'eau. Porte un tube. — 3. Grande branche. Avec lui, il y a de gaz dans l'eau. — 4. Lieu de production. Était sur le pavé. Est souvent en cause quand les résultats se font attendre. — 5. Certains y font le nécessaire pour qu'on y voit plus clair. Rencontres par des gens qui montent. — 6. Préposition. Un gars du bâtiment. Défendit mal ses droits. — 7. Mis en retard. Est bien coté quand les résultats se font attendre. — 8. Finit toujours dans l'eau. — 9. Mise en dépôt. Bêtes à cornes.

## Solution du problème n° 4931

Horizontalement  
I. Spiritueux. — II. Aurélien. — III. Lise. Rive. — IV. Us. Némém. — V. Est. Pl. — VI. Eau. Ancre. — VII. Amuse. — VIII. Ici. Osse. — IX. Amuse. — X. Avisera. — XI. Enné. Su.

Verticalement  
1. Saluée. Inde. — 2. Poissances. — 3. Ire. Tu. Ivan. — 4. Rien. Eve. — 5. If. Epanouie. — 6. Termains. — 7. Erit. Crête. — 8. Sève. Rieurs. — 9. Sousse. Bau.

GUY BROJTY.

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Gabriel CLARARD et Nicole SIMON, ont la joie d'annoncer la naissance de

Hélène,

le 27 janvier 1989, à 2 h 15.

— Anne et Philippe VALACHS ont la joie d'annoncer la naissance de

Milena,

le 25 janvier 1989, à Paris.

23, rue des Lombards,

75004 Paris.

— Marc LONGUET et Françoise, née Berger,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Raphaëlle,

le 24 janvier 1989.

Marc et Françoise Longuet, 1 bis, boulevard Jean-Jaurès, 92100 Boulogne.

## Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL par le 11

## Décès

— Simone, son épouse, Dominique, sa fille, ses petits-enfants, sa famille, ses amis, ont eu la grande peine de perdre

Roger FOIRIER,

décédé le 19 janvier 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Il a été inhumé dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, rue d'Asy,

92170 Vanves.

— Le secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale

Et la Ligne communiste révolutionnaire, désirent rendre hommage à la mémoire de

Roger FOIRIER,

qui fut animateur des mouvements de jeunesse, dirigeant des organisations trotskistes, avant, pendant et après la guerre, et membre de la commission de contrôle internationale.

Né le 8 août 1910 à Saranens, Roger Foier, dit Lick et Roland, professeur de dessin, fut membre du comité exécutif, de 1937, des Amis de l'Internationale communiste, les fautes rouges, après avoir adhéré aux Jeunesses socialistes. Sa rencontre avec le trotskisme eut lieu en 1933 et il participa à la fondation du Parti communiste internationaliste en 1935, dont il devint membre du comité central. Membre du bureau national des Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes et secrétaire de la région de Paris en 1939, il participa à l'élaboration de la ligne et se consacra à la mise au point d'un discours clair, direct. Dès sa démission, il se consacra, avec Henri Matisse, Jacques Gréber et Rodolphe Proyer, la direction de l'enseignement du PCF, les comités communistes internationaux. Enfin, après la guerre, au comité central du PCF, il fut membre de la commission de contrôle de la IV<sup>e</sup> Internationale de 1948 à 1963.

— Jean et Yvonne Gavoret, Arlette et Alain Vidart, Cécile, Mireille et Laurence Gavoret, Stéphane et Christine Vidart, Laure et François Duroy, Delphine et Victoire Vidart,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Georges GAVORET,

leur mère et grand-mère,

survenu le 23 janvier 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 25 janvier, dans l'intimité familiale.

« Tu travailleras pendant six jours ; mais au septième jour tu te reposeras ».

Exode, XXXIV-21.

— L'Ecole normale des Baignolles a le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Colette ROGER, professeur de sciences physiques.

Les obsèques auront lieu le lundi 6 février, à 10 h 30.

Rendez-vous en l'église des Missions, avenue Joffre, Epinay-sur-Seine.

## Remerciements

— Jacky Coolen, profondément touché par les messages de réconfort qui lui sont parvenus depuis le décès de

Catherine LAPORTE-COOLEN

et dans l'impossibilité de répondre à chacun, remercie très vivement tous ceux qui se sont associés à sa peine.

— M<sup>me</sup> Yvette Scatena, Et toute la famille, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. René SCATENA,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver par le présent message l'expression de leurs plus sincères remerciements.

## Soutenances de thèses

— Université René-Descartes-Paris-V, le mercredi 1<sup>er</sup> février à 9 h 30, à la Sorbonne, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier P, 1<sup>er</sup> étage, 1, rue Victor-Cousin, M. Pascal Delor a soutenu : « ville soussolennelle ou une approche du métro de la Ville de Paris ».

— Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le jeudi 2 février à 10 heures, salle 327, Institut d'arts plastiques, 162, rue Saint-Charles, M. Hervé Bacquet a soutenu : « Longueurs d'onde, luminosité, facteur de luminosité ».

— Université Paris-II, le jeudi 2 février, à 10 h 30, salle des Commissions, M. Ahmed Ghazal Khalaf a soutenu : « L'exploitation des engins de transport en droit maritime et aérien ».

— Université René-Descartes-Paris-V, le jeudi 9 février à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Pierre, 28, rue Serpente, M. Serge Stolarski a soutenu : « Psychothérapies mère-nourisson dans les familles à problèmes multiples ».

— Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le vendredi 10 février à 17 heures, salle C 22 04, 90, rue de Tolbiac, Paris-13<sup>e</sup>, M. Elyse Jounin a soutenu : « Ensemble de productions non couvertes, existence et unicité de l'équilibre ».

— Université René-Descartes-Paris-V, le vendredi 17 février à 13 h 30, salle 106, centre Henri-Pierre, 28, rue Serpente, M<sup>me</sup> Brigitte Martineau-Soula : « La construction du sens musical ».

TOUT CE QUI BRILLE N'EST PAS STAR.

Séguéla  
Demain  
il sera trop  
star.

Flammarion

A l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire, ne nous trompons pas de valeurs. Jacques Séguéla remet les pendules du star système à l'heure ; glorifiant les uns, démolissant les autres. Attention, demain il sera trop star.

## HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 48-00-20-20

Télécopieur : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

## Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sans indication particulière, à l'exception de la vente.

## SAMEDI 4 FÉVRIER

S. 9. — Fournaux. — M<sup>me</sup> ROGEON.

## LUNDI 6 FÉVRIER

S. 1. — Meubles, objets d'art, tapis. — M<sup>me</sup> CHARBONNEAUX.

S. 2. — Tapisseries. — M<sup>me</sup> MILLON, JUTHÉAU.

S. 6. — 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M. Dille, expert.

S. 7. — Tableaux anciens, objets d'art et de bel ameublement des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. PARIS AUCTION (M<sup>me</sup> de Cagny 42-46-00-07).

S. 10. — Fournaux. — M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

S. 16. — Tab. bib. mob. — M<sup>me</sup> OGER, DUMONT. Tableaux, bibelots, mobilier.

## MARDI 7 FÉVRIER

S. 2. — Extrême-Orient. — M<sup>me</sup> MILLON, JUTHÉAU.

S. 9. — Tableaux, bibelots et objets d'art. — M<sup>me</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

## MERCREDI 8 FÉVRIER

S. 1. — Dessins anciens et 19<sup>e</sup> siècle. — M<sup>me</sup> RENAUD.

S. 4. — Tab. bib. mob. — M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

S. 6. — 14 h 15. Livres anciens et modernes. Littérature. Voyages. Éditions originales et livres illustrés des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M. Dille, expert.

S. 10. — Timbres-poste, tableaux, bibelots, meubles anciens et de style. — M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 11. — Bon mobilier de style et 19<sup>e</sup>. — M<sup>me</sup> DELORME.

## JEUDI 9 FÉVRIER

S. 2. — Tab. bib. mob. — M<sup>me</sup> OGER, DUMONT. Tableaux, bibelots, mobilier.

S. 9. — Livres. — M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

S. 14. — Art africain. — M<sup>me</sup> MILLON, JUTHÉAU.

## VENDREDI 10 FÉVRIER

S. 1. — Trophées de chasse, céramiques, meubles des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. — M<sup>me</sup> BINOCHE, GODEAU.

S. 4. — Tableaux anciens et modernes, bel ameublement ancien. — M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

S. 5. — 14 h. ART, THÉÂTRE ET MUSIC-HALL. 15 h. Beaux livres illustrés et modernes. — M<sup>me</sup> BILLET.

S. 6. — Tab. bib. mob. — M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

S. 7. — 14 h 15. Objets d'art et de grande décoration, tableaux modernes, gravures, livres, objets d'art (vente pour cause de départ). — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M. Dille, expert.

S. 11. — Tab. bib. mob. — M<sup>me</sup> LANGLADE.

## GRAND PALAIS JEUDI 9 FÉVRIER à 19 h

SALON DE LA JEUNE PEINTURE

M<sup>me</sup> ROGEON, Commissaire-Preneur - Tél. : 48-78-81-06.

## ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 42-61-80-07.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

BINOCHE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.

BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75008), 47-70-81-36.

BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.

BRIST, 24, avenue Marignac (75008), 42-68-11-30.

CATHERINE CHARBONNEAUX, 134, rue St-Hippolyte (75008), 43-59-66-56.

DELORME, 14, avenue de Ménilmontant (75017), 45-62-31-19.

LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.

MILLON, JUTHÉAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-60-45.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

PARIS AUCTION - de CAGNY, CARDINET - KALCK, DEURBERGUE, DUMOUSSET, HOERAND-COUTURIER, RIBREYRE, 4, rue Drouot, 75009 PARIS Tél. : 42-47-03-59.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

ROGEON, 16, rue Millon (75009), 48-78-81-06.

## Le Monde DES LIVRES

### Nakagami, un homme « à part »

Enfin traduit en français, l'un des écrivains les plus fascinants du Japon actuel.

O N entre d'emblée dans les six récits qui composent ce roman, happé par la force animale qui les habite. *Mille ans de plaisir* : une sorte de temps éternel, sans date, sans fin ni début, brèves de la mémoire de la vieille Oryu qui se meurt, se souvient, rêve, délire, confondant les temps comme les événements réels et les mythes d'autrefois, machonnant la mémoire d'une extase millénaire où la volupté des abandons se confond avec la satisfaction sauvage des sens.

Nakagami est un écrivain à part dans la littérature japonaise contemporaine : il l'est d'abord par la puissance de son écriture, l'intensité du récit. Une force admirablement rendue dans la première traduction de ce roman hors du commun où le désordre de l'écriture, un flux de mots comme érudits cassent parfois la narration pour faire entrer dans un monde envoûtant où coulisent les portes de la plainte et du plaisir.

A part, Nakagami l'est aussi par son histoire personnelle. Il est né dans le rattachement d'une société. Son univers est une espèce de bout du monde, la région de Kuma, dans la presqu'île de Kii, au sud d'Osaka. Une région coincée entre la montagne et la mer, hantée par les vieilles croyances. Un de ces lieux magiques où vivait une communauté de parias de l'ancien Japon (*Les Eta*, « étres souillés »), aujourd'hui encore discriminés, bien que légalement depuis un siècle leur statut d'exclus ait été abrogé.

La vieille Oryu, accouchée des Ruelles, le ghetto des anciens *Eta*, a donné naissance à ces hommes tous du même sang, celui des Nakamoto (l'endogamie était effectivement répandue dans la région de Kuma). Habités par une faute qu'ils ignorent, liés dans le même destin funeste. Tous portent en eux cette odeur terrible des origines du monde. Tous sont des « flambeurs », qui n'ont pas la lâcheté de s'épargner. Ils arrachent à la vie ce qu'elle peut donner, comme des cris de plaisir aux femmes, et affrontent la mort avec la même intrépidité, rêvant de fonder un monde nouveau. Du beau Hanzo, le séducteur des Ruelles, jusqu'à Tatsu, cet enfant né une nuit où le tonnerre grondait, la nuit du cri de la chouette, avec qui un jour, alors qu'il était âgé de quinze ans, la mère Oryu, une fois, une fois seulement, chavira elle aussi, éblouie par ce corps chaud et vigoureux qu'elle avait mis au monde.

#### « Tout accepter tel quel »

Nakagami sait remonter avec la tradition des récits des conteurs populaires d'autrefois, des moines aveugles itinérants dont son enfance fut nourrie. Il sait rendre avec ses six héros enragés de plaisir cette irresponsabilité souveraine d'un petit peuple, de cette faune de l'ombre des damnés con-



Kenji Nakagami : né au bout du monde.

pables d'une faute dont ils n'ont pas le souvenir, complices dans le même destin de tous les exploités (comme les mineurs cotons). Une irresponsabilité qui rejoint ce bouddhisme populaire que pratique la mère Oryu : « tout accepter tel quel, tout ce qui se présente ».

Les événements rapportés se situent vraisemblablement entre les années 1945-1960. Mais importe-t-il vraiment de le savoir ? La mère Oryu défille l'écheveau d'une mémoire indéterminée entre le temps sacré et le temps profane. Parle-t-elle aux vivants ? Quand il l'évoque, le ton de Nakagami change inopinément : nous sommes dans l'œil du typhon, le bruit de la fête sauvage de la vie s'estompé, la bestialité fait place à la tendresse, les relents de la terre à l'odeur du nectar des ketmies qui s'épanouissent à la nuit tombante et se fâment au lever du jour — comme si elles scandalisent un autre temps, en archipel. Comme tous ces « enfants » lorsqu'ils viennent la voir, Nakagami semble se pen-

cher vers la vieille édentée qui a tout compris avant qu'on le lui dise.

La vieille Oryu a bien existé, comme les Ruelles. Tout a disparu, le ghetto absorbé par la ville, l'accouchée happée par le grand silence de la mort, précisément l'année où paraissait *Mille ans de plaisir* (1982), écrit ailleurs Nakagami. La mère Oryu, est le véritable lieu du récit, comme le précèdent les traducteurs dans la présentation du livre, celle qui exista, le modèle de la mère Oryu, a offert à Nakagami tout ce qu'elle possédait : le labyrinthe d'une mémoire renouant avec un inconscient collectif. Comme le rossignol que donna à la vieille Oryu l'un de ses « enfants », ces récits semblent commencer par ces mots chuchotés : « Écoute, c'est pour toi ». Et s'ouvre une histoire transcendante toute naissance.

PHILIPPE PONS

\* **MILLE ANS DE PLAISIR**, de Kenji Nakagami, traduit du japonais par Ken Miyabayashi et Véronique Perrin, Fayard, 282 p., 120 F.

### Les antinomies de Tzvetan Todorov

Nous et les autres ou comment concilier l'unité de l'homme et la diversité des cultures

LES débats sur l'immigration, le droit à la différence ou les identités culturelles ont relancé depuis quelques années la vieille controverse sur l'unité et la diversité du genre humain, dont on s'aperçoit qu'elles sont au centre de la réflexion philosophique depuis le dix-huitième siècle, et même au-delà. Les « relativistes », en montrant que les usages de chaque peuple ne sauraient être jugés à l'aune d'une norme unique, ont développé les vertus de tolérance et de respect mutuel, mais ils ont été conduits par la force des choses soit à une fâcheuse confusion des valeurs soit à des formes de racisme inavoué dès lors que les « différences » étaient perçues comme des « infériorités ».

Les « universalistes », en se réclamant de principes applicables à tous, ont permis la naissance et la diffusion des « droits de l'homme », mais ils n'ont pas échappé aux tentations de l'ethnocentrisme, qui justifie l'oppression, et du scientisme, qui entre en contradiction avec la morale. Bref, quelle que soit la position adoptée, on constate qu'elle dérive aussitôt vers l'inacceptable.

Aussi bien la plupart de ceux qui se rattachent à l'une ou l'autre tendance ne lui sont-ils pas fidèles jusqu'au bout. C'est ce que montre avec une érudition extrême et beaucoup de subtilité Tzvetan Todorov dans *Nous et les autres*, parcours savant à travers les œuvres d'une trentaine d'écrivains français qui, de Montaigne à Lévi-Strauss, se sont intéressés à la question de la « nature humaine ».

La vraie difficulté ne serait donc pas de choisir entre l'unité et la diversité, puisque l'une et l'autre sont également insoutenables, mais de penser leur articulation, dans une tension féconde entre appartenance au groupe et appartenance à l'espèce, entre particularités culturelles et invariants transculturels. Or, selon Tzvetan Todorov, qui fait preuve dans sa lecture des textes d'une

attention exemplaire aux mille nuances de la pensée, aux hésitations, repentirs et contradictions qui la scandent, aux apories, impasses et incertitudes auxquelles elle mène souvent, la plupart des auteurs ont en définitive juxtaposé les deux thèses, même si au départ ils penchaient vers l'une ou vers l'autre, et se sont révélés incapables de construire une théorie cohérente. C'est cette tâche qu'il convient aujourd'hui de mener à bien en tirant les leçons des essais antérieurs.

#### Montaigne et la « barbarie »

Prenez Montaigne, par exemple. « Les lois de la conscience, que nous disons naitre de nature, naissent de la coutume », affirme-t-il. Il écrit aussi : « Il y a plus de distance de tel à tel homme qu'il n'y a de tel homme à telle bête. » Ailleurs il fait l'éloge des cannibales, qu'il oppose aux bourreaux de son temps offrant « aux chiens et aux pourceaux » les suppliciés : « Je pense qu'il y a plus de barbarie à manger un homme vivant qu'à le manger mort », dit-il. Autant de professions de foi relativistes. Mais dans le même temps se glissent des notions universelles, comme cette « barbarie » qu'il invoque ou la raison au nom de laquelle il juge : relativiste par conviction, le voici universaliste « sans le savoir ». Parce qu'il tient pour « mutuellement exclusifs » le droit naturel, d'une part, l'esprit des nations, de l'autre, au lieu d'analyser les « interactions », il est pris au piège.

Considérons maintenant Lévi-Strauss. Il affirme que l'ethnologie a pour « but dernier » d'atteindre « certaines formes universelles de pensée et de moralité », mais il indique que son « but premier » est de rendre compte des « différences ». Manière de procéder « un peu singulière », selon Todorov.

THOMAS FERENCZI  
(Lire la suite page 18.)

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Pour expliquer ce que j'étais, d'Aragon

### Force et limites de l'incohérence

C E n'est rien, vingt-cinq pages recto verso écrites en 1942, et retouchées en 1945, Aragon n'explique pas « ce qu'il était », Aragon ne fait jamais ce qu'il annonce, tous ses livres s'organisent autour de fuites éloquentes, d'« au fait, vous n'avez dit que... ? », son génie est là, dans ces vastes glissades, on oublie le propos affiché, on fait des vœux pour que le formidable causeur se déroute sans cesse...

Donc, ce n'est à peu près rien, ce cahier, le fils naturel Aragon ne révélera rien de sa famille, comme il s'y engage au début dans un de ces accès de confiance qu'ont connus tous les écrivains. Sur sa mère, qui vient de mourir et dont la disparition, à l'évidence, a inspiré le projet d'une longue confession privée, on apprendra seulement, ce qu'on savait, qu'elle d'une bourgeoisie à principes mais privée des moyens matériels de paraître elle courait après les signes extérieurs de dignité, allant jusqu'à écrire en secret, pour garder salons et piano, des petits romans populaires idiots dont le fils, fort de ses débuts fracassants, lui fait honte...

Ce sera tout sur l'intime. Aragon a méprisé les siens d'être à ce point dupes des prestiges qu'ils ambitionnaient, mais le cœur lui manque pour dire certaines choses qui appuieraient ce mépris et lui serviraient d'arguments, car il trouve de la grandeur à tant d'énergies gâchées. Il se refuse aux anecdotes faciles et au blasphème qui lui est, dans ces années 20, si naturel. Il s'en tiendra au respect triste. Aragon bon fils et réservé sur l'absurde fierté bourgeoise, lui qui n'ont reconnu ni père ni mère, et qui aime tant vomir la respectable !

L'INTÉRÊT captivant de ces pages est ailleurs : dans l'explication déjà donnée, mais jamais si bien, aux provocations antipatriotiques des années 20, plus généralement à l'esprit de révolte « dada », qui n'a pas trouvé sa « cohérence » — si tant est qu'il en cherche une.

Aragon a dix-sept ans en 1914. Il fait partie des adolescents qui, se sachant voués au massacre, exécutent les homélies d'un berrésisme dont ils sont imprégnés par ailleurs, en particulier touchent le style. Sans l'avouer, il attend sa mobilisation pour se sentir un homme comme les autres ; mais cette guerre lui paraît un conflit de vieux, dont les jeunes font les frais.

La boucherie, il y va ; ce n'est pas comme tant d'autres intellectuels qui donneront le ton entre les deux guerres et qui se sont, même les plus martiaux en paroles, « embusqués ». Aragon connaît le feu, les tranchées. Il en revient avec une

croix de guerre. Seulement voilà : contrairement à la grande majorité des revenants, sa médaille, il en a honte. Il le dit, le prouve. Un de ses premiers romans, il l'a écrit au Chemin des Dames, et cela donnera simplement deux lignes, en passant !

Pourquoi, comment, ce refus rageur d'un patriotisme auquel, en actes, il ne s'est pas dérobé ? Le milieu d'adoption y est pour beaucoup. Les jeunes gens réunis autour du dadaïsme partagent le goût de l'excès en toutes choses, des mystifications et des bagarres. Ils sont moins hostiles à la guerre qu'à la mentalité « ancien combattant » et à l'exploitation de l'héroïsme par la littérature. L'histoire de la gifle au Studio des Ursulines est un bon exemple de leur état d'esprit.

Le cinéma des Ursulines vient d'ouvrir. Nous sommes donc en 1928. La salle serait dite aujourd'hui d'« art et d'essai ». On y projette la *Coquille*, d'Artaud. La surcharge baroque du film n'est pas du goût d'un vétéran de 1914 qui hurle, du balcon : « On n'a pas fait la guerre pour en arriver là ! » Aragon lui donne rendez-vous à l'entracte, et le gifle, pour, dit-il, « avoir nommé la guerre », nommer étant à ses yeux d'écrivain un honneur suprême auquel l'absurde hécato-tombe n'a pas droit.

Le gifleur revient sur son geste, en 1942. Au fond, il s'était montré aussi bête que le « scrogneugneu » du balcon, prisonnier des mêmes arguments. En quoi il avait subi les limites d'une morale, en gros la morale surréaliste, qui ne reposait que sur des principes esthétiques, voire de simples répulsions. Il le répète sur tous les tons : « Il nous manquait une idéologie cohérente. » Nous reviendrons sur ce « manque » dont, depuis vingt ans, la jeunesse plus ou moins héritière d'Aragon a fait un... idéal, notamment au vu des contorsions auxquelles la « cohérence » avait astreint le poète...

ENTRE les deux guerres, c'est ainsi, le futur chantre du parti communiste appelle de ses vœux un système qui armature ses provocations et y instille de la logique. Il est conscient qu'on ne peut à la fois goûter le feu en le lisant dans les tranchées et piquer ensuite des colères au seul nom de Barbusse ! Après tout, Apollinaire défend, dans *Calligrammes*, ce qu'Aragon condamne chez d'autres. L'amitié dispenserait-elle d'opinions conséquentes ? Faut-il passer à la jeunesse son péché mignon, qui est de se contredire sans vergogne ?

(Lire la suite page 15.)

مكتبة من الأصل

Michel MOHRT

Le télésiège

roman

GALLIMARD

كذا من الأصل

## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

### ESSAI

**Francis Bacon,**  
chancelier philosophe

Francis Bacon, lord Verulam, vicomte de Saint-Albans (1561-1626), ne fut ni Copernic ni Galilée. On ne lui doit aucune découverte importante. Sa carrière politique — il fut chancelier d'Angleterre sous Jacques I<sup>er</sup> — fut trop brève pour lui permettre de réformer en profondeur les universités anglaises, comme il l'aurait souhaité. Ses œuvres, qui n'ont guère été traduites en français, ne suscitent plus aujourd'hui de grandes passions. Pourtant Bacon reste une figure singulièrement attachante. A lire la biographie que vient de lui consacrer Jean-Marie Pousseur, maître de conférence à l'université de Nantes, on comprend pourquoi : la vie de Bacon fut en effet tout entière liée à la plus grande aventure intellectuelle de son temps, la naissance de la science.

Car même s'il n'a pas inventé la méthode expérimentale, le chancelier fut le premier à en expliciter les règles théoriques. Il donna ainsi une impulsion décisive à l'essor de l'histoire naturelle. Il fut également l'auteur de la première classification moderne des sciences, celle à

laquelle se référeront encore les Encyclopédistes. Empiriste, l'épistémologie de Bacon ne pouvait manquer d'être victime de la poussée formaliste qui a affecté le développement de la science depuis le début de notre siècle. Il faut pourtant se rappeler, comme nous y invite Pousseur, que cet empirisme a joué un rôle essentiel dans la formation de l'humanisme européen.

La raison moderne ne peut pas plus se passer de Bacon que de Descartes. Redécouvrir le chancelier ne présente donc pas qu'un intérêt historique. C'est, d'une certaine manière, revenir aux sources mêmes du grand débat contemporain sur les pouvoirs de la rationalité et sur l'essence de la technique.

Ch. DELACAMPAGNE.

### RÉCIT

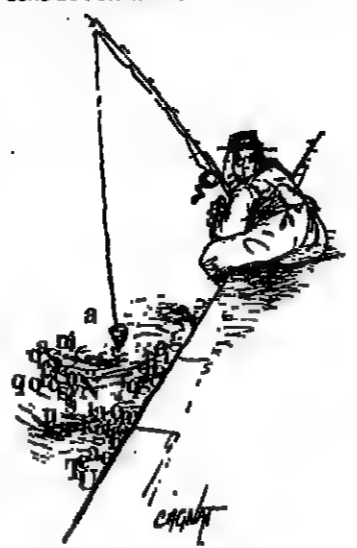
**Le labyrinthe**  
d'Annie Cohen

Il est des livres que l'on ferme, dernière ligne lue, et on reste un peu bête, comme au reçu d'un cadeau inattendu. L'auteur nous a possédés. Ainsi Annie Cohen qui nous prend par la main et nous fait pénétrer dans la maison de son père, la Léon-Paul Fargue. Lui se promenait, voyant et notant ; Hélène Roujanski, la piétoine, si elle voit et prend des notes, fragmentaires cris d'amour pour l'homme dans la mémoire de qui elle marche, c'est en déroulant des bobines de fil blanc, histoire de « relier les points stratégiques d'une vie somme toute banale de mémoires et d'itinéraires ».

Envelopper la ville et sa vie comme un paquet, pour retrouver hier, comprendre aujourd'hui, espérer demain, on pense d'abord que c'est idiot. Et que de ce récit, le tour

sera vite fait. Mais « il existe toujours au moins un sens à découvrir ».

Ce fil déroulé dans Paris n'est ni un jeu d'Hélène ni un truc littéraire d'Annie Cohen, il est la marque visible d'une quête, douloureuse interrogation pour savoir non seulement qui sont Je, Lui, tous les Autres, mais où est le lieu fait pour Je quand on est né « dans un port, de l'autre côté de la Méditerranée » et que « l'itinéraire de Paris à Jérusalem nécessite plus qu'un simple sens de l'orientation ».



CAGNAT

Difficile, maintenant, de parler de la forme de ce récit. A l'épistémologie, l'empirisme mène. Pourtant, il faut bien dire que nous avons là une perfection littéraire, un style efficace dominant ce qui est le plus difficile en cet art, l'expression de sentiments complexes, avec simplicité. Le fil d'Hélène déroule « la langue de l'amour, l'amour de la langue ». Annie Cohen aussi, et c'est très fort, très beau.

PIERRE-ROBERT LECLERCO.  
★ L'ÉDIFICE INVISIBLE, d'Annie Cohen, Des femmes, 140 p., 62 F.

### Christian Bourgois, patron de Julliard

Christian Bourgois prend directement en main les rênes des éditions Julliard. A la suite d'une réorganisation du Groupe de la Cité à la fin de l'année dernière, le patron des éditions Christian Bourgois et de « 10/18 » avait déjà été chargé de superviser l'ensemble des « marques » de littérature générale du groupe : Plon, Perrin, Julliard et, bien sûr, Bourgois.

Le départ de Catherine Blanchard, qui dirigeait Julliard et qui ne sera pas remplacée, amène donc le fondateur de « 10/18 » à conduire cette maison où il fit ses débuts d'éditeur le 2 mai 1959 et dont il fut le directeur général de 1964 à 1971. « Il s'agit de refaire de Julliard, dit Christian Bourgois, la grande enseigne de littérature qu'elle fut dans le passé. Cela ne sera pas en six mois ou en un an. Pour l'instant, il s'agit de publier les livres qui ont été commandés par Bernard de

Fallois et par Catherine Blanchard ».

Mais cette relance littéraire de la maison fondée par René Julliard s'inscrit dans une stratégie éditoriale qui tend à redonner à chacune des marques du groupe une spécificité affirmée plutôt que de laisser chacune toucher à tous les domaines et se placer en position de concurrence avec les autres.

Julliard aura une dominante romanesque ; Bourgois une dominante littérature étrangère ; Plon se consacrera pour l'essentiel aux grands documents et aux sciences humaines ; Perrin portera les couleurs de l'histoire. Sous quatre marques va donc se construire une seule grande maison de littérature générale dont par Christian Bourgois coordonnera les activités.

P. L.

★ AGNES TOURAINE, trente-trois ans, directrice de la stratégie et des études du groupe Livre Hachette, est nommée directrice de la branche grande diffusion du groupe Livre, en remplacement d'Amélie Di Zazzo, qui quitte la société. Agnès Touraine, qui prendra ses fonctions au 1<sup>er</sup> septembre, était entrée chez Hachette en 1985. Hachette grande diffusion comprend un département, Hachette jeunesse, et sept filiales : Le Livre de poche (LGF), les éditions du Masque (LCE), Média 1000, la CIL, les éditions Harlequin, les éditions Gérard de Villiers et Adès SA.

★ Le romancier GILLES ZENOU est mort dimanche 22 janvier à Paris, à trente-deux ans, à la suite d'un accident de la circulation. Auteur de *Mektoub* (1987) et du *Livre des cercles* (1988) Gilles Zenou était né à Meknès (Maroc) en 1957. La Désaffection, son troisième roman, paraîtra prochainement aux éditions Silex, comme ses deux précédents ouvrages.

★ Des poèmes et des fragments du journal de FRANCIS GLAUQUE, dits et mis en scène par Marie Balvet sous le titre *Le Dilemme du silence*, seront présentés au Centre Pompidou (petite salle), le 6 février à 21 heures.

★ L'Institut français de Madrid rendra du 7 au 9 février, autour des ECRITS DU SUD, des responsables et des professionnels du livre espagnols et des éditeurs français des régions Languedoc-Roussillon, Aquitaine et Midi-Pyrénées. Une exposition de six cents livres du Sud se tiendra en outre jusqu'au 23 février dans la librairie madrilène Crisol. (Renseignements au Centre régional des lettres du Languedoc-Roussillon, à Montpellier : tél. 67-22-80-00 ; au bureau du livre de l'ambassade de France à Madrid : 419-56-00.)

### DERNIÈRES LIVRAISONS

#### ANTHOLOGIE

★ HENRI DELUY et SAUL YURKEVICH : *Tango*. — Il y a une « science » du tango comme il y a une mythologie. Science des origines, des textes, de la musique et de la danse. C'est « l'idiome singulier » du tango qui est ici exposé grâce au choix de textes qui révèlent une étonnante poésie de l'émotion, lyrique et physique, où se mêlent grandiloquence et vulgarité. [POL, 218 p., 125 F.]

#### COMMUNICATION

★ OUVRAGE COLLECTIF : *Lunes industrielles : les médias dans le monde arabe*. — Une vingtaine d'experts occidentaux ou arabo-berbères se sont réunis pour dresser un bilan — souvent négatif — de la situation des médias écrits ou audiovisuels dans l'espace arabo-islamique. [Edisud, Aix-en-Provence, 150 p., 80 F.]

★ EVAN EISENBERG : *Phonographies*. — De ses « explorations dans le monde de l'enregistrement », l'auteur est revenu avec l'idée que les diverses modalités de la « phonographie » constituaient une nouvelle forme d'art, dont les adeptes sont aussi bien les musiciens et les professionnels du disque que ceux qui les écoutent. Traduit de l'anglais par Dominique Defert. [Aubier, 290 p., 128 F.]

#### CRITIQUE LITTÉRAIRE

★ JOSE AUGUSTO SEABRA : *Fernando Pessoa ou le poète-manteau*. — « Texte infini » ou « indéfini », l'œuvre de Pessoa est, selon l'auteur de cet ouvrage, une « galaxie en expansion », une « voie lactée, aux constellations fragmentaires ». C'est « l'occultisme spirituel, où tous les mythes, toutes les religions, philosophies, esthétiques et poétiques convergent » que s'est attaché à analyser, dans les parages séduisants de Barthes et de Derrida, J. A. Seabra. [José Corti, 232 p., 135 F.]

#### ETHNOLOGIE

★ GABRIEL CAMPS : *les Berbères, mémoire et identité*. — Illustré de clichés éclatants, érudit et clair, voici l'ouvrage de base par excellence sur

les Berbères *Le Monde des livres* du 14 octobre 1988 par l'un des spécialistes mondiaux des autochtones du Maghreb. [Col. « Hespérides », Ed. Errance, 260 p., 172 F.]

#### HISTOIRE LITTÉRAIRE

★ DAMIEN VORREUX : *François d'Assise dans les lettres françaises*. — Cette « histoire littéraire du sentiment religieux franciscain » dresse un panorama complet de la fortune du Poverello dans les lettres françaises, des légendes et contes médiévaux aux essayistes, romanciers, poètes ou dramaturges contemporains. Le Père Damien Vorreux, franciscain, est un spécialiste du saint des Florentins. Préface de Julien Green (Desclée de Brouwer, 540 p., relié, 198 F.).

#### PSYCHANALYSE

★ SIGMUND FREUD : *Le Mot d'esprit et sa relation avec l'inconscient*. Dans la série des traductions nouvelles des œuvres de Freud, voici reprise la célèbre analyse du Witz datant de 1905, qui, comme l'indique Jean-Claude Lavié dans sa préface, désigne aussi bien le mot d'esprit que la capacité d'en faire. Traduit de l'allemand par Denis Messier (Gallimard, 442 p., 120 F.).

#### RELIGIONS

★ NORIA ALLAMI : *Voilées, dévoilées (Gore femme dans le monde arabe)*. Psychanalyste-psychanalyste d'origine algérienne, N. Allami essaie de dépasser l'espace « médiatique » du voile pour en faire comprendre le « message » musulman. [L'Harmattan, 250 p., 130 F.]

★ JACQUES BROUSSE : *les Maîtres spirituels*. — A partir d'une notion un peu vague, qui recouvre selon les traditions, des réalités fort différentes, l'auteur a composé une série de monographies « exposant la vie, l'expérience et la personnalité, l'œuvre et l'enseignement » de quelques unes de ces personnalités d'exception. L'ouvrage comporte également une série d'articles de synthèse sur les écoles et les courants spirituels (Bordas, collection « Les Compacts », relié, 256 p., 79 F.).

## Passage en revues

**I**dées, histoire, société

L'N'est certainement pas simple de reprendre les rênes d'une revue qui est aussi un monument historique. Présentant le numéro de janvier d'*Esprit*, Olivier Mongin et la jeune équipe qui vient de s'installer à la rédaction de la revue créée en 1932 par Emmanuel Mounier ne se cachent ni les risques ni les espoirs de l'entreprise. Il ne s'agit pas seulement de redonner un souffle à ce qui fut l'un des lieux privilégiés de la réflexion d'une époque sur elle-même, mais d'inventer, modestement, patiemment, ce que peut être aujourd'hui une revue vivante et active qui parvienne à trouver son efficacité dans un univers ultra-médiatisé. Mongin et la rédaction en chef d'*Esprit* — Pierre Bouriez, Eric Conan, Joël Roman et Jean-Louis Schlegel — engagent donc un pari qui est indissolublement politique, philosophique et technique. Il s'agit de faire un mensuel qui invente ses rythmes propres et ses modes d'intervention originaux, de révéler des élites intellectuelles que le désastre des utopies

politiques a rejetées dans le ghetto stérile de l'utopie individualiste, bref, comme l'indique le titre de l'éditorial, de lutter contre le scepticisme et de se redonner des prises sur l'Histoire.

Même si le premier numéro de cette formule se contente encore, selon ses auteurs, de « prendre ses marques », celles-ci sont suffisamment nettes pour dessiner un « nouvel état d'esprit ». On essaie d'y repenser le politique sans céder à la vogue du cynisme et de l'impuissance, l'économie comme une manifestation du politique et non comme une machinerie dont les lois de fonctionnement seraient toutes-puissantes et fatales et la société comme une communauté dont il est nécessaire de percevoir les nouvelles figures plutôt que de s'abandonner à la nostalgie ou au masochisme triomphant de « l'ère du vide ». De telles ambitions, affichées avec autant de perplexité que de passion, méritent évidemment que l'on suive de très près cette nouvelle aventure d'*Esprit*. (*Esprit*, n° 1, 178 p., 68 F.)

27, rue des Célestines, 59800 Lille, 200 p., 80 F.)

Nous ne sommes toujours pas éloignés de la problématique de la modernité avec le débat qui continue dans *la Revue du Mauss* (mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales) sur le rationalisme et le relativisme : les théories rationalistes sont-elles capables de rendre compte de la diversité des cultures, l'unité du genre humain, les universaux trouvent-ils leur source dans les lois de la raison ? Lucien Scabla met parfaitement en lumière les « embarras de la raison » dans le long et difficile article — commencé dans le numéro précédent — consacré à la diversité des cultures. Son essai est tout à fait passionnant lorsqu'il montre que les invariants transculturels — systèmes de parentés, significations symboliques, structures linguistiques — résultent moins de la structure de l'esprit que de la corporalité et de la nature objective du monde. Il est moins convaincant lorsqu'il cherche cette unité des cultures du côté d'une logique des rituels. Si le rationalisme ne suffit pas à rendre compte de la diversité des cultures, la raison de celle-ci continue à nous échapper. La revendication de la raison comme clé de voûte de la culture occidentale n'est sans doute qu'un choix parmi d'autres, arbitraire, et qui n'implique aucune supériorité, comme le souligne Étienne Bariller, mais à « délégitimer » ainsi la raison, on risque toujours de tomber dans le relativisme universel et, de là, dans le vide de sens. (*la Revue du Mauss*, n° 2, La découverte, 168 p., 59 F.)

On ne saurait mieux conclure ce rapide parcours sur la perplexité face au « moderne » qu'en signifiant l'excellent numéro des *Cahiers de l'Imaginaire* consacré à « L'Imaginaire en politique ». (Privat, 150 p., 150 F.)

PIERRE LEPAPE.

★ Le Centre national des lettres et l'association « Revues » organisent une série de débats autour d'une ou de plusieurs revues. Ces rencontres, qui seront animées par Olivier Corpet, auront lieu une fois par mois, le mercredi à 18 h 30 au CNL (53, rue de Verneuil, 75007 Paris). Le 8 février : les numéros de la revue *Esprit* ; le 1<sup>er</sup> mars : les projets européens de *Lettre internationale* ; le 5 avril : le renouveau des revues de philosophie ; le 17 mai : les revues de sociologie et d'anthropologie ; le 14 juin : les revues d'art.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

FÉVRIER 1989 - N° 262

UMBERTO ECO

De l'œuvre ouverte au *Pendule* de Foucault. La sémiologie. Le pasticheur. Le professeur. L'historien. L'ethnologue. Le romancier. Un entretien. Des inédits.

Entretien : Jean Lacouture.

Chez votre marchand de journaux : 26 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 80 F.  
Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ La littérature et l'œil
- ☐ Henri James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Beckett
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov
- ☐ Malraux
- ☐ Heidegger
- ☐ Tocqueville
- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies : le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes : le dossier Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Battail
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches du temps perdu

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. : 46-44-14-51



PARUTIONS DE JANVIER 1989

Frank CONROY  
Entre ciel et terre

Sahar KHALIFA  
La foi des tournesols

José LUANDINO VIEIRA  
Nous autres, de Makulusu

Alexandre  
et Lev SHARGORODSKY  
La flûte enchaînée

GALLIMARD

LE MONDE DES LIVRES

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

# Les amitiés fidèles de Colette

Marguerite Moreno, Renée Hamon, Hélène Picard : celles auxquelles l'auteur de Chéri rendit un hommage écrit.

LES lettres de Colette recèlent cette étrange modestie d'attirer l'attention sur la qualité de leurs destinataires plutôt que sur leur auteur même. Dans les trois tomes de correspondances que Flammarion vient de réimprimer en un seul volume, la « Vagabonde » apparaît en effet comme une aimable épistolière qui ne surprendra nullement les lecteurs de sa prose : mêmes métaphores charmantes, même sensualité envahissante et sens savoureux de la description, mêmes coups de griffe et tendresses ronronnantes de chatte... Rien de plus, rien de moins. En revanche, ses interlocutrices — Hélène Picard, Renée Hamon et Marguerite Moreno — provoquent une curiosité d'autant plus justifiée que, leurs lettres étant rares, elles semblent à la fois étouffées et magnifiées par le style enveloppant de leur célèbre correspondante.

Hélène Picard, née en Ariège en 1873, était poète; distinguée en 1904 par l'un des jurys de la revue *Fémina* pour un poème sur George Sand, elle arriva à Paris une dizaine d'années plus tard, fraîchement divorcée d'un sous-préfet. C'est dans les bureaux du *Matin* qu'elle rencontra Colette, dont elle devint la secrétaire. Le « goût gitan » affirmé d'Hélène Picard, que contredisait sa douce « carnation de tubéreuse », son tour de main pour les confitures et le cassoulet aux concombres, son imprévoyance littéraire et sa créativité poétique en firent d'emblée plus qu'une collaboratrice : « La séduction qui s'attache aux femmes enfantines ne quittait pas sa maturité. » Hélène Picard en vint, tant son admiration pour l'écrivain était grande, à l'imiter jusque dans sa coiffure, ses habits, à recueillir dévotement le moindre de ses autographes. Elle publia des souvenirs d'enfance (*Nous n'avons plus au bois et Les lauriers sont coupés*, éd. Sansot 1911 et 1913) et plusieurs recueils de poèmes, dont *Pour un mauvais garçon* (éd. Delpeuch, 1927) dont l'érotisme troublait et intriguait fort une Colette qui n'avait jamais connu à son amie un seul tourment d'amour, mais la solitude et la chasteté. Atteinte par une maladie osseuse, réfugiée dans un délire schizophrénique sans issue, Hélène Picard mourut en 1945.

## La fougue des amies de pensionnat

Renée Hamon était, elle, la fille aventureuse de tranquilles fonctionnaires bretons. Après un mariage brisé par la mort de son enfant, cette ancienne « reine de beauté » de Nantes fréquenta les peintres et les photographes parisiens, se maria assez librement avec un traducteur suédois, et s'embarqua en 1937 pour Tahiti à bord de la *Recherche*. Vingt mois d'enquête sur Gauguin devinrent un film et des livres qu'elle put publier, en partie grâce à Colette (*A Tahiti et aux îles Marquises. Gauguin, le solitaire du Pacifique*, éd. Vigot frères, 1939; *Aux îles de lumières, Tahiti-Tuamotu-Marquises*, éd. Flammarion, 1939; *les Amants de l'aventure*, éd. Flammarion, 1943).

La guerre et la maladie en firent une recluse, puis une convertie, touchée par la grâce en 1943, quelques mois avant sa mort à quarante-six ans. Colette et Renée Hamon s'étaient connues vingt années plus tôt; leurs relations n'eurent rien de bien particulier jusqu'en 1932, année à partir de laquelle Colette la poussa à exploiter littérairement sa vie de « petit corsaire ». Après la mort de Renée Hamon, on découvrit chez elle une sorte d'autel où étaient rangés, avec le plus grand soin, toutes les lettres et tous les présents dont l'écrivain l'avait gratifiée ainsi que son journal intime (dont on peut lire, dans ce volume, de curieux fragments qui concernent Colette).

Enfin, Marguerite Moreno fut sans nul doute la seule « meilleure amie » de Colette et certainement

son égale en intelligence et en tempérament : elles se rencontrèrent en 1894 ou 1895, chez Catulle Mendès dont Marguerite Moreno était alors la maîtresse;

Par la suite, Marguerite Moreno rejoignit la compagnie de Sarah Bernhardt, fonda un conservatoire de déclamation à Buenos-Aires et revint jouer des



BÉRÉNICE CLEVEY

elle venait de perdre son enfant, âgé de trois ans. Colette, instinctivement, apprécia la longue silhouette et l'anticonformisme de la pensionnaire du Théâtre-Français. « Nous étions toutes deux assez jeunes — majeures depuis peu — pour que notre amitié s'empreignît de la fougue dont se gisent les amies de pensionnat. » Ensemble, elles découvrirent Polaire et ses jupons d'arc-en-ciel, s'enthousiasmèrent de Musidora et d'Annie de Pène avec lesquelles, pendant la première guerre, elles organisèrent une « manière de phalanstère » dans le seizième arrondissement, au domicile de Colette.

mélodrames à la porte Saint-Martin. Vint une période bien trop calme où elle se retira dans le Lot et écrivit ses *Mémoires* (*la Statue de sel et le Bonhomme de neige*, éd. Flammarion, 1927), mais, de nouveau, parce qu'elle avait enfin accepté à l'instigation de Colette des rôles comiques, le cinéma et le théâtre manifestèrent un regain d'intérêt pour son jeu. Marguerite Moreno mourut en 1948, alors qu'elle « triomphait » dans *la Folle de Chaillot*. Quels que fussent ses déboires patiemment subis ou ses triomphes modestement vécus, Marguerite Moreno garda toujours pour Colette cette « fantaisie mystificatrice », cet humour noir et co

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

# Force et limites de l'incohérence

(Suite de la page 13.)

Le résistant communiste de 1942-1945 est sévère pour l'esthétisme pratiqué par lui vingt ans plus tôt. Il se traite d'« ignorantin », de « baudruche criarde ». Il lui plaît de s'être réconcilié, dans les combats clandestins, avec des surréalistes comme Eluard. Qu'il s'agisse d'un poète n'est pas indifférent. Car le fonds commun de sa génération protestataire ne vient pas de Marx, ni de Proudhon ou de Jaurès, mais de Rimbaud et de sa révolte hors système.

L'acharnement du groupe contre Claudel, puis contre Rivière, vient de l'accaparement par ces derniers du poète du *Bateau ivre* au profit de la foi catholique. Ce qui grise Aragon, chez Rimbaud, c'est la coexistence du génie poétique et du renoncement à ce génie, les *Illuminations* et la fuite silencieuse au Harrar !

DANS les tranchées, c'est le rimbaldisme qui lui tient lieu de refuge et de revanche, au grand ébahissement de ses supérieurs. Pour Aragon, seul Nietzsche atteint à ce degré d'influence où l'envoûtement compte plus que la persuasion. Chacun trouve dans Rimbaud le « haschisch de sa propre songerie ». Aragon ne va-t-il pas jusqu'à rêver, vingt-cinq ans avant 1968, que « le peuple soit du côté de Rimbaud » ?

Si Aragon et ses amis ont cru voir en Rimbaud un aliment à leur antipatriotisme, c'est qu'ils avaient déplacé de la famille vers le drapeau l'énergie blasphématoire libérée par le poète. L'autre motif de leur violence antinationale leur est fourni par les « clans » qui ont confisqué l'idée de patrie et qui s'en drapent. Aragon recouvre toute sa verve pamphlétaire pour dénoncer Maurras, Daudet, l'Action française d'avant-guerre, et la comité des forges. Il lui paraissait impossible de se servir des mêmes mots que ces « tartuffes ». On reconnaît ici l'importance chamoise donnée aux vocables : partager ces derniers avec d'autres, jugés indignes de les employer, développe en lui autant de dégoûts qu'un contact physique. Il a peur de parler, sans le savoir, la langue de l'ennemi !

C'est un communiste qui, le premier, a attiré l'attention d'Aragon sur ce danger de mêler sa voix, donc ses armes, à celles de l'adversaire. C'était les débuts de la guerre du Rif. Aragon découvrait qu'à suivre Rimbaud aveuglément on courait le risque de penser comme Clément Vautel, l'ennemi juré des surréalistes; que, peut-être, on devait distinguer entre la France et ses « exploitateurs ». L'« idéologie cohérente », après laquelle soupirait Aragon, pointait à l'horizon, avec son internationalisme arrangé selon les convenances de Moscou, et son dogme de la lutte des classes, qui ne serait plus, un jour, qu'un moment dépassé, qu'une vieille lune...

Décidément, le vertige sacrilège, si fécond pour la poésie et l'action, postule l'illogisme, et exige, pour aboutir, son contraire. On était parti pour apprendre comment un fils de bourgeois peinait à renier son milieu; on achève sa lecture dans une réflexion, datée mais toujours valable, sur la force inégale et les limites de l'incohérence !

Comme toujours avec Aragon, et comme on dit dans le vocabulaire des excursionnistes : vaut le détour !

★ POUR EXPLIQUER CE QUE J'ÉTAIS, d'Aragon, Gallimard, 74 p., 55 F.

— La revue *Europe*, dans son numéro de janvier-février, propose un dossier sur « Aragon romancier ». Avec notamment des articles de Henri Mitterand (« Les trois lectures des Cloches de Bâle »), de Charles Dobzynski (« Aragon ou le malheur d'aimer »), d'Alberto Savinio (« Absent ou le dadaïsme justifié ») et de Michel Apollon (« De la semaine sainte à la Pentecôte »), incluant quelques pages d'Aragon (« Il y avait eu de grands signes dans le ciel »). (N° 717-718, 240 p., 75 F.)

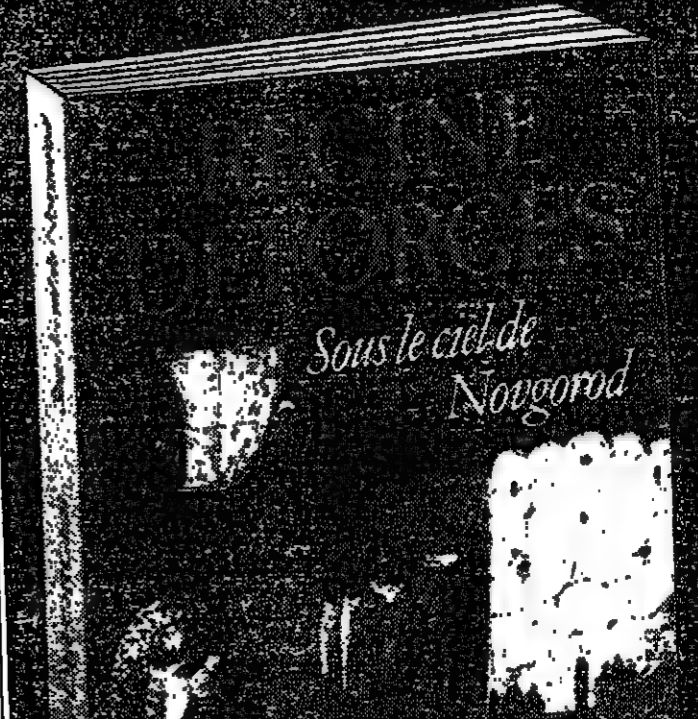
— Le numéro 7 de la revue *Roman* 20-50, à paraître dans quelques semaines, est entièrement consacré à Aurélien. Avec une dizaine d'articles, dont : « Drien La Rochelle, « pilotes d'Aurélien ? » (P. Renard, Lille); « Erude croisée du Cheral blanc d'Elsa Triollet et d'Aurélien d'Aragon (Marie-Hélène Boblet, Lille); « Quelques avatars du désir et de l'amour dans Aurélien » (Josette Pacaly, ENS Paris); « Au jardin d'Aurélien, un espace de la modernité » (Gwopola Leroux, Paris). (Revue d'études du roman du vingtième siècle, Centre d'études du roman des années 20 aux années 50 de l'université de Lille, 56, rue Brûle-Maison, 59000 Lille.)

# RÉGINE DEFORGES



Une turbulente saga russe où ne manque aucun des ornements du grand roman historique à la Walter Scott : chevauchées dans la neige, hordes de loups, monceaux de fourrures, princesses ardentes et trahies, dames d'atour, rois tiraillés entre les exigences de la politique et d'innombrables pulsions physiques, non moins impérieuses...

Irene Frain, Paris-Match



roman 418 p. 98 F.

La plus grande histoire d'amour de cette année qui débute à presque un millénaire... Sous un titre qui déjà fait rêver, *Sous le ciel de Novgorod*, Régine Deforges nous la raconte avec un luxe de détails et une sensibilité romanesque qui sont l'apanage exclusif d'une femme, écrivain populaire de surcroît.

Yves Salgues, Jours de France

Aventures, amours contrariées, rivalités sanglantes, sabbats de sorcières à l'ombre des cathédrales... c'est le grand chambardement des âmes et de la fatalité tel que les aime Régine Deforges.

Françoise Ducout-Elle

FAYARD

هكذا من الأصل

● NOUVELLES

## Sylvain Roumette et les charmes du hasard

*Douze nouvelles qui mettent en scène la rencontre, le souvenir et le désir amoureux*

DANS toute existence qui se range raisonnablement à l'ombre du principe de réalité, il y a des moments où la raison elle-même subit les effets d'un imperceptible écart. C'est dans une coquille vide, alors, que résonne ce principe. Coquille que vient soudain éblouir l'injonction à vivre une autre vie, à épouser cet écart, dans la surprenante lumière du désir. Les douze nouvelles de Sylvain Roumette, rassemblées sous le titre *Une ou plusieurs* emprunté à Paul Eluard, racontent quelques-uns de ces moments, qui sont autant de fissures, d'échappées hors de l'engagement convenu de l'existence.

Les histoires brèves de Sylvain Roumette n'ont d'autre lien que celui du temps et des mois de l'année selon lesquels elles sont distribuées. La rencontre, le hasard, le souvenir ou la surprise en sont les thèmes; l'amour et le désir amoureux, les uniques moteurs.

Un mot, un jeu de mots peuvent faire remonter un souvenir enfoui, le motif oublié d'une nostalgie, à la surface du présent, raviver et compléter ici ce qui, là-bas, dans le passé, était resté à l'état d'ébauche. Une simple parole, aussi banale soit-elle, peut constituer ce passage, donner accès à cette autre vie dont la possibilité n'avait été, jusque-là, que rêvée, désirée... Il y a ainsi, dans

chacun des récits de Roumette, des phrases, des paroles qui sont comme les clés secrètes d'un univers à la fois très proche et différent. Univers où l'enchantement prend soudain corps et visage, où le désir, au détour d'une rue ou d'un souvenir, rencontre soudain son objet.

Mais cet univers n'est pas toujours tissé de la substance immatérielle du rêve, et cet enchantement, un mot peut également le briser...

### Danse amoureuse

Dans la première nouvelle, la parole à double sens d'une femme adressée à l'homme retrouvé bien des années après un flirt adolescent et devenu, au hasard d'une rencontre, l'amant d'un soir, est comme un signe qui relie et sépare: il rompt le charme qu'il a d'abord porté à son plus haut degré d'intensité (*Janvier*). Les jeux de mots cultivés de trois jeunes gens qui palabrent et s'épient (*Mai*), ou les mots écrits sur un mur ou dans un texte révélant leur sens caché (*Décembre*). C'est toujours le poids secret, incalculable, de la parole et la force de ses possibles effets qui sont au centre des récits de Sylvain Roumette. Mais un regard, un silence, pour autant qu'ils sont

des paroles tuées, peuvent également occuper ce centre (*Avril, Octobre, Décembre*).

Stratège, c'est le hasard qui mène la danse; le hasard ou l'inconscient — on devine que l'auteur n'est pas vierge de toute culture psychanalytique. Dans cette danse amoureuse, les hommes ne sont que des figures vacantes, précaires, tournant autour du « glorieux secret » féminin, qui est « comme la forme cachée au cœur de l'ivoire » et ne peut « être mise au jour que par le ciseau du plaisir ».

« Une grâce, ça ne rend pas les choses plus faciles. » Le charme constant des nouvelles de Sylvain Roumette n'est pas un vernis étalé sur un vide. Il est bien plutôt la matière d'un équilibre très judicieusement pesé. Dans le *Sourire de Léonard*, court récit érotique publié l'an dernier aux Éditions Le Tout sur le Tout (voir « Le Monde des livres » du 22 juillet 1988), Roumette manifestait déjà, sur un mode très cérébral, sa maîtrise et ce sens des équilibres délicats entre le réel et l'imaginaire. Les douze histoires d'*Une ou plusieurs* confirment avec bonheur son talent et son intelligence d'écrivain.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ *UNE OU PLUSIEURS*, de Sylvain Roumette, Le Tout sur le Tout - Arléa, 198 p., 35 F.

● RÉCIT

### La geste des bistrots

DES ses nuits et de ses jours, Bob Giraud fait un quet perpétuel. D'un bistrot l'autre, il se repaît de pittoresque et d'humanité sans que la satiété jamais ne l'atteigne. Cela nous vaut, quand l'insistance des amis vient à bout d'une certaine nonchalance (à moins que ce ne soit l'a-quo-bon), de petites livres délicats et lucides où l'amitié adoucit parfois les heures poisseuses.

Quelque part Giraud parle de Robert Doisneau, son préfacier et vieux complice. « Il est, dit-il, à la chasse de ces secondes d'éternité sachant dire la peine ou le bonheur des êtres; la vie en somme dans ses manifestations les plus ordinaires où l'imprévu montre parfois le bout du nez. » Ces lignes vont comme un gant à celui qui les a tracées. Car Bob Giraud, en la matière, est originaire. Des histoires il en connaît des milliers. Son hiver 1988-1989 est du meilleur tonneau.

Passent les ombres des amis disparus: Jacques Yonnet, Desnos, Prévert, Fréhel, Formbeur, Fallet, Vidalie, Cendrars, Brassens... Passent ces personnages qui ont fait leur ce précepte: « Souviens-toi de rire... » Ici, un rapin déclare: « Je suis le plus grand collectionneur de mes œuvres. Je possède 95 % de ma production. » Là, ce sont Roméo et Jacky, des négociants à Montmartre, qui évoquent « la vin de soif », celle-ci justifiant l'abondance. Ailleurs, un sacré buveur explique son tangage de la veille: « Comme d'habitude j'avais bu onze Pernod. Seulement, hier, le neuvième m'a fait mal. »

On rit à ces histoires. On se régale du style précieux de Giraud, où les mots de la rue sont sertis dans une écriture classique. Mais on ne peut s'empêcher, le livre refermé, de ressentir tristesse et vague à l'âme. « L'orchestre, couvert par l'accordéon, raconte Giraud alors qu'il erre du côté des anciennes halles, entretient l'illusion de la joie de vivre au quotidien. » On ne saurait mieux dire ce que l'on éprouve.

LOUIS NUCERA.

★ *LES LUMIÈRES DU ZINC*, de Robert Giraud, Le Dilettante, 80 p., 69 F.

LES BELLES ÉTRANGÈRES  
FINLANDE

TEL. 40.20.93.38

Vient de paraître

Hans Urs von Balthasar  
*L'enfer*  
Une question

traduit par Jean-Louis Schlegel  
"J'espère que la chose la plus grave qui soit n'est pas la justice de Dieu qui punit, mais son amour."

H.U. von Balthasar  
68 F. Collection DDB

Raissa MARITAIN  
*Les grandes amitiés*  
Préface de François Mauriac  
"Ce grand livre méritait amplement d'être réédité."

Patrick Kéchichian, Le Monde  
149 F. Collection Les lles

Maurice BELLET  
*L'épreuve*  
"La tout petit livre de la divine douceur. L'auteur parle avec douceur de ses souffrances, de ses angoisses sur un lit d'hôpital, de son épreuve. Un vibrant message de réconfort."

68,50 F. Collection DDB

Desclée de Brouwer

● LA VIE DU LANGAGE - par Denis Slakta

## Prendre la Bastille et révolutionner la langue

TOUT finissant ici par des chansons, l'Opéra Bastille reste à prendre. Mais la vague du Bicentenaire n'apporte pas que traces, ennuis ou sujets de mécontentement. Au moins le livre de Jacques Cellard (1) ne néglige ni l'instruction ni le plaisir. Le titre seul est déjà encourageant. Ah! ça ira, ça ira...

A priori, rien n'interdisait de faire référence à la Carmagnole ou à la Marseillaise. Bonne fille, la grammaire a bien orienté le choix. En effet, « grammaticalement parlant, la Carmagnole est l'acte de décès d'un passé haï, la Marseillaise le constat de bonne santé d'un présent glorieux. La « ça ira » est entièrement tournée vers un futur de bonheur fraternel ». Depuis l'avènement de M. Chevènement, il n'est peut-être pas utile de citer la Marseillaise. Qu'on se souvienne: « Madame Veto avait promis/de faire brûler tout Paris [au moins deux fois!] Mais son coup a manqué/grâce à nos canonniers. » Voilà pour le passé épique.

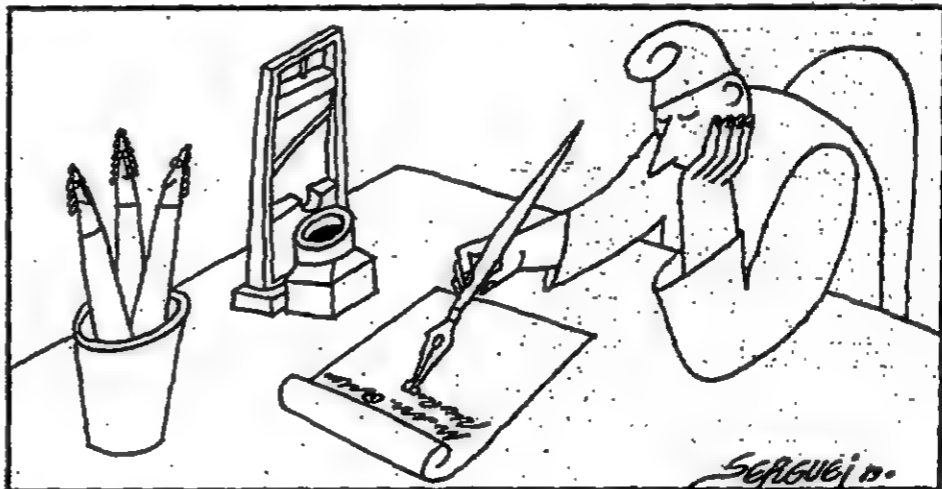
Quant au futur, « Réjouissons-nous, le bon temps viendra.../Tout trouble s'apaisera. » Ce n'est pas « l'immortelle poésie »; ne méprisons pas pourtant la rudesse de tou, trou: l'harmonie promise finira peut-être par se faire entendre.

Bravo donc pour les chansons! Mais quels sont « ces mots que nous devons à la Révolution »? Le livre de Jacques Cellard n'est pas une histoire, ni même un dictionnaire, de la Révolution. Son ambition est plus modeste. C'est un lexique des mots que la tourmente révolutionnaire (1789-1799) a créés pour exprimer ce qu'elle vivait, ce qu'elle

rites d'une religion... n'occupant jamais qu'un certain nombre d'individus à la fois et pour un temps limité. La langue, au contraire, chacun y participe à tout instant: et c'est pourquoi elle subit sans cesse l'influence de tous. Ce fait capital suffit à montrer l'impossibilité d'une révolution. La langue est de toutes les institutions sociales celle qui offre le moins de prise aux initiatives, même à de superbes révolutionnaires comme Staline.

Gérard Antoine n'a donc pas tort de tempérer l'enthousiasme de Ferdinand Brunot, ce grand savant fasciné par « la Grande Révolution » (4). Les géants de 89 « ne firent souvent que donner un essor populaire à nombre de mots » introduits dans le vocabulaire français dès le milieu du dix-huitième siècle. Il faudrait se garder de négliger l'influence de la philosophie des Lumières, des encyclopédistes et de l'Anglais (déb). Jacques Cellard cite, entre autres, *jury*, *ordre du jour*, *motion*, *pétition*, etc. Nos ancêtres étaient moins timorés que nous: de motion et pétition, ils tiraient aussitôt motionner, motionnaire, et pétitionner, pétitionnaire.

Les traditionnels préfixes et suffixes français sont toujours mis à contribution. Gunder von Proschwitz, auteur de recherches passionnantes sur le vocabulaire de la Révolution (5), mentionne: *anti-*, *-in-*, *-non-*, *-isme*, *-iste*, *-iser*. En particulier, *-iser* jouit d'un grand prestige; vous trouverez dans Ah! Ça ira: *déprériser*, *athéiser* (et *désathéiser*), *déchristianiser*, *catéchiser*, *coloniser*. Si quelques-uns ont disparu, il y a encore de beaux restes.



croyait, ce qu'elle sentait, quand notre langue ne lui fournissait pas ce qui aurait convenu. Même si l'on regrette l'absence, dans l'énumération, de penser ou concevoir, le propos est trop modeste. A la manière de certains dictionnaires qui nourrissent la Révolution (2), Jacques Cellard ajoute aux citations des brassées d'anecdotes. A propos des « grosses têtes »; mais aussi des « seconds couteaux ».

La quotidienneté de la Révolution en devient même étrangement inquiétante. A moulins, un bourgeois bien-pensant avait placé sur la guillotine l'inscription suivante: « Aristocrates, riches, égoïstes, affameurs du peuple, tremblez! Je suis en permanence. » On ne risquait pas de l'oublier. En effet, à partir de 1793, « la broche à la mode est une guillotine miniature ». Tant qu'on avait toute sa tête, rien n'empêchait de parler ses oreilles. Comme on pourrait le croire, le plus invérifiable n'est pas l'illustre docteur Guillotin, que vous aurez le plaisir de croquer. Non, le prix revient à ce précurseur du concours Lépine, au conventionnel Lejeune, qui « bricole » une guillotine de table pour réjouir ses invités: pris de vin et lire de joie, il se faisait « apporter à table un poulet vivant », qu'il guillotinait en riant. De quoi vous mettre l'eau à la bouche, ou vous coller la chair de poule.

RESTAIT donc à « révolutionner la langue ». Les grands maîtres de l'art social, comme dit La Harpe, avaient bien bouleversé le calendrier chrétien, envoyé les saints au diable, remplacé les messeurs par des citoyens, et substitué le tu démocratique au vous des aristocrates. Partis d'un si bon pas, nos révolutionnaires rêvaient de mettre à bas « la langue monarchique » et d'imposer « une langue républicaine » (3). Tout comme d'autres, un peu plus tard, ne manqueraient pas d'opposer science prolétarienne et science bourgeoise.

Il est vrai que la langue est aussi une institution: avec ses normes et ses contraintes. Nous le savons bien, nous qui vivons toujours sous la tyrannie du « bon usage ». Pour éviter le pire, un bon citoyen de l'époque n'hésitait pas à proposer une grammaire des sans-culottes.

Seulement, la langue prise en elle-même est par définition une institution démocratique. Comment donc démocratiser ce qui est déjà « l'affaire de tout le monde ». Domage que les révolutionnaires n'aient pas connu le G-d'avant-Ferdinand de Saussure. La façon est un peu longue, mais elle mérite d'être entendue: « Les prescriptions d'un code, les

On apprendra que le verbe électriser a connu un vit succès dans ces temps orageux. Robespierre et Sade l'utilisent avec talent; l'un à l'Assemblée: la chute de la monarchie vient « d'électriser Paris »; l'autre dans le boudoir: « les idées électrisent l'âme ». Jacques Cellard attribue le premier emploi de ce sens figuré à Robespierre, en 1792. On l'entend, dès 1789, dans la bouche de Mirabeau, qui redoute « d'électriser les soldats français au contact de la capitale » (débat sur le renvoi des troupes, 8-9-11 juillet 1789). Un certain Pussay (6) reconnaît, aussi en 1789, que l'Assemblée n'est pas toujours « sans passions »; « volontiers » les âmes s'y électrisent ». Cher Jacques Cellard, l'électrisé était dans l'air bien avant l'élection de Robespierre.

PEUT-ON parler de rupture, ou de révolution dans la langue, lorsque surgissent quelques néologismes caractérisés? Ou quand reviennent quelques bons vieux mots comme bougre et fourre qui servaient de signes de ponctuation à Hébert dans le Père Duchesne? Dans l'histoire du vocabulaire français, Gunder von Proschwitz ne décide ni rupture ni scission entre l'avant et l'après-89; mais plutôt unité et continuité. Et pourtant Jacques Cellard note à juste titre que « les contemporains ont été les premiers frappés d'entendre ou de lire sans cesse des mots qui leur étaient inconnus jusqu'alors ». Qu'est-ce qui a donc changé?

Au moins pour les historiens de la langue et les linguistes, la Révolution n'est ni « consommée » (Mirabeau), ni « terminée » (Barnave), ni « glacée » (Saint-Just). A suivre donc, Jacques Cellard sous la main.

- (1) Jacques Cellard: *Ah! Ça ira... Ces mots que nous devons à la Révolution*, Balland, 352 p., 129 F.
- (2) Linc: « Langue et Révolution », n°15 (1986), Centre de recherches linguistiques, université Paris-X-Nanterre.
- (3) Gérard Antoine: « Lexicographie et Révolution », dans *Corps écrit*, n°28 (1988), Presses universitaires de France.
- (4) Voir l'article de Jean-Claude Chevalier dans le *Monde* du 15 décembre 1988.
- (5) Gunder von Proschwitz: « Le vocabulaire politique au XVIIIe siècle avant et après la Révolution. Scissions ou continuités? », *Le Français moderne*, n°2 (avril 1966).
- (6) Mot, numéro spécial « Langues, langue de la Révolution française », n°16 (mars 1988), Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Maurice DELAFOSSE  
**HAUT-SENEGAL NIGER**

Quelques exemplaires retrouvés de ce grand classique de la recherche ethnographique et historique en Afrique occidentale épuisés depuis longtemps, proposés exceptionnellement au public pour 800 FF les 3 volumes. (1.300 pp., 41 planches groupées 80 clichés, 22 cartes)

Maisonneuve & Larose

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12

## ● BIOGRAPHIE

# Franz Kafka, groom d'échafaud

Claude David, le biographe, et Pietro Citati, le portraitiste, nous proposent une visite dans le ghetto existentiel de l'écrivain pragois.

IRONIE du destin : Kafka, qui souffrait tant de l'impénétrabilité des choses, est devenu pour le monde moderne une énigme obsédante. En supplant son ami Max Brod de brûler ses manuscrits, pour la plupart inédits, Kafka ne croyait pas priver ses descendants de quelques chefs-d'œuvre. Que signifiait cet ultime vœu d'autoannihilation ? Le dernier avatar de la haine que Kafka se vouait à lui-même ? La révélation d'un orgueil démesuré ? On la prouve que Kafka avait obtenu des réponses aux questions essentielles, et que ses écrits lui paraissaient un abominable fatras ?

Cette énigme obsédante qu'est Kafka, Claude David et Pietro Citati ont voulu, chacun à sa manière, la résoudre. Citati, auquel on doit des biographies de Tolstoï et de Katherine Mansfield, manie l'art du portrait avec une séduction toute latine. Au risque de tomber parfois dans la paraphrase de l'œuvre, il nous entraîne dans un poème-fleuve sur Kafka, ce « trapéziste du néant » qui se livrait à des clowneries funèbres et se mouvait dans la vie avec une légèreté tragique, un pessimisme acrien. Citati est un artiste qui commente les acrobaties d'un autre artiste : son Kafka est un théologien qui a su acquiescer une morale et un homme désespérément amoureux, des femmes et de Dieu.

## Un homme souterrain

Claude David, le maître d'œuvre des volumes de « la Pléiade » consacrés à Kafka (1), nous introduit, en biographe scrupuleux, dans les arcanes d'une enquête menée avec minutie. Citati s'adonne aux interprétations ; Claude David s'attache bien plutôt à cerner la genèse de l'œuvre. Son Kafka est un homme souterrain, dont la vie a été brisée par son père ; une sorte de héros dostoïevskien qui, malgré sa vulnérabilité apparente, travaille à son œuvre comme un maçon opiniâtre. Claude David est l'arpenteur de l'univers kafkaïen. Il en écarte ceux qu'il considère comme des imposteurs, des témoins mythomane ou des experts en conversations apocryphes, tel Gustav Janouch, l'auteur du fameux *Kafka m'a dit*. Le bonhomme Kafka de Citati nous emporte ; l'inquiétant *Franz Kafka* de Claude David nous retient. Les lire l'un après l'autre ou en passant de l'un à l'autre, c'est le seul moyen d'espérer percer à jour l'énigme Kafka.

Il était né en juillet 1883 à Prague, une ville allemande devenue tchèque en l'espace d'un demi-siècle et que se partageaient trois communautés : les Allemands, les Tchèques et une minorité de juifs. Kafka appartenait à cette dernière, parlait allemand et ne lisait pas la littérature tchèque (pas même Jaroslav Hasek). Il se lança, sur l'ordre paternel, dans des études de droit, passa son doctorat et se fit engager à l'Institut pragois d'assurances, où il demeura jusqu'à la fin de ses jours sans faillir à sa réputation d'ange bureaucrate, méticuleux et triste, vêtu d'un éternel costume bien foncé.

La vie ne lui apprit rien, elle ne lui apporta aucune expérience — il avait ce mot en horreur : il se sentait encore trop enfant pour se colletter avec l'existence, et déjà



Kafka  
ange  
bureaucrate,  
méticuleux  
et triste...

trop vieux pour tenter quoi que ce fut.

Il se sentait coupable. Pendant que les innocents dormaient, lui ne trouvait pas le sommeil. L'insomnie était sa peine à perpétuité. Parfois, il se croyait pourtant désigné pour être l'un des veilleurs dont chaque siècle a besoin. Son ami Max Brod, rencontré en 1902 lors d'une conférence que celui-ci donnait sur Schopenhauer, le confortait dans cette opinion, avec l'espoir aussi de le sortir de sa léthargie mélancolique. « *Mieux vaut mordre à pleines dents dans la vie que de se mordre la langue* », se disait alors Kafka, sous l'influence de l'enthousiasme, du blagueur, du jovial Max Brod. Mais les moments de rémission ne duraient pas : quand il rentrait dans sa chambre tapissée d'angoisse, la présence de son père, le choucas maudit (« Kafka » désigne en tchèque cet oiseau noir à la nuque grise), rendait l'atmosphère de la maison étouffante.

Hermann Kafka était l'exemple du commerçant parvenu, opportuniste et méprisant, qui tyrannisait ses employés, les appelant ses « ennemis payés ». Franz lui écrivait une déclaration de haine dans sa *Lettre au Père*, mais il n'en considéra pas moins le vieux despote avec un mélange de pitié et de tendresse.

## Un rat de l'écriture

« *Je ne puis aimer que ce que je peux placer si haut au-dessus de moi qu'il me devient inaccessible* », écrivait Kafka dans son *Journal*. Avec la raisonnable, la bourgeoise Felice Bauer, il avait bien cru trouver la femme idéale.

Il y eut, quelques années plus tard, la fameuse rencontre avec Milena Jesenska, l'intellectuelle, la journaliste. Il y eut, les derniers mois de 1923, un an avant la mort de Kafka, la passion lumineuse pour Dora Diamant, une juive polonaise de vingt ans, pleine d'allégresse et de joie de vivre. Il y eut, surtout, l'intermède tragique avec Julie Wohryzek, la modeste fragile, qui souffrait d'une maladie mentale. Kafka, se sentant lui-même si proche de la folie, n'en parlait qu'avec une grande pudeur et beaucoup de superstition.

Kafka cherchait auprès de ces femmes un refuge qui le protége-

rait des informateurs de l'angoisse, ces indices qui réussissaient toujours à le dénicher, même quand il se cachait dans son « terrier » pour écrire. Il n'était pas destiné à se marier, à avoir des enfants, à faire prospérer une entreprise conjugale : il avait choisi d'être un « habitant de la cave », un rat de l'écriture qui n'avait besoin que d'une plume et d'une lanterne pour survivre.

Il se cramponnait à sa table de travail. Des boules de cire dans les oreilles, il refusait d'écouter la mélodie des sirènes. A quoi bon feindre ? Il savait bien, lui, que les sirènes s'étaient tuées ; il ne croyait plus au chant des ancêtres ni au pouvoir d'invention du verbe. Le temps était à la prose, à une langue anémique, d'autant plus forte qu'elle paraît dévitalisée, d'autant plus mystérieuse qu'elle coule comme une eau limpide. Tout art qui entraîne, qui enivre et relève de la draperie.

C'est été un mensonge de poser à l'écrivain assimilé quand on porte en soi un ghetto jamais assaini. La langue de Kafka, disait Marthe Robert, s'est installée dans la précarité : elle est le témoignage de cette « diaspora intérieure » qui déchiquetait son âme. Kafka se sentait d'ailleurs le frère de tous les exilés. Les juifs de l'Est avaient sa sympathie, eux qui, dans leur humble spontanéité, se distinguaient des juifs d'Occident, ces créatures mutilées par leur désir d'intégration. Kafka était même capable de mettre en scène, dans l'Amérique, un immigré à la solennité comique, groom d'ascenseur dans un vaste complexe hôtelier, et qui semble échappé d'une séquence de Charlie Chaplin. Philip Roth, qui avait l'intuition du comique kafkaïen, rêvait d'un film tourné d'après *Le Château*, dans lequel Gruncho Marx tiendrait le rôle de l'arpenteur K.

## Un pèlerin du désert

Personne ne dort sur le chemin qui mène de la prison à l'échafaud. Alors pourquoi, se demandait John Donne, dormons-nous tous de l'intérieur à la tombe et nous laissons-nous conduire de cellule en cellule sans nous réveiller ? Kafka avait voulu sortir l'homme du grand sommeil dans lequel il a sombré, et qui l'oblige à agir comme ce condamné de la *Colonne pénitentiaire*, à l'air si caninément résigné qu'il suffisait de siffler pour le faire venir à l'heure de l'exécution. Kafka était devenu un pèlerin du désert, traversant tous les séismes de la conscience et toutes les frontières que les hommes ne franchissent qu'en immigrants légaux : les frontières

de la solitude, de la torture, de la démence et de la mort.

Au sanatorium du docteur Hoffmann à Kierling, le pèlerin touchait à l'horizon du monde. Il s'accrochait au projet d'un voyage en Palestine. Cette « *Chimère du désespoir* » était la seule nourriture qui lui restait : une tuberculose du larynx le condamnait presque à mourir de faim et de soif. Il rêvait de boire un verre de bière sur une plage ensoleillée en compagnie de son père, avant de prendre le bateau pour la Palestine et d'aller ouvrir là-bas un restaurant. Mais il n'était qu'à quelques pas de l'échafaud, aussi il se retourna et dit : « *Docteur, donnez-moi la mort, sinon vous êtes un assassin.* »

ROLAND JACCARD.

\* **FRANZ KAFKA**, de Claude David, Fayard, 340 p., 120 F.

\* **KAFKA**, de Pietro Citati, traduit de l'italien par Brigitte Pérol, l'Arpenteur, 321 p., 95 F.

— Trois nouvelles traductions de la *Métamorphose* ont été récemment publiées : elles viennent notamment compléter celle d'Alexandre Vialatte, datant de 1936 : par Bernard Lortholary, en GF-Flammarion (n° 510) ; par Brigitte Vergne-Cala et Gérard Rudent, dans la collection « Les langues modernes » au Livre de poche ; par Jean-Jacques Bria, aux Éditions du Franc-Dire (2, chemin du Charne et du Carosse, 78470 Saint-Lambert-des-Bois). Ces deux dernières traductions sont accompagnées du texte allemand.

(1) Le quatrième volume doit paraître début mars.

# La nouvelle biographie

de  
**PIERRE  
ASSOULINE**



Pierre Assouline  
**Albert  
Londres**

Vie et mort  
d'un grand  
reporter  
1884-1932



après Dassault, Gallimard,  
Jardin, Kahnweiler

BALLAND

UNE EXPOSITION  
UN PEINTRE

# GAUGUIN

UN AUTEUR

## FRANÇOISE CACHIN

UNE COLLECTION

## DECOUVERTES GALLIMARD

GALLIMARD ET LA REUNION DES  
MUSEES NATIONAUX ONT CHOISI  
DE S'ASSOCIER POUR PUBLIER DANS  
LA COLLECTION DECOUVERTES  
GALLIMARD DES LIVRES AU  
FORMAT DE POCHE QUI SONT AUSSI  
DE MERVEILLEUX LIVRES D'ART



Gauguin  
« Ce nuagré moi  
de sauvage »

Decouvertes Gallimard

On n'a jamais vu autant de choses entre la première  
et la dernière page d'un livre.

Qui a écrit le Dictionnaire critique de la  
Révolution Française ?

Comment préparer un week-end à New-York ?

هكذا من الأصل

ESSAIS

# La nouvelle trahison des clercs

par DANIELLE SALLENAVE

UNE des questions les plus énigmatiques et les plus préoccupantes de notre siècle est celle de l'échec de la culture : autrement dit, celle de la trahison des clercs.

A la fin du siècle dernier, cent ans après les Lumières, qui avaient associé dans le même mouvement culture et émancipation, un premier renversement s'opéra : l'idée se fit jour, principalement dans les mouvements anarchistes, que la culture est le produit des intérêts particuliers des classes privilégiées, le masque de leur domination et le lieu où se reproduit et se perpétue la structure d'une société fondée sur l'exploitation.

Toute une part de la « pensée 68 » n'a été que la réactivation de ces pseudo-certitudes sur fond de culpabilité : la culture est un privilège dont la destruction contribuera à éradiquer une classe condamnée par l'histoire. Il n'est que trop vrai que la participation à la culture — aux œuvres de l'art et de la pensée — est demeurée trop longtemps et trop exclusivement l'apanage des classes dominantes ; mais l'erreur fatale, le piège où sont tombés bon nombre d'intellectuels est de croire que la suppression de ce privilège passe par la suppression de la culture et non par la suppression des obstacles qui en tiennent écartés la grande masse des déshérités. Ainsi est né ce qui avec le triple idéal du dix-huitième siècle européen : arracher l'homme à toutes les formes de sujétion, l'émanciper du poids de la nature, des idées et des dieux, et ne pas plus s'accommoder de l'inégalité culturelle que de l'injustice sociale ?

Sans doute a-t-on cessé de proclamer que la culture est une faute dont il faut se laver, et non une chance qu'il faut offrir à un plus grand nombre ; mais d'est-ce que qu'elle n'est plus désormais ni l'une ni l'autre. La culture a cessé d'être poétiquement réprochée pour mieux disparaître, confondue au nombre des habitudes, des manières, des styles de vie : les « cultures sportives » peuvent alors légitimement tenir tête à la « culture cultivée » (2). Chaque fois qu'il réfléchit sur la culture, le « parti intellectuel », comme aurait dit Péguy (la sociologie universitaire et les médias), semble d'abord exclure, peut-être pour ne l'avoir jamais expérimenté, qu'elle puisse être une force d'arrachement à soi, à ses déterminations, à la vie ordinaire, à la même répétition des jours et des tâches.

Significatif à cet égard le livre de Christian Baudelot et Roger Establet, *Le niveau monte* (2), ainsi que l'accueil immédiatement élogieux qui lui a été fait. Sans doute peut-on accorder que le « niveau » n'a peut-être pas baissé, s'il s'agit de la quantité d'informations dont dis-

culture et de l'esprit soit réservée à un petit nombre d'héritiers.

La deuxième est, à l'inverse, celle du nihilisme culturel : les prétendues valeurs de culture ne sont que les valeurs au moyen desquelles on trahit (ou revendique) son appartenance de classe. Il est donc vain de tenter d'opérer une distinction entre les bons films et les autres, entre les bons livres et les autres, entre un Crémolini et les Poulbots de la Butte ; plus vain encore de revendiquer pour ceux qui en sont exclus l'accès à la « culture cultivée ». Si l'on ajoute, de surcroît, que les livres ne sont rien d'autre que la lecture qu'on en fait (1), que c'est elle qui m'ennuie et non le livre que je lis, et qu'une heureuse diversité démocratique accorde à la dactylo de trouver dans *Violon* le soir de ses noces la nourriture spirituelle que d'autres reçoivent d'Anna Karénine, l'éloge des différences et de la créativité se mue en consentement aux inégalités.

## Le triple idéal du dix-huitième siècle

Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer que l'intellectuel né des Lumières, successeur de ceux qu'elles nomment le « philosophe », ait pu rompre à ce point avec le triple idéal du dix-huitième siècle européen : arracher l'homme à toutes les formes de sujétion, l'émanciper du poids de la nature, des idées et des dieux, et ne pas plus s'accommoder de l'inégalité culturelle que de l'injustice sociale ?

Sans doute a-t-on cessé de proclamer que la culture est une faute dont il faut se laver, et non une chance qu'il faut offrir à un plus grand nombre ; mais d'est-ce que qu'elle n'est plus désormais ni l'une ni l'autre. La culture a cessé d'être poétiquement réprochée pour mieux disparaître, confondue au nombre des habitudes, des manières, des styles de vie : les « cultures sportives » peuvent alors légitimement tenir tête à la « culture cultivée » (2). Chaque fois qu'il réfléchit sur la culture, le « parti intellectuel », comme aurait dit Péguy (la sociologie universitaire et les médias), semble d'abord exclure, peut-être pour ne l'avoir jamais expérimenté, qu'elle puisse être une force d'arrachement à soi, à ses déterminations, à la vie ordinaire, à la même répétition des jours et des tâches.

Significatif à cet égard le livre de Christian Baudelot et Roger Establet, *Le niveau monte* (2), ainsi que l'accueil immédiatement élogieux qui lui a été fait. Sans doute peut-on accorder que le « niveau » n'a peut-être pas baissé, s'il s'agit de la quantité d'informations dont dis-

pose, aujourd'hui, le citoyen des démocraties modernes, l'habitant des villes saturées de messages audiovisuels. Mais information n'est pas formation, le « niveau culturel » d'un homme, d'une nation, leur niveau d'éducation, n'est pas celui de l'énergie d'un fleuve mesuré par une colonne graduée sous un pont. Le « niveau » d'éducation est ce qui fait qu'un homme peut être dit, ou non, formé, c'est-à-dire capable d'exercer en toutes circonstances une pensée libre, ce qui ne se mesure pas.

qui la fait » (Hans-Georg Gadamer, *Vérité et Méthode*).

Nous n'avons pas fait un pas depuis 68 : une fois de plus, le parti intellectuel a pu faire état de l'outil qui est tombé de la culture. Que se taisent les profs, pleuraient nostalgiques et vieux cons, menu froin des collégiés : le gratin des journaux et des hautes études a parlé. Et c'est la même dégradation de la culture. Hier, politique : c'était le thème de l'auto-accusation des intellectuels tiers-mondistes.



La tyrannie du quantitatif, du statistiquement mesurable, passe sur tout le livre : purement quantitatives, les preuves que monte le « niveau culturel » des bacheliers. La fréquentation croissante des musées et des expositions, pour ne prendre que cet exemple, prouve surtout l'augmentation statistique du nombre des habitants des grandes villes, l'allongement de la durée des études et la mutation des loisirs, elle n'assure pas que s'ouvre cette brèche par où l'expérience de l'œuvre d'art transforme celui

Aujourd'hui, technique : et c'est la célébration des « cultures sportives » : « *Wander contre Virgile* ». Tout dernièrement, moraliste : puisque Buffon et Voltaire ont décrit les Noirs comme des singes, puisque Sénèque et Platon étaient partisans de l'esclavage, cessons de lire Platon, Sénèque et Buffon (3). Sur fond d'idéologie moderniste, d'anticolonisme et d'éloge démocratique des différences, ces nouveaux gardes rouges appellent aujourd'hui, non plus au meurtre des profs ou aux bûchers de livres

mais, sur les ruines de la culture libératrice, à se libérer du poids de la tradition, de la culture, de la pensée des auteurs du passé et de la tyrannie d'une « orthographe élitiste et déshérente ». (Le niveau monte, p. 151.)

A l'idée de culture comme procès émancipateur s'est substituée celle d'une collection d'œuvres non hiérarchisées (il n'y a pas de « bonne littérature »), ou d'un héritage à trier (« à droite les racistes, à gauche les antiracistes »), voire d'un legs qu'on peut globalement refuser : ce qui s'y perd inévitablement, c'est l'idée d'œuvre, comme création et liberté.

## Un mouvement d'arrachement

Qu'est-ce qu'une œuvre ? L'œuvre est un commencement absolu : il y a dans le monde grâce à elle quelque chose qui n'y était pas. Tout objet culturel humain n'est pas une œuvre : seules les œuvres résultent d'un mouvement d'arrachement au soi, aux traditions, à l'environnement. L'œuvre est un exercice de la volonté non technique : du désir de durer : de la décision de « s'y mettre » à laquelle nul autre que vous ne peut répondre. L'œuvre s'enracine dans la conscience du temps perdu, de la vie qu'on perd en travaillant à la gagner. Ainsi l'œuvre est la réponse à ce que Nietzsche appelait le « *Lebensnot* » : la « misère de vivre », qui n'est pas la misère tout court — celle-là demande d'autres réponses et d'autres solutions que celles de l'œuvre, mais la misère terrible d'une existence circulaire, piégée par la nécessité, et dont toutes les forces sont consacrées à l'entretien de la vie.

En se mettant à l'école de l'œuvre, le sujet s'offre à devenir autre. Si la culture est donc d'abord *Bildung*, formation, elle doit être une expérience de l'œuvre. Car l'expérience de l'œuvre n'est pas la référence, la soumission aux « grandes œuvres » conçues comme des modèles figés, elle n'est pas la révérence d'une autorité. Rencontrer l'œuvre, faire l'expérience de l'œuvre, c'est accepter d'en être transformé, transformé par ce qu'elle est : une œuvre.

Je ne fais pas ici l'éloge de la « vie créative » en l'opposant à la « vie ordinaire » : l'expérience de l'œuvre n'est pas réservée au créateur. L'expérience de l'œuvre, ou des œuvres, est une connaissance du monde et de soi, elle nous associe au mouvement d'arrachement dont elle est née. Elle enseigne une idée du monde où le monde ne serait pas conçu comme une proie à saisir, une matière à transformer, le lieu d'exercice de la ruse et du cal-

cul. Mais comme un lieu où quelque chose advient et, dans sa splendeur muette et fugitive, est indiscutablement là : le lieu que le vent remue doucement sur ce coin de vieux mur ; ces papiers qu'il égale à l'arrêt de l'antipode ; l'oiseau qui s'écroule au bord d'une fissure ; elle nous apprend, dit Rilke, à nous tenir « en face » du monde.

C'est ainsi que l'œuvre éduque, c'est ainsi qu'elle enseigne : à se débarrasser de soi, à cesser d'être un sujet « éternellement désirant ». Le monde n'est pas à notre disposition, il n'a pas été créé pour notre bon vouloir : par la fréquentation de l'œuvre (des œuvres) l'homme apprend à retrouver le regard par où, selon Rilke toujours, la création « regarde dans l'Ouvrier ».

La culture n'est alors que l'autre nom de la « vie révisée », de la « vie réfléchie » : elle est ce par quoi l'homme peut rompre avec l'existence précaire, livrée à elle-même sans le secours des livres. Mais quand la culture n'est plus désolée mais pour le « parti intellectuel » ce qui abat les idées et les dieux, mais la dernière idole à abattre, quand le parti intellectuel révèle cyniquement qu'il a renoncé à voir dans la culture autre chose que l'instrument de sa puissance et le lieu de sa domination, on peut craindre qu'effectivement le beau mot d'intellectuel ne soit plus désormais autre chose qu'une énorme imposture.

La nouvelle « trahison des clercs » a bien commencé, et on aurait tort de fêter trop vite la disparition d'une des figures modernes de l'intellectuel, née à la fin du siècle précédent : l'intellectuel masochiste, qui pour ne plus être un « chien de garde » et se fonder « organiquement » dans le prolétariat, était prêt à renoncer, non sans déchirement, à sa définition, à ses valeurs, à son essence. Car il y a fort à parier que celui qui a succédé est probablement pire : complexe ou agent fourrier d'une barbarie douce, idolâtre du « fait accompli », collaborateur consentant d'une modernité qui confond la civilisation avec le progrès technologique.

(1) « Il n'y a pas de mauvais locuteurs », Jacques Leclercq, *L'Express* 13.01.89.

(2) Christian Baudelot, Roger Establet, *Le niveau monte*, Seuil, 198 p., 85 F. (*Le Monde* du 7 janvier.)

(3) On lira sur ce point avec intérêt le livre de Tzvetan Todorov, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine* (voir en page 13 et ci-dessous la critique de Thomas Ferençzi).

● Danielle Sallenave lira un de ses textes inédits, accompagnés à la contrebasse par Francis Marmande, à la Terrasse de Gutenberg (9, rue Emile-Castelar, 75012 Paris), le 5 février à 20 heures.

## Les antinomies de Tzvetan Todorov

(Suite de la page 13.)

Ailleurs, Lévi-Strauss dénie à l'ethnologie tout droit au jugement, estimant que les choix opérés par les sociétés humaines dans la gamme des possibilités qui leur sont ouvertes « se valent ». « Voici que le programme universaliste général s'avère porteur d'un relativisme éthique radical », commente Todorov. Pourtant Lévi-Strauss n'hésite pas à opposer des sociétés « authentiques » à des sociétés « inauthentiques » : « Est-ce encore ne pas juger ? », interroge l'auteur.

Dans *Race et culture*, Lévi-Strauss, on le sait, se prononce contre le croisement des cultures par crainte d'une homogénéisation mortelle. Ne faut-il pas distinguer deux types d'universalisme, demande Todorov, l'un, négatif, qui méconnaît les différences, l'autre, positif, qui permet le dialogue avec les « autres » ? On voit comment, sur la base d'une critique minutieuse des textes, l'auteur s'efforce de faire avancer sa propre réflexion.

On pourrait, en suivant Todorov, multiplier les exemples.

Décrire la manière dont l'idéologie raciste, que l'auteur préfère appeler le « *racisme* » pour la distinguer du racisme proprement dit, qui désigne un comportement, s'est développée chez Buffon à partir d'une conception unitaire de l'homme, qui a fait place à une hiérarchisation débouchant en fin de compte sur des inégalités de nature. Rappelons que, pour Gobineau, la « *race d'élite* » a tendance à s'assimiler les autres, mais que ce mélange a pour effet de provoquer sa perte. Montrer que le nationalisme de Tocqueville le conduit à accepter, à propos des Arabes d'Algérie, ce qu'il dénonce à propos des Indiens d'Amérique. Souligner chez Péguy l'antinomie de l'humanisme et du patriotisme. Noter la coexistence chez Chateaubriand d'une vision universaliste et d'un projet égocentrique. Relire aussi Renan, Michelet, Barrès, Loti ou Segalen. On découvrirait chez tous ces écrivains des glissements, des retournements, des changements de cap, qui attestent leur impuissance à aller jusqu'au terme de leur logique.

Todorov n'en épargne que deux, qui esquissent, selon lui, une solution : Rousseau qui s'interroge, sur la relation entre l'homme et le citoyen, et surtout Montesquieu qui cherche à mesurer dans l'*Esprit des lois* « le degré de l'universel et celui du relatif ». C'est ce qu'essaye de faire à son tour l'auteur en plaçant pour un « *humanisme bien tempéré* » ou encore un « *humanisme critique* » qui donne « un sens nouveau à l'exigence universaliste » en se fondant sur deux principes. L'un est que, si les hommes sont influencés par leur environnement, ils ont en commun « la capacité de refuser ces déterminations » par l'exercice de leur liberté. L'autre est que l'unité du genre humain s'accompagne de l'hétérogénéité du corps social, de sorte qu'on peut, sans proclamer la supériorité d'une culture sur une autre, les comparer et « trouver plus à louer ici, à blâmer là ».

Cette reconnaissance du pluralisme ou de ce que Montesquieu appelle la « *modération* » paraît peut-être décevante au terme d'une si longue enquête mais, si on la prend au sérieux, elle ouvre un chemin qui n'est pas celui de la facilité.

THOMAS FERENCZI

★ NOUS ET LES AUTRES, de Tzvetan Todorov, Le Seuil, 458 p., 140 F.

## Michel Foucault, l'énigmatique

La publication des cours du philosophe atteste sa présence multiple et déconcertante

IL connaît plus que le succès. L'Histoire de la folie, les Mots et les Choses, Surveiller et punir, les volumes enfin de l'Histoire de la sexualité, entre autres, ont fait de Michel Foucault... comment dit-on ? une sorte de star. Pas seulement un auteur célèbre, guetté par les libraires, traduit en de multiples langues et fêté par la presse. Pas plus un chef d'école. Quelque chose d'autre, plus malaisé à définir. Une présence multiple, déconcertante, furtive et rusée, toujours délibérément insaisissable, souverainement à l'aise dans les singuliers porte-à-faux : entre le travail d'historien et celui de philosophe, entre la recherche la plus savante et les luttes les plus subversives, entre l'austérité des archives et les séductions de l'écriture.

Depuis sa disparition prématurée en 1984, à soixante ans, la présence de son œuvre n'a pas faibli. Mais l'énigme qu'elle constitue demeure.

Car on est encore loin de pouvoir se faire une idée exacte des parcours de Foucault dans leur totalité. Une quantité de positions testamentaires de philosophie, sans parler d'une masse considérable de textes au statut mal défini : entretiens, notes de cours, transcriptions d'enregistrements faites par des auditeurs,

etc. Faute d'une édition critique et fiable de ces documents — qu'on risque d'attendre longtemps — la publication des résumés de cours figurant dans l'annuaire du Collège de France est du plus haut intérêt (1).

## Les jalons d'un itinéraire

On peut en effet y repérer les principaux jalons de l'itinéraire qui, de 1970 à 1984, conduisit Foucault du problème général de la « volonté de savoir » (que désigne au juste ce mécanisme moteur de l'Occident ? comment s'est-il agencé, modifié, plié à différents régimes ?) à la question de la constitution du sujet individuel, par le biais du « gouvernement de soi » et des exercices spirituels pratiqués par les philosophes grecs et latins. Le fil rouge de ce parcours, c'est finalement l'idée que la vérité n'est toujours que le produit d'un jeu de forces, le résultat d'un agencement — complexe, singulier, mobile — de pouvoirs en lutte, et non quelque réalité incorruptible ou éternelle.

Année par année, la sécheresse de ces épreuves donne à voir un programme qui, sous le foisonnement des analyses ou le chatoiement du style, n'apparaît pas toujours sous une lumière si crue dans les

ouvrages ou les articles publiés. Ce qui ne signifie pas que ces résumés de cours soient une lecture aride. Foucault s'y permet, çà et là, des familiarités, des impertinences, ou quelques effets de style inhabituels dans ce genre convenu.

Cela n'empêche pas que ce petit volume, dont chaque chapitre peut s'étudier séparément, si on le lit d'un trait, donne le vertige. Est-ce parce que chaque cours projette, avec une mesure allègre, assez de travail pour plusieurs vies ? Non. Il y a là, au contraire, une incitation à la recherche extrêmement stimulante. Ce qui déroute, ce sont plutôt les ruptures, les changements de cap, de domaine, de période, de méthode même... dont la clé, en fait, demeure ici absente. Théoricien des singularités, Foucault serait-il un philosophe discontinu ?

ROGER-POL DROIT.

★ RÉSUMÉ DES COURS 1970-1982, de Michel Foucault, Julliard, coll. « Conférences, essais et leçons du Collège de France », 174 p., 75 F.

(1) En même temps que les cours de Michel Foucault, qui inaugurent cette nouvelle collection, paraît le texte d'une conférence de Jacques Lacan sur *Edgar Poe et les poètes français*, prononcée en 1955. Préfacé par Yves Bonnefoy, ce texte est suivi d'une conférence inédite de Paul Valéry, datant de 1922, sur *Les Mots d'Edgar Poe* (132 p., 70 F.).

Quels sont les livres disponibles sur Gauguin ?

ELECTRE répond à toutes ces questions, et à bien d'autres encore !



Carlo Ginzburg

## Les vertus de la méthode Ginzburg

En réunissant sept articles superbes, l'historien italien fait à sa manière œuvre d'« ego-histoire ». Mais, au-delà, il interroge avec originalité le statut de la connaissance historique.

À rassembler en un seul volume des textes écrits à vingt-cinq ans de distance, l'historien court toujours un double risque : soit montrer que depuis longtemps il ne fait que se répéter, soit exhiber ses erreurs et ses erreurs. Les trajectoires qui résistent à l'épreuve ne sont pas nombreuses. Celle de Carlo Ginzburg est de celles-ci. Non que les sept essais qu'il propose, publiés entre 1961 et 1986, dessinent un parcours sans repentirs ni impasses. À preuve le bel article de 1976 intitulé « Le haut et le bas », première et unique pierre d'un projet abandonné qui voulait caractériser en son universalité le maniement de ces notions accolées. Mais ce qui frappe dans la démarche est l'étonnante constance avec laquelle Carlo Ginzburg fait retour, en les déplaçant, sur les questions qui le passionnent depuis son premier travail (ici repris) consacré aux procès de sorcellerie jugés par l'inquisition de Modène aux commencements du seizième siècle.

### La névrose de l'homme aux loups

De cet article à son livre en préparation sur le sabbat, en passant par les deux ouvrages qui l'ont fait connaître, les *Batailles nocturnes* et le *Fromage et les Vers*, Ginzburg a toujours été fasciné par l'étonnant dialogue qui se noue, dans les archives inquisitionnelles, entre des juges férus de démonologie, experts en pacte diabolique et rituel sabbatique, et des accusés qui ne se reconnaissent pas dans ces constructions savantes (1). Les confessions des sorciers et sorcières, arrachées au terme d'une procédure longue et brutale, sont donc toujours des « compromis », conformes aux attentes des inquisiteurs, qui ont la force pour eux, mais aussi troués, ça et là, par l'aveu de croyances irréductibles au savoir des clercs.

Il en va ainsi du « très vaste fonds de croyances d'origine chamanique » que Ginzburg avait rencontré en Frioul à la fin du seizième siècle et qu'il retrouve comme le socle mythique de la névrose de l'homme aux loups analysé par Freud. Celui-ci, comme le benandanti frioulais (c'est-à-dire « ceux qui partent pour le bien »), est « né coiffé », la tête recouverte par la membrane fœtale, et, qui plus est, le premier jour du cycle, folkloriquement intense, qui va de Noël à l'Épiphanie (2). En d'autres temps et d'autres lieux, le patient de Freud (un jeune Russe d'une famille de grande bourgeoisie) aurait peut-être, en esprit, accompagné les morts dans leurs processions nocturnes et livré bataille aux sorciers pour que la terre soit fertile et l'année abondante. Mais « au lieu de devenir un loup-garou, il devint un névrosé, au bord de la psychose ».

Il y a, chez Carlo Ginzburg, une très forte attirance pour les continuités folkloriques millénaires, les substrats de croyances communes aux mythologies les plus éloignées, les invariants anthropologiques repérables en deçà des accidents historiques. La

tentation n'est pas sans paradoxe pour un historien dont le nom est attaché à la pratique d'une forme d'histoire, la *microstoria*, qui privilégie le singulier, l'écart, la différence. Récusant le mode de généralisation habituel aux historiens, satisfaits lorsqu'ils ont établi la représentativité statistique de la population ou du corpus qu'ils étudient, Ginzburg propose des mises en relation tout autres et plus audacieuses. Retrouver la culture commune, dans sa plus profonde épaisseur, ne s'obtient pas en construisant des moyennes, mais en reconnaissant, dans l'expérience la plus particulière, des pensées partagées, autrement inaccessibles. C'est justement par sa distance à l'ordinaire qu'un cas singulier, historiquement localisé, peut révéler les croyances enracinées et les catégories primordiales.

Une telle démarche est-elle légitime pour l'historien ? La question n'a point quitté Carlo Ginzburg depuis ses premiers essais. Elle est au cœur de l'essai, fort contesté, qu'il a consacré au livre publié par Georges Dumézil, en 1939, sous le titre *Mythes et dieux des Germains* (3). Cette attaque polémique, dénonçant les complaisances supposées de Dumézil à l'égard des thèmes mythologiques de la « science », ou de la propagande national-socialiste, il faut le lire, je crois, comme une interrogation que Ginzburg s'adresse à lui-même : comment postuler l'existence de noyaux mythiques stables, de fonds de croyance perdurables, sans pour autant considérer ces continuités de très longue durée comme portées par une hérédité phylogénétique (à la manière de Jung) ou par une identité raciale, perpétuée en sa pureté ?

### Les preuves et la vérité

L'analyse consacrée dès 1966 à Aby Warburg et aux historiens de l'art qui furent ses proches et ses disciples — Saxl, Panofsky, Gombrich — permettait de définir les conditions et les instruments d'une interprétation qui, tout en identifiant la permanence de certaines formes et formules, présentes dans des situations fort éloignées par le temps ou l'espace, se donnait pour objet principal l'inscription des œuvres dans leur contexte de production (4). De là, face aux lectures purement stylistiques des œuvres, le primat donné à l'analyse iconographique, à l'étude des commandes et des commanditaires, à la restitution des conventions de déchiffrement. L'essai, republié dans le recueil sous le titre « Titien, Ovide et les codes de la représentation érotique au seizième siècle », donne à petite échelle une démonstration des vertus de la méthode qui fonde le livre, publié en 1981, sur trois œuvres majeures de Piero della Francesca.

À confronter ainsi plusieurs séries de données, appartenant à des ensembles disjoints, une question nécessairement surgit : qu'est-ce que prouver en histoire ? Pour assurer sa scientificité, la discipline a apporté deux réponses successives. La première, de type

philologique, arrime la vérité du discours de l'historien à sa capacité de critiquer les documents qu'il utilise et, ainsi, d'établir l'authenticité des faits qu'il rapporte. Mais écrire de l'histoire est toujours construire un récit et produire une interprétation à partir de données vérifiées. Comment donc postuler que ce récit entretient un rapport de vérité avec la réalité ennuie dont il entend rendre raison ? D'où, dans les années 60, l'ordinateur aidant, la tentation de soumettre l'histoire à un paradigme « galiléen », mathématique, statistique, établissant avec une absolue certitude relations et généralisations.

### Naïve illusion

Dans un article fameux, qui constitue le centre du recueil, Carlo Ginzburg a fissuré cette naïve illusion. D'abord en rappelant que l'histoire est toujours une connaissance indirecte, un savoir conjectural, une démarche avant tout fondée sur la collecte et l'interprétation d'indices. Son modèle n'est pas le physicien en son laboratoire, mais Freud à l'écoute de ses patients ou Sherlock Holmes sur la piste du coupable. L'histoire fait fausse route en croyant fonder son statut de vérité sur les rigueurs du chiffre et des lois puisqu'elle appartient à un autre paradigme de la connaissance qui infère les causes des effets et tient pour pertinentes les différences individuelles.

Cela ne veut pas dire qu'elle est une fable, tout au contraire, mais la question qu'elle doit poser est celle-ci : à quelles conditions les récits composés à partir des indices collectés et critiqués peuvent-ils être tenus comme des figures possibles de la réalité dont ces indices sont la trace ? À condition d'être plausibles, cohérents et explicatifs, répond Ginzburg. Chaque terme, bien sûr, fait problème, mais ils jalonnent la seule voie possible pour penser l'histoire comme une connaissance d'un ordre particulier, à distance des strictes régularités des savoirs exacts comme des libres inventions de l'œuvre de fiction.

ROGER CHARTIER.

★ MYTHES, EMBLÈMES, TRACES, *Morphologie et histoire*, de Carlo Ginzburg, traduit par Moeque Aymard, Christian Paolini, Elsa Bonan et Martine Saccin-Viguet, Flammarion, 307 p., 125 F. Le même recueil avait été publié en italien par Einaudi en 1984.

(1) Sur ces deux livres, voir notre note « L'histoire au singulier », *Critique*, 404, janvier 1981, pp. 72-84.

(2) Signalons à ce propos la récente publication, aux éditions A. et J. Picard, du volume du *Manuel de folklore français contemporain*, d'Arnaud Van Cester, consacré au cycle des douze jours.

(3) La vive réplique de Georges Dumézil à l'article de Carlo Ginzburg a été publiée sous le titre « Science et politique. Réponse à Carlo Ginzburg » dans *Annales ESC*, 1983, pp. 985-989.

(4) On regrettera que, dans cet essai, toutes les références aux ouvrages et articles cités soient faites à leurs traductions italiennes — ce qui ne facilite guère la tâche du lecteur français qui voudrait se reporter soit au texte dans sa langue originale, soit aux traductions françaises existantes.

## Batailles d'Italie.

DE livre en livre, Carlo Ginzburg a édifié une œuvre qui a fort ébranlé l'historiographie italienne. Elève de Debo Cantimori, le grand spécialiste des hérétiques italiens de la Renaissance, venu d'une histoire intellectuelle fondée sur les sévères disciplines de la philologie, il a proposé à la corporation des historiens une révision drastique de ses manières de faire. Celle-ci n'a pas toujours bien réagi à la proposition.

Si le premier livre de Ginzburg, publié à l'âge de vingt-sept ans en 1966, traduit en français en 1980 par un éditeur perspicace et provincial, Verdier, sous le titre *Les Batailles nocturnes. Sorcellerie et rituels agraires en Frioul XVI-XVII<sup>e</sup> siècles* (disponible maintenant dans la collection « Champs » de Flammarion) n'a guère suscité de polémiques, il n'en a pas été de même des ouvrages suivants : le *Fromage et les Vers*, *L'univers d'un meunier du XVI<sup>e</sup> siècle* (publié en 1978 et traduit par Flammarion en 1980) ou *L'enquête sur Piero della Francesca* (publié en 1981 et traduit, toujours par Flammarion, deux ans plus tard).

### Une critique acerbe

La manière nouvelle d'écrire l'histoire qui était définie là — attachée aux destins singuliers, attentive aux paroles des humbles, soucieuse de donner des formes nouvelles à la narration historique — a séduit hors d'Italie. Par exemple en France, où pourtant elle heurtait de plein fouet les habitudes d'une histoire des mentalités vouée aux régularités du collectif et du quantitatif, et aux États-Unis où Carlo Ginzburg enseigne désormais, ayant quitté l'université

de Bologne pour celle de Los Angeles.

Mais en Italie, les choses n'allaient pas de même. Au succès public des livres publiés par Einaudi a répondu, en effet, une critique universitaire acerbe, et peut-être jalouse, opposant les traditions de l'histoire de l'art à la lecture iconographique, socialement enracinée, proposée par le livre sur Piero della Francesca, ou réduisant, au nom de l'exigence érudite, le paradigme de l'indice avancé par Carlo Ginzburg et mis en œuvre par des historiens proches (ainsi Pietro Redondi dans son livre *Galilée hérétique* paru en 1983 et traduit chez Gallimard en 1985).

La polémique visait, au-delà du seul Ginzburg, tout le groupe d'historiens italiens réunis autour d'une revue excellente, peut-être l'une des deux ou trois meilleures revues historiques dans le monde, les *Quaderni Storici*, et autour d'une collection, celle des « Microstorie » dirigée chez Einaudi par Carlo Ginzburg et Giovanni Levi et inaugurée par le livre sur Piero.

Parler d'école serait sans doute trop dire, mais il est sûr qu'une même conception de la pratique historique unit le groupe rassemblé autour des entreprises turinoises, et qui est une manière de penser le social à partir de la trame tissée par les trajectoires individuelles.

Dans la préface de *Mythes, emblèmes, traces*, Carlo Ginzburg, fils de Natalia la romancière, avoue ses dettes les plus fondamentales : Auerbach, Leo Spitzer, Adorno, Freud, et Marc Bloch des *Rois thaumaturges*, les au moment décisif de la formation intellectuelle. Tous ont un point commun : faire surgir le sens en s'attachant au détail inaperçu, insaisissant, incompréhensible.

R. C.

## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE FAYARD



Traduit de l'italien par Claude Ambroise

128 p. 69 F.  
Du même auteur : *Cher Fayard*, *Mots croisés*, *Petites Chroniques*, *Oeil de chèvres*, *Monsieur le député*, suivi de *Les Maffieux*, *La Sorcière et le Capitaine*.

Constellation scintillante de références, d'allusions, d'analogies qui ne prennent que le temps de briller pour laisser la place aux suivantes... La bête, voilà ce qui fascine Sciascia, comme elle a fasciné Flaubert. La bête, l'élément insondable de la nature humaine. Le mal, l'ennemi de la vérité.

Traduit de l'italien par Jusuf Vroni

ISMAIL KADARE

Le Dossier H.

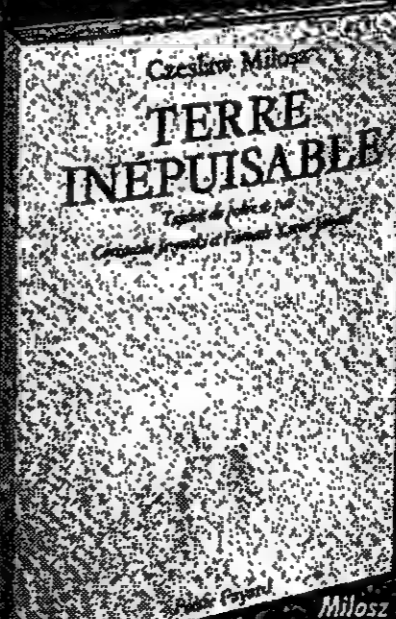


216 p. 85 F.  
Du même auteur : *Les Tambours de la pluie*, *Chronique de la ville de pierre*, *Le Grand Hiver*, *Le Crépuscule des dieux*, *La steppe*, *Avril brisé*, *Le Pont aux trois arches*, *La Niche de la honte*, *Invitation à un concert officiel et autres récits*, *Qui a ramené Doroutine ?*, *L'Année noire*, suivi de *Le cortège de la nuit*, *Est-ce figé dans la glace*, *Eschyle ou l'éternel perdant*.

Un polar diable, mordant, usant de la dérision comme d'un poignard pour dire, aussi, des choses qui lui tiennent à cœur... L'un de ses romans les plus réussis.

A coup sûr, un des meilleurs romans de Kadare, dans la veine épique d'Avril brisé. André Clavel, *L'Événement du Jeudi*.

## POÉSIE FAYARD



Traduit du polonais par Christophe Jazewski et François Xavier Jaujard

126 p. 150 F.  
Du même auteur : *Visions de la baie de San Francisco*, *Milosz par Milosz*, *Empereur de la terre*, *L'immortalité de l'art*.

Milosz offre au lecteur un de ces trop rares livres de raison et de méditation qui permettent d'aimer dans le bruit du monde les notes silencieuses jetées par l'au-delà.

J.-M. de Montremy, *La Croix*.

Ismaïl Kadare

POÈMES

1958-1988

Préface de Alain Bosquet.  
Version française par Claude Durand avec la collaboration de Mira Mexi et Edmond Tupia

128 p. 120 F.

ELECTRE est l'unique service de recherche bibliographique accessible par Minitel 0000

هكذا من الأصل

## D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## La vérité sur Alison Lurie

★ LA VÉRITÉ SUR LORIN JONES, d'Alison Lurie, traduit de l'anglais par Sophie Mayeux, Rivages, 370 p., 105 F.

ELLE n'a pas dû se faire que des amis, que des amies, Alison Lurie, avec son dernier roman, *La Vérité sur Lorin Jones*. Un titre aussi menteur qu'ironique pour une satire qui foudroie par la dérision les enquêteurs et les enquêtés, les biographes et leurs biographiés, les « milles chauvinistes » et les féministes de toutes chapelles. Alison Lurie, prix Pulitzer 1985 pour *Liaisons étrangères* (*Foreign Affairs*, voir le Monde du 16 janvier 1987), professeur de littérature anglaise à Cornell, anthropologue, à sa manière, des mœurs de notre temps, ravage tout sur son passage. Sorte de barbare parmi les intellectuels et les universitaires — ses pairs, — elle prend un malin plaisir à se moquer des modes et des conventions d'un milieu qu'elle connaît bien. Mais sans se prendre pour Attile, car elle ne vise aucune conquête et elle sait que là où passe sa prose, la même herbe repousse, au hasard semble-t-il, de livre en livre, les mêmes personnages dans des situations complètement différentes... ?

La Vérité sur Lorin Jones, qui paraît presque simultanément en anglais et en français, se présente comme une enquête : spécialiste d'art dans un musée, Polly Alter s'est vu octroyer une bourse et une avance d'un éditeur pour écrire un livre sur un peintre américain. Lorin Jones, née en 1926, est morte presque inconnue en 1969. La première fois où Polly avait vu un de ses tableaux, pendant sa lune de miel à Cape Cod, elle avait été immédiatement séduite par la vision de l'artiste : « Il voit le monde de la même façon que moi, voilà comment je voudrais peindre », avait-elle pensé. « Bêtement, alors qu'elle se considérait déjà comme une féministe, Polly avait pris Lorin pour un nom d'homme : elle croyait encore que tous les grands peintres étaient des hommes. C'est de temps perdu la cause de cette erreur... »

Convaincue au départ que la faille artistique et la mort de l'artiste étaient dues au chauvinisme et au mépris des hommes de son entourage, Polly va chercher d'abord à retrouver tout ce qui,

Alison Lurie dans sa maison de Key-West. C'est là que se termine l'enquête de son héroïne...



par pure coïncidence (?), les réunit dans la similitude de leurs vies. Divorcée depuis dix-huit mois, avec un fils de treize ans qui partage son temps entre sa mère, dans le New-Jersey, et son père, remarqué, dans le Colorado, elle va projeter sa propre histoire dans sa recherche, faisant une sorte d'auto-analyse, qui, certes, pourrait remplacer les antidépresseurs et les psychodépresseurs, mais qui n'a rien de scientifique et qui risque de conduire à des conclusions aberrantes.

« L'idée m'est venue d'écrire ce livre parce que je connaissais beaucoup de gens qui avaient écrit ou qui étaient en train d'écrire des biographies sur des personnages contemporains, explique Alison Lurie. J'ai été frappée par le fait que la recherche et la rédaction d'un tel livre étaient, très souvent, une sorte d'histoire d'amour. Le biographe commençait généralement son travail par admiration pour son sujet, puis passait par diverses

phases d'identification, de passion, de désillusion pouvant aller jusqu'à la haine. » L'auteur se transforme donc en une sorte de détective pour enquêter sur Lorin Jones, accumulant les fiches, les rencontres et les entretiens au magnétophone. Au fil de ses rencontres — directeurs de galerie, anciens professeurs, demi-frère, belle-mère, ex-mari, amants, autres artistes, riches collectionneurs qui furent ses premiers acheteurs, etc. — Polly voit apparaître, comme l'image dans le tapis de Henry James, le visage de plus en plus net — comme lorsque l'on gratte pour découvrir un chiffre caché — d'une femme qui perd peu à peu de son mystère et de son prestige, et dont elle découvre qu'elle fut même compagne de classe lorsque Polly n'était encore ni Laurie, ni Lorin, mais Laura Zimmer.

Pour la guider dans son enquête, Polly, la femme sans homme (le Polly Alter aimait bien les hommes, mais elle avait cessé de leur accorder la moindre confiance et n'avait plus guère affaire à eux...), nous dit Alison Lurie dès la pre-

mière phrase du livre), va se faire conseiller, soutenir, aimer, par Jeanne, une militante féministe, lesbienne de charme qui n'a rien des stéréotypes, « une femme douce, tout en rondeurs et en blondeur, qui semblait sortir d'un tableau d'Ingres; poudrée et fardée avec délicatesse, avec un tee-shirt rose à décolleté arrondi et une jupe Laura Ashley à fleurs », une « séparatiste » convaincue, ennemie de la bisexualité, qui s'efforce d'éviter tout rapport avec le sexe opposé et qui, lorsque cela est impossible, propose de ruser avec les hommes plutôt que de les affronter.

EN bonne féministe des années 70, curieuse de tout connaître, Polly ne résistera pas à son amie : expérience de tendresse qui se terminera par une rupture sanglante, décrite avec une ironie sarcastique et rageuse par cette Polly irrépressible, qui préfère les mecs, et qui choisira de succomber au charme grossier de Mac (un ouvrier de Key-West, et non pas un cowboy

comme dans *Liaisons étrangères*), comme pour se libérer d'avoir été immergée pendant tant de mois dans la vie de Lorin.

Key-West, dernière étape de l'enquête de Polly sur la « vérité » de Lorin Jones, alors que la biographe sent que son sujet lui échappe, se fractionnant en une multiplicité d'identités autonomes.

« Il y avait Lolly Zimmer, la gemme farouche, Laurie, la fragile jeune fille désarçonnée au collège; l'étudiante des beaux-arts qui cultivait le genre bohème; la jeune femme ambitieuse et calculatrice, et l'artiste confirmée, à la fois névrosée et presque évanescence qu'avait connue le directeur de la galerie. Il y avait aussi Laura, l'enfant perdue et poétique, que Garrett, un célèbre critique d'art, avait épousée, et l'artiste de génie en proie à ses obsessions qui était morte à Key-West. Sa nièce en faisait une Lorin généreuse et sensible, mais sa belle-mère s'en souvenait comme d'un être égoïste et rancunier. La pire, c'est que, étonnamment, aucune des personnes qu'elle avait interviewées ne lui avait menti... » Tant pis, la vérité n'existe pas.

A Key-West, Polly rompt définitivement avec Lorin Jones. Comme elle a rompu avec son amie Jeanne, qu'elle finit par soupçonner de tous les défauts que les femmes attribuent aux hommes : la séduction par une forme de charme et de féminité qui est une parodie des conquêtes masculines. Une sorte de machisme aux ongles vernis...

Partageant sa vie entre thèses, Londres et Key-West, Alison Lurie est devenue un pont entre l'Europe et les États-Unis, entre la côte ouest et l'Angleterre (où elle est peut-être encore plus populaire que dans son pays), elle aime aussi la France où elle vient souvent, comme cette semaine où elle a participé à une Rencontre de femmes écrivains. Dans ce dernier livre, on retrouve toute la force comique et la verve d'une romancière qui sait parler de soi-même et des tristesses de la vie des femmes par le biais de fictions dont sa propre existence est une trame apparente et cachée. L'écrivain Mary Gordon avait qualifié Alison Lurie de « comédienne de l'échec sexuel ». Voilà une des vérités de ce livre qui ne donne aucune promesse de bonheur et où, subtilement, c'est la « vérité sur Alison Lurie » qui nous est donnée à lire.

## Le malheur des vaincus

Les Malavoglia, de Giovanni Verga : à l'ombre de l'Etna, une famille sicilienne sombre sous les assauts du destin.

LES MALAVOGLIA — publiés en 1879 — constituent le premier pan d'une vaste fresque romanesque intitulée *les Vaincus* et que Giovanni Verga laisse inachevée. S'inspirant du naturalisme français, Verga voulait montrer comment les humbles, après avoir tenté de combattre l'injustice du monde, étaient finalement rompus par la dureté du système social. Ému par la pauvreté de l'Italie méridionale, il met en scène une famille patriarcale, les Malavoglia, qui « avaient toujours eu des barques sur l'eau et des tuteurs au soleil » à Aci-Trezza, un village de pêcheurs sur la côte est de la Sicile, entre 1863 et 1878.

Verga suit les étapes de l'effritement du clan, sous les assauts successifs du destin. C'est, d'abord, avec le naufrage de la barque, la Providence, la disparition de Bastianazzo et du chargement de lupins que la famille comptait revendre pour assurer sa subsistance. Bientôt, le jeune Luca, engagé dans la marine, périt dans une bataille navale au large de Trieste. Sa mère, « la Grande », est emportée par le choléra. Pour Verga, il y a une sorte de méthode cruelle du malheur qui semble espacer les coups pour mieux les ajuster. « Une épine chasse l'autre, et le Seigneur ne veut pas les planter toutes à la fois parce qu'on mourrait de crève-cœur », disait « la Grande ».

Pourtant, Verga ne fait pas jouer les organes du pathétique, ne sombre jamais dans le sentimentalisme débridé. Il se contente, quand surviennent les instants de disgrâce, de capter quelques paroles, des gestes, des silences : lorsque arrive l'avis de l'huissier, tous, rassemblés autour de la table vide, les lèvres décolorées par la faim, se regardent dans le

blanc des yeux pour éviter d'apercevoir le papier posé sur la commode. Ména, qui ne peut épouser le charretier Alfio, à cause du déclin de la famille, s'éloigne pour pleurer en secret à l'ombre du néflier.

Chez les Malavoglia, on ferme les portes et les volets pour que nul, au village, ne soit témoin de la honte qu'ils ressentent à se voir ainsi déçus. Car en eux demeure, indéracinable, le vieil instinct de dignité qui les retient au bord de l'abîme et leur évite de disparaître avec les restes de la maison qui « prend eau de toutes parts ».

## La loi

## de résignation

Maintenus droits par leur bonneur, ils refusent, malgré l'extrême dénuement, d'aliéner leur liberté. « Ne vendez pas la barque, vous serez contraints de vous engager à la journée », leur conseille le patriarcal, « padron » Ntoni, qui, pendant des journées entières, reste près du corset

de planches de la coque refaite pour en respirer l'odeur de bois salé.

Mais ce sentiment de l'honneur n'est peut-être qu'une obsession magnifiée à la loi de résignation qui remonte à l'origine de l'île. Cette constance dans l'abnégation leur est insidieusement dictée par les proverbes qui habitent leur esprit et sont incorporés à leur moindre réflexe de survie. Ce simple diction : « A qui il veut du bien, Dieu envoie des chagrins », dénote les poings avec lesquels ils s'apprêtent à crever le ciel.

Seul le jeune Ntoni, fasciné par le spectacle de Napoléon qui traverse le village avec des carrés de soie pleins les poches, tente de se délier de la pesanteur des maximes ancestrales qui paralysent d'avance le désir du bonheur et atrophiaient la volonté de départ : il ne supporte plus de « trimer » au nom de formules comme « Plus riche est sur la terre celui qui a le moins d'envies ». Face à son frère Alessi, qui veut sauvegarder le foyer et les traditions, il représente, aux


yeux de Verga, l'un des ces « hommes neufs » épris de justice et désireux de transformer le cours du monde. Mais Ntoni, quoi qu'il fasse, appartient, de naissance, à la race des vaincus, et, ensorcelé par la torpente séculaire du village, rejoindra les âmes du purgatoire rassemblées sur la sciera — cette croûte noire et dure formée par les torrents de lave de l'Etna...

JEAN-NOËL PANCRAZI

★ LES MALAVOGLIA, de Giovanni Verga, traduit de l'italien par Maurice Darmon, L'Arpentier, 318 p., 125 F.

## ANNIE COHEN

### L'édifice invisible



C'est le fil du temps  
le fil de la mémoire  
le fil de la vie

Tout est possible dans ce récit allégorique, d'une richesse d'interprétation infinie.

Son style dépouillé sort superbement une narration où l'angoisse se dispute à la fièvre noire.

Lisez l'édifice invisible, une œuvre d'art.

Qu'est-ce qui se passe et se trame patiemment sous nos yeux depuis bientôt dix ans ? L'édifice invisible d'une œuvre, l'écart du bruit de la mode et de la rentabilité immédiate, le parcours exigeant d'une œuvre qui suit sans relâche la piste qu'elle s'est pour elle-même tracée.

LA VIE DU LIVRE

**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél : 43-28-51-09

A l'occasion de la parution aux Éditions de Minuit dans la collection « Philosophie » de **GUILAUME POCKHAN** vous invite à rencontrer **PIERRE ALIÉRI**, **DIDIER FRANCH** et la rédaction de Philosophie le jeudi 9 février à 19 heures. Librairie Compagnie, 58, r. des Écoles, 75005 Paris. Tél. : 43-26-45-36

des femmes

Le Serpent de Dieu est la somme des interrogations théoriques et pratiques d'Anna. Une éducation qui passe par des histoires grecques très violentes et concrètes, toujours à la limite du mythe, têtes coupées, ombres noires de bêtes gelées, portes claquées sur un chevreuil mourant, bouquets de jasmin, invectives à chaque pas. Anna vérifie qu'elle n'est pas le portrait de son père, elle refuse l'obéissance. Dix ans, est un âge libre-penseur chez les petites filles, surtout quand il faut se résigner à admettre que Dieu est visiblement méchant, et les pères parfois injustes, décevants, brutaux.

D'origine grecque, Iriani Spanidou écrit en anglais et vit aux États-Unis, depuis 1964. Elle a quarante ans. Elle a mêlé dans ce roman les points de vue, les genres, les tons. Elle adopte le « je » d'une fille de dix ans, et soudain prend du champ, parle comme une femme très sage des douleurs de son père dans sa rigueur trop rigoureuse, dans sa majesté trop lourde pour lui.

Cette mosaïque de petits récits aux allures modestes est apparemment un roman sur l'amour et la mort, entr'aperçus par Anna à travers les mots qu'elle comprend, les mots qu'elle invente, les échappées de son imagination. A dix ans, sans magie, rien n'a de sens, il n'y a aucune différence entre les grandes et les petites choses, entre se noyer parce que soudain on perd confiance et se disputer avec sa petite sœur. En vérité, c'est un roman d'apprentissage plus ambivalent encore : ce qu'Anna découvre, c'est son rapport à la beauté. Une esthétique qui décide de tout le reste.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ LE SERPENT DE DIEU, d'Iriani Spanidou, traduit de l'anglais par Marie-Lies Martire, coll. « Du monde entier », Gallimard, 264 p., 110 F.

## Apocalypse

# Culture

## CINÉMA

Le Monde • Vendredi 3 février 1989 21

« L'Adieu au roi », de John Milius

### Apocalypse Bornéo

Au temps de l'occupation japonaise, un déserteur américain règne sur une tribu de la jungle. Le vent de l'histoire l'emportera.

Un botaniste anglais raconte ses souvenirs de guerre. En février 1945, Nigel Fairbourne, capitaine de l'armée britannique (Nigel Haver), est parachuté avec son régiment, le 10<sup>e</sup> bataillon (Frank McRae) dans la jungle de Bornéo. Il a pour mission de rallier les tribus indigènes pour lutter contre les occupants japonais. Or des hommes armés de lances et de sarbacanes les font prisonniers et les amènent à leur roi. Surprise, c'est un Blanc, le sergent noir Tenga (Frank McRae), qui règne sur une tribu dont il a adopté les mœurs et les coutumes et qu'il veut préserver des atteintes de la civilisation. « Vous ne pouvez pas ignorer l'histoire », lui répète inlassablement Fairbourne qui, pourtant, se prend d'amitié pour l'étrange roi jusqu'à obtenir de lui une alliance.

Scénariste de ses propres films, John Milius fut aussi celui d'*Apocalypse Now*, et le personnage de Leary rappelle celui du colonel Kurtz (Marlon Brando) comme si le cinéaste, après les « épopées » de *Conan le Barbare* et de *L'Aube rouge*, avait enfin trouvé l'occasion de tourner sa propre « Apocalypse ».

Certes, *L'Adieu au roi* est l'adaptation d'un roman de Pierre Schoendoerfer, dont on sait qu'il est attaché aux soldats perdus, aux solitaires, dont le courage et les valeurs morales sont emportés par le vent de l'histoire. Certes, on reconnaît l'univers de Schoendoerfer à travers l'expérience que vit le capitaine Fairbourne, l'exaltation de l'individu et de la justice, à travers cette jungle où surgit soudain l'ennemi japonais. Mais John Milius y a puisé une nouvelle parabole personnelle sur la violence et le pouvoir.

Son sens maintenant bien connu du spectacle hollywoodien, de l'aventure, de la composition plastique (les images sont superbées) lui a fait privilégier l'action pure.

La conduite de la guerre par les Alliés (jusqu'à la bombe d'Hiroshima) se réduit à quelques idées générales. Les caractères sont sommaires, ce qui n'empêche d'ailleurs pas Nigel Haver de tirer son épingle du jeu. Blanc métamorphosé en indigène, Nick Nolte, vraie force de la nature, s'est totalement impliqué dans son rôle de rebelle messianique, qui cherche à défendre, jusqu'à la rage et le désespoir, les dignes qu'il a élevés autour de son peuple et de son territoire. Les scènes de batailles et de dévastation où les Japonais et leur capitaine (fantôme sur son cheval blanc) déchaînent, effectivement, l'apocalypse, sont très impressionnantes, visions d'un monde intemporel de barbarie et de mort.

JACQUES SIGLER.



Rencontre avec Nick Nolte

### Le nouveau masque du guerrier

Bâti comme un bulldozer, la voix éraillée entrecroisée au bourbon, telle est l'image de Nick Nolte, des *Grandes Fondes* à *Quarante-huit Heures*. Si l'on ajoute quelques éléments de vie privée (cuites et bagarres) qui font les manchettes des feuilles spécialisées, on est sûr de tenir l'héritier naturel de Lee Marvin.

C'est presque vrai, mais remarqué, acté, Nolte a quitté la Californie pour vivre à mi-chemin entre la Virginie et la Caroline du Nord. Il se considère en marge du monde hollywoodien trop fasciné par les chiffres. Après un passage à vide, le *Clochard* de Beverly Hills de Mazursky

le remet en selle, ainsi d'ailleurs que les deux autres interprètes, Bette Midler et Richard Dreyfuss. Pour la seconde fois, on découvre Nick Nolte acteur. La première, c'était avec la série télévisée *Le riche et le pauvre*, il y a treize ans. Il avait déjà quinze ans de théâtre derrière lui.

Nick Nolte aura mis longtemps à acquiescer à une certaine crédibilité. Aujourd'hui encore, on ne monte pas un film sur son nom. Il dit en souriant que la plupart des scénarios qu'il reçoit portent les empreintes digitales des stars qui les ont refusés. En effet, dès la parution de son roman en 1969, Pierre Schoendoerfer

se remit en selle, ainsi d'ailleurs que les deux autres interprètes, Bette Midler et Richard Dreyfuss. Pour la seconde fois, on découvre Nick Nolte acteur. La première, c'était avec la série télévisée *Le riche et le pauvre*, il y a treize ans. Il avait déjà quinze ans de théâtre derrière lui.

Nick Nolte aura mis longtemps à acquiescer à une certaine crédibilité. Aujourd'hui encore, on ne monte pas un film sur son nom. Il dit en souriant que la plupart des scénarios qu'il reçoit portent les empreintes digitales des stars qui les ont refusés. En effet, dès la parution de son roman en 1969, Pierre Schoendoerfer

se remit en selle, ainsi d'ailleurs que les deux autres interprètes, Bette Midler et Richard Dreyfuss. Pour la seconde fois, on découvre Nick Nolte acteur. La première, c'était avec la série télévisée *Le riche et le pauvre*, il y a treize ans. Il avait déjà quinze ans de théâtre derrière lui.

HENRI BEHAR.

### MUSIQUE

Hans Zender et l'Ensemble InterContemporain

### Le désert et l'inondation

A une avant-garde assez austère, le dernier concert de l'Ensemble InterContemporain, allait les délices d'un romantisme vieillissant.

Compositeur et chef d'orchestre, Hans Zender est une personnalité vigoureuse de l'Allemagne musicale. A cinquante-deux ans, il a occupé nombre de postes importants à l'opéra comme au concert : Bonn, Kiel, Sarrebruck (il était alors un des piliers des Rencontres de Metz), Hambourg, et il est aujourd'hui professeur de composition au Conservatoire de Francfort. Il a gardé l'air jeune du premier de la classe, dirigeant avec autant d'application méticuleuse que d'enthousiasme l'Ensemble InterContemporain, très en forme, dans un programme à sa ressemblance.

Chaque fois qu'on entend - trop rarement - une œuvre de Dieter Schnebel (1930), on a la même impression de contempler un dieu mort, sans pouvoir l'expliquer pourquoi. « Technique sérieuse », écrit-il à propos de Compositio pour orchestre (1965) : « tendance à donner aux structures temporelles

une forme fluctuante » ; on entend « des sons isolés dont les timbres varient », puis une continuité s'installe, peu à peu le tissu s'organise, avec des notes mystérieuses, des événements violents, des couleurs rares, des dessins elliptiques. Cette musique dense, sans rhétorique, est fortement plantée dans sa terre.

Manuel Hidalgo (1956) appartient à la génération suivante. Ce compositeur et médecin andalou a travaillé en Allemagne. Pour lui, « il n'y a pas d'âme » et « la musique n'exprime rien ». Son *Alegrias* (pour piano, deux contraltos et dix-huit musiciens) séduit par un matériel sonore assez neuf, très minéral parfois, brut et raffiné tour à tour, mais l'écriture très discontinue donne une impression de fragments juxtaposés qui rend difficile l'entrée dans le monde du compositeur, malgré des instants d'une réelle intensité.

Une mystique du treizième siècle, Mechilde de Magdebourg, a inspiré une œuvre étrange et rigoureuse à Zender, *Die Wüste hat zwei Dinge*. « Tu aimeras le soleil, tu feras le mal, tu resteras seul. Tu vivras dans la vraie désert ». Sur ce poème flamboyant et sec, comme le buisson de Moïse qui brûle sans se consumer, le compositeur a établi une

grille rigoureusement sérieuse, avec « un système parfait de vingt-quatre quarts de ton ».

L'admirable voix sombre d'Ellenbach Laurence, comme émergente de l'inconscient, se pose sur des constellations sonores, souvent très belles, qui tournent lentement. Les mots parfois libèrent des énergies scintillantes dans l'orchestre, qui reprend ensuite sa lente marche, un peu monotone à la longue.

JACQUES LONCHAMPT.

« Le Maître de musique », de Gérard Corbiau

### La magie de l'opéra

José van Dam, basse-baryton, qui fut Leporello dans Don Giovanni filmé par Losey, joue le rôle d'un chanteur qui transmet son art à deux jeunes gens. Un beau conte semi-fantastique.

Un soir, dans un concert, à Londres, au début du siècle, un célèbre chanteur d'opéra, Joachim Dallayrac, annonce qu'il se retire pour toujours. Les raisons de cette décision resteront mystérieuses, mais elles font partie du charme étrange qui tisse autour de lui le personnage joué par le grand interprète lyrique, José van Dam. Il a été, au cinéma, Leporello, valet du Don Giovanni, que filmait Joseph Losey. Ici, il semble sorti d'un conte d'Hoffmann pour réaliser, tel un sorcier, une passion de pouvoir.

Joachim a consenti à donner des leçons à Sophie Maurier (Anne Roussel) en laquelle il pressent la cantatrice de demain. Mais, sur un marché, il rencontre un voyou fredonnant un air des *Contes d'Hoffmann* (d'Offenbach, mais pourquoi justement cette œuvre ?) Jean Nilson (Philippe Volter), et il l'enferme dans son château, avec Sophie, pour lui transmettre son art de chanter, pour marier ces deux voix qui remplacent la sienne.

Gérard Corbiau, réalisateur de la télévision belge au service musique-opéra-ballet, a voulu, dans son premier long métrage de fiction, transmettre au grand public, la magie de l'opéra à travers une belle histoire, de

belles images, le parfum subtil de quelque enchantement dont participe Anne Roussel, mi-femme, mi-fée qui s'ignore et que fait écho Dallayrac.

L'auteur-réalisateur s'égare un peu dans les scènes psychologiques où intervient la jalousie d'Estelle Fischer (Sylvie Fénès) et où se forme le couple Sophie-Jean. Mais outre que Gérard Corbiau a su établir un rapport qui n'est pas de simple illustration entre les images et la musique, outre qu'il nous fait entendre la voix de José van Dam (en particulier dans le bouleversant cinquième *Ruckert* de Liszt, de Mahler) comme l'incarnation d'une force spirituelle, il a fait de la deuxième partie de son film, un conte de vie et de mort, de lumière et d'ombre, un hymne à l'art lyrique qui nous touche davantage qu'un film-opéra.

Le prince Scotti (Patrick Bauchau, entouré d'une cour hoffmannesque) ancien rival de Dallayrac, mécène des jeunes talents, fait venir les élèves de son ennemi, à son « concours » pour les confondre. Et malgré les intrigues et la méchanceté d'Arcas (Marc Streiber), le préféré du prince, qui a la même voix que Jean, le magicien de la beauté, le véritable enchanteur triomphera. Parmi les invités de Scotti, prince de la décadence, on reconnaît, en costume dix-huitième siècle, Janet Baker, qui s'amuse à être « la diva ». Et ce n'est pas un mince hommage (!).

J. S.

(1) Le mezzo-soprano anglaise Janet Baker donne un récital à l'Athènes du lundi 13 février. Pour le film, Dina Brytan prête sa voix à Anne Roussel, et Jérôme Prunt à Philippe Volter et Marc Streiber.

« La Gueule du loup », de Francisco J. Lombardi

### Déshonneur militaire

Par le plus célèbre des cinéastes péruviens, inconnu chez nous, une parabole sur le pouvoir et le devoir, digne de John Ford.

Depuis des années, au Pérou, dans la province d'Ayacucho, la population rurale - indienne - se trouve prise entre une organisation terroriste, le Sentier lumineux, et les militaires chargés du maintien de l'ordre. Violence contre violence, ce sont toujours eux qui triment. Et il suffit que les habitants d'un village soient soupçonnés d'aider les révolutionnaires, pour que l'armée exerce contre eux de sanglantes représailles. A partir d'un fait réel, le massacre de Socolos en 1983, Francisco J. Lombardi, le plus célèbre des cinéastes péruviens (pas chez nous, mais c'est justement l'occasion de le découvrir), a réalisé *La Gueule du loup*, qui est une fameuse surprise.

Un jeune homme, Vito Luna, qui veut faire carrière dans l'armée, accepte de faire partie d'un groupe de soldats envoyés au village de Chapal, dans ce qu'on appelle la « zone d'urgence ». C'est un idéaliste qui, avec ses compagnons, est durement confronté aux terroristes invisibles. Un nouvel officier, le lieutenant Roca, à cheval sur la discipline et la rigueur, s'oppose, pour

plaine et brutal, leur apparaît à tous comme l'homme fort capable de mater la guérilla. Mais, avec lui, la lutte contre le terrorisme va basculer dans l'horreur.

Comme l'avait fait, jadis, John Ford avec *Le Massacre de Fort Apache*, Francisco J. Lombardi s'est servi d'événements historiques pour bâtir une fiction cinématographique extrêmement forte par la manière dont elle expose tout un système de rapports de forces, et par les émotions qu'elle provoque. La stratégie des révolutionnaires est implacable et ne s'embarrasse pas du prix des vies humaines. Mais l'armée légale réclame une obéissance aveugle.

Le film est mis en scène, d'une façon très rigoureuse, à partir de personnages-témoins qui, entre les jours où le ciel est d'un bleu presque insupportable et les nuits où le froid glace jusqu'aux os, accomplissent ce qu'il croit être son devoir. Vito se trouve finalement écrasé sous le poids d'une culpabilité dont il tente de se débarrasser par un duel à la roulette russe avec Roca. Le réalisateur prend toujours la mesure humaine des épreuves que dans leurs ambiguïtés. Un film passionnant, bouleversant. En particulier dans sa deuxième partie, où l'on vit la tragédie des victimes d'une logique infernale.

J. S.

« Les Tribulations de Balthasar Kober » de Wojciech Jerzy Has

### Initié, mais pas trop

A la fin du seizième siècle, en Allemagne, un adolescent dont la mère est morte part pour Dresde apprendre la théologie. C'est un voyage initiatique qui commence pour le jeune Balthasar, joli garçon (Rafal Wiczynski) qui, par naïveté ou maladresse, se trouve en butte à l'autorité roublarde du recteur (Daniel Emilfork, chauve comme un genou, roulant les yeux, tout droit sorti d'un tableau de Clovis Trouille) et de ses congénères qui le bizutent d'abondance. Il agace, Balthasar, avec son bégaiement, son air trop doux, sa façon de converser avec les morts.

Inspiré d'un roman de Frédéric Tristan, auteur fort connu pour le secret dont il s'entoure, le film plonge son héros et le spectateur dans d'autres secrets, des mystères

emboîtés, des énigmes cabalistiques de des allusions lourdes de sens à Dieu sait quoi, qu'importe, on devrait en être tout ébahis. Hélas, Wojciech J. Has, cinéaste polonais de très grand talent, qui réalisa au moins un film génial, *Le Manuscrit trouvé à Saragosse*, n'a pas su éviter des clichés (sur Venise, les femmes, les anges) et des longueurs désespérantes. Michael Lonsdale, le maître qui prend Balthasar pour disciple, a de l'autorité et de beaux mouvements de houppe. Rafal Wiczynski a de l'adresse et de l'avenir. Mais il y a un charme qui ne se produit pas, comme si le réalisateur se promenait dans son œuvre avec un petit vaporisateur d'ambiance en murmurant « poésie, poésie... », et que l'on ne sente rien.

MICHEL BRAUDEAU.

**La jeune musique française**

du 6 au 24 février  
6 concerts  
2 tables rondes

**Les compositeurs**  
Bouvier, Bonner, Dalbavie, Devillers, Dufour, Durand, Durville, Feneben, Goussin, Grisey, Hurel, Lancelotti, Lenoir, Levinas, Malherbe, McNoury, Martin, Singier.

**Les formations**  
Ensemble InterContemporain  
Direction Peter Eidos  
Percussions de Strasbourg  
Direction Olivier Dejournet

Centre Georges Pompidou  
Réservation 42 60 94 273

**EX** ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN  
Centre Georges Pompidou  
**IRCAM**

6 et 7  
**FEVRIER 89**  
(20h15)

**POLETTI**

LOCATION : OLYMPIA/TOUTES AGENCES/3 FNAC/  
COLLECTIVITÉS : 47-42-82-45

**OLYMPIA**  
BRUNO COQUATRIX

NUGGETS/PAR TÉLÉPHONE : 47-42-25-49  
MINITEL : 3615 + COM 21

**NOUVEL ALBUM**  
re di petra  
roi de pierre

Distribution **EPN** ADES

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Culture

Des manuscrits d'Apollinaire donnés à la Bibliothèque nationale

La donation la plus importante effectuée depuis dix ans au département des manuscrits à la Bibliothèque nationale vient d'être faite par Bernard Poissonnier, un ancien marchand d'art, âgé de quatre-vingt-onze ans, qui fut l'ami de Jacques Apollinaire, la femme du poète. C'est elle qui lui confia ce sac de cuir qui contient des centaines de manuscrits d'intérêts divers : des critiques d'art, des notes sur la poésie, des collages, des brouillons de poèmes, des ébauches de calligrammes, un état des *Mamelles de Tirésias* sur un cahier d'écolier et, en vrac, une importante correspondance avec, dans le lot, la carte de lecture à la BN de Guillaume Apollinaire, établie en 1916.

ARTS

Un nouveau musée pour Alès

A l'enseigne de PAB

Pierre-André Benoit, imprimeur-éditeur, ami des poètes et des peintres, peintre et poète lui-même, a fait don à la ville d'Alès et à la Bibliothèque nationale de ses collections de peintures, de livres d'œuvres graphiques et de manuscrits.

Si on en croit un bruit persistant, il s'ouvrirait en France un musée par jour. C'est exagéré, bien sûr. Il n'empêche que, de la chausserie à la parfumerie, de l'archéologie à l'art contemporain, on n'aurait pas imaginé hier tout ce qui peut aujourd'hui faire l'objet de musées nouveaux. On n'aurait pas imaginé, par exemple, que la bonne ville d'Alès, jusque-là plutôt discrète en matière d'art moderne, puisse désormais compter parmi ses fleurons — outre une « palis de grès » dont les écoliers anciennement éduqués ont appris la signature — une noble bâtisse abritant des œuvres de Braque ou de Picabia. A moins de bien connaître un de ses habitants, Alèsien d'Alès ou de ses environs depuis sa naissance, en 1921, l'imprimeur-éditeur Pierre-André Benoit, PAB pour les intimes.

Plus précieux que spectaculaire

N'ayant pas d'héritier, et probablement le désir de se survivre, Pierre-André Benoit a en effet décidé en 1986 de donner sa collection de peintures, gravures et dessins à sa ville, et ses livres, ses manuscrits, sa correspondance et ses archives à la Bibliothèque nationale, à condition que Paris les mette en dépôt au musée qui devait être installé par la municipalité cévenole dans le château de Rochebelle. Ce qui fut fait promptement, et plutôt bien. La grande maison carrée du dix-huitième siècle qui fut siège d'évêché avant de devenir l'habitation des directeurs de la Compagnie des houillères, puis propriété de la ville a en effet été très correctement aménagée pour recevoir les collections. L'équipement moderne (notamment un système d'éclairage par fibre optique inédit dans le domaine de la muséographie) ne dérangeant pas trop l'esprit de la maison ancienne dont on a gardé la structure, mais des meubles de PAB dans ses pièces et refait les plafonds voûtés et stuqués.

Le nouveau musée est donc constitué d'une douzaine de salles

Dali lègue tout à l'Etat espagnol

Salvador Dali a légué tout son héritage à l'Etat espagnol, a annoncé mercredi le ministère de la culture, qui vient d'en être informé par le notaire de l'artiste. Ce dernier, M. José Maria Foncillas Casaus, a fait savoir que la troisième clause d'un testament que lui a dicté le peintre le 20 septembre 1982 désigne en effet l'Etat comme son seul héritier.

Le communiqué du ministère ne mentionne pas le montant de l'héritage. Avant la mort du peintre, le 23 janvier à Figueras, on avançait le chiffre de 10 milliards de pesetas, soit environ 552,50 millions de francs. Dans les spéculations qui ont précédé la mort du peintre, on avait supposé que l'héritage pourrait être partagé entre sa ville de Figueras, le gouvernement de Catalogne et l'Etat.

Durant les dernières années de la vie du peintre, on citait volontiers

comme les héritiers possibles, sinon probables, son principal agent et marchand, Robert Descharnes, ainsi qu'Antoni Pizot, peintre ami intime de la famille.

Selon le quotidien *La Vanguardia* de mardi, Dali laisse 250 tableaux, dont au moins 50 d'une « valeur considérable », de nombreux dessins et des œuvres d'autres peintres, le château de Pubol dans le village de La Pera, une maison dans le port de Cadaqués et quelques terrains dans la région de Figueras.

Le ministère de la culture précise que la disposition finale des collections et des autres biens serait déterminée après évaluation. Il ajoute que la fondation Gala-Dali, dont le siège est à Figueras, créée par le peintre en 1984 et qui possède le musée, devrait jouer un « rôle important » dans l'évaluation, conformément à l'expression des dernières volontés. (AFP.)

Une exposition à la chapelle de La Salpêtrière

L'art australien existe-t-il ?

Neuf jeunes artistes australiens sont exposés en groupe à Paris. Mais sont-ils australiens ou simplement occidentaux ?

Ce serait un euphémisme que d'avouer que l'art contemporain australien jouit en France d'une faible réputation. S'il n'est plus totalement inconnu, depuis une exposition de l'Arc il y a quelques années, il demeure d'une discrétion qui confine à l'indétermination. Aussi, quand s'annonce l'exposition de neuf artistes australiens à la chapelle de la Salpêtrière, on accorde sans retard. Que peuvent bien avoir inventé ces artistes inconnus des antipodes qui ont été invités à séjourner et à exposer en France afin de satisfaire notre curiosité ? Quel art fait-on à Brisbane, Melbourne et autres lieux exotiques ?

Le même qu'à Londres, New York, Amsterdam, Paris et autres lieux peu exotiques. On y cultive les paradoxes du conceptuel, on y joue avec la géométrie et la photographie. Duchamp, Magritte, l'art pauvre et le « néo-pau » ont leurs partisans en Australie, qui imitent leurs inspirateurs avec un louable esprit de sérieux. Mais quand à l'australianité — australianité ? —, on la cherche en vain. Que l'on ne se méprenne pas : il ne s'agit pas de question de race, mais de culture. Ce pittoresque-là, il est assurément raisonnable de le tenir pour négligeable.

Mais tout de même : exception faite de Les Dorahy, nulle réflexion sur les formes abstraites de la peinture et de la sculpture. Et nul effort pour regarder de près la société australienne, ses villes, ses gens et leurs usages. Curieux aveuglement moderniste, curieux académisme contemporain.

Aussi trouverait-on ces Australiens d'une terrible banalité s'il n'y avait donc les reliefs colorés de Dorahy et les délicieuses petites pièces métalliques à spirales de Brownyn Oliver. Si l'on en croit le catalogue, elles lui ont été inspirées par les toits de cuivre verdus par l'air marin de l'hôpital Morvan de Bresle.

PHILIPPE DAGEN.

\* Chapelle de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. Jusqu'au 15 février.

Communication

Selon une étude de la SACEM

Le marché du vidéoclip a besoin d'une chaîne musicale

« Clip, clip, clip... Hourra ! » titrait il y a deux ans un hebdomadaire pour saluer l'explosion joyeuse du vidéoclip provoquée par l'éphémère TV 6. En l'espace de quelques mois en effet, l'image s'était imposée comme le complice indissociable du son. La vague clip déferlait : plus de concert sans caméra, de juke-box sans vidéo, de discothèque sans écran géant, de maison de disques sans département audiovisuel, et de chaîne

teur... sans clip. Quelles réalités économiques derrière ces reflets d'un marché à l'évidence en mutation ? Et quelle légitimité aujourd'hui à la revendication d'une nouvelle chaîne musicale ? Un rapport de la SACEM, rendu public lors du récent MIDEM, dans l'euphorie d'un marché du disque florissant, fait le point sur la situation du clip en France. Lucide, mais plutôt optimiste.

Il y a clip et clip. Des clips rock ou de variétés (la majorité) et des clips classiques (quelques tentatives, dont un projet avec le soutien de la Société générale, un autre avec la banque BCCM) : des clips historiques ou des clips « culturels » (l'expérience de Gonzague Saint-Bris). Il y a surtout des clips à gros budget et des clips à faibles ou très faibles moyens. Les premiers — dits « lourds » — sont de vrais « mini-films » caractérisés par un

attentif à leur qualité et soucieux de leur jeune — public. Je crains qu'une diffusion nocturne des clips soit un coup d'épée dans l'eau et ne prive les 12-14 ans, voire les 24-34 ans, d'un programme dont ils sont friands et qui mériterait bien le « prime-time ».

Une allusion à M6 dont tout le monde reconnaît les efforts mais qui, de l'avis des professionnels, ne saurait se confondre avec une chaîne musicale. Artistes et producteurs se réjouissent en revanche du créneau horaire du Top 50 de Canal Plus (18h-50).

En fait, conclut le rapport, « la faible programmation actuelle des vidéos musicales françaises et des émissions musicales pour la jeunesse — sur les chaînes européennes d'origine anglosaxonne (MTV, Sky Channel, Super Channel), sur les télévisions nationales et sur M6 aux heures de pointe — constitue un des principaux arguments en faveur de la renouveau d'une chaîne musicale française ».

Quant aux exploitations secondaires des clips, elles restent pour le moment marginales. Il y a la vidéocassette musicale (compilations de clips et enregistrements de concerts) dont la vente aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne représente entre 10 % et 20 % du chiffre d'affaires des disques. Mais la vente française est encore très limitée (220 000 unités en 1988), même si certains produits (les clips de Mylène Farmer, la cassette de Jacques Brel, le concert de Johnny à Bercy chez Polygram) atteignent entre 23 000 et 27 000 exemplaires.

Il y a, bien sûr, le compact disc vidéo. Contenant selon les cas, soit un clip avec vingt minutes de musique, soit deux ou trois clips et un album entier, il est évidemment lié au taux d'équipement des foyers en lecteurs spéciaux.

Reste l'enjeu culturel qui les chiffres n'expriment pas assez mais qui est essentiel. Le clip « véhicule de la culture, et du savoir-faire français », affirme le producteur Georges Bernmann de la société Midem-Indochine, Elsa, Niagara... « Le clip cristallise et synthétise les courants, les valeurs, les influences culturelles de l'époque, explique-t-il, passionné. Comme le cinéma du début des années 30, le clip est encore presque clandestin alors même qu'il sera, dans trente ans, le meilleur témoignage des années 80. Il permet d'expérimenter de nouvelles techniques et le lancement de nouveaux réalisateurs qui seront demain les grands ».

ANRICK COJEAN.

La politique des chaînes en 1988

CHAÎNE	Nbre moyen de passages clips par mois	Prix du passage (F)	Contribution annuelle (MFF)	% de clips français
TF 1	45	4 500	2,4	25
Antenne 2	42	4 150	2,1	33
FR 3	12	4 080	1	20
La 5	41	3 550	1,7	30
M 6	2 600	715	22,3	75
Canal Plus	450	3 000	16,2	35

Source : SACEM.

important travail de création visuelle à partir d'une chanson et d'un artiste. Ils nécessitent un budget conséquent (entre 150 000 F et 400 000 F en moyenne), sont généralement confiés à une équipe de production indépendante et destinés aux artistes confirmés. Certains — rares — créent les plans : le *Pull marine* d'Isabelle Adjani, les *Musulmanes* de Michel Sarda, *Fallait pas commencer de Lio*, ont approché ou dépassé le million de francs. Et le dernier clip de Mylène Farmer, qui dure il est vrai quelques dix-huit minutes, a atteint 2 millions de francs.

Les seconds, dits « légers », sont le plus souvent tournés par une chaîne de télévision ou par de petites structures de production avec un effort de création pour le scénario et le montage, mais un faible budget (de 50 000 F à 150 000 F). On compte ainsi au total, pour 1988, la création de deux cents vidéos-musiques. Il existe enfin — mais sont-ils encore des clips ? — des tournages de plateau réalisés par les télévisions avec de faibles coûts (20 000 F à 50 000 F), qui se limitent à une représentation filmée de l'artiste interprétant sa chanson sur une scène.

Il serait cependant absurde, affirme Eric Dufaur, auteur du rapport de la SACEM, de se borner à un clivage trop strict entre les deux premières catégories. De vraies œuvres originales sont parfois réalisées pour un coût moyen, et un mouvement se dessine, qui part de la Grande-Bretagne et confie à de très jeunes réalisateurs des budgets limités.

Canal Plus et M 6 ont joué le jeu

Le financement est cependant le problème numéro un, avec un ton de table financier qui peut réunir quatre types de partenaires.

1) D'abord la maison de disques, en général chef de file dans la recherche du clip. Les principales compagnies ont aujourd'hui chacune un département vidéo. Leur participation aux budgets couvre en moyenne un tiers et la moitié du coût de production (80 000 F environ minimum, 300 000 F pour un artiste établi) et elles récupèrent la majorité des droits de passage payés par les diffuseurs (plus de 40 millions de francs pour 1988).

2) Les chaînes de télévision étaient au départ réticentes à payer ce qu'elles considéraient comme une « promo » du disque tout en utilisant comme « programme ». Seul Canal Plus a d'emblée joué le jeu et investi sous forme de pré-achats. La chaîne avance au producteur délégué avant de 60 000 F par clip sélectionné sur présentation du projet. Le clip se voit donc garantir un certain nombre de passages à l'antenne — vingt-cinq en moyenne — et les droits de passage sont retenus jusqu'à hauteur de l'avance. Canal Plus a ainsi investi dans 30 clips depuis sa création et a pour objectif d'en financer 25 par an pour un budget de 1,5 million de francs.

TV 6 évidemment, a joué en son temps un rôle de déconstruc et produit 40 clips pendant ses neuf mois d'existence. M 6 a pris le relais, s'efforçant de balayer peu à peu les réticences des producteurs photographiques, déçus par la mise à mort de TV 6 et dépassant même les exigences de son cahier des

« Monnaie, monnaie... »

« Sur cette terre, tout se paie... Monnaie, monnaie, monnaie... » L'auteur de ce refrain lancinant à vingt-huit ans, Lucas d'Ebène — c'est un pseudonyme — joue de la guitare depuis trois jours, chante comme un fou, est cameraman pour vivre. Classique et folk, rock et jazz, blues beaucoup, il a écrit de musique à son rythme, de groupe en groupe dans la région de Rouen, avant son premier 45 tours autoproduit en 1983 sous un autre pseudonyme, *Le rétro-écho*, dans six minutes. Il résume-t-il, hanté encore de cette aventure terminée par quelques diffusions sur les radios locales, un passage à FR 3 et quelques exemplaires classés à la FNAC sous l'étiquette « régional ».

Depuis, Lucas — ou plutôt Jean-Claude, son vrai prénom — a travaillé. Beaucoup. Avec un compositeur, Quentin Damme, qui est aussi l'adaptateur des musiques des films de Michel Deville, du Pêcheur et la Licette. Aujourd'hui, il sort un clip produit par une compagnie, Apache — celle de France Gall — et un clip d'un peu plus de trois minutes sur son titre, *Monnaie, monnaie*.

En juin 1988, son contrat de trois ans à peine scellé, Jean-Claude propose à sa maison de disques de réaliser un clip. Un vrai, pas monnaie, monnaie... comme celui que l'artiste a enregistré à partir d'archives de films d'entreprise, et présenté à un concours de TV 6. D'ailleurs, la chaîne est morte avant de l'avoir jamais passé.

Mais voilà, un clip tel qu'il le rêve nécessite un budget de 250 000 francs dans des conditions normales. « Et pour un premier 45 tours, personne ne mise plus de 50 000 francs », ce que confirme Patrick Villart.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

D'AUTRES MUSIQUES

PARIS

SAM. 4 FÉV. 18 H 30  
DIM. 5 FÉV. 20 H 30

ARVO PÄRT  
CANTIQUES D'AUJOURD'HUI  
HILLIARD ENSEMBLE  
DIR. PAUL HILLIER

PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELET 4

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris

101, rue Rambuteau, M° Halles, 42362753  
jeudi 9 février 20 h 30

POÉSIE FINLANDAISE

avec Mirja BOLLIGAR traducteur Lucie ALBERTINI  
en présence des Poètes Bo CARPÉLAN et Pentti SAARINEN  
dans le cadre de « Poésie Européenne » avec le soutien de la Direction de la Culture de la Ville de Paris

GILBERT LAFFAILLE

NOUVEAU MUSÉE  
NOUVEAU SPECTACLE  
DU 31 JANVIER AU 11 FÉVRIER  
T.L.J. DEJAZET

42.74.20.50

TRAVELLING

theatre

vend les livres :  
médiast ou les libraires

## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**PEAU D'ANNE** Neuilly-sur-Seine.  
L'Athlétique (46-24-03-83) : r. l'Alba.  
**INTERROGATIONS** Maison des  
cultures du monde (45-44-41-42).  
20 h 30.  
**LES BEAUX JOURS DE DARTUS**.  
Fondation Denon de la Mairie  
(43-27-22-09) 20 h.  
**PINOCCHIO**, Arlequin (45-89-43-22)  
20 h 30.  
**LA BONNE ADRESSE**, Th. Michel  
(42-63-35-02) 21 h 15.

**ANTOINE - SIMONE-BERRIAU** (43-77-77) : La Rizzolaine ; 20 h 45.

**ARCANÉ** (43-34-19-70), Baudouin ; 20 h 30.

**ARLEQUIN** (45-49-83-22), cf. Finocchio ; 20 h.

**ASIS-BERRETOT** (43-57-23-33), Les Enfants du Soleil ; 20 h 30.

**ATHÉNÉE-LOUIS** (43-67-42), Le Grand Canal ; 19 h 45.

**BARRAULT** (43-67-42), Le Grand Canal ; 20 h 30. Salle Louis Jovet, cf. Madois moiselle Julie ; 20 h 30.

**BOUTFRES PARNASSIENS** (43-66-60-40), L'Esprit de la nuit ; 20 h 30.

**CARRÉ SILVIA MONFORT** (45-33-25-34), Les Deux Jumeaux vénitiens ; 20 h.

**CARTOUCHIERE THEATRE DE LA TEMPETE** (43-28-36-36), Le jour et l'heure ; 20 h 30.

**CAVEYRAC** (43-28-36-36), Le jour et l'heure ; 20 h 30.

**CHAMBERLAIN** (43-28-36-36), Ah ! Ca rira, ça rira, ça rira... ; 21 h.

**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITÉS** (45-39-35-69), La Galerie Zaire, ou le Passantisme religieux ; 20 h 30. La Rosemerie, John Gabriel Rockwell ; 20 h 30.

**COMEDIE DE PARIS** (42-40-00-11), Première Trésoir ; 21 h.

**COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES** (47-23-31-21), Une femme sans histoire ; 20 h 30.

**COMEDIE ITALIENNE** (43-21-22-22-22), Les Délices du théâtre ; 20 h 30.

**COMEDIE-FRANCAISE** (40-50-00-01), Salle Richelieu, cf. La Capognotto ; 20 h 30.

**CRYPTE SAINT-AIGNES EGLISE SAINT-EUSTACHE** (43-36-53-53), Les Femmes de France ; 20 h 30.

**DEUX ANS** (46-06-10-26), Le Contre-père François ; 21 h.

**EDGAR** (42-28-45-11), Les Beaux Gars ; 20 h 15. Nous on fait ça et ça ; 21 h.

**EDOUARD-VI SCHA-GUTIKY** (42-57-49-01), Un mois à la campagne ; 20 h 30.

**EKKORADO** (43-49-60-27), cf. Rémy ; 19 h 45 à 20 h.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-46), Salle L. Borge, le Ministère des Affaires Étrangères ; 20 h 30.

**FALGOUT** (43-28-36-36), Les Actrices Océanes ; 20 h 30.

## PARIS EN VISITES

- Au Musée d'Orsay : l'école de Barbazan... 13 h 15, 1 s. Le Belvédère, devant l'hôtel (l'Approche de Paris).
- Tombes aux environs d'Archevêque à Montparnasse... 14 h 30, à l'entrée du cimetière, 3 boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade) ..
- La crypte archéologique sous le parvis de Notre-Dame... 14 h 30, caisse (M= Cazès).
- Hôtels et cours de l'île Saint-Louis... 14 h 30, métro Pont-Marie (Financière)
- Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges... 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du Passé).
- Passages converts autour de la rue Saint-Denis... 14 h 30, métro Edouard-Marcel (Paris pittoresque et historique)
- La Sorbonne et le quartier de l'Université... 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Boudier)
- Pouvoirs et symbolique méconnus de la France... Le parcours initiatique des anciens druides. La géographie sacrée des membres... 15 heures, métro Temple, sortie (I. Hamlet).
- Une église-musée sur le batté au Gravois... 16 heures, église Notre-Dame de Bonsecours-Norville, 25, rue de la Croix (et son histoire).

**Monuments historiques**  
 « Le Pont-Neuf et la rue Dauphine »,  
 15 heures, square du Vert-Galant.  
 « L'hôtel de Soubise », 15 heures,  
 60, rue des Francs-Bourgeois.  
 « Paris à travers le roman : la Fièvre »,  
 15 heures, 60, rue des

FONDATION DEUTSCH DE LO  
MIEURTHE (43-23-23-09). O. Les  
Bonne Jours, et Darlin (5 quarts) 20 h.  
Fontaine Jours (43-74-44-00). Réalité  
Fille 1 : 21 h.

GARÇONNE (43-25-11-38).  
16-18). Richard Chopin, on Le Malheur  
de l'Idéal : 21 h.

GALERIE 55-TH ENGLISH THEATRE  
CHERRY (43-25-63-51). The De  
sing Room : 20 h 30.

GALERIE DE NESLE (43-25-11-38). L  
Magbore de canard : 20 h 30.

GRICHET (43-25-11-38).  
Quartier d'été : 20 h 30. 22-30  
Adrien Angitia : 20 h 30. 22-30  
22 h 15.

HOTEL LUTETIA (SALON BOB  
CHERRY) (43-25-05-05). Le Dornier  
Quartier d'été : 20 h 45.

HUCHEUTE (43-26-38-99). La Cam  
trice chavre : 19 h 30. La Leçon  
20 h 30. La Fille, tout pas vent et c  
Pon d'été : 20 h 30.

JARDIN DRIVE (43-26-59-48). O  
Nuit les chats : 21 h.

L'ESPACE EXPOSITION (43-26-63-51)  
L'Esprit de l'Orion : 20 h 30. Ad  
Monsieur Tchekov : 22 h 15.

LA BASTILLE (43-57-47-14). Mo  
Quartier d'été : 20 h 30.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-22)  
Médée : 21 h.

LE BATEAU (42-08-68-99). La Torren  
Quartier d'été : 20 h 30.

LE BOUVIER (43-73-47-84). La Mul  
page : 22 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-90)  
Le grand tour malin : 20 h 15.

LIÈRE-THÉATRE (43-56-85-83).  
Proche d'Orléans : 20 h 30.

LUCIENNAIRE (BOULEVARD)  
L'Esprit de l'Orion : 20 h 30. 22-30  
Le Petit Prince : 18 h 30.  
Renard et Armand : 20 h. Le Crép  
des péchés : 21 h. Le Théâtre  
Comédies arabes du XIVe s.  
20 h 30. Quant au diable, on par  
21 h 30.

MALEINE (43-65-07-09). O. Les  
Monsieur de Jents : 18 h. La Fière  
poigne : 21 h.

MAISON DES CULTURES  
NORSE (43-24-41-02). O. Inter  
Le suivi par La Marche du can  
20 h 30. O. La Merle du can  
clics de canard : 20 h 30.

MARTE (43-27-93-03). O. Une vie  
vie : 18 h 30. L'Avant : 20 h 30.

MARIE STUART (43-08-17-43). O.  
vare : 20 h 30. Le Théâtre  
20 h 30. La Vie après l'amour  
MATURINS (43-65-90-00). Une  
théâtre : 21 h.

MICHEL (43-35-35-02). O. La  
Monsieur de Jents : 18 h 30.  
21 h 15.

MICHOZIERE (47-42-95-23).  
20 h 30.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Ar  
20 h 30.

MONTFARNESE (43-22-22-22)  
Voyage au bout de la nuit : 1  
Vie Marie : 21 h.

MONTFARNESE (PETIT)  
47-74-74). Tresse : 21 h.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFE  
(43-31-11-99). La Horis : 18 h. 2  
le Gracioso : 20 h 30.

## PARIS EN VISITES

- Au Musée d'Orsay : l'école de Barbazan... 13 h 15, 1 s. Le Belvédère, devant l'hôtel (l'Approche de Paris).
- Tombes aux environs d'Archevêque à Montparnasse... 14 h 30, à l'entrée du cimetière, 3 boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade) ..
- La crypte archéologique sous le parvis de Notre-Dame... 14 h 30, caisse (M= Cazès).
- Hôtels et cours de l'île Saint-Louis... 14 h 30, métro Pont-Marie (Financière)
- Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges... 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du Passé).
- Passages converts autour de la rue Saint-Denis... 14 h 30, métro Edouard-Marcel (Paris pittoresque et historique)
- La Sorbonne et le quartier de l'Université... 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Boudier)
- Pouvoirs et symbolisme méconnus de la France... Le parcours initiatique des anciens druides. La géographie sacrée des membres... 15 heures, métro Temple, sortie (I. Hamlet).
- Une église-musée sur le batté au Gravois... 16 heures, église Notre-Dame de Bonsecours-Norville, 25, rue de la Croix (et son histoire).

**Monuments historiques**  
 « Le Pont-Neuf et la rue Dauphine »,  
 15 heures, square du Vert-Galant.  
 « L'hôtel de Soubise », 15 heures,  
 60, rue des Francs-Bourgeois.  
 « Paris à travers le roman : la Fièvre »,  
 15 heures, 60, rue des

## CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson (Petit auditorium), 14 h 30 : « Ecrire et dessiner sont identiques » (d'après le fond. l'exemple de la « machine à écrire » de C. Frochot, musée d'art moderne de la Ville de Paris).

107, rue de Reuilly (salle 19) : 19 heures : « Les Chakras dans la culture humaine. De la tradition antique à la science moderne » par J.-L. Ayoun et J. L. L. (Université libre de Paris et de l'île-de-France).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « La vase sacré et la quête du Graal (projections) », par J. d'Ares (L'homme et la culture).

Hôtel Concordo-Saint-Laurent, 106 : 20 heures : « Saint-Laurent, un sacrifice, un acte d'amour impoisonné » (AGÉASAG).

11 bis, rue Keppeler, 20 h 15 : « Comment notre pensée programme-t-elle l'écriture ? », Entrée gratuite (Logement des Théosophes).

Salle de l'Espace, 2, place Marriot-Quentin, 20 h 30 : « Comment utiliser le pouvoir de la pensée ? La dissolution apparente à l'être humain, il peut ainsi passer à l'être humain, il peut ainsi devenir la force divine vers le bien comme vers le mal » (Mouvement Graal en France).

**Jeudi 2 février**

NOUVEAUX (47-50-52-76). Le Grand  
Standaunt : 20 h 30.  
ODEON (43-25-70-32). Un bon patriote :  
20 h.  
ODEON (PÉTITS) (43-25-70-32). Le  
Cid : 18 h 30.  
ŒUVRE (44-74-42-52). Je ne sais pas  
Rapport : 20 h.  
OPERA - E. LAUREN - G. GARNIER (47-42-  
42-42). Les Maîtres-chanteurs de Nu-  
remberg : 19 h.  
PALAIS DES CONGRÈS (48-28-48-90).  
La Liberté et la Justice d'après Daunt  
et Rostand : 20 h 30.  
PALAIS DES GLACES (PETIT PA-  
LAIS) (43-01-13-36). Les Vamps :  
20 h.  
PALAIS ROYAL (42-97-59-61). En  
spéciale continue : Raymond Devos :  
20 h 30.  
PARADIS (42-42-42-42). Les Femmes  
Rideaux : 21 h.  
PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20).  
Nina et les conditions crochodons : 21  
h 30.  
PORT-PAINEAISE (45-  
42-92-97). Saïle I : La Plus Heureuse  
trois : 20 h 45. Saïle II : Journal d'une  
femme : 21 h.  
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-75).  
Témor : 20 h.  
POTINIERE (42-61-44-16). La Frous :  
20 h.  
RANELAGH (42-88-54-44). La Noce  
Sur la grande route : 20 h.  
RENAISSANCE (42-88-54-44). Les  
Aïeul : 20 h.  
Aïeul au pays sans nouvelles : 18 h 30.  
La Locandiera : 21 h.  
SAINT-GERMES (42-78-63-47). Les  
Femmes : 20 h 45.  
SAINT-GERMES (42-78-63-47). Les  
Femmes : 20 h 45.  
SENTIER DES HALLES (42-36-37-  
37). Trop tard pour pleurer : 20 h.  
SÉPULCHRE SAINT-MARTIN (42-  
41-21-93). OÙ achète bien les vers  
de 20 h 30.  
STUDIOS DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(42-36-10). A l'heure en cinq  
temps : 20 h 30.  
THÉÂTRE (43-45-88-16-30). Les  
Femmes : 20 h 30.

**THEATRE 14 JEAN-MARIE SERRE** (43-45-47-77). Le Livre de l'Intrigue... 20 h 45.  
**THEATRE DE L'EST PARISIEN** (43-64-80-80). Amphitryon... 20 h.  
**THEATRE DE LA BELLE DE MAI** (43-56-64-77). Mai s'est autre chose Théâtre est autrement... 20 h.  
**THEATRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-67-89). Salle L. Le Noël d'Or... 20 h 30. L'Étranger... 20 h 30.  
**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-72-77). Le Triomphe de l'amour... 20 h 45.  
**THEATRE DE MONTMONTANT** (46-36-98-60). Piquet vaill... 20 h.  
**THEATRE DES FELLERS** (45-41-77-77). L'Épouse-matresse... 20 h 30.  
**THEATRE DU BEL AIR** (43-46-91-93). Une chemise en du... 20 h.  
**THEATRE DU AMOUR ROYAL** (43-46-54-64). Le Frouc Louis XVI... 20 h 30.  
**THEATRE GREVIN** (42-46-84-47). O Nana... 20 h 30.  
**THEATRE MODERNE** (43-59-39-39). Croustis de circonstances... 21 h.  
**THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT** (47-77-41-15). Théâtre Gessier... 20 h 30.  
**THEATRE NATIONAL DE LA COLLENE** (43-46-43-60). Petite suite. Montre-à-vis... 20 h.  
**THEATRE RENAUD-BARRAULT** (42-56-60-70). La Vie singulière d'Albert Nobbe... 21 h. Grande suite... 20 h 15. Les Jeunes gens... 20 h 15.  
**TINTAMARRE** (48-87-33-82). Barthélemy... 19 h. Hélas, hélas... 20 h 15. Les Jeunes gens... 20 h 15.  
**TOURTOUR** (48-87-82-84). De l'orthographe et autres choses... 19 h 30. L'Arctique... 20 h 30.  
**TRISTAN-BERNARD** (42-05-06-40). Enorme Changement de dernière minute... 20 h.  
**VALENTIN** (42-33-09-92). La Présidente... 20 h 30.

**cinéma**

### La cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOIT (47-04-24-24)**  
Métropolis (1926-1984), de Fritz Lang  
16 h 15 : *Le grand jeu* (v.a. s.l.f.), de  
1926, 19 h 15 : *Les Incandescentes* de la Révo-  
lution : Jean Chouan (1925), de Luis  
Moret, 21 h 15.

**SALLE GARCIA**  
**CENTRE GEORGES POMPIDOU**  
12-78-37-29

*Réminis et le cinéma : l'Apocalypse* (1980)  
v.a. s.l.f.), de Théophraste Angelopoulos, 14 h 15  
Festa di Laura (1983, v.a. s.l.f.), de  
Avaré, 17 h 30 : La Fille à la haine (1980)  
v.a. s.l.f.), de Valerio Zurlini, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**  
(40-26-26)

**Les Paris**  
Femelles, de l'Anthologie : Emotion  
(1966), de Jean Rochu, 14 h 30 : *Drôle*  
de Charlotte Dubreuil, 18 h 30 : *Drôle*  
passionnel : Encyclopédie du cinéma (1980)  
Philippe, Jeux d'adultes (1980), de Claude-  
Thiéfes, 16 h 30 : *Revolutions* : Com-  
faut (1980), de H. Bérand, 18 h 30 : *Le*  
18 h 30 : *Le grand jeu* (v.a. s.l.f.), de  
1926, 19 h 15 : *Les Incandescentes* de la Révo-  
(1925), de H. Fescont, 20 h 30.

## Les exclusivités

[illegible]

HIGH SPIRITS (Brit.-a.): George  
Orient Express (fr.) (42-53-42-56); UCC  
Denton, G. (42-55-10-30)  
Patrie Marianne  
pol., G. (42-59-92-82) ; Patrie  
France, J. (47-10-33-88) ; Patrie Mon-  
parnasse, J. (47-10-33-88)

INCIDENTS DE PARCOURS (?)  
V. de Paris, Horizon, J. (45-08-  
52-57) ; George V, G. (45-62-61-46)  
v. Rez, Z. (42-56-93-53) ; Parismon-  
parnasse, J. (47-10-33-88) ; Patrie Mon-  
Opéra, P. (67-42-56-12) ; Patrie Mon-  
parnasse, J. (45-12-16)

INIMITABLE LÉGERETÉ DU  
L'ETRE (A. v.a.) ; Clichés, G. (46-33-  
10-32)

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT CANTO  
Gustave Ambassade, G. (43-59-  
19-08) ; George V, G. (45-62-61-46)  
Patrie France, J. (47-10-33-88)  
v. Rez, Z. (42-56-93-53) ; Patrie Mon-  
parnasse, J. (47-10-33-88) ; Parismon-  
Opéra, P. (67-42-56-12) ; Patrie Mon-  
parnasse, J. (45-12-16)

JULIA (L. v.a.) ; Forum Ar.  
Clichés, J. (42-97-53-74) ; George V,  
G. (45-62-61-46) ; Trois Parisiens, J.  
(45-62-41-40)

LA MAIN DROITE DU DIABLE (V.  
a.v.) ; Clichés, G. (46-33-10-32)

LES AMANTS (Fr.) ; Forum Ar.  
Express, L. (42-53-25-58) ; Julia Odeon  
Express, L. (42-53-25-58) ; Julia Odeon  
(42-53-25-58) ; Patrie Marianne

[illegible]

## LES FILMS NOUVEAUX

**L'ADIEU AU ROI.** Film américain de John Ford. 90 min. Forum Horizon, 67 (42-25-08-57) ; UGC Danton, 67 (42-25-10-58) ; UGC Biarritz, 67 (45-62-20-09) ; UGC Cap d'Aud, 67 (43-40-01-59) ; Biennelle Montparnasse, 151 (45-44-23-02) ; v.f. : Réa, 2 (42-25-08-57) ; UGC Cinéma de la Ville, 67 (45-74-94-04) ; Paramount Opéra, 67 (47-42-56-31) ; Les Nations, 123 (43-44-04-77) ; UGC Cinéma de la Gare, 123 (43-44-04-77) ; Gaumont Alésia, 134 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 151 (45-74-93-40) ; Images, 19 (45-74-93-40).

**LE BLOK.** (\*\*) Film américain de Chuck Russell, v.o. : Forum Horizon, 123 (45-08-57-57) ; UGC Cinéma de la Gare, 123 (45-37-38-88) ; George V, 67 (45-62-41-46) ; Païlle Montparnasse, 67 (45-62-41-46) ; UGC Cinéma de la Gare, 123 (45-37-38-88) ; Païlle France, 134 (43-51-56-86) ; UGC Montparnasse, 151 (42-30-12-06) ; Convention Saint-Germain, 19 (42-26-09-01) ; Païlle Clichy, 18 (45-26-46-79) ; Trois Secrétaires, 19 (42-26-46-79) ; La Gambetta, 20 (45-38-10-40).

**EALY RICH.** Film britannique de Peter Richardson, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 18 (42-97-53-74) ; George V, 67 (45-62-41-46) ; Païlle France, 151 (45-30-23-30).

**FEMMES AU BORD DE LA CRISTE**  
**DE NERFS.** Film espagnol de Juan Antonio Alonso, 90 min. Le Juliette Odéon, 67 (40-26-12-83) ; La Plage, 70 (45-02-12-15) ; UGC Cap d'Aud, 67 (45-62-20-09) ; UGC Convention, 151 (45-74-93-40) ; UGC Bastille, 11 (43-57-74-93-40).

[illegible]

Cocarde, 14 (43-59-92-87); 14 Juillet  
Bastille, 14 (43-57-00-81); Les Mon-  
parnos, 14 (43-27-33-67); Sept Paros,  
siens, 14 (43-20-32-20); La Con-  
vention, Saint-Charles, 14 (43-75-75-79).  
**LE MOINE NOIR** (Sov., v.a.): Comen-  
cia, 14 (43-44-28-80); La Triomphe, 6 (43-62-34-76).

**MON CHER SUJET** (Fr.-Sula.): Sain-  
t-Alexandre, 14 (43-56-49-18); Le  
Bastille, 14 (43-34-07-76); Sept Pa-  
rosiens, 14 (43-20-32-20).

**MOONWALKER** (A. v.a.): George V,  
14 (43-62-41-46).

**NE REVEZ PAS UN FLIC OU**  
**UN POLICE** (Fr.): La Triomphe, 8 (43-62-34-76); Paris Cind, 10 (43-21-71-71).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (C.A.,  
v.a.): La Triomphe, 8 (43-62-34-76).

**LOURS** (Fr.-Al.), Gaumont Opéra,  
14 (43-50-33-33); Gaumont Ambassade,  
14 (43-59-10-87); Favetta, 19 (43-58-56-38); Gaumont Paris, 14 (43-59-33-00); Convention Saint-Charles,  
14 (43-75-33-00); Patsy Clliché, 14 (43-22-46-01).

**LE PALANQUIN DES LARMES** (I.  
Can-Chin, v.a.): Pathe Marignan,  
14 (43-59-92-82).

**LE PASSEUR** (Nor., v.a.): Forum Or-  
Epresses, 14 (43-31-42-26); Les Tri-  
Balzas, 8 (43-61-10-40); Sept Pa-  
rosiens, 14 (43-20-32-20).

**PAYSANS** (A. v.a.): Brouille,  
14 (43-26-34-65).

**PELLE LE CONQUÉRANT** (U.C.  
v.a.): Les Trois Larmes, 6 (43-62-34-76); UGC Ermitage, 8 (43-62-34-76); UGC Ermitage, 8 (43-62-34-76).

TU NE TUEPAS POINT (2) (Po)  
 v.l.: L'Europe, 14 (45-43-41-43)  
**TUEPER** (A. v.o.): Gaumont Les Halles,  
 10 (40-26-12-12); Bretagne, 6 (45-  
 57-97); UGC Odéon, 6 (45-59-10-10)  
 Gaumont Indusud, 6 (45-59-10-10)  
 v.l.: Grand Panorama, 9 (42-8-  
 90-88); 14 Juillet Bastille, 11 (43-8-  
 10-11); Eclair, 11 (42-7-24-50)  
 v.l.: Gaumont Les Halles, 11 (45-59-  
 59-59); Gaumont Les Halles, 11 (45-59-  
 59-59); Gaumont Opéra, 27 (45-7-60-3-3)  
 Gaumont Convention, 27 (45-7-60-3-3)  
**UN POSSIBLE NON DUE WANDA** (A)  
 Gaumont Les Halles, 15 (40-  
 10-12); Gaumont Opéra, 27 (47-6-  
 6-6-6-6)  
 6-3-3; Pathe Hauteville, 27 (47-6-  
 79-18); Publicité Saint-Germain,  
 79-18) (47-2-80)  
 v.l.: La Pagode, 7 (47-  
 7-15)  
 6-15; Pathe Marignan-Concert,  
 15 (45-59-82-82); Publicité Saint-  
 Germain, 15 (47-2-80)  
 v.l.: Gaumont Opéra, 14 (45-59-50-50)  
 Elysee, 14 (45-59-50-50)  
 14 Juillet, 14 (45-59-50-50)  
 14 Juillet, 14 (45-59-50-50)  
 Maillou, 17 (47-6-80-80)  
 17-80-80-80; Les Nuits Nancé,  
 17 (47-6-80-80)  
 17-80-80-80; Faure, 17 (43-  
 56-88)  
 Gaumont Les Halles, 14 (43-  
 84-50)  
 84-50; Pathe Montparnasse, 14 (43-  
 84-50)  
 84-50; Gaumont Convention,  
 27 (48-22-22-22)  
 27-22-22-22; Pathe Wepler, 18 (42-  
 24-60-1)  
**VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT**  
**VIRE ? (A. v.l.)**: Forum Océ-  
 an, 12 (45-23-23-25); George  
 12 (45-62-41-46)  
 v.l.: Les Halles, 14 (43-27-52-52)  
**VEUVE MAURAS TROP** (A)  
 Veuve Maubourg, 3 (42-71-53-53)  
 UGC Danton, 6 (42-75-10-10)  
 6-10-10; Les Halles, 14 (45-74-94-94)  
 14-94-94-94; UGC Océan,  
 12 (45-74-95-40)  
 12-40-95-40


Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-21-52-51)

CORONA

ORFÈVRE  
**RTL**

LA CIGALE  
**RANDY  
NEWMAN**

**MERCREDI 15 FÉVRIER 1989 ★ 20H30**



LOCATIONS: 3FAC, VIRGIN MEGASTORE, CLEMENTINE, 3615 + RVPM  
NOUVEL ALBUM, CASSETTE ET COMPACT: LAND OF DREAMS

**wea**  
S.C.

\_\_\_\_\_ Dans Télérama cette semaine

## Qui vend les livres : les médias ou les libraires ?

Qui fait vendre le plus de livres en France ? Pivot ? Polac ? PPDA ? Les radios ? Les journaux ou bien votre librairie ? Dans un sondage exclusif de Télérama "Le livre et les médias", vous répondez à toutes ces questions. Cats, le plus grand triomphe de Broadway, a fait courir 20 millions de spectateurs dans le monde. Fera-t-il bouger les parisiens ? Télérama enquête dans les coulisses de ce fabuleux spectacle et parle sur son succès. Egalement au sommaire de Télérama une interview de Sigourney Weaver, l'héroïne de "Gorilles dans la brume" et un reportage sur la fête qui représente le tournage d'un film de Marcel Pagnol.

Télérama : l'intelligence critique.  
Chaque Mercredi chez votre marchand de journaux.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

24 Le Monde • Vendredi 3 février 1989

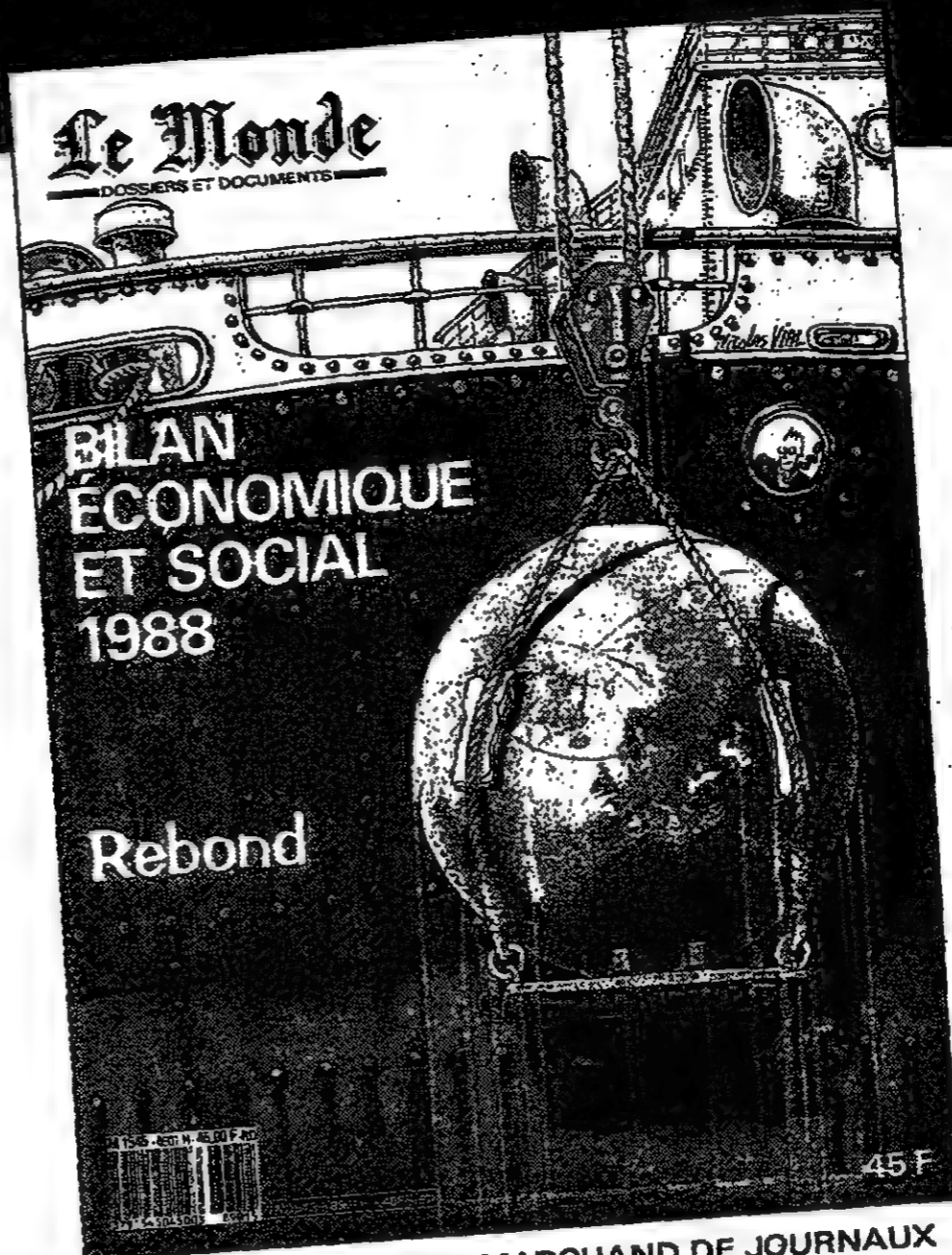
Le Monde

# BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

## Rebond

La crise financière d'octobre 1987 n'a pas eu les conséquences redoutées. Au lieu de sombrer dans la récession, l'économie mondiale a rebondi : une accélération de la croissance, une reprise des investissements et une inflation contenue. Une heureuse surprise qui ne doit pas occulter les problèmes actuels : une crise de l'emploi durable, une dette difficilement contrôlable et des échanges internationaux déséquilibrés.

Le *Bilan économique et social* — véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde — rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement social et politique.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE. 200 p., 45 F

### AU SOMMAIRE

#### ● La situation en France

L'embellie de l'économie : une croissance positive, une poussée des investissements et une diminution encourageante du chômage.

#### ● L'environnement international

Le mystère américain : de bons résultats économiques, mais un déséquilibre budgétaire persistant et un commerce extérieur déficitaire.

#### ● La dette du tiers-monde

L'évolution de la dette de 1973 à 1988. Son poids dans les grands pays du monde. Un dossier spécial en couleurs avec de nombreux graphiques commentés.

#### ● Cent cinquante pays à la loupe

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

### BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1988

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_

Nbre d'exemplaires \_\_\_\_\_ X 50 (port inclus) : \_\_\_\_\_ F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

Commande et règlement à retourner à :

Le Monde

Service vente au numéro  
7, rue des Italiens  
75427 Paris Cedex 09

UNE

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : **P** Programmé dans « Le Monde radio-télévision » ; **F** Filas à éviter ; **O** Ou peut voir ; **N** Ne pas manquer ; **CH** Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 2 février

### TF 1

20.35 **Série** : Marie Perle. Bouquet, avec Danielle Brémond. 21.50 **Magazine** : La séance de 22 heures. Présenté par Patrick Sabatier. Invités : Christophe Malavoy et Marianne Basler. 22.30 **Cinéma** : Mystère Alexina. Film français de René Féret (1987). Avec Philippe Vuillemin, Valérie Stroh, Véronique Silver. 23.50 **Journal** et **Météo**. 0.10 **Spécial sports** : Championnats du monde de ski. De 0.30 à 0.57 **Rediffusion**. 0.30 **Série** : Drôles d'histoires. 0.50 **Feuilleton** : Sympathie. 1.20 **Feuilleton** : Cogne et Cognac. 2.00 **Magazine** : 52 sur la Une. 3.00 **Documentaire** : Histoires naturelles. 3.50 **Magazine**. 4.10 **Documentaire** : Histoires naturelles. 5.10 **Feuilleton** : L'homme à poigne. 6.00 **Série** : Drôles d'histoires.

### A 2

20.35 **Cinéma** : A tout ça... à Tokyo pour OSS 117. Film français de Michel Bérault (1986). Avec Frédéric Stifford, Marina Vlady, Henri Marot. 22.10 **Flash d'informations**. 22.15 **Ski alpin**. Championnats du monde (résumé). 22.30 **Magazine** : Édition spéciale. Présenté par Claude Tabbou. 23.50 **Journal** et **Météo**. 0.10 **Spécial sports** : Championnats du monde de ski. De 0.30 à 0.57 **Rediffusion**. 0.30 **Série** : Drôles d'histoires. 0.50 **Feuilleton** : Sympathie. 1.20 **Feuilleton** : Cogne et Cognac. 2.00 **Magazine** : 52 sur la Une. 3.00 **Documentaire** : Histoires naturelles. 3.50 **Magazine**. 4.10 **Documentaire** : Histoires naturelles. 5.10 **Feuilleton** : L'homme à poigne. 6.00 **Série** : Drôles d'histoires.

### FR 3

20.30 **Cinéma** : Une femme d'affaires. Film américain d'Alan J. Pakula (1981). Avec Jane Fonda, Kris Kristofferson, Hume Cronyn, Josef Sommer. 22.30 **Série** : Chroniques de France. De Jean-Claude Bringuier. La Cigogne, de Marcel Bluwal (1<sup>re</sup> partie). 23.50 **Journal** et **Météo**. 0.10 **Spécial sports** : Championnats du monde de ski. De 0.30 à 0.57 **Rediffusion**. 0.30 **Série** : Drôles d'histoires. 0.50 **Feuilleton** : Sympathie. 1.20 **Feuilleton** : Cogne et Cognac. 2.00 **Magazine** : 52 sur la Une. 3.00 **Documentaire** : Histoires naturelles. 3.50 **Magazine**. 4.10 **Documentaire** : Histoires naturelles. 5.10 **Feuilleton** : L'homme à poigne. 6.00 **Série** : Drôles d'histoires.

### CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : Y'a bon les blancs. Film franco-italo-espagnol de Marco Ferreri (1987). Avec Maruschka Detmold, Michel Piccoli, Juan Diego. 22.10 **Flash d'informations**. 22.15 **Ski alpin**. Championnats du monde (résumé). 22.30 **Magazine** : Édition spéciale. Présenté par Claude Tabbou. 23.50 **Journal** et **Météo**. 0.10 **Spécial sports** : Championnats du monde de ski. De 0.30 à 0.57 **Rediffusion**. 0.30 **Série** : Drôles d'histoires. 0.50 **Feuilleton** : Sympathie. 1.20 **Feuilleton** : Cogne et Cognac. 2.00 **Magazine** : 52 sur la Une. 3.00 **Documentaire** : Histoires naturelles. 3.50 **Magazine**. 4.10 **Documentaire** : Histoires naturelles. 5.10 **Feuilleton** : L'homme à poigne. 6.00 **Série** : Drôles d'histoires.

### LA 5

20.35 **Téléfilm** : Le sex-symbol. De John Eastway, avec Gery Sout, Tina Bursill. 22.30 **Cinéma** : Chef. 22.35 **Séquence comique**. 22.30 **Cinéma** : Bêtises. Film français de David Hamilton (1976). Avec Patrice Dardenne, Bernard Giraudeau. 0.00 **Journal** et **Météo**. 0.05 **Capitaine Farillo** (rediff.). 1.00 **Les cinq dernières minutes** (rediff.). 2.30 **Bouvard et Pansy** (rediff.). 2.55 **Journal** et **Météo**. 3.05 **Vive la vie!** (rediff.). 3.15 **Volain, volain** (rediff.). 4.15 **Feuilleton** : Dominique. 4.55 **Volain, volain** (rediff.).

### M 6

20.35 **Cinéma** : Ça va faire mal! Film français de Jean-François Davy (1982). Avec Daniel Ceccaldi, Bernard Blier, Henri Marot. 22.05 **Série** : L'homme de fer. 22.55 **Six minutes d'informations**. 23.00 **Série** : On se dépêche. 23.05 **Magazine** : Quand la science mène l'enquête (rediff.). 0.00 **Série** : Claudine (rediff.). 1.30 **Magazine** : Boulevard des clips. 2.00 **Malavoy** (4<sup>e</sup> épisode). 2.25 **Magazine** : M 6 aime le cinéma (rediff.). 3.15 **Variétés** : Carbone FM. 3.40 **Journal** et **Météo**. 3.50 **Variétés** : Carbone FM. 4.55 **Malavoy** (rediff.). 5.05 **Amaz, jour après jour** (rediff.). 5.20 **Magazine** : Boulevard des clips.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour orchestre à cordes et ré majeur, de Stravinski; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en la majeur, de Beethoven; Symphonie n° 1 en la mineur, de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. Rudolf Barshai; sol. : Franco Gulli, violon. 22.30 **Magazine** : L'été de France. 23.00 **Journal** et **Météo**. 0.05 **Capitaine Farillo** (rediff.). 1.00 **Les cinq dernières minutes** (rediff.). 2.30 **Bouvard et Pansy** (rediff.). 2.55 **Journal** et **Météo**. 3.05 **Vive la vie!** (rediff.). 3.15 **Volain, volain** (rediff.). 4.15 **Feuilleton** : Dominique. 4.55 **Volain, volain** (rediff.).

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour orchestre à cordes et ré majeur, de Stravinski; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en la majeur, de Beethoven; Symphonie n° 1 en la mineur, de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. Rudolf Barshai; sol. : Franco Gulli, violon. 22.30 **Magazine** : L'été de France. 23.00 **Journal** et **Météo**. 0.05 **Capitaine Farillo** (rediff.). 1.00 **Les cinq dernières minutes** (rediff.). 2.30 **Bouvard et Pansy** (rediff.). 2.55 **Journal** et **Météo**. 3.05 **Vive la vie!** (rediff.). 3.15 **Volain, volain** (rediff.). 4.15 **Feuilleton** : Dominique. 4.55 **Volain, volain** (rediff.).

## Vendredi 3 février

### TF 1

15.30 **Série** : Drôles d'histoires. 15.55 **Variétés** : La chance aux chansons. 16.30 **Club Dorothée** vacances. 17.30 **Série** : Matt Houston. 18.50 **Arts de recherche**. 18.55 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.25 **Jeu** : La roue de la fortune. 20.00 **Journal**, **Météo** et **Télévision**. 20.25 **Variétés** : Arts de recherche. Émission présentée par Patrick Sabatier. Invité : Bernard Tapie. Coup de cœur : Jean Berthoin. 21.00 **Journal** et **Météo**. 21.25 **Journal** et **Météo**. 21.50 **Journal** et **Météo**. 22.00 **Journal** et **Météo**. 22.25 **Journal** et **Météo**. 22.50 **Journal** et **Météo**. 23.00 **Journal** et **Météo**. 23.25 **Journal** et **Météo**. 23.50 **Journal** et **Météo**. 0.00 **Journal** et **Météo**. 0.05 **Série** : Drôles d'histoires. 1.25 **Feuilleton** : Sympathie. 1.50 **Feuilleton** : Cogne et Cognac. 2.30 **Magazine** : 52 sur la Une. 3.25 **Documentaire** : Histoires naturelles. 3.50 **Magazine**. 4.00 **Documentaire** : Histoires naturelles. 5.20 **Feuilleton** : L'homme à poigne. 6.15 **Série** : Drôles d'histoires.

### A 2

14.10 **Feuilleton** : Châteaufort. 15.10 **Magazine** : Du côté de chez Fred. 15.30 **Flash d'informations**. 15.55 **Série** : Chapeaux melon et bottes de cuir. 16.45 **Flash d'informations**. 16.50 **Magazine** : Gratitude. 17.45 **Série** : L'homme qui tombe à pic. 18.35 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. 19.00 **Ski alpin**. Championnats du monde (descente hommes combinée). 19.30 **Plaisir de rire** : Le père, la fille et le grand secret. De Jacques Treboux. D'après René Barjavel, avec Claude Rich, Fernando Roy, Claude Jade, Louis Maritain. 21.40 **Apocalypse**. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Monde et politique », sont invités : Emmanuel Bailleur (Président de l'Association de la presse de la politique), William Shaver (Le Shah, exilé et mort d'un personnage étonnant), Thierry Wolton (Les Écuries de la IV<sup>e</sup>), Alain Rollot (Concours de l'Éclairage de la France des années 1950). 22.45 **Ski**. Championnats du monde (résumé). 23.00 **Journal**. 23.20 **Cinéma** : Hamlet. Film anglais de Laurence Olivier (1948). Avec Laurence Olivier, Fleta Harte, Basil Sydnay, Jean Simmons (v.a., N). 1.50 **Magazine** : Du côté de chez Fred (rediff.).

### FR 3

13.30 **Tondu**. Coupe Davis, en direct de Tel-Aviv. La retransmission des matches pourra se prolonger jusqu'à 19 heures. 18.00 **Magazine** : Drevet vend la suite. 18.30 **Jeu** : Questions pour tu champion. 19.00 **Le 20-20** d'information. 19.55 **Météo**. 20.05 **Jeu** : La chance. 20.25 **INC**. 20.30 **Feuilleton** : L'été de France. De Jean-Louis Fournier, d'après le roman de Jean-Michel Thibaut Les Tentations de l'abbé Sandrine - l'été du diable. Avec Jean-François Balmer, Laura Favali, Michel Aumont, Arielle Dombasle (1<sup>re</sup> épisode). 21.30 **Magazine** : Thélème. De Georges Pernoud. La route des bergers, un reportage de Jean Loiseau. 22.20 **Journal** et **Météo**. 22.45 **Feuilleton** : L'éducation sentimentale. De François-Régis Bastide, d'après Gustave Flaubert, avec François Fabian, Jean-Pierre L  aud, Michel de R  , Catherine K  nel. 23.40 **Documentaire** : Chasse d'un amour impossible à vivre. D'H  ric Bas  . 0.10 **Magazine**. Extraits de concerts enregistr  s au MIDEM,    Cannes.

### CANAL PLUS

15.05 **Feuilleton** : Les visiteurs d'un autre monde. Film am  ricain de John Hough (1977). Avec Bert Davis, Christopher Lee, Kim Richards. 17.05 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.35 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.55 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.25 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.00 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.30 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.00 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.30 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.00 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.30 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.00 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.30 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.00 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.30 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 23.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.00 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.30 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 0.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 1.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 2.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 3.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 4.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 5.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 6.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 7.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 8.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 9.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 10.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 11.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 12.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 13.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 14.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 15.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 16.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 17.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 18.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 19.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 20.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.20 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 21.50 **Bandes annonces** : Les visiteurs d'un autre monde. 22.20 **Bandes annonces**



Après la transmission du dossier Pechiney à la justice

## La COB, disposant d'« éléments nouveaux », lance une enquête sur l'affaire de la Société générale

Souhaitée depuis plusieurs semaines par l'opposition RPR et par les milieux financiers, une enquête va finalement être engagée par la Commission des opérations de Bourse sur l'affaire de la Société générale, celle que le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux considère « d'une extrême gravité » que l'affaire Pechiney. Les enquêteurs de la COB vont donc décorner l'ensemble des transactions réalisées en France sur les actions de la Société générale depuis le 1<sup>er</sup> juin 1988. C'est en effet à ce moment là que, selon toute vraisemblance, MM. Georges Pébereau, président de Marcuseau Investissement, Robert Lion, directeur général de la Caisse des Dépôts et Alain Bouill, alors directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy ont commencé à organiser le raid sur le capital de la banque privée.

En fait, depuis que M. Pébereau, l'ancien PDG de la Compagnie générale d'électricité, a annoncé, le 24 octobre dernier, qu'il détenait, avec ses alliés, notamment les industriels, MM. Gustave Leven (Source Perrier), Jean-Louis Descoms (Chaussures André) et François Dalle (L'Oréal) près de 10 % du capital de la Société générale, des rumeurs persistantes ont circulé sur les conditions dans lesquelles l'opération avait été menée. En particulier, beaucoup, dans les milieux financiers, s'interrogeaient sur les ramassages massifs de titres effectués certains jours — notamment les 19 et 20 octobre. La technique utilisée amenait de nombreux professionnels des marchés à soupçonner une action concertée — légale en France, à condition que les déclarations de franchissement de seuils soient faites en bonne et due forme — voire même l'existence de délits d'initiés.

Ces soupçons avaient toujours provoqué de vives réactions de la part de M. Pébereau et de ses

alliés, mais, malgré les pressions politiques, M. Pierre Bérégovoy avait toujours refusé de saisir la COB pour que soit engagée une enquête approfondie. Depuis quelques jours, la Rue de Rivoli et l'Elysée ont, semble-t-il, jugé nécessaire de crever l'abcès. Ayant retrouvé, après la publication de son rapport sur l'affaire Pechiney, quelque tonus, la COB a, elle aussi, souhaité, dans l'intérêt de la place financière de Paris, faire toute la transparence sur cette affaire.

La Commission des opérations de Bourse avait déjà engagé sur certains aspects du dossier de la Société générale. Elle avait en particulier été saisie par M. Marc Véniot, le président de la banque privée. Celui-ci avait notamment interrogé la COB sur le lieu où se trouvaient les actions de la Générale, détenues par M. Pébereau. Une enquête avait permis d'indiquer que celles-ci étaient en fait et pour l'essentiel à l'étranger, dans des filiales détenues à 100 % par la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation), l'arme de M. Pébereau dans son offensive sur le capital de la banque. M. Pébereau avait alors expliqué que c'était par souci de discrétion qu'il avait dû opérer en grande partie depuis l'étranger. Mais les enquêteurs de la COB n'avaient jusqu'alors révélé « aucune irrégularité » de forme, comme devait le déclarer à plusieurs reprises M. Jean Farge, le président de la Commission.

Si elle a décidé de lancer maintenant une enquête, c'est qu'elle dispose d'éléments nouveaux. Quels sont-ils ? Après les révélations publiées par l'Express, selon lesquelles M. Samir Traboulsi (pour 500 000 actions de la Générale) et M. Max Théret (pour toute petite quantité) auraient acheté, puis revendu des actions de la banque entre l'été et l'automne de l'an passé, les spé-

cialistes de la COB ont mené une rapide petite enquête qui n'aurait abouti à aucune conclusion. A l'occasion de l'enquête sur Pechiney, certaines des personnalités interrogées ont-elles donné des informations nouvelles sur la Société générale ? Les vérifications d'usage menées en permanence par la COB sur les transactions concernant la Générale lui ont-elles permis de repérer quelques anomalies ? Jeudi matin, la COB confirmait que des éléments nouveaux avaient motivé sa décision d'enquête, mais refusait d'en dire davantage.

Jeudi matin, certaines informations circulaient sur les opérations réalisées par M. Christian Pellerin, promoteur-immobilier, président de la Sari-Seer. En fait, celui-ci s'apprêtait à publier dans l'après-midi une mise au point. Sollicité à la fin de l'été dernier par M. Georges Pébereau, il avait accepté de participer à l'opération. Sa participation a pris deux formes d'intervention : un investissement de 110 millions de francs dans la SIGP et l'achat direct pour 90 millions de francs d'actions de la banque. Il a revendu ces dernières, le 7 novembre, lorsque, à l'issue d'un entretien avec M. Véniot, il a compris que l'opération de M. Pébereau était considérée comme « inamicale » par la banque. Il a souhaité alors retrouver une totale neutralité.

Pour la COB, l'enquête s'annonce à nouveau très difficile. Sauf à demander rapidement l'aide des autorités suisses et britanniques, elle ne pourra travailler sérieusement que sur les transactions réalisées en France. Or la SIGP a effectué l'essentiel de ses achats en dehors des frontières. Mais même en France, les enquêteurs vont avoir fort à faire. En effet, plus de la moitié du capital de la banque a changé de main au cours de la période étudiée.

ERIK IZRAELWICZ

## L'information judiciaire ouverte contre X... portera sur la période juillet-novembre 1988

M. Pierre Bézard, procureur de la République de Paris, a requis, mercredi 1<sup>er</sup> février, l'ouverture d'une information judiciaire concernant les délits d'initiés dénoncés dans le rapport de la Commission des opérations de Bourse transmis au parquet la veille et relatif aux acquisitions de titres de la société Triangle Industries.

Cette information a été ouverte contre X... Elle vise les délits d'initiés prévus par l'article 10-1 de l'ordonnance n° 87, ainsi que « la complicité et le recel dudit délit » caractérisés par les articles 59 et 60 du code pénal (le Monde du 2 février).

On note que la période retenue par le parquet va du 12 juillet au 21 novembre 1988. Cette dernière date est celle où les opérations de rachat de la société

Triangle par le groupe Pechiney ont été rendues publiques. A ce propos, M. Bézard a fait observer : « Cette saisine est beaucoup plus large que celle de la COB, qui ne concerne que les faits commis entre le 14 et le 18 novembre 1988. » Le magistrat a expliqué qu'en conséquence l'information judiciaire pourrait concerner d'autres personnes que celles citées dans le rapport de la Commission et qui seraient les « premiers initiateurs », en précisant : « C'est d'abord ceux-là qu'il faudra rechercher. »

Sur le fait que l'information ait été ouverte contre X... au lieu de viser nommément les personnes mises en cause par la COB, M. Bézard a déclaré : « Il est traditionnel d'ouvrir contre X... lorsque la COB nous saisit. » Du même coup, les éventuelles incriminations ne devraient pas intervenir dans l'immédiat.

Le dossier d'instruction a été confié à Mme Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris depuis 1985, et spécialement chargée des affaires économiques et financières. A ce titre, ce magistrat a repris en avril 1988 une partie des informations judiciaires en cours au cabinet de M. Jean-Pierre Michau, lorsque celui-ci fut nommé à la direction de la COB. Mme Boizette a notamment instruit des affaires similaires dont certaines seront soumises au tribunal au cours des prochains mois.

M. P.  
[Née le 20 octobre 1950, Mme Edith Boizette a été juge d'instruction à Lille, à Evry et en Avignon avant de siéger à Pointe-à-Pitre du 14 décembre 1984 au 18 décembre 1985.]

## « J'attends que justice me soit rendue » déclare M. Roger-Patrice Pelat

Mis en cause dans l'affaire Pechiney, M. Roger-Patrice Pelat se défend, dans un entretien à Paris-Match, d'avoir acheté plus de dix millions de titres de la société Triangle : « Je vous le dis de la manière la plus formelle : à l'exception des dix millions d'actions de la firme américaine Triangle achetées le 15 novembre dernier au vu et au su de tout le monde, ni moi-même ni mon entourage n'avons passé d'ordres par l'intermédiaire de la banque de la Société générale de la rue de la Harpe, pour acquérir quarante mille titres supplémentaires. L'accusation relève de l'approximation et de l'amalgame. J'attends tranquillement que justice me soit rendue... et elle le sera. »

### « Ni de près ni de loin dans les marchés d'armes »

Jusqu'à cet entretien, M. Pelat, dont les achats recensés par la COB sont de dix millions d'actions achetées le 15 novembre à Paris, n'avait jamais publiquement démenti les accusations portées à son encontre.

« Si j'avais pu penser un seul instant que l'achat de ces dix millions de titres américains puisse déclencher un tel tollé-bouh... que, à travers moi, c'est le chef de l'Etat et ma famille qui soient visés, je ne me serais pas laissé aller à passer le moindre ordre », poursuit l'homme d'affaires, qui conteste avoir acheté d'actions par l'intermédiaire de sociétés étrangères.

« Sous prétexte que j'ai été en affaires au sein d'une affaire avec

des hommes d'affaires que l'on retrouverait dans l'affaire Pechiney comme acheteurs, les 16 et 17 novembre derniers de vingt mille actions Triangle, on m'accuse de contrôler en sous-main toute l'affaire », poursuit M. Pelat qui affirme encore : « En quarante ans, moi qui n'ai jamais vendu un pétard à bouchon, me voilà représentant de commerce en Exocet. Les contrats de défense me sont étrangers. Ni de près ni de loin, ni mes fils ni moi-même n'avons entrepris de jouer les intermédiaires dans les marchés d'armes. »

De son côté, l'Événement du jeudi fait état dans son dernier numéro de rapports remis à M. Mitterrand par la DGSE pour l'avenir des activités de son ami, qui aurait mis en avant ses liens avec le président de la République pour faciliter ses démarches d'affaires. Selon une note remise à l'Elysée en 1982, M. Pelat aurait été actif dans les ventes d'armes et aurait réussi à conclure des marchés en se couvrant de ses liens amicaux. L'Elysée n'aurait pas répondu à cette première mise en garde qui fut, selon l'Événement, suivie d'autres. Sans plus de succès. « Vous confondez sans doute le père avec l'un des fils (qui s'appelle également Patrice) », qui se verra répondre à l'Elysée le patron des services spéciaux aux affaires, qui a acheté pour le compte d'un tiers encore inconnu quinze mille actions Triangle, — ou de ses relations avec la Banque libanaise pour le commerce, absorbée en 1987 mais dont certains des anciens administrateurs se retrouvent également dans Socofinance, autre société qui a joué un important rôle d'intermédiaire dans les achats d'actions Triangle.

La commission des banques suisses a désigné pour liquider les biens de la BPP Lugano une société elle aussi mise en cause dans l'affaire Pechiney. Experts Revision SA est en effet une filiale à 100 % d'Experta Treuhand de Zurich, société fiduciaire qui a acheté pour le compte d'un client non identifié vingt mille actions Triangle. S'agissait-il de M. Roger-Patrice Pelat ? Ce dernier le nie, mais les liens entre Experts Revision et plusieurs sociétés proches de l'homme d'affaires sont suffisamment connus pour que la COB ait manifesté sa curiosité dans cette direction. (Le Monde du 2 février.)

Pour expliquer la désignation d'Experts Revision comme liquidatrice de la BPP-Lugano, les autorités suisses mettent en avant les liens antérieurs qui existaient entre les deux établissements. Le 2 novembre 1988, la commission des banques suisses avait déjà désigné Experta Revision pour remplir un rôle d'« observation » auprès de la BPP.

G. M.

## La SOFRES et le regard des Français sur les « affaires »

### Globalement indulgent

Le regard des Français sur les affaires, tel qu'il est mesuré par la SOFRES dans le Figaro du 2 février, révèle un mélange de cynisme, d'indulgence, de naïveté et de mépris qui résume parfaitement l'attitude de l'opinion à l'égard des hommes politiques.

C'est avec un certain cynisme que l'opinion accueille en effet les révélations sur les affaires Pechiney et Société générale, puisqu'une nette majorité (54 %) estime soit qu'on fait « beaucoup de bruit pour rien », soit qu'on fait « beaucoup de bruit pour pas grand-chose », soit se déclare « indifférent ». Seules 36 % des personnes interrogées se disent en revanche « indignées ». En outre, une majorité presque aussi forte (52 %) assure que ces affaires seront « rapidement oubliées ».

L'indulgence s'exerce au bénéfice du chef de l'Etat, à qui 62 % des Français refusent d'imputer un « délit d'initié », 28 % étant au contraire d'avis que si M. Pelat par exemple s'était « enrichi illégalement », cela mettrait en cause M. Mitterrand lui-même.

Une certaine naïveté accompagne également ce mouvement car tout le monde est réputé sincèrement attaché à la recherche de la vérité, la palme revenant à la presse (65 %) qui devance dans l'opinion M. François Mitterrand (52 %) et à l'égalité la COB et M. Michel Bérégovoy (49 %). M. Pierre Bérégovoy n'est pas en reste, puisque 46 % des personnes interrogées le créditent de la même volonté, contre 22 % qui pensent qu'il n'est pas « sincèrement attaché à la recherche de la vérité ».

Ce jugement globalement indulgent ne vaut pas pour autant réhabilitation de la classe politique. Celle-ci d'une façon générale et si l'on en croit les enquêtes précédentes ne jouit pas d'une grande estime. Cette fois encore, sa mauvaise réputation laisse des traces et confère pour une forte minorité au moins : 59 % des personnes jugent « plutôt malhonnêtes » les hommes politiques français, 38 % les jugeant « plutôt honnêtes », tandis que 23 % préfèrent ne pas se prononcer.

J.-M. C.

Peter Glotz

## Manifeste pour une nouvelle gauche européenne

Peter Glotz, maître à penser du SPD, veut arracher la gauche européenne à son sommeil. (Die Zeit)

éditions de l'autre

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86  
MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS  
le JEUDI 23 FÉVRIER 1989, à 14 h 30  
**DEUX PIÈCES EN DUPLEX à PARIS 16<sup>e</sup>**  
17 - 19, rue LAURISTON  
M. à P. : 250 000 F S'adresser : M<sup>rs</sup> Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocats, à PARIS (8<sup>e</sup>)  
55, boulevard Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - VISITES sur place le 21 février 1989, de 12 à 13 heures.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL  
le JEUDI 14 FÉVRIER 1989, à 9 h 30 - EN UN LOT  
**UNE MAISON à VILLIERS-SUR-MARNE (94)**  
22, rue Jean-Jamès  
compr. BOUTIQUE et 6 PIÈCES - Un bâtiment d'une pièce - sur terrain de 470 m<sup>2</sup>  
M. à P. : 350 000 F S'adresser : M<sup>rs</sup> Serge TACNET et Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocats, à PARIS (8<sup>e</sup>)  
55, boulevard Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - VISITES sur place le 14 février 1989, de 12 à 13 heures.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 16 FÉVRIER 1989, à 9 h 30  
**MAISON D'HABITATION**  
sur terrain de 430 m<sup>2</sup>  
comprant : cuisine, w.c., salle de bains, salle de séjour, une chambre - garage - dépendances  
à VILLIERS-SUR-MARNE (94)  
3, rue Forrier  
OCCUPÉE - MISE A PRIX : 100 000 F  
S'adresser à Maître J. BOUDRIOT, avocat dépositaire d'une copie de l'enchère, 64, rue d'Amsterdam, Paris 9<sup>e</sup>, Tél. : 48-74-17-24 - Maître SOUVILLE, avocat à CRETEIL (Val-de-Marne), 3, rue du Général de Lamoignon.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 9 FÉVRIER 1989 à 14 h  
**UN APPARTEMENT à PARIS 10<sup>e</sup>**  
115-117, rue La Fayette  
ecueillant au fond de la cour, 1<sup>er</sup> étage droit, composé de : entrée, 2 pièces, cuisine, w.c., et 17/1000<sup>e</sup> - Au 6<sup>e</sup> étage Chambre n° 19 et 4/1000<sup>e</sup> et n° 25 et 2/1000<sup>e</sup> droit aux w.c. communs à l'étage  
Mise à PRIX : 100 000 F  
S'adresser pour tous renseignements à M<sup>rs</sup> François INBONA, de la SCP MORRIS LUCAS INBONA, 4, avenue Sully-Trudhomme à Paris 7<sup>e</sup>, Tél. : 45-55-74-06. Sur les lieux pour visiter le vendredi 3 février 1989 de 9 h 30 à 10 h 30 en présence de M<sup>rs</sup> RUFFET Hénier commis.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 9 FÉVRIER 1989 à 14 h  
**UN APPARTEMENT**  
sis à BOULOGNE-BILLANCOURT (Hauts-de-Seine)  
66-70, rue de Paris  
de 2 pièces principales au 9<sup>e</sup> étage - cave et parking  
LIBRE D'OCCUPATION - Mise à PRIX : 500 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> WISLIN, avocats, 7, avenue de Madrid 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 47-47-25-30 de 16 h à 18 h. Visite le 6 février 1989 de 11 h à 12 h (M<sup>rs</sup> LOUVION, huissier)

مكتبة من الأصل

# Économie

## AFFAIRES

Abouissement des accords avec Honeywell et NEC

### La filiale américaine de Bull achève sa rationalisation

BOSTON  
de notre envoyée spéciale

Un mois après avoir porté à 65,1 % sa participation dans la filiale américaine Honeywell-Bull Inc., le groupe informatique français Bull a décidé de la rebaptiser : elle s'appellera désormais Bull HN.

A première vue, ce changement de nom pourrait paraître anodin. En fait, il consacre la prédominance du groupe français au sein de l'entreprise américaine, dont il est l'actionnaire majoritaire depuis le 31 décembre, conformément aux accords signés il y a deux ans lors du rachat des activités informatiques de l'américain Honeywell (*le Monde* du 3 décembre 1986). Cette opération permettait au constructeur français d'ordinateurs de s'implanter sur le marché américain et de se hisser dans les dix premiers groupes informatiques mondiaux. Elle lui donnait aussi un profil international unique, puisque, aux côtés du français, on trouvait le japonais NEC (Nippon Electric Company) présent pour 15 % dans le capital de la filiale américaine. L'ancienne maison mère Honeywell conservait, quant à elle, une participation de 42,5 %, appelée à descendre à 19,9 % au 31 décembre 1988. Ce qui fut fait.

#### Dimension internationale

Aujourd'hui, le japonais et l'américain, s'ils restent présents dans le nouveau nom de l'entreprise, n'apparaissent qu'à travers deux initiales, H et N derrière Bull. Une discrétion un peu fâcheuse : en réalité, les trois entités entretiennent des liens technologiques très étroits depuis 1962, qu'il n'est pas exagéré de dire que l'actionnariat du constructeur informatique français, l'implémentation des trois partenaires est grande : Bull a adopté les grands ordinateurs et les minis de Honeywell, et le japonais est un partenaire crucial dans les machines haut de gamme.

Appuyé désormais sur ces deux piliers, Bull HN côté américain et

Bull SA côté français, le groupe informatique revendique haut et fort sa dimension internationale : avec 31,5 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé en 1988 et 44 000 salariés, le groupe Bull réalise 70 % de ses ventes en Europe et 20 % à 25 % aux États-Unis. Sous la houlette de M. Roland Pampel, la filiale américaine a été rationalisée : certaines fabrications ont quitté l'usine de Phoenix (Arizona) pour être regroupées avec d'autres déjà existantes dans la très dynamique région de Boston.

Les effectifs ont été allégés en deux vagues de 3 200 personnes et ramenés à 18 000 salariés. Les deux entreprises ont également mis à profit ces deux années pour harmoniser leur organisation : le groupe est désormais piloté par un comité de direction dans lequel on retrouve M.M. Jacques Stern et Francis Lorenz, le tandem qui préside aux destinées de l'entreprise depuis 1982. Roland Pampel et Michel Bloch pour la stratégie et la planification. Les grandes fonctions (recherche, développement, marketing, fabrication...) de Bull HN et Bull SA sont organisées en parallèle de part et d'autre de l'Atlantique, de façon à faire jouer les synergies.

Les produits sont regroupés selon cinq lignes, dont la responsabilité mondiale est confiée alternativement à l'une ou à l'autre des deux entités (voies aux deux). Campé sur ses deux pieds, le groupe Bull va présenter cette année, pour la première fois, en mars, des comptes complètement consolidés. Le bénéfice du groupe s'inscrira en hausse par rapport à celui de l'année précédente (225 millions de francs), la filiale américaine étant à l'équilibre et sa cousine française excédentaire.

Le groupe, qui vient de recevoir de l'État français 1 million de francs supplémentaires en dotation de capital (dont 770 millions provenant de la cession à France Télécom de la majorité du capital de TDF), marche sur ses deux jambes.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Restructuration dans l'emballage européen

### L'australien Elders IXL tente de s'opposer à la fusion Carnaud-Metal Box

Le groupe australien Elders IXL (brasseries, textiles, mines) tente de s'opposer à la réalisation prochaine du projet de fusion entre deux spécialistes de l'emballage, le français Carnaud et le britannique Metal Box (*le Monde* du 28 octobre 1988). Déjà actionnaire à hauteur de 5,6 % de la holding MB Group, maison mère de Metal Box, Elders IXL, qui a déjà en cours une OPA de 17 milliards de francs sur le brasseur Scottish and Newcastle, a proposé aux actionnaires de MB Group de leur verser comptant 780 millions de francs (8,6 milliards de francs).

Cette offre se compare avec les 830 millions de francs (9,1 milliards de francs) offerts par Carnaud, à raison de 240 millions de francs versés à la holding MB Group et de 4,4 millions d'actions Carnaud remises directement aux actionnaires britanniques. Après le rejet de la proposition australienne par les dirigeants de MB Group, Elders IXL, qui a déclaré ne pas vouloir lancer d'OPA, a bloqué, avec une minorité légale de 23 %, une des trois assemblées qui doivent approuver la fusion, à savoir celle des porteurs de bons de souscription (war-

rants), et obtenu son renvoi au 15 février.

En outre, plusieurs anciens dirigeants de MB ont écrit une lettre aux principaux actionnaires pour exprimer leurs craintes sur le sort de la nouvelle société fusionnée, dont le contrôle à 5 % sera détenu, à parts égales, par Carnaud et MB Group. Comme le reste du capital sera diffusé dans le public, ils craignent une mainmise française.

A Paris, on réplique qu'une convention de fusion garantirait la parité dans le contrôle de cette nouvelle société, intitulée CMB-Packaging. En outre, fait-on remarquer des deux côtés de la Manche, la somme proposée par Elders aux actionnaires de MB Group sera soumise à la taxe sur les plus-values de cession, ce qui n'est pas le cas pour la remise de titres après fusion.

A Londres, beaucoup estiment qu'Elders, qui n'a pas de partenaire industriel à proposer à MB Group, cherche à obtenir un relèvement du prix d'offre de Carnaud, pour revendre plus cher sa participation, dans la plus pure tradition de la City.

## EN BREF

● Suez vend à la SGB ses participations dans Accor, Bouygues et Club Méditerranée. — Conformément à ses intentions, la Compagnie française de Suez se retire sur les médias financiers en transférant à la Société générale de Belgique (SGB), dont elle a pris le contrôle en 1988, ses intérêts dans les services et l'industrie. Le conseil d'administration de la SGB a ainsi approuvé le 31 janvier l'acquisition des participations de Suez dans trois groupes français : 9,4 % dans Accor (hôtellerie), 9 % (contre 4 % précédemment) dans Bouygues (construction) et 2,4 % dans le Club Méditerranée (tourisme). Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais si elle s'est effectuée au niveau des cours boursiers actuels, elle rappor-

terait environ 2 milliards de francs français à Suez. De quoi alléger notablement son endettement.

● Pargesa augmente sa participation dans le Groupe Bruxelles-Lambert. — Le holding Pargesa, basé en Suisse et présidé par Gérard Eskenazi, a porté sa participation dans le Groupe Bruxelles-Lambert (GBL), deuxième holding belge, à 30,51 % (contre 29,10 % précédemment), à l'occasion d'une augmentation de capital de 4,9 milliards de francs belges (environ 800 millions de francs français) réalisée par celui-ci. En contrepartie, Pargesa apporte à GBL ses participations dans le numéro un belge du pétrole Pétrolina (1,5 %) et dans la holding qui contrôle l'électricité en Belgique, Tractebel (0,8 %).

● Air Limousin repris par DIRAC-Aéronautique. — Après la reprise manquée de la compagnie régionale Air Limousin par la compagnie française de troisième niveau TAT (Transports aériens transrégionaux) (*le Monde* du 3 janvier), ce sont finalement les propositions d'un outsider qui ont obtenu le feu vert du tribunal de commerce de Limoges : DIRAC-Aéronautique, branche du transport aérien de la Direction internationale de recherche, d'audit et de conseil, holding de sociétés de consultants basées à Marseille. Elle assure actuellement les liaisons entre Lourdes-Tarbes et Nice et Toulouse, des activités charters vers Lourdes en période de pèlerinage, ainsi que la liaison par hélicoptère entre l'île d'Yeu et le continent. Elle propose de prendre l'ensemble de la flotte aérienne, les ateliers d'entretien et le personnel Air-Limousin (135 salariés). — (Corresp.)

● Une précision de FO de Scalbert-Dupont. — A la suite de notre article sur « la fronde syndicale à la banque Scalbert-Dupont » (*le Monde* du 18 janvier), M. Jouanneau, délégué syndical national de FO, et M. Pierre Gendreau, secrétaire fédéral, nous indiquent à propos du télégramme adressé par FO, la CFT et la CFDT au ministre de l'économie et mettant en cause la politique de la direction : « Le problème posé n'était donc pas pour FO d'obtenir une tête de PDG, mais plus concrètement un changement total de politique sociale. » M.M. Jouanneau et Gendreau contestent également le fait que FO compte parmi ses responsables à la Banque Scalbert-Dupont des militants trotskystes : « Cette accusation ne peut être basée que sur des ragots du type de la déclaration prêtée à M. Lamotte, PDG, qui assimilerait l'action d'un groupuscule trotskyste assez influent — dont rien ne prouve l'existence — à une démarche d'une partie de FO. »

Les petits porteurs toujours en colère

### Les actions laminées d'Usinor-Sacilor

Alors qu'Usinor-Sacilor est sorti du « rouge » pour la première fois l'an dernier en dégageant 4,5 milliards de francs de bénéfice (*le Monde* du 2 février), la bataille juridique engagée par certains actionnaires après l'annulation de leurs titres à la fin de l'année 1986 est loin d'être achevée.

Le 19 septembre 1986, les porteurs privés qui détenaient encore 19 % du capital d'Usinor et 8 % de Sacilor, les deux groupes sidérurgiques nationalisés, apprenaient avec stupeur que non seulement la cotation de leurs actions était suspendue, mais en plus que ces titres étaient tout simplement annulés et qu'ils ne valaient plus rien. Le bilan de ces pertes était de 400 millions dans le cas d'Usinor au cours de 6,10 F et de 60 millions dans celui de Sacilor au cours de 21,50 F.

Quelques semaines plus tard, certains petits porteurs exprimèrent leur colère au cours des assemblées générales de ces deux firmes qui entraînaient, dans une ambiance houleuse, la décision d'annulation. Présentant l'issue de la séance, un des délégués d'Usinor avait choisi de s'en remettre au ciel et au patron des objets trouvés : « Saint Antoine de Padoue, retrouvez nos sous », proclamait une pancarte qu'il brandissait au bout d'un manche à balai.

Au temps de la révolte désordonnée succéda rapidement celui de l'organisation et du recours en justice. A ce jour, trois cabinets d'avocats, deux à Paris et un à Nancy, s'occupent de ces affaires au nom de groupes différents de quatre-vingts à deux mille cinq cents actionnaires. Les procédures lancées en commun ou séparément ont avancé à des vitesses variables. Deux visent les sociétés et une l'Etat. Le tribunal de grande ins-

tance de Thionville a eu à se pencher sur une demande d'annulation des décisions prises lors de l'assemblée de Sacilor. Au mois de décembre 1988, il a donné tort aux petits porteurs, qui se sont alors tournés vers la cour d'appel de Metz.

Une demande analogue a été faite par les détenteurs de titres Usinor auprès du tribunal de commerce de Nanterre. L'un des avocats parisiens, M. Thiant, au nom de l'Association pour la défense des actionnaires privés d'Usinor (ADAPU), qui regroupe deux mille cinq cents porteurs, a en plus demandé la condamnation des présidents pour faute de gestion. Le jugement est actuellement en délibéré. Il pourrait être rendu avant le mois d'avril.

La troisième procédure, lancée par l'avocat nauséux Michel, est d'une tout autre nature, mais reste pour l'instant la moins avancée. Un recours a été déposé devant le tribunal administratif de Paris sur la responsabilité des pouvoirs publics pour faute dans le fonctionnement de la Commission des opérations de Bourse. Le débat de fond porte sur le comportement des pouvoirs publics, à la fois acteur, en tant qu'actionnaire largement majoritaire d'Usinor et de Sacilor, et garant du bon fonctionnement du marché, au travers de la COB. Comment se fait-il que l'Etat, forcément au courant de l'annulation des titres à l'époque, n'ait pas, par l'intermédiaire de la COB, suspendu plus tôt les cours et mis en garde les porteurs de titres ? Les « gendarmes » de la tour Mirabeau n'avaient pas jugé bon d'alerter les actionnaires, estimant alors « que la presse l'avait largement fait en insistant sur l'aspect hautement spéculatif des actions Usinor et Sacilor... ».

DOMINIQUE GALLOIS.

## TRANSPORTS

### TGV français contre TGV allemand

Pendant que les gouvernements de l'Europe parlent d'utiliser les lignes ferroviaires à grande vitesse pour unir le Vieux Continent, une lutte âpre se déroule en coulisses entre Allemands et Français au sujet des trains qui rouleront sur ces infrastructures.

A ma droite, le Français Alsthom, qui a fabriqué les rames du TGV-Sud-Est et qui travaille sur celles des TGV-Atlantique et Nord. Alsthom a convaincu les Espagnols d'acheter un matériel éprouvé par huit ans d'exploitation à 270 km/h et qui roule désormais à 300 km/h, alors que le Shinkansen japonais ne dépasse pas 210 km/h. Il collabore avec les industriels britanniques, belges et néerlandais pour la construction des rames qui iront à 300 ou 320 km/h à Londres, Bruxelles et Amsterdam. Alsthom est devenu le chef de file mondial incontesté de la grande vitesse sur rail et se dit d'accord pour travailler dans le même esprit avec l'industrie ouest-allemande.

A ma gauche, les Allemands Thyssen, Siemens, Krupp-Maffei, qui essaient ensemble de rattraper les dix ans de retard accumulés face à Alsthom. Leur TGV, baptisé Inter City Express (ICE), n'entrera pas en service avant 1991, aussi les autorités de Bonn ne se pressent-elles pas pour connecter leurs voies à

grande vitesse à celles du reste de l'Europe. D'autant plus que l'ICE est trop large de 17 centimètres et trop lourd (20 tonnes à l'essieu au lieu de 17 pour le TGV) au regard des normes de l'Union internationale des chemins de fer. Les industriels ouest-allemands n'ont, pour l'instant, aucune envie de s'associer avec Alsthom, et ils projettent de lancer sur la ligne Cologne-Bruxelles un ICE quadrillant et de 17 tonnes à 350 kilomètres/heure, ce qui, soit dit en passant, représenterait un nouvel atout pour persuader les Coréens, les Américains et les Australiens d'acheter la technologie française.

Les gouvernements français et ouest-allemand auront fort à faire pour éteindre cette nouvelle bataille du rail et convaincre leurs industriels de s'entendre pour équiper l'Europe, sinon pour se présenter unis à l'exportation face au japonais Mitsubishi.

ALAIN FAUJAS.


### Tous les Boeing de plus de huit ans seront vérifiés

Les administrations de l'aviation civile du monde entier ont ordonné l'inspection des câblages et des tuyauteries des systèmes de protection contre l'incendie de l'ensemble des avions construits par Boeing depuis le 31 décembre 1980. Cette précaution concerne sept cent quarante et un appareils 737, 747, 757 et 767.

Cet examen a été rendu nécessaire par la découverte d'erreurs de câblage sur dix-sept Boeing, essentiellement des 757 et 767, dont les systèmes de détection d'incendie à l'intérieur des soutes ne correspondaient pas aux alarmes destinées à

l'équipage. Ces erreurs avaient été détectées à l'occasion de visites décennales à la suite de l'accident survenu à un Boeing-737 de British Midlands Airways où quarante-quatre personnes avaient trouvé la mort. Le pilote avait coupé le moteur droit alors que c'était le moteur gauche qui connaissait un échauffement anormal.

Selon les premiers éléments de l'enquête, aucun montage défectueux n'a été relevé sur l'appareil accidenté et les investigations envisagent de plus en plus sérieusement l'hypothèse de l'erreur de pilotage.



## LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

### ADJUDICATION

**POUR LE TRANSPORT DE LA VIANDE DE SACRIFICE CONGEEE PAR MER A DESTINATION DE CERTAINS PAYS D'AFRIQUE ET D'ASIE APRES LE PELERINAGE DE 1409 H (JUILLET / AOUT 1989)**

La Banque Islamique de Développement a le plaisir d'inviter au nom de la Commission d'utilisation de la viande de sacrifice, les compagnies de transport spécialisées dans le transport de sonmatière des offres d'engagement pour le transport de la viande congelée après la saison du pèlerinage de 1409H (Aout 1989) dans le cadre du projet du Royaume d'Arabie Saoudite pour l'utilisation de la viande de sacrifice; ce par les moyens de transport maritime (navires frigorifiques), à partir du port Islamique de Jeddah, pour la distribuer aux indigents et nécessiteux des pays ci-après de la manière suivante :

Pays	Port	Quantité approximative	Observations	Pays	Port	Quantité approximative	Observations
Bangladesh	Mongla - Chittagong	55.000		Burkina Faso	Dakar	5.000	Puis par air à Ouagadougou à Burkina Faso par avion Jumbo
Egypte	Suez	15.000		Niger	Dakar	5.000	Par air à Niamey par avion Jumbo
Soudan	Port Soudan	10.000					
Djibouti	Djibouti	3.000					
Somalie	Barbars	3.000					
Mozambique	Maputo	3.000					
Tanzanie	Dar Es-Salaam	3.000					
Zimbabwe	Zimbabwe	3.000					
Kenya	Mombassa	3.000					
Uganda	Kampala	3.000					
Malawi	Blantyre	3.000					
Mali	Bamako	3.000					

La quantité est estimée à 205.000 - 210.000 carcasses environ.

Les Compagnies de transport désireuses d'effectuer cette opération doivent soumettre en détail leurs offres et leurs propositions à la Banque Islamique de Développement, en indiquant le nombre de navires qu'elles vont utiliser, ainsi que leurs qualités, leur jauge, leur capacité de réfrigération et les méthodes de chargement et de déchargement. Il faut y joindre également le croquis de chaque navire indiquant toutes les dispositions susmentionnées.

Les prix doivent être mentionnés sur la base de l'échelonnement des parts de destination sur les lignes de navigation pour l'Afrique de l'Ouest, la Mer Rouge, l'Afrique de l'Est et la ligne de Bangladesh. Il faut mentionner séparément le montant requis en cas d'inclusion de la Mozambique.

Les offres doivent être soumises au plus tard le mardi 22 Rajab 1409H correspondant au 28 Février 1989 dans une enveloppe scellée accompagnée d'une lettre de garantie bancaire inconditionnelle pour un taux de 1 % de la valeur de l'appel d'offres qui sera portée à 10 % pour l'adjudication.

Les offres sont adressées au :  
**Directeur de l'Administration Générale  
 DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT  
 B.P. 5925 Jeddah 21432, Royaume d'Arabie Saoudite.**

On peut se procurer des documents de l'adjudication au bureau de la viande de sacrifice au siège de la Banque Islamique de Développement, aux Jardins de Kasr El-Khazam. Le dépouillement se déroulera au siège de la Banque à Jeddah, le mercredi 23 Rajab 1409H (1er Mars 1989) à dix heures précises.

Le transport débutera le 24 juillet 1989, conformément au calendrier qui sera établi en commun accord par les deux parties. Le transport pour le Bangladesh interviendra fin Octobre au début Octobre. La Commission peut adjoindre totalement ou partiellement comme elle l'entend.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36,15 LE MONDE

# Économie

## SOCIAL

Le 16<sup>e</sup> congrès de FO

### Passes d'armes autour de la « démocratie syndicale »

Certains délégués parlent pouvoir d'achat, emploi, Sécurité sociale, école... Mais tous ou presque tentent sur un problème de taille : la succession de M. André Bergeron. Occasion de règlements de comptes, d'affrontements, de manœuvres ou même d'attaques personnelles, la succession a encore dominé, le mercredi 1<sup>er</sup> février, le 16<sup>e</sup> congrès de FO au Parc Floral de Vincennes, même si elle ne doit être réglée, le 4 février, après sa clôture par le Comité confédéral national (CCN). Du coup, les bouquets d'hommages à M. Bergeron sont chargés d'épines, et sa gestion, depuis quatre ans, se trouve souvent malmenée. Triste épilogue.

À la tête des débats se situe la question de la « démocratie syndicale ». De quoi s'agit-il ? Des modalités du choix entre les deux candidats, M. Marc Blondel et M. Claude Pitou. Pour les « blondellistes », les secrétaires généraux de fédération et d'union départementale (UD), qui vont élire le successeur, doivent être munis d'un mandat « impératif » et donc contrôlable — de leurs propres instances fédérales ou départementales. Pour les « pitouistes », si des mêmes grands électeurs doivent « contrôler » leurs instances, il ne peut s'agir que d'un avis, la décision leur incombant personnellement en dernier ressort. Un débat crucial, car, selon que les membres du CCN auront un mandat « impératif » ou « indicatif », M. Blondel ou M. Pitou sera élu.

Toute la tactique des blondellistes est donc de faire monter la pression du congrès, de telle façon que le CCN n'ait d'autre choix que de se rallier à leurs thèses. Le 1<sup>er</sup> février, M. Blondel semble avoir marqué quelques points. M. Moscatelli (municipaux de Marseille), M<sup>me</sup> Ferry (assurance-maladie) et M. Lescour (Trésor), ont même demandé que le CCN soit réuni avant la fin du congrès... Mais, face à cette offensive, les pitouistes se sont ressaisis et ont contre-attaqué.

#### « Clarifier les blessures »

D'abord sur le mode défensif : « Les secrétaires d'UD ne sont pas des démocrates. Ils savent ce qu'ils ont à faire », a lancé M. Roger Advéze (Aude). Puis, sur le mode offensif : « Ceux qui veulent donner des leçons de démocratie n'ont jamais consulté la base de leurs propres syndicats », a affirmé M. Jacques Fleury (distribution). Très percutant, M. Jacques Maïré, de l'UD de Paris, a dénoncé la « centralisme démocratique » des blondellistes, ne voulant pas être prisonniers d'une « nébuleuse basiste ». « La démocratie syndicale », a-t-il ajouté, c'est la recherche de l'accord du plus grand nombre, mais c'est aussi la pratique de la délégation. A FO, nous l'avons toujours opposée à la démocratie par participation ». Plus incisif, M. Advéze a mis en

cause le soutien des minoritaires trotskistes à M. Blondel : « Ils sont venus habilement se loger dans le ventre mou de la Confédération ; mais, rassurez-vous, ils savent se mettre à table ! Blondel, si tu deviens secrétaire général, prends garde, tu ne t'appelles pas Bergeron ! »

Mais, après une vaine tentative de M. Bergeron, visiblement las et excédé, pour interrompre des débats ayant largement dépassé le temps prévu, les blondellistes sont aussitôt repartis à la charge. M. Yves Simon (employés et cadres) a mis en demeure M. Bergeron de se prononcer, le 2 février, afin de « ne pas entacher un bel hommage par un défaut de réponse sur une question fondamentale ». M. Grandazzi (chimie) a annoncé que, selon ses réponses, ses syndicats s'abstiendraient ou voteraient contre son rapport d'activité. Enfin, M. Jacques Ré (défense nationale) a fait part de vœux pour mieux asséner ses coups de griffe, utilisant avec brio un registre apparemment aussi mesuré que celui de M. Alexandre Hébert, le « patron » anarcho-syndicaliste de Loire-Atlantique, la veille : « Si un secrétaire général n'a pas de mandat de ses structures syndicales, de qui donc le détient-il ? ». « Demain », a ajouté M. Pé, il faudra penser à clarifier les blessures et, rapidement, M. André Bergeron a renvoyé toutes les questions liées à sa succession au Conseil confédéral national du 4 février.

MICHEL NOBLECOURT.

De la CFTD aux VVF

### La nouvelle carrière d'Edmond Maire

Visage fermé, costume croisé, sagement assis aux côtés du président André Guignard dans un des salons moulurés du Press Club, avenue d'Iéna, à Paris, M. Edmond Maire énumère, le 1<sup>er</sup> février, ses toutes nouvelles fonctions d'administrateur délégué des VVF (association Villages Vacances Familiales). Un tournant dans sa carrière, après le congrès de Strasbourg en fin d'année, où il abandonnait son poste de secrétaire général de la CFTD.

Nulle émotion et, pourtant, le changement est profond. Les VVF, qui fêteront bientôt leur trentième anniversaire, désignent dans neuf mois, en congrès, le successeur de l'actuel président, membre fondateur de l'association, comme le précédent. « Je pense que ce sera Edmond Maire », annonce M. André Guignard, soucieux de respecter la décision de son conseil d'administration. Pour la forme.

Désigné comme représentant de la SCIC, filiale de la Caisse des dépôts (société centrale immobilière), à la demande de M. Robert Lion, l'ancien dirigeant syndical a observé la même prudence et s'est plié aux usages. En se déclarant « prêt à d'autres responsabilités éventuelles », il rappelle qu'il avait un « apprentissage à faire ». Son expérience professionnelle, « dans le métier que j'avais », affirme-t-il, devrait lui servir.

Implantées dans cent dix communes, en relation avec les comités d'entreprise, les VVF réalisent un chiffre d'affaires de 700 millions de francs dans le tourisme social, familial ou associatif. Ils sont même l'une des toutes premières entreprises de l'économie sociale.

« Trente ans de permanent syndical, ça suffit », a lancé M. Maire, au moment d'expliquer son choix de « reconversion ». « J'aurais toujours dit que je ne poursuivais pas par un mandat politique, dont je pense qu'il n'est pas un prolongement naturel, a-t-il rappelé. Je cherchais quelque chose qui ne m'obligeait pas à continuer les activités syndicales ou à les récupérer ».

Entre autres pistes, il s'est arrêté donc sur VVF. « Comme j'ai longtemps été un généraliste, je souhaitais avoir un engagement concret et plus opérationnel », pour faire avancer un projet social précis. Avec toute son ardeur militante, il souligne que « le but m'est apparu proche de mes motivations », citant « le refus de la ségrégation sociale » dans le tourisme, la possibilité « de réunir le brassage de populations » dans les villages de vacances, « d'améliorer la qualité de la vie dans le temps libre » et de « créer de l'emploi dans les services ». Encore très responsable CFTD, il invoqua aussi la nécessité de

« développer l'économie sociale » et l'objectif « de construction de l'Europe sociale, concrètement ».

#### G.O. du tourisme familial

« Tout ceci m'a séduit », poursuivait-il avant de tourner le dos à son passé. « Ce n'est pas la CFTD qui vient à VVF, c'est Edmond Maire, et Edmond Maire seul », tint-il à préciser, pour couper court à toute interprétation. Pas question de rompre l'équilibre ou de nuire à l'indépendance de l'association : « J'ai assez connu les délices du pluralisme syndical... »

Mais Edmond Maire ne change pas vraiment. En quelques semaines de transition, il aura tout lu sur l'économie sociale, le tourisme social et VVF. Il sera incoïtable, même s'il lui reste à connaître la réalité, sur le terrain. Et puis, comme tout bon dirigeant, il arrivera, le 6 février, au siège de la tour Montparnasse, accompagné de Ginette Jeannot, son assistante à la CFTD, tout sourire et heureuse de cette nouvelle aventure. « Je suis comme Edmond », il va falloir que l'apprentisse, s'immerveille, s'adapte. L'ancienne tête pensante du syndicalisme français commence une autre vie. Celle de G.O. — gérant organisateur — du tourisme familial. Avec sérieux.

ALAIN LEBEAUME.

## ETRANGER

La tournée dans la CEE du ministre nippon de l'industrie

### Le Japon n'a pas peur de l'Europe

(Suite de la première page.) La sympathie ainsi marquée pour le projet communautaire repose sur la conviction que, contrairement aux expériences précédentes, l'accord réussira même si ses objectifs ne sont pas tous atteints à la date fatidique du 31 décembre 1992.

Les effets attendus de l'opération sont jugés positifs : le supplément de croissance, la redynamisation de l'industrie communautaire profitant à tous, Super Jap a besoin de clients robustes ; selon la doctrine à court terme de Tokyo ou à Osaka, c'est en effet la faiblesse de l'Europe qui est à l'origine de son protectionnisme. Celui-ci pointe-t-il néanmoins davantage à l'horizon ? « La Communauté est déjà protectionniste, l'unification du marché devrait plutôt améliorer les choses », observe, très suave, le Ryuzaburo Kaku, le président de

yen, redoublant à grande vitesse n'y change rien.

#### Essaimer partout

Plus spectaculaire encore a été la progression des investissements directs japonais en Europe. Ils ont doublé de 1986 à 1988, répondant au souci des dirigeants japonais d'échapper aux barrières commerciales existantes ou à venir, mais aussi à un regain de confiance dans le dynamisme de la Communauté. « La mise en place du marché unique a encore accru l'intérêt des compagnies japonaises », commente M. Hagime Ohta, responsable des affaires internationales au Keidanren, le patronat japonais. « Leur démarche est simple, ils essaient partout en partant du principe qu'une fois dans la place, on ne les mettra pas dehors », raconte un observateur français.

La multiplicité et la complexité des liens créés limitent assurément la liberté de manœuvre des Européens. Les groupes industriels japonais qui s'installent dans la Communauté apportent capitaux, technologie et emplois par milliers. Ils ne se contentent pas de vendre et de produire. Grâce à des accords de coopération sophistiqués ils s'intègrent de façon approfondie au tissu industriel européen. Ainsi Toshiba a conclu des joint ventures (sociétés communes) d'une grande portée, impliquant des transferts technologiques au plus haut niveau avec Siemens en RFA ou Olivetti en Italie et Rhône-Poulenc et Thomson en France.

Comment faire pression avec efficacité sur des partenaires si présents, si familiers, bref si essentiels ? Comment leur imposer au nom du grand marché des contreparties à leurs yeux injustifiées ? S'en prenant à ceux qui « valent » par toutes sortes de fautes semblant une ténacité ouverte de leur propre marché », M. Delors dans son discours devant le Parlement de Strasbourg a appelé de ses vœux une Europe « ferme » vis-à-vis des pratiques commerciales déloyales. Un langage peut-être nécessaire mais qui, s'agissant du Japon, sera difficile à concrétiser.

On en est pour l'instant, il est vrai, à la phase d'observation. Les Douze ne se sont pas prononcés sur les propositions de Bruxelles qui sont sur la table. Dans le cas de certains dossiers difficiles, telles les futures modalités d'importation des automobiles, on ne dispose pas encore des propositions de la Commission européenne.

« Nous sommes dans une situation d'attente », constate le vice-président de Toshiba. « Nous regardons attentivement ce qui se passe. On devine le souci pour les Européens de se réserver les mar-

chés publics. Les normes techniques européennes risquent-elles d'être discriminatoires ? Ce sont là des problèmes pratiques que nous examinons au fur et à mesure que les nouvelles réglementations nous sont connues. Mais avec nos interlocuteurs de la Communauté nous n'avons encore que des discussions préliminaires », explique-t-on au ministère des finances. A ce stade, les Japonais se contentent de propos généraux. Ils souhaitent le maintien d'échanges ouverts, respectant les règles du GATT, et soulignent que la réciprocité doit être envisagée de manière globale, sans pouvoir revêtir une forme sectorielle. Cependant trois dossiers retiennent particulièrement leur attention.

La notion de réciprocité, telle qu'elle apparaît dans la proposition de « deuxième directive bancaire » mise au point par Bruxelles. Il s'agit d'un texte rendu célèbre par son ambiguïté ! L'idée à première vue est simple. Une banque japonaise ne pourra s'installer et opérer dans la CEE que si la Commission a pu constater que les autorités nipponnes accordent aux banques européennes un accès effectif à leur marché. Mais les banques japonaises déjà installées dans un Etat membre obtiendront-elles automatiquement l'agrément communautaire pour proposer leurs services

sans problèmes d'un bout à l'autre de la CEE ?

Il y a controverse au sein de la Commission. En vérité, vu de Tokyo, ce concept de réciprocité paraît théorique et dépassé. Dépassé si l'on considère le cas des grandes banques ou maisons de titres japonaises déjà confortablement installées sur le Vieux Continent. « Nous avons des filiales dans sept pays membres. L'unification du marché ne nous pose aucun problème d'adaptation. Nous allons pouvoir opérer sans tenir compte des frontières intérieures européennes et nous rapprocher de la clientèle », explique M. Hisao Kobayashi, le directeur général de la Dai-ichi Kangyo Bank, la première banque du Japon.

Les banques moins présentes en Europe se débèchent d'ouvrir des filiales... Lorsque la directive bancaire entrera en vigueur par un étalement japonais ne manquera à l'appel.

Même écho auprès des maisons de titres : Yamachi Securities emploie aujourd'hui 500 personnes en Europe dont 300 à Londres. M. Minors, l'ancien directeur général évoque avec gourmandise la perspective de 1993, source de restructurations qui, pense-t-il, devraient entraîner une augmenta-

tion des cours des actions et favoriser le développement de l'activité de son entreprise. Dépassé aussi du point de vue européen. « Les banques étrangères ont progressivement ouvert des maisons de titres à Tokyo. Il n'y a plus d'obstacle ici pour être présent. Le problème est qualitatif. Il tient à ce que le marché japonais reste très japonais et qu'il est composé de gens puissants. En fait les étrangers pensent qu'il y a déjà beaucoup de monde ici et qu'il pourrait y avoir de la casse », raconte un expert financier français.

#### Nissan et la France

Les restrictions quantitatives aux importations en provenance du Japon. La France, l'Italie, l'Espagne en appliquent en particulier aux voitures. Tokyo insiste pour que ce système de quotas soit aboli. Sans trop croire en une libéralisation rapide de l'accès au marché des Douze, les constructeurs préfèrent s'installer dans la CEE et à cas échéant conclure des accords avec des producteurs européens.

Encore faudrait-il que les unités de production ainsi implantées soient l'assurance d'être considérées comme des sociétés européennes. Les délégués de Nissan avec le gouvernement français, qui refuse de reconnaître comme voi-

tures européennes les Bluebird fabriquées au Royaume-Uni sous le prétexte que le « contenu local » est inférieur à 80 %, inquiètent Tokyo. « Ce n'est pas évident d'arriver à 80 %. Si l'on fabrique 500 000 véhicules par an, il n'y a pas de problème. Si l'on en produit 40 000, c'est beaucoup plus difficile », explique-t-on chez Nissan où l'on étudie la possibilité d'une collaboration avec Ford Europe. A Tokyo on attend avec impatience de connaître la position de la Commission sur le futur régime d'importation des automobiles.

Les droits anti-dumping. C'est sans doute l'instrument le plus efficace dont dispose la Communauté pour lutter contre les importations à bas prix. Les Japonais lui reprochent d'en user de manière abusive et ont porté l'affaire devant le GATT. « C'est une arme de politique industrielle plus qu'un moyen de lutter contre des pratiques déloyales », affirment-ils au ministère des finances. La CEE nie. La Commission enquête actuellement à propos des conditions d'importation des semi-conducteurs dans la Communauté. Les fabricants japonais détiennent déjà une part prépondérante du marché et risquent si l'on n'y prend garde de balayer les industries européennes encore présentes.

Faut-il s'attendre à l'application de droits anti-dumping ? « La Communauté serait la première victime d'une politique restrictive. Le millier de clients que nous avons en Europe seraient bien gênés si nous ne pouvions les fournir dans de bonnes conditions », fait valoir le vice-président de Toshiba. Les critiques japonaises contre la politique anti-dumping trouvent un écho de plus en plus favorable au Royaume-Uni, ce qui préoccupe les autorités communautaires. Tokyo sait jouer des divisions des Douze. « Depuis deux ans le Royaume-Uni a complètement changé d'attitude et a renoncé à attaquer le Japon », souligne-t-on au MITI où l'on souhaite que la France fasse preuve bientôt de la même sagesse.

Le Japon, conscient de ses responsabilités, de sa mission, dirait sans doute le président de Canon, est prêt à négocier avec la Communauté certaines modalités d'accès au grand marché. Des tractations qui pourront se situer au niveau des entreprises, des branches professionnelles ou bien de pouvoirs publics. Mais les dirigeants nippons, sûrs de leurs droits comme de leur force, assignent à l'évidence un caractère limité, presque marginal, à de tels arrangements. Dans leur esprit la règle de base qui devra souffrir peu d'exceptions demeure le libre accès, sans condition, au marché unique.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le Sénat néerlandais appuie le programme gouvernemental

### Le différend CEE-Pays-Bas sur la voiture propre s'envenime

AMSTERDAM

de notre correspondant

Donnant tout son sens à la devise des Pays-Bas : « Je maintiendrai », le Sénat et le gouvernement ont fait corps, mardi 31 janvier, contre la décision prise la veille par la Commission européenne de suspendre, sur la base de l'article 93-2 du Traité de Rome, le programme néerlandais sur la voiture propre qui octroie une ristourne fiscale aux acheteurs d'un véhicule équipé d'un pot d'échappement catalytique (le Monde du 31 janvier).

Les sénateurs, suivant l'exemple montré par les députés il y a deux semaines, ont définitivement adopté cette législation, sans vote et sans amendement, c'est-à-dire dans la plus parfaite unanimité. Pour sa part, M. Ed Nypels, ministre de l'environnement, a annoncé à la tribune de la Haute Assemblée qu'il interviendrait un référendum sur la procédure déclenchée par Bruxelles. Vouloir appliquer au plus vite son programme, dont l'entrée en vigueur était initialement prévue au 1<sup>er</sup> janvier, il demande à la Cour de le libérer de l'effet suspensif attaché à la démarche de la Commission. Cette

dernière avait demandé à La Haye de suspendre de son propre chef la mise en œuvre de sa politique d'incitation fiscale mais s'était arrêtée le 27 janvier à une fin de non-recevoir. En conséquence, elle est passée des menaces de procès aux actes.

La riposte du ministre néerlandais concerne en premier lieu un point de forme : il estime que les instances de la CEE n'ont pas agi dans un délai raisonnable, le programme « voiture propre » leur ayant été notifié le 4 octobre 1988. Sur le fond, les Pays-Bas nient fausser les concurrences entre les constructeurs automobiles européens.

Leur objectif est de mettre au même niveau de prix les voitures neuves équipées d'un pot catalytique et celles qui le sont, traditionnellement plus chères. Par ailleurs, en accordant une ristourne de 5 100 francs si le véhicule acheté répond aux normes antipollution américaine et de 2 550 francs s'il répond aux normes européennes, ils comptent favoriser les constructeurs allemands par rapport à leurs homologues italiens ou français : ces derniers, fait remarquer un porte-parole de M. Nypels, ont commercialement déjà en Autriche, en Suisse ou en

Suède, des voitures équipées selon les normes américaines ? Pourquoi ne le feraient-ils pas aux Pays-Bas ?

S'entendant lésée par le conflit entre Bruxelles et La Haye, l'Association néerlandaise des importateurs et fabricants d'automobiles (RAI) a fait part, mercredi 1<sup>er</sup> février, de son intention de demander des dommages et intérêts à M. Ed Nypels. Ses membres, en effet, son partis du principe que le programme « voitures propres » provoquerait une embellie de la demande et ont constitué des derniers mois des stocks importants, évalués à cinquante mille véhicules... aujourd'hui rendus invendables par le différend hollandocommunautaire.

Aussi, est-ce dans une ambiance morose, que la RAI vient d'ouvrir les portes de son salon Biennale de l'automobile à Amsterdam. Un salon dont les vedettes devaient être les modèles à pots catalytiques et que la RAI — ironie du sort ! — avait choisi de faire inaugurer par M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission européenne.

CHRISTIAN CHARTIER.

هكذا من الأصل

## Marchés financiers

## L'Enimont prochainement introduit à la Bourse de Milan

Deuxième étape de la fusion effective, le 31 décembre 1988, entre la chimie de l'ENI (Enichem) et les activités correspondantes de la Montedison : les actions du nouvel ensemble (Enimont) devraient être introduites cette année à la Bourse de Milan. Le projet de mettre 20 % des titres à la disposition du marché, ce qui permettrait au nouveau groupe de se procurer 1 000 milliards de lire d'argent frais, soit 4,65 milliards de francs, est activement étudié par les directions respec-

■ De Beers restera à Londres. — Le groupe diamantaire sud-africain De Beers ne quittera pas Londres. La décision du bureau britannique de la concurrence d'ouvrir une enquête sur ses activités dans la City (le Monde du 1<sup>er</sup> février) à la suite d'une plainte déposée par la Consolidated Goldfields, objet d'une OPA hostile, a été en effet accueillie avec une certaine satisfaction en Europe continentale, en Suisse d'abord. Un porte-parole du groupe a formellement démenti toutes les rumeurs à ce sujet. Présente à Londres depuis plus de cinquante ans par l'inter-

médiaire de la Central Selling Organisation (CSO), son organisme de ventes, la compagnie n'a ni à court terme ni à long terme la moindre intention de quitter la capitale britannique. Un départ de la De Beers se traduirait par un important manque à gagner en devises pour la Grande-Bretagne. La CSO, qui emploie mille trois cents personnes, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires record de 2,4 milliards de livres (26,4 milliards de francs) dans le négoce de diamants bruts. Elle détient plus de 80 % du marché mondial.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PLM

Le groupe PLM a réalisé au cours de l'exercice 1987-1988, clos le 31 octobre 1988, un chiffre d'affaires consolidé de 1 454 millions de francs se répartissant comme suit :

(En millions de francs)	Exercice 1987-1988	Variation par rapport à l'exercice précédent
Hôtellerie	990	+ 8 %
Restauration	347	+ 32 %
Remontées mécaniques	62	+ 15 %
Autres activités	55	+ 5 %
	1 454	+ 13 %

L'augmentation favorable du chiffre d'affaires de l'hôtellerie traduit notamment les effets du changement, en mars 1987, des marques commerciales Pullman et Altea, qui ont permis une augmentation de l'occupation des hôtels en France métropolitaine.

L'acquisition d'une participation de 51 % dans le capital de la Sogerba, en juillet dernier, permet au groupe PLM d'étendre son activité de restauration, en association avec Casino, à 12 aires autoroutières apportant, au titre des quatre derniers mois de l'exercice, un chiffre d'affaires supplémentaire de 55 millions de francs. Neutralisation faite de cet apport, la progression du chiffre d'affaires « Restauration » ressort à + 12 %.

Les remontées mécaniques ont bénéficié cette année de conditions normales d'exploitation du téléphérique de l'Aiguille du Midi, ainsi que de la remise en service, pendant l'été, après complète rénovation, du deuxième tronçon du téléphérique du Brévent.

Les comptes de l'exercice 1987-1988 seront arrêtés dans la deuxième quinzaine de février. Le résultat consolidé, y compris éléments exceptionnels, sera en forte progression par rapport à l'exercice précédent. Il enregistrera la plus-value dégagée par l'entrée à 49 % du groupe Casino dans la restauration d'autoroutes. En outre, les provisions nécessaires au désengagement de plusieurs hôtels déficitaires seront constituées pour tenir compte d'accords intervenus depuis la clôture.

## BIGT

## BANQUE INTERNATIONALE DE GESTION ET TRÉSORERIE

Le directeur de la Banque internationale de gestion et de trésorerie, réuni le 23 janvier 1989 sous la présidence de M. André Martinez, a arrêté les comptes de l'exercice 1988. Ces comptes ont été présentés au conseil de surveillance de la banque le 30 janvier.

Le bénéfice net consolidé du groupe s'élève à FRF 71 millions, en progression de l'ordre de 40 % par rapport à l'année précédente, et le résultat de la seule BIGT se monte à FRF 67,4 millions.

Le directeur proposera à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 6 mars prochain, la distribution d'un dividende de 7,5 %, dominant un revenu global de FRF 28,125 par action de FRF 250, soit un dividende de FRF 18,75 auquel s'ajoute un avoir fiscal de FRF 9,375.

La progression du résultat, largement affectée aux réserves, permettra une nouvelle et sensible augmentation des fonds propres, qui seront ainsi portés de FRF 296 à FRF 353 millions.

Gfii

GROUPEMENT FRANÇAIS POUR L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Le Conseil d'administration s'est réuni le 31 janvier 1989 sous la présidence de M. Henri Savary-Chabon.

Il a pris connaissance de la conversion en actions effectuée depuis les opérations de fusions de 3 816 obligations émises par la société ex-SIMOR. Compte tenu de la parité d'échange retenue de onze actions GFII pour 12 obligations, 3 498 actions nouvelles de numéraire ont été émises. Le Conseil a, en conséquence, constaté une augmentation de capital de 349 800 F, le capital social étant porté au 31 décembre 1988 à la somme de F 605 196 900 divisé en 6 061 969 actions de 100 F chacune.

Par ailleurs, le président, rappelant qu'il atteint bientôt la limite d'âge statutaire, a fait part de son intention, tout en conservant son poste d'administrateur, de mettre fin dès maintenant au mandat que le conseil lui a confié ou renouvelé depuis dix ans.

Le Conseil d'administration a pris acte de son désir, l'a remercié de la contribution qu'il a apportée au développement des affaires sociales pendant cette longue période, en soulignant notamment l'heureux aboutissement des importantes opérations de regroupement réalisées l'an dernier, et décidé de lui décerner le titre de président d'honneur.

Il a choisi parmi les administrateurs pour le remplacer M. Jacques Ruscon, directeur honoraire du groupe des Assurances générales de France, qui a accepté cette responsabilité et confirmé M. Georges du Breuil dans ses fonctions de directeur général.

NEW-YORK, 1<sup>er</sup> février

## Pause

Après six séances consécutives de hausse, Wall Street a éprouvé, mercredi, le besoin de souffler un peu. Sur de nouvelles ventes bénéficiaires, la tendance a été beaucoup plus irrégulière, et, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait au voisinage du point d'équilibre, soit à 2 338,21 (-4,11 points). Le bilan général a été le reflet de ce résultat. Sur 1 961 valeurs traitées, 733 ont monté, 703 ont baissé et 525 n'ont pas varié.

Pour les analystes, cette pause est, en grande partie, d'origine technique. La reprise de janvier (+174 points au Dow) est une des plus impressionnantes des années récentes.

Mais les investisseurs ont également été incités à prendre leurs bénéfices au vu des derniers indicateurs économiques, qui témoignent de la vigueur persistante de l'économie, donc des risques de surchauffe. C'est avec grand intérêt que la communauté financière américaine attend la publication, vendredi 3 février, des statistiques du chômage pour janvier. L'activité s'est accrue, et 215,64 millions de titres ont changé de mains, contre 194,05 millions la veille.

VALEURS	Cours de 31 jan.	Cours du 1 <sup>er</sup> fév.
Alcoa	64 5/8	64 7/8
AT&T	31 1/2	32 1/2
Chrysler	31 1/2	31 3/8
Chrysler	31 1/2	31 3/8
Du Pont de Nemours	101 3/4	102 5/8
Exxon	48 5/8	48
General Motors	48 3/8	48
IBM	142 1/2	142 1/2
Intel	54 1/2	55
Johnson & Johnson	84 1/2	84 1/2
Merck	91 3/8	91 1/8
Microsoft	49 1/8	49
Novartis	103 1/8	103 1/8
Rockwell	103 1/8	103 1/8
Schlumberger	57 3/8	57 3/8
Shell	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	51 1/8	50 1/2
U.S. Steel	122 1/4	121 3/4
Westinghouse	57 3/8	57 3/8
Windsor	31 1/8	31 1/8
Windsor	31 1/8	31 1/8
Windsor	31 1/8	31 1/8

LONDRES, 1<sup>er</sup> février

## Première séance de baisse

Le Stock Exchange a connu, mercredi, sa première séance de baisse après dix journées consécutives de hausse importante. L'indice Footsie a clôturé en retrait de 12,1 points, à 2 029,7 (-0,6 %). L'activité est restée soutenue avec 816 millions de titres échangés, contre 895,6 millions la veille. Les indices ont évolué dans des secteurs de fortes fluctuations en cours de séance. La correction technique, attendue depuis le début de la semaine, après la progression marquée des derniers jours, aura donc eu lieu rapidement.

Comme à Paris, l'attention a été attirée par Eurotunnel, dont les cours ont bondi après la publication de données encourageantes sur l'état des travaux de construction du tunnel sous la Manche et même leur accélération. Les valeurs internationales (ICI et Glaxo) se sont distinguées, ainsi que les valeurs des banques (Midland, Lloyds), les pétrolières (Shell, Esso) et les actions de la distribution (Marks and Spencer) étaient en baisse. Le titre Metalbox a poursuivi sa hausse dans la perspective de voir le groupe français Carmaux racheter des titres pour empêcher toute OPA de l'Autrichien Elders. (Voir page 28.) Les mines d'or ont reculé, tandis que les fonds d'Etat se sont raffermis.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Matra détient plus de 20 % de la SAT. — Matra a franchi le seuil des 20 % dans le capital de la Société anonyme des télécommunications (SAT). Ce niveau de participation, déjà dépassé à la suite de la souscription à 34 260 actions nouvelles par exercice en date du 30 décembre de bons de souscription d'actions. Le groupe indique que « les achats ultérieurs qu'il envisage d'effectuer dans la mesure où les données du marché le lui permettent ne sauraient avoir comme conséquence une prise de contrôle, compte tenu de la structure actuelle du capital de la société ». Matra ne prévoit, d'autre part, pas « dans les circonstances présentes », de solliciter de poste au sein du conseil d'administration de la SAT.

● Solvay : 29 % de profits en plus. — Le groupe chimique belge Solvay annonce une hausse de 29 % de son bénéfice net consolidé en 1988 par rapport à l'année précédente, dont le montant atteint 15,7 milliards de francs belges (2,5 milliards de francs environ). Le chiffre d'affaires consolidé progresse de 13 % à 252,6 milliards de francs belges (40,4 milliards de francs français). Le conseil de Solvay a approuvé un programme d'investissement de 26,5 milliards de francs belges pour 1989, accru de 20 % environ. En outre, un programme de recherche et de développement de plus de 11,5 milliards de francs belges a été lancé pour 1989.

PARIS, 1<sup>er</sup> février

## Calme

Après deux séances de légère baisse, le Bourse a ouvert en légère hausse dans un marché extrêmement calme. L'indice CAC 40 a enregistré un gain de 0,14 % des premiers échanges, se maintenant à + 0,28 % durant la séance. La séance se terminera sur une hausse de 0,38 %. Le carnet de Wall Street est à l'origine de ce raffermissement, sur lequel pesent néanmoins les tensions sur les taux d'intérêt et la grève du personnel de la Bourse. Pour la quatrième fois consécutive depuis le début de l'année, l'intermédiation n'est apparue que sous la forme d'un simple appel d'ensemble des valeurs à améliorer le travail durant toute la journée de mercredi. Seules les valeurs cotées à la cote furent perturbées par cette décision, tandis que les titres traités par ordres continuèrent à être négociés sans trop de problèmes.

Au cours d'une assemblée générale, les représentants des syndicats affirmeront que les résultats des négociations avec l'organisation patronale étaient « égaux à zéro ». Après avoir rappelé leurs exigences, à savoir la réduction des salaires fixes, l'application intégrale de la convention collective, et la suppression de toutes procédures de licenciement en attendant la signature d'un plan FNE, les représentants ont annoncé leur intention de durcir le mouvement, notamment en procédant à des occupations de locaux, dont éventuellement ceux du MATIF.

La séance restera marquée par le niveau record des transactions sur Eurotunnel. En milieu d'après-midi, plus de deux millions de titres avaient déjà été échangés pendant que l'action franchissait parmi les plus hautes de l'année. L'activité était également soutenue autour d'Orly, qui enregistrerait la plus forte progression de la journée. Parmi les baisses, on notait Carmaux après l'annonce du groupe australien Elders de lancer une OPA sur Métalbox, dont les opérations de fusion avec le groupe français ne sortent pas sans heurt. La prime s'élevait à 750 millions de francs (85 milliards de francs). Parmi les autres valeurs en forte baisse figurent également Epoca-Bernard-Frères, Canal +, et La Mairie.

Devant l'incertitude quant à l'évolution des taux d'intérêt, les contrats sur le MATIF s'élevaient en légère baisse.

TOKYO, 2<sup>ème</sup> février

## La hausse reprend

La Bourse de Tokyo n'a pas longtemps hésité sur la conduite à prendre. Jeudi, la hausse a repris avec une certaine vigueur. Amorcé dès le matin, le mouvement s'est poursuivi ensuite en s'accroissant. De 90 points aux débuts de la séance, l'avance du Nikkei atteignait 137,62 points (+0,44 %) à la clôture, l'indice s'établissant à 31 498,30.

Selon les spécialistes, partiellement rassurés par la stabilité du dollar, les investisseurs ont mis à profit la dernière baisse pour reprendre des positions sur les valeurs qui s'étaient le plus dépréciées. Les institutionnels ont également été actifs.

L'intérêt s'est concentré sur le bâtiment, les travaux publics et l'immobilier. L'activité s'est accrue, avec 1,3 milliard de titres échangés, contre 1 milliard la veille.

VALEURS	Cours de 1 <sup>er</sup> fév.	Cours du 2 <sup>ème</sup> fév.
Asahi	787	790
Fuyo	1 410	1 410
Canon	1 510	1 480
Fuji Bank	2 610	2 600
Yamaha	2 110	2 080
Mitsubishi Electric	2 940	2 940
Mitsubishi Heavy	1 140	1 140
Sanyo	710	710
Toyota Motor	2 590	2 600

## PARIS :

## Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311
Amstel & Associés	280	516	La Compagnie Electra	311	311

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

Marché des options négociables le 1<sup>er</sup> février 1989

Nombre de contrats :					
VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor .....					
CCE .....					
EDF-Agache .....					
Edifige-Copie .....					
Michelin .....					
MIR .....					
Paribas .....					
Pompo .....					
Saint-Gobain .....					
Société générale .....					
Thomson-CSF .....					

**En raison de la grève du personnel de la Bourse, il ne s'est négocié aucune prime sur le MONEP le 1<sup>er</sup> février.**

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 1 <sup>er</sup> fév. 1989				
Nombre de contrats : 71 705.				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	
Dernier .....	106,94	106,46	106,56	
Précédent .....	107,32	106,74	106,88	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
106	1,11	1,42	0,18	0,92

## INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,35 F ↓		PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-88)	
Le dollar a reflété, jeudi 2 février, sur toutes les places financières internationales, il a notamment coté 6,354 F (contre 6,3750 F la veille). Les cambistes qualifient les marchés d'assez nerveux. Les communautés financières attendent avec impatience l'ouverture du G 7 et la publication des chiffres du chômage américain pour janvier.		Valeurs françaises : 187,187	
FRANCFORT 1 <sup>er</sup> fév. 2 fév.		Valeurs étrangères : 180,2	
Dollar (en DM)	1,8737 1,8659	(Stet, base 100 : 31-12-81)	
TOKYO 1 <sup>er</sup> fév. 2 fév.	138,40 129,75	Indice général CAC : 448,69	
Dollar (en yen)	138,40 129,75	(Stet, base 1000 : 31-12-87)	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		Indice CAC 40 : 1 647,97	
Paris (2 fév.)	37/649/165	(OMF, base 100 : 31-12-81)	
New-York (1 <sup>er</sup> fév.)	15/164/5	Indice OMF 50 : 462,82	
		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
		Industrielles : 2 942,32	
		LONDRES (indice Financial Times)	
		Industrielles : 1 674,48	
		Mines d'or : 165,4	
		Fonds d'Etat : 88,45	
		TOKYO	
		Nikkei Dow Jones : 31 498,30	
		Indice général : 2 465,35	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-1	6,3500	6,3500	- 25	- 10	- 43	- 18
SE-2	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172
SE-3	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172
SE-4	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172
SE-5	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172
SE-6	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172
SE-7	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172
SE-8	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172
SE-9	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172
SE-10	6,3500	6,3500	- 111	- 88	- 215	- 172

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-1	3 MOIS		6 MOIS		9 MOIS		12 MOIS	
	1/16	3/16	1/16	3/16	1/16	3/16	1/16	3/16
SE-1	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-2	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-3	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-5	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-6	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-7	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-8	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-9	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE-10	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées au fil de matelote par une grande banque de la place.

BOURSE DU 1<sup>er</sup> FEVRIER

Cours relevé  
à 18 h 59

VALEURS					Réglement mensuel										VALEURS								
Compteur	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compteur	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compteur	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compteur	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -				
3690	C.A.E. S.P. T. *	3753	3792	2756	+ 0.05	3690	C.A.E. S.P. T. *	3753	3792	2756	+ 0.05	3690	C.A.E. S.P. T. *	3753	3792	2756	+ 0.05	3690	C.A.E. S.P. T. *	3753	3792	2756	+ 0.05
1187	C.E.P. T. *	1188	1188	1188	...	1187	C.E.P. T. *	1188	1188	1188	...	1187	C.E.P. T. *	1188	1188	1188	...	1187	C.E.P. T. *	1188	1188	1188	...
1108	Col. Lyon. T.P.	1110	1130	1130	...	1108	Col. Lyon. T.P.	1110	1130	1130	...	1108	Col. Lyon. T.P.	1110	1130	1130	...	1108	Col. Lyon. T.P.	1110	1130	1130	...
1647	Phon. Post. T.	1710	1710	1710	...	1647	Phon. Post. T.	1710	1710	1710	...	1647	Phon. Post. T.	1710	1710	1710	...	1647	Phon. Post. T.	1710	1710	1710	...
1783	St-Germain T.P.	1718	1718	1718	...	1783	St-Germain T.P.	1718	1718	1718	...	1783	St-Germain T.P.	1718	1718	1718	...	1783	St-Germain T.P.	1718	1718	1718	...
3717	Phon. Post. T.	3718	3718	3718	...	3717	Phon. Post. T.	3718	3718	3718	...	3717	Phon. Post. T.	3718	3718	3718	...	3717	Phon. Post. T.	3718	3718	3718	...
930	Acquy	935	935	935	...	930	Acquy	935	935	935	...	930	Acquy	935	935	935	...	930	Acquy	935	935	935	...
820	Al. Liquide	825	825	825	...	820	Al. Liquide	825	825	825	...	820	Al. Liquide	825	825	825	...	820	Al. Liquide	825	825	825	...
2820	Alstom	2825	2825	2840	+ 0.50	2820	Alstom	2825	2825	2840	+ 0.50	2820	Alstom	2825	2825	2840	+ 0.50	2820	Alstom	2825	2825	2840	+ 0.50
2000	Al. Suprem.	2000	2000	2000	...	2000	Al. Suprem.	2000	2000	2000	...	2000	Al. Suprem.	2000	2000	2000	...	2000	Al. Suprem.	2000	2000	2000	...
355	A.L.E.P. T. *	360	360	360 90	- 0.03	355	A.L.E.P. T. *	360	360	360 90	- 0.03	355	A.L.E.P. T. *	360	360	360 90	- 0.03	355	A.L.E.P. T. *	360	360	360 90	- 0.03
455	Al. Suprem.	455	455	455	...	455	Al. Suprem.	455	455	455	...	455	Al. Suprem.	455	455	455	...	455	Al. Suprem.	455	455	455	...
2510	Al. Suprem.	2510	2510	2510	...	2510	Al. Suprem.	2510	2510	2510	...	2510	Al. Suprem.	2510	2510	2510	...	2510	Al. Suprem.	2510	2510	2510	...
810	Autoswiss	812	812	812	...	810	Autoswiss	812	812	812	...	810	Autoswiss	812	812	812	...	810	Autoswiss	812	812	812	...
975	Aut. Extrag.	974	974	974	...	975	Aut. Extrag.	974	974	974	...	975	Aut. Extrag.	974	974	974	...	975	Aut. Extrag.	974	974	974	...
450	Aut. Danemark	450	450	450	...	450	Aut. Danemark	450	450	450	...	450	Aut. Danemark	450	450	450	...	450	Aut. Danemark	450	450	450	...
450	Aut. Danemark	450	450	450	...	450	Aut. Danemark	450	450														

**Comptant** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Price Incl.	Yacht net	VALUES	Emission Price Incl.	Yacht net	VALUES	Emission Price Incl.	Yacht net
A.A.A.	1006 25	361 71	France Régions	1123 33	1080 61	Pharm Payments	261 38	250
Action	231	224 82	Franch-Associations	28 44	28 44	Pharm Invent.	728 25	855
Actions Financ.	526 60	508 49	Franch-Group	28 03	28 32	Pharmac A.M.	1104 70	1018
Actions Intégratives	527 97	502 47	Franchpact	32 13	32 04	Pharmac on-term	2426 05	2426 05
A.E.F.	1145 30	1117 33	Franchpact	11279 38	11279 38	Pharmac on-term	5768 09	5768 09
A.E.F. - 1000	626 78	611 47	Franchpact	248 84	242 01	Pharmac on-term	56769 44	56769 44
A.E.F. - 1000	626 78	611 47	Franchpact	802 56	802 18	Pharmac on-term	118 04	113
A.E.F. - 1000	1108 91	1088 92	Franchpact	28 45	28 73	Pharmac on-term	11034 82	11033
A.E.F. - 1000	112 03	109 06	Franchpact	4387 83	4378 89	Pharmac on-term	114 48	111
A.E.F. - 1000	143 08	138 07	Franchpact	585 54	576 05	Pharmac on-term	21944 77	21944
A.E.F. - 1000	120 38	120 37	Franchpact	1187 78	1182 09	Pharmac on-term	123 04	120
A.E.F. - 1000	111 91	111 93	Franchpact	1150 20	1112 38	Pharmac on-term	1 10	1
A.E.F. - 1000	1069 56	1058 66	Franchpact	6000 81	6000 81	Pharmac on-term	165 53	163
Agfina	867 79	841 75	Franchpact	102 48	102 82	Pharmac on-term	5850 94	5825
Alcatel	221 04	213 73	Franchpact	1029 74	1019 71	Pharmac on-term	1176 08	1176 08
ALCANTARA	182 53	182 57	Franchpact	1168 71	1168 71	Pharmac on-term	13744 10	13675
Alcatel	717 54	672 50	Franchpact	375 57	375 57	Pharmac on-term	80 38	840
Alcatel	659 59	659 59	Franchpact	450 40	450 40	Pharmac on-term	768 26	754
Alcatel	3239 18	3232 90	Franchpact	247 34	243 68	Pharmac on-term	588 12	588 12
Alcatel	1109 40	1109 40	Franchpact	238 33	232 52	Pharmac on-term	489 57	488
Alcatel	344 03	332 72	Franchpact	264 11	253 13	Pharmac on-term	12008 94	11959
Alcatel	1452 04	1410 11	Franchpact	202 03	278 79	Pharmac on-term	335 05	330
Alcatel	1630 41	1602 00	Franchpact	349 23	335 39	Pharmac on-term	518 81	518
Alcatel	106 34	103 44	Franchpact	253 10	242 02	Pharmac on-term	5334 85	5329
Alcatel	123 82	121 81	Franchpact	424 28	416 65	Pharmac on-term	10486 51	10486 51
Alcatel	123 82	121 81	Franchpact	148 30	141 48	Pharmac on-term	571 01	554
Alcatel	118 42	118 06	Franchpact	217 07	202 02	Pharmac on-term	731 72	720
Alcatel	2676 28	2676 28	Franchpact	310 04	303 90	Pharmac on-term	690 70	658
Alcatel	1761 05	1761 05	Franchpact	5247 14	5239 28	Pharmac on-term	1461 50	1459
Alcatel	31 35	30	Franchpact	11107 33	11107 33	Pharmac on-term	687 47	670
Alcatel	2250 97	2250 97	Franchpact	779 77	780 04	Pharmac on-term	102 18	91
Alcatel	114 37	111 04	Franchpact	2139 42	2117 26	Pharmac on-term	530 61	513
Alcatel	731 09	715 07	Franchpact	500 89	485 04	Pharmac on-term	438 82	438
Alcatel	383 08	367 68	Franchpact	110 83	102 86	Pharmac on-term	719 17	719
Alcatel	789 18	757 82	Franchpact	713 05	714 54	Pharmac on-term	438 54	423
Alcatel	901 77	902 03	Franchpact	446 98	425 78	Pharmac on-term	1227 88	1182
Alcatel	248 39	254 22	Franchpact	2626 83	2626 83	Pharmac on-term	358 48	345
Alcatel	168 25	168 25	Franchpact	5040 52	5040 52	Pharmac on-term	111 04	111
Alcatel	112 08	110 52	Franchpact	1478 05	1478 05	Pharmac on-term	1423 43	1398
Alcatel	21468 67	21468 67	Franchpact	1040 02	1040 02	Pharmac on-term	332 08	328
Alcatel	379 48	379 48						

## Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 1/2	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Empty (lot 1)	6 338	6 378	6 150	6 955
EDU				
Aluminium (100 lb)	30 340	30 340	330	350
Aluminum (100 lb)	15 227	15 203	15 700	16 700
Payas (lot 1)	301 200	301 540	282	312
Aluminum (100 lb)	37 580	37 680	34	37
Aluminum (100 lb)	94 350	94 320	84	87
Aluminum (100 lb)	11 167	11 147	10 820	11 500
Aluminum (100 lb)	4 098	4 102	3 400	4 400
Aluminum (100 lb)	4 257	4 255	3 400	4 400
Aluminum (100 lb)	398 370	398 370		
Aluminum (100 lb)	100 330	100 330	97	105
Aluminum (100 lb)	48 350	48 410	46 800	49 900
Aluminum (100 lb)	5 488	5 416	5 200	5 700
Aluminum (100 lb)	4 196	4 132	3 300	3 600
Aluminum (100 lb)	5 382	5 382	5 100	5 580
Aluminum (100 lb)	4 300	4 300	4 740	4 950

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS 1966.	COURS 1/2
Or 1666 sur Internet .....	36000	86500
Or 1666 sur Internet .....	81100	80900
Pièce française (20 fr) .....	485	461
Pièce française (10 fr) .....	368	.....
Pièce française (20 fr) .....	485	492
Pièce française (20 fr) .....	485	498
Suède .....	587	598
Pièce 10 20 dollars .....	2735	2785
Pièce 10 10 dollars .....	1370	1950
Pièce 10 5 dollars .....	790	.....
Pièce 10 50 pesos .....	36010	.....
Pièce 10 10 dollars .....	484	480
Or Londres .....	.....	.....
Or Zurich .....	.....	.....
Or Hongkong .....	.....	.....
Argent Londres .....	.....	.....

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

Renseignements :  
55-91-82, poste 433

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

32 • Vendredi 3 février 1989 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POURQUOI	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La visite de M. Mitterrand en Inde. 4 La tournée de M. Cherdronovitch en Chine. — Reprise des négociations entre Madrid et l'ETA. 5 Fin du plénum du comité central yougoslave. 6 L'investiture du président vénézuélien.	8 La préparation des élections municipales : le manifeste du PS. 9 L'UDF a adopté son projet pour l'Europe. 2 Débats : « Europe, un temps de réflexion », par Yves Guéna.	10 Selon des médecins et des biologistes, la France n'a pas assez de centres de fécondation in vitro. — Le bilan annuel des douanes. 11 Education : 15 000 instituteurs contre le « camarade Jospin ».	21 L'Académie au roi, de John Millus ; le Maître du musée, de Gérard Corbier ; la Guéule du loup, de Francisco J. Lombardi. 22 Communication : le marché du vidéoclip.	27 La COB a décidé d'acquiescer sur l'affaire de la Société générale. 28 La filiale américaine de Bull achève sa rationalisation. 29 Le 18 <sup>e</sup> congrès de FO. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 28 Bulletin d'enseignement ..... 25 Campus ..... 12 Carnet ..... 12 Météorologie ..... 25 Mots croisés ..... 12 Radio-télévision ..... 25 Spectacles ..... 23	● La Monde vous aide à remplir votre déclaration de revenus. ● Calculez le montant de vos impôts sur minitel ..... IMPOTS 3615 types LM

## Hausse de l'indice composite américain

### Le groupe des Sept va examiner les retombées inflationnistes d'une vive croissance

Les craintes de réurgence de l'inflation et de remontée des taux d'intérêt, nées d'une croissance toujours robuste aux États-Unis, ont été confirmées peu avant la première rencontre au sommet du président George Bush et du premier ministre japonais Noboru Takeshita, jeudi 2 février, et surtout avant les premières discussions, dans la soirée du groupe des Sept (1) à Washington. L'indice composite des principaux indicateurs censés préfigurer la conjonction américaine a progressé de 0,6 % en décembre. Parmi les éléments qui ont poussé vers le haut ce baromètre, deux préoccupent les analystes : une forte hausse des commandes de biens de consommation qui illustre la volonté persistante d'achat des ménages et une progression des prix des matières premières annonciatrice de hausse des coûts de production.

Contrairement à certaines expériences passées, la réunion des Sept, le 3 février, ne répond pas à une situation de crise imminente, et servira au moins à des premières prises de contact entre nouveaux dirigeants (principalement américains et japonais). Elle s'inscrit cependant dans un contexte un peu préoccupant de poussée du dollar depuis le début de l'année, et surtout de forte hausse des taux d'intérêt à court terme. Dans plusieurs pays, comme les États-Unis, le Royaume-Uni et la

France, les anticipations de reprise de l'inflation ont déjà provoqué une inversion de la structure des taux (les rendements à long terme devenant inférieurs à ceux des titres de courte durée), et l'Allemagne paraît décidée à relever ses taux autant que nécessaire pour assurer la bonne tenue du mark contre le dollar. Les taux à court terme allemands se sont d'ailleurs nettement tendus le 1<sup>er</sup> février. Pierre Bérégovoy a rappelé, mercredi, avant son départ pour Washington, que la stabilité des changes ne peut être assurée qu'à partir d'une politique commune des taux, au-delà des « égoïsmes particuliers ». Le ministre français a, en outre, déclaré son intention de rappeler à ses collègues que les menaces protectionnistes sont négatives, et que la croissance économique des années d'après-guerre s'est greffée sur le développement des échanges commerciaux.

Le problème de la dette des pays du tiers-monde doit également être évoqué à Washington, mais dans ce domaine, il est plus probable que l'avancée de la réflexion se fera lors des réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

(1) États-Unis, Japon, Canada, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie.

## EN BREF

● La président algérienne se rendra au Maroc le 6 février. — A l'invitation du roi Hassan II, le président algérienne Chadli Bendjedid effectuera « une visite d'amitié et de travail » au Maroc du 6 au 8 février, a annoncé mercredi 1<sup>er</sup> février l'agence de presse algérienne APS. — (AP)

● URSS : manifestation nationaliste en Moldavie. — Une manifestation organisée par le Club Mateievitch, qui milite pour la défense de la langue et de la culture moldave, a eu lieu le dimanche 22 janvier à Kichinev, la capitale de la République, a rapporté, le 27 janvier, le quotidien Sovetskaya Moldavia. La police, indique le journal, a essayé en vain de mettre un terme à cette manifestation, qui semble avoir été l'une des plus importantes de ces dernières années en Moldavie. — (Reuter)

● BENIN : le président Kérékou invite les opposants à rentrer. — Le président Mathieu Kérékou, chef de l'État béninois, a invité les opposants politiques en exil à rentrer au pays, et les a assurés que rien ne serait fait contre eux, a rapporté, mercredi 1<sup>er</sup> février, l'agence officielle d'information béninoise (ABP).

M. Kérékou, qui n'a, cependant, pas prononcé le mot d'amnistie, a évoqué particulièrement le cas de l'opposant Berbin Borna, condamné à mort par contumace et a affirmé, selon l'ABP, que « cette peine serait remise, séance tenante, s'il revenait au pays ». — (AFP)

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 2 février Léger frémissement

Après deux séances de baisse et une de stabilité, un léger mouvement de hausse était observé lors des premiers échanges. L'indiceur instantané après avoir connu une infime avance de 0,19 % progressait jusqu'à 0,41 % en fin de matinée. Eurotunnel emmenait les hausses (+ 6 %) suivis par SEB, Peugeot et LVMH qui progressaient chacun de 5 %.

## REVENUS 1988

### CALCULEZ VOS IMPOTS

36.15 LM

A B C D E F G

## La sécheresse en France

### Un « anticyclone dynamique » explique le manque de neige et les incendies de forêt

La sécheresse est générale en France depuis le mois de novembre, comme en témoignent le manque de neige dans les stations de ski des Alpes du Sud, les incendies de forêt dans le Midi et l'apparition de brouillards dans diverses régions.

Après un mois d'octobre plus pluvieux que la normale, les précipitations se sont raréfiées. Ainsi, en décembre, il n'est tombé en moyenne sur tout le pays que 48 millimètres d'eau, alors que la normale est de 68 millimètres. Le déficit des pluies s'est aggravé en janvier : 22 millimètres sur toute la France au lieu des 64 millimètres « normaux ». Janvier 1989 occupe ainsi le deuxième rang des trente derniers mois de janvier. Seul janvier 1964 a été encore plus sec avec 17 millimètres d'eau sur toute la France. Même janvier 1976 a été un peu moins sec avec 29 millimètres.

Pour plusieurs régions, la sécheresse a commencé dès septembre. Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 janvier, il n'est tombé à Toulouse que 114 millimètres d'eau, soit 31 % des 372 millimètres « normaux » ; à Nantes, 213 millimètres (seuls les cinq mois 1990-1991 ont été encore plus secs avec 184 millimètres) ; à Rennes, 158 millimètres (record : 149 millimètres en 1897-1898).

Pour l'instant, les seuls à être vraiment gênés sont les skieurs. Mais le manque de neige en montagne, qui perturbe le fonctionnement des stations de sports d'hiver, accentuera encore le déficit en eau des rivières et du sol. Et le manque d'eau, c'est ce que craignent les agriculteurs. S'il ne pleut que moyennement dans un proche avenir « les réserves en eau du sol et les stocks que font les agriculteurs dans des retenues artificielles seront très basses et on risquera de manquer d'eau cet été », craint Daniel Durand, directeur de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles du Sud-Ouest.

La sécheresse a d'autres conséquences qui n'étaient pas prévues en

ce mois de janvier : les incendies, qui se propagent plus facilement. Ainsi le Midi, où il n'a pas plu depuis deux mois, est particulièrement touché, ainsi que le Sud-Ouest : des foyers ont été signalés en Lot-et-Garonne, dans l'Hérault, les Alpes-Maritimes, le Gard, le Lot, l'Ariège. Pour l'instant, les dégâts se chiffrent à quelques dizaines d'hectares incendiés seulement.

Un incendie qui a éclaté le 31 janvier près de Grasse (Alpes-Maritimes) a détruit une trentaine d'hectares. Dans les Pyrénées-Atlantiques, le préfet a décidé dès le 30 janvier d'interdire, par arrêté, l'éclaircissage dans le département, une technique qui consiste à faire brûler mauvaises herbes et broussailles pour fertiliser les terres cultivables. — et ce pour prévenir tout nouveau risque d'incendie.

Ce manque de pluie s'explique par la présence sur l'Europe occidentale, depuis le 10 décembre, d'un « anticyclone dynamique » : les hautes pressions concernent toute l'atmosphère et non pas les seules basses couches comme c'est le cas des anticyclones plus classiques. La circulation atmosphérique est donc telle que les dépressions génératrices de pluies sont détournées de l'Europe occidentale. Pourquoi cet « anticyclone dynamique » persiste-t-il ? Nul ne peut le dire en l'état actuel des connaissances.

## Lucas-Carton acheté par des Japonais

Le groupe Remy Martin et le chef Alain Senderens ont vendu le restaurant parisien Lucas Carton au brasseur japonais Asahi Breweries, filiale du groupe Sumitomo, et au distributeur Okamura. Le montant de la transaction s'élèverait à une quarantaine de millions de francs. La direction du restaurant restera assurée par M. Senderens, qui pourra y former de futurs chefs japonais.

## Sur le vif

### C'est nous les meilleurs !

C'est pas pour me vanter, mais c'est fou ce que vous nous aimez, nous, les journalistes. Ah ! ne vous récriez pas ! C'est marqué aujourd'hui dans le Figaro. Un sondage de la SFRES. Qui c'est qui est le plus attaché à la recherche de la vérité dans ces affaires d'initiales, Rocky, Bébé, mon Mimi, la COB ou la presse ? C'est nous ! C'est nous ! A 65 %. Et vous êtes 70 % à nous encourager : Allez-y, les gars, molissez pas. Bouchez-vous le nez et fourragez un peu dans tout ce linge sale.

Dire qu'il n'y a pas si longtemps vous nous traitiez encore de foule-murée, de renifleurs de poubelles, à peine moins pire que ces crapules de politiciens. Si on est remontés dans l'opinion, cherchez pas, c'est à eux qu'on le doit. Merci, mes princes ! Faut avouer, ils nous ont beaucoup aidés. Dès qu'on leur a constitué un bon dossier, ils s'empressent de le mettre dans un tiroir fermé à clé, histoire de faire chanter ensuite leurs adversaires politiques.

Exemple célèbre : l'affaire du bazooka et celle de l'Observatoire. Déjà et Mitterrand se tenaient par le barbiot, le premier des deux qui perlerait... Et le coup du « vrai-faux » passeport, classé « secret défense » par Pasqua, qu'est-ce qu'il attend, Joxe, pour le sortir du

placard ? Et le Rainbow-Warrior, qui a donné l'ordre de le torpiller ? Mon Mimi n'en sait toujours rien. Normal, mon Jacquot a pas pensé à se renseigner quand il est passé à Minitel.

Nous, c'est vrai, on a de la chance, nous, dans ce pays. Aux États-Unis, à force de foutre en l'air les présidents, de dénoncer des scandales style « Irangate », automatiquement traduits devant la justice, après avoir été répercutés sur tous les écrans de télé par des commissions parlementaires implacables, ils finissent par laisser, nos confrères.

Pourvu que ça nous arrive pas ici ! Moi, je me fais du souci. Poussée au cul par les Américains, par les incorruptibles de la SEC, ils sont capables de la prendre au sérieux, cette bonne blague d'information contre X... D'autant que le juge d'instruction, c'est pas un mec, pour une fois. Et elles peuvent être chiantes quand elles veulent, mesquines, tatillonnes, exigeantes, les nanas. Remarque, on nous a déjà dit que ça prendrait au moins dix-huit mois avant qu'on puisse commencer à y voir un peu clair. Alors, touchons du bois en attendant qu'ils prennent soin d'éteindre la lumière d'ici là.

CLAUDE SARBAUTE.

## En 1988

### Les dépenses d'assurance-maladie ont progressé de 6,7 %

Les dépenses d'assurance-maladie du régime général de sécurité sociale ont augmenté de 6,7 % en 1988, soit 3,9 % à prix constants, après avoir diminué de 0,8 % (à prix constants) en 1987. Cette hausse, après une année 1987 marquée par un plan d'économies, une action des caisses pour la modernisation des dépenses et l'effet des « États généraux de la Sécurité sociale », apparaît relativement modérée : elle est comparable à celles des années 1979 et 1981, nettement plus faible que celles des années 1982, 1984 et 1986 : cela semble confirmer le diagnostic des derniers comptes de la Sécurité sociale (Le Monde du 20 janvier, prévoyant une « sortie » en douceur du « plan de rationalisation » de 1987).

Cette hausse est surtout marquée sur la médecine de ville : les dépenses hospitalières n'ont augmenté que de 5,2 % en 1988, contre 4,6 % en 1987. L'augmentation est plus importante pour l'hospitalisation privée (+ 5,6 % contre + 4,6 % en 1987, si l'on tient compte des remboursements d'honoraires) que pour les établissements publics (+ 5,4 % contre + 4,7 % en 1987).

En revanche, les dépenses de médecine de ville ont progressé de 9,3 %. Les honoraires médicaux, en particulier, ont augmenté deux fois plus vite qu'en 1987 : + 10 % contre + 4,8 %. Selon la CNAAMS, cette accélération s'explique par plusieurs facteurs : des revalorisations de tarifs — plus sensibles qu'en 1987 — et

deux épidémies de grippe : la hausse a été particulièrement forte pour les consultations et les visites (12 % et 10,7 % respectivement), dont le nombre s'est accru.

Parallèlement, les prescriptions des médecins ont aussi fortement augmenté, notamment pour les remboursements de médicaments : les dépenses de l'assurance-maladie pour la pharmacie se sont accrues de 10,9 % après avoir diminué de 4,5 % en 1987. Là encore, selon la CNAAMS, trois éléments ont contribué à cette progression : la « conjonction épidémique » du début et de la fin de l'année, la modification du remboursement des médicaments à vignette bleue (intervenus au dernier trimestre) et surtout l'augmentation du montant moyen de pharmacie prescrit pour chaque acte : ce montant moyen s'est élevé à 200,68 F, soit 5,5 % de plus qu'en 1987, où il était resté presque au même niveau que l'année précédente. Mais les remboursements d'actes d'auxiliaires médicaux et de biologie ont fortement progressé aussi : 10,9 % et 14 % respectivement, après 2,6 % et 4,6 % seulement en 1987.

Ces évaluations ne sont pas très différentes des prévisions contenues dans les derniers comptes du régime général même si les chiffres sont un peu inférieurs, les comptes prévoyant + 10,9 % pour les honoraires médicaux et + 12 % pour les prescriptions.

## AMÉRIQUE



### LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE

est paru (et il est gratuit)

IL COMPREND :

● Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1988)

NEW YORK	1.980 F A/R.
LOS ANGELES	3.300 F A/R.
MIAMI	2.900 F A/R.
MONTREAL	2.200 F A/R.
HONOLULU	5.680 F A/R.
MEXICO	4.685 F A/R.

- La location de voiture et camping-car.
- Les transports intérieurs.
- Les tarifs d'hôtels.
- Des circuits à la carte et en groupe.
- Des tours insolites.
- Des renseignements pratiques.

Recevez notre brochure contre 8 F en timbres

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58

34, av. Général-Lacour, 75014 Paris - N° Mouton-Duvernet

EDUCATION & SOCIÉTÉ  
LES DEBATS  
1 JAN 1989